

DANS «LE MONDE DE L'ÉCONOMIE»

Sur la piste du caoutchouc

Lire pages 21 à 24
la première d'une série d'enquêtes
sur les conditions de production
et de commercialisation
des principales matières premières

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 540 F CFA ; Danemark, 6,80 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; Grèce, 50 p. ; Italie, 80 p. ; Japon, 1200 Y. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 1,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Roumanie, 240 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 86 d.

Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 65672 F
C.C.P. 4201 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La Libye et la Syrie soutiennent les rebelles de l'O.L.P.

Un grave revers pour M. Arafat

La «révolte des colonels» palestiniens, qui vient d'entrer dans son deuxième mois, constitue le plus grave défi qu'ait eu à affronter l'O.L.P. depuis sa création en janvier 1964. Depuis l'arrivée de M. Yasser Arafat à sa tête en 1969, elle avait eu toutefois, contre vents et marées, gardé son indépendance à l'égard des pays arabes et surtout maintenu la cohésion du Fath, sa composante très largement majoritaire, qui forme, en son sein, le fer de lance de la révolution palestinienne.

La crise actuelle est d'autant plus grave, en effet, qu'elle se situe à l'intérieur même du Fath et qu'elle est l'une des conséquences de la défaite subie, il y a près d'un an, par les Palestiniens au Liban. M. Arafat a longtemps réussi, par des artifices rhétoriques, à minimiser la portée et l'étendue de cette défaite. Celle-ci a cependant sérieusement miné la cohésion du mouvement palestinien, contraint de se disperser dans une douzaine d'États arabes. Les forces combattantes demeurées dans la plaine libanaise de la Bekaa sont maintenant presque entièrement dépendantes de la Syrie.

Il est clair que, malgré les précautions de style de M. Arafat, mettant surtout en cause le colonel Kadhafi, qui se joue dans cette affaire qu'une ruse secondaire, le mouvement de dissidence n'aurait pas éclaté ou, du moins, se serait très vite épuisé s'il n'était appuyé par Damas. Fidèle à son souci de préserver à tout prix l'indépendance de la «décision palestinienne», M. Arafat a toujours souhaité garder ses distances à l'égard des États arabes et, en particulier, de la Syrie, qui n'a jamais dissimulé son exigence de dire son mot dans la politique des Palestiniens. Ayant perdu le «mini-État» qu'il avait créé au Liban, M. Arafat doit désormais, qu'il le veuille ou non, tenir compte des pressions de Damas.

Le président de l'O.L.P. est devenu d'autant plus vulnérable que son prestige personnel a été entamé par la défaite. Celle-ci a radicalisé beaucoup de ses compagnons, surtout parmi les jeunes, amers et déçus après l'exode de Beyrouth qui a livré les Palestiniens du Liban sans défense à la merci de leurs pires ennemis. L'autorité de M. Arafat a, en outre, été sérieusement affaiblie par l'échec de ses récentes tentatives pour trouver une issue diplomatique honorable en essayant de mettre en pratique la «solution jordanienne» soulevée par le président Reagan, formule qui impliquait une reconnaissance «de facto» de l'État hébreu.

Les Israéliens sont-ils pour autant fondés à se réjouir des difficultés rencontrées par M. Arafat ? Certaines des prises de position des rebelles, qui l'ont accusé de vouloir «brader la révolution palestinienne» et préconiser de nouveau de transformer le Sud-Liban en une base pour la «libération de la Palestine», démontrent «à contrario» que le chef de l'exécutif de l'O.L.P. voulait bien un règlement de compromis avec Israël. Il devra désormais tenir compte des «durs» du mouvement, renforcés par la «grogne» des colonels. A court terme, ce durcissement peut paraître confirmer dans leur intrinsèque les dirigeants israéliens qui y voient la preuve de l'impossibilité de négocier avec l'O.L.P. Mais à plus longue échéance, en floutant toute perspective de règlement, il laisse Israël aux prises avec une crise nullement résolue par l'intervention au Liban.

M. Yasser Arafat a quitté la Roumanie samedi 4 juin pour se rendre dans plusieurs pays arabes en vue d'obtenir leur soutien face à la Libye et à la Syrie, qui encouragent — l'une ouvertement et l'autre en coulisses — la dissidence au sein du Fath et mettent en cause son autorité.

A Beyrouth, le chargé d'affaires libyen, M. Abdel Kader Ghoulou, a été, dimanche, gravement blessé de six balles par un inconnu. Le Front pour la libération du Liban des égarés a revendiqué l'attentat.

De notre correspondant

Beyrouth. — Entrés et meurtris par la bataille fratricide, au canon, qui s'est déroulée samedi 4 juin, à Bealbeck (nord-est du Liban), entre loyalistes et dissidents du Fath, plusieurs centaines de civils palestiniens du camp tout proche d'Al-Jailil ont pris le risque d'avancer à découvert dans la plaine de la Bekaa vers le lieu des affrontements. Cette démarche téméraire a eu pour effet d'arrêter la bataille, qui avait déjà fait trois morts et sept blessés, ainsi que d'importants dégâts matériels dans la localité libanaise.

Ce n'est là, sans doute, qu'un répit, car, dès dimanche, l'arrivée de renforts était signalée dans la région, notamment cent cinquante hommes dotés d'un armement lourd du F.P.L.P. — commandement général de M. Ahmed Ghilbi, l'ancien régime syrien — et qui soutient l'aile dissidente du Fath dans sa lutte contre l'autorité de M. Yasser Arafat.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

Deux objectifs pour le président de la République : affirmer l'autorité de l'Etat, rassurer l'opinion

Le gouvernement s'apprête à prendre de nouvelles sanctions dans la police

M. François Mitterrand, qui sera, mercredi 8 juin, à 20 heures, l'invité du journal télévisé d'Antenne 2, devra, une nouvelle fois, s'efforcer de dissiper les scepticismes que la politique du gouvernement continue de susciter dans le pays, à tel point que l'ancien ministre du commerce extérieur, M. Michel Jobert, laissait prévoir, dimanche soir, au «Grand Jury R.T.L. - Le Monde», une prochaine «déroute économique». Les manifestations de

policiers qui ont eu lieu, vendredi 3 juin à Paris, montrent que cette crise de confiance, exploitée par l'opposition, affecte l'autorité de l'Etat.

Les conclusions des enquêtes administratives ouvertes après les manifestations du 3 juin devaient être arrêtées lundi soir. Elles ne sauraient, toutefois, occulter les responsabilités politiques du ministère de l'Intérieur et,

notamment, du secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique, dont les orientations ont fluctué, depuis sa création, entre le laxisme et l'attentisme.

Les critiques du P.C.F. contre l'action gouvernementale ont conduit d'aucuns à penser que M. Lionel Joseph, premier secrétaire du P.S., a proposé une rencontre avec M. Georges Marchais pour vérifier que l'accord du 23 juin 1981 entre les deux partis est bien appliqué.

La confiance introuvable

par JEAN-MARIE COLOMBANI

Mai 1983 devait ressembler à mai 1968. C'est raté. A quoi ressemblera juin 1983 ? A juin 1940 ! Si l'on en croit M. Michel Jobert, qui sacrifie à une tradition bien de chez nous — le goût pour la rétrospection déformante — le pays est à la veille d'une déroute économique, d'un choc analogue à la défaite de 1940, ou mieux, à celle de 1970. Au même moment, M. Jacques Delors se déclare optimiste et décèle «un dégel de l'économie française».

Qui croire ? L'ex-ministre d'Etat, qui aspire à remplir, au sein de l'actuelle majorité, le rôle que jouait M. Michel Debré dans l'ancienne, ou le premier ministre-bis qui voudrait communiquer sa foi au pays ?

De toute évidence, les Français préfèrent M. Jacques Delors : il reste, derrière M. Michel Rocard, l'homme le plus populaire en France. Les Français l'apprécient. Mais le croient-ils ? Non. Telle est bien la difficulté : la confiance fait défaut. La chute est datée précisément de l'été 1982, c'est-à-dire du

tourment de la rigueur. Elle est entretenue non plus seulement par l'opposition, dont le rôle est de semer le doute, mais aussi par la majorité elle-même : le pessimisme paraît plus profond que jamais. Au mécontentement suscité par l'application de la rigueur, s'ajoute le sentiment, suggéré notamment par M. Jobert, d'un «dérèglement». Dans ce contexte, M. Jacques Chirac pointe à nouveau le bout de son nez : et si l'on faisait un référendum, histoire de montrer que la majorité n'est plus la majorité ? Donc que le président doit «en tirer les conséquences».

L'homme pressé vise juste. La question, aujourd'hui posée, est bien celle de la relation d'un homme, le président, avec un pays. Comment expliquer autrement que le chef de l'Etat soit, dans le mouvement de chute de la confiance, le plus atteint, si l'on en croit les sondages ?

(Lire la suite page 8.)

L'autre laxisme

par EDWY PLENEL

A qui la faute ? Le gouvernement devrait le savoir dès mardi, avec les premiers résultats des deux enquêtes, réclamées par le ministre de l'Intérieur, sur les manifestations policières du vendredi 3 juin.

Il ne sera sans doute pas difficile d'établir que, côté manifestants, les deux défilés n'avaient rien de spontané, que des syndicats liés à l'opposition parlementaire, dans un cas, à l'extrême droite, dans l'autre, en ont porté la responsabilité, que des policiers, notamment de l'unité spécialisée du métro, y participèrent en uniforme, que plusieurs manifestants étaient munis de leur arme réglementaire...

Il ne sera pas plus difficile de prouver que, côté police, les gardiens de la paix qui montrèrent si peu de zèle à protéger le ministère de la justice et mirent kéké bas appartenant à la 6^e compagnie de districts, l'une de ces six unités spécialisées dans le maintien de l'ordre déjà fort critiquées pour leur comportement violent lors des manifestations d'étudiants ; ou encore que les C.R.S. qui fraternisèrent avec

leurs collègues et les laissèrent obliquement continuer jusqu'au ministère de l'Intérieur appartenant à la C.R.S. n° 7 ; ou enfin que les responsables de la sécurité publique à la préfecture de police réagirent avec retard...

Muni de ces réponses, le pouvoir peut frapper vite et fort : toute la panoplie des sanctions prévues par le statut particulier des fonctionnaires de police est en effet applicable «sans consultation du conseil de discipline» en cas de «participation à un acte collectif d'indiscipline caractérisé ou à un acte collectif contraire à l'ordre public».

Cependant ces réponses, en quelque sorte policières, à des débordements, policiers ou non, seraient-elles, plus que les départs, dès vendredi, des deux principaux fonctionnaires de la police nationale qui, pour l'un d'entre eux du moins, le directeur général, M. Paul Cousseran, étaient déjà envisagés avant les événements.

(Lire la suite page 11.)

Nouvelle donne électorale en Grande-Bretagne

A quelques jours des élections générales du 9 juin en Grande-Bretagne, tous les sondages confirment l'importance croissante des conservateurs sur les partis rivaux, dans les intentions de vote. Une estimation réalisée par l'Institut Harris pour l'Observer prévoit même que le parti de M^{me} Thatcher pourrait même rassembler 430 des 650 sièges de la Chambre des communes, majorité jamais vue depuis 1935.

Si le succès des conservateurs fait peu de doute, les résultats qu'obtiendraient respectivement les tra-

vailistes et les partis de l'Alliance restent très incertains. Selon deux des sept derniers sondages publiés dimanche, le rang de second parti reviendrait à l'Alliance, le Labour étant relégué en troisième position.

Notre correspondant Daniel Vernet analyse la nouvelle donne introduite dans la vie politique britannique par la création du parti social-démocrate et son accord électoral au sein de l'Alliance avec le parti libéral.

De notre correspondant

DANIEL VERNET

Londres. — «Briser le moule de la politique britannique». L'expression inventée par un professeur de droit, M. David Marquand, pour M. Roy Jenkins, son ancien patron à la Commission de

dages. Il y a plusieurs manières de «briser le moule».

Il y a le mode social-démocrate : profitant de la désaffection touchant les deux grands partis, l'Alliance se fait un plaisir de l'échiquier politique britannique, met fin au système uninominal majoritaire à un tour, créateur du bi-partisme, impose la représentation proportionnelle et détruit ainsi le duo conservateur-travailliste qui dure depuis plus de cinquante ans. Il y a le mode anti-travailliste : l'émergence d'un nouveau parti centriste, prenant dans le tête-à-tête avec les conservateurs la place du Labour réduit aux dimensions d'une secte socialiste. Il y a le mode conservateur : une «Chambre introuvable», avec une majorité écrasante de députés thatcheriens qui relèguent à l'état de souvenir le consensus cher aux Britanniques. Les élections du 9 juin ouvrent toutes ces possibilités et encore une quatrième : le maintien du statu quo, avec une Chambre des communes dominée par les conservateurs et les travaillistes, et un troisième parti jouant les utilités.

«Préparez-vous à gouverner», lance M. David Steel à ses amis libéraux, qui aux dernières élections n'avaient pas pu faire élire plus de onze députés. En cet automne 1981, l'euphorie n'est pas totalement artificielle. M^{me} Thatcher est à l'époque le premier ministre le plus impopulaire que la Grande-Bretagne ait jamais connus ; le parti travailliste se débat dans ses éternelles querelles intestines.

(Lire la suite page 5.)

André Leroi-Gourhan Les religions de la préhistoire



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

L'avènement de Yannick Noah

Après les grands amateurs Lacoste, Cochet, Borotra et Bernard, Yannick Noah est devenu, le 5 juin, le premier Français professionnel à gagner les Internationaux de tennis de Roland-Garros.

En trois sets (6-2, 7-5, 7-6) et deux heures vingt-quatre minutes de jeu acharné, il a battu le Suédois Mats Wilander, tenant du titre. Une victoire à facettes qui était attendue par le tennis national depuis 1946. Elle a rapporté 657 420 F à son auteur — qui est âgé de vingt-trois ans — et a décuplé sa valeur marchande en le propulsant vers le sommet de la hiérarchie mondiale. Elle a consacré le développement du jeu organisé par la Fédération, qui a vu ce même jour chez les juniors la consécration de Pascal Paradis à la court échec de Franck Fédier. Elle a mis la France en position de conquérir la coupe Davis cinquante ans après le perte du saladier d'argent. Elle garantit à l'ancien jeu élégant la continuité d'un développement populaire qui en avait déjà fait le premier sport individuel de l'Hexagone (un million de licenciés). Elle justifie la prochaine extension du stade qui a reçu 254 952 spectateurs payants durant le quinzaine, record absolu.

(Lire page 14 les articles d'ALAIN GRAUDO et d'OLIVIER MERLIN.)

AU JOUR LE JOUR

Après ce qui s'est passé, l'émotion paraissait légitime et compréhensible. On pouvait même excuser les débordements et le déchaînement des passions partisans.

Pourtant, dimanche, quand on a vu à la télévision, en direct mais de dos, un émissaire de l'Elysée se précipiter sur un

Bonheur

Noah encore essouffé pour lui glisser un message, on s'est demandé si les bonheurs de la décennie n'étaient pas dépassés.

Puis on s'est dit qu'il vaut mieux à tout prendre, récupérer politiquement le bonheur des gens que leur malheur.

BRUNO FRAPPAT.

«LE PRINCE TRAVESTI», A CHAILLOT

«LES PARAVENTS», A NANTERRE

Vitez-Chéreau : l'audace

A un soir d'intervalle, viennent de se succéder deux premières théâtrales attendues : la 3 juin à Chaillot, le Prince travesti, de Marivaux, par Antoine Vitez. Le 4, à Nanterre, dans la mise en scène de Patrice Chéreau, les Paravents, de Jean Genet. La pièce n'avait pas été montée en France depuis sa création par Roger Elin, en 1966 à l'Odéon. A l'époque, elle avait provoqué un scandale.

Antoine Vitez et Patrice Chéreau, si différents soient-ils, sont des «auteurs de spectacles» dans le sens où chacun de leur spectacle porte la marque d'une vision radicalement personnelle du théâtre. Ce qui leur a valu d'être longtemps — et parfois encore — taxés par certains de mégalomanie, d'élitisme. Ce qui leur a valu aussi leurs fidèles, leur notoriété nationale et internationale. Patrice Chéreau est une vedette en

Italie, en Allemagne où il a travaillé. Aux Etats-Unis également, où ont été diffusés à la télévision les enregistrements du Ring qu'il a monté à Bayreuth. En Italie, en Suisse, partout où il a amené ses spectacles «Molière», Antoine Vitez a été réclamer, et son Prince travesti doit partir en tournée officielle de par le monde en 1984.

Aujourd'hui à la tête de deux grandes institutions, Antoine Vitez et Patrice Chéreau représentent la partie «audace» de la politique culturelle. On sait qu'ils apportent l'inattendu et que toujours ils enrichissent, même s'ils choquent. Ils jouent la risqué, la son notre intérêt et notre plaisir.

C. G.

(Lire page 16.)

Le Monde

idées

Professions libérales : une carte à jouer

par FRANÇOIS BACHELOT (*)

DANS une période de crise économique sévère comme celle que nous vivons aujourd'hui, l'Etat fait naturellement appel à l'esprit de solidarité des citoyens. Pour être entendu, il doit créer un climat de confiance en évitant, en particulier, d'accumuler des erreurs dont le coût rend inutile l'effort financier de la population. Parmi ces erreurs, il en est une qui consiste à créer et à privilégier les emplois dans la fonction publique, au détriment de ceux assurés par les professions indépendantes et leurs collaborateurs.

Les professions libérales sont un atout majeur pour l'avenir économique du pays, et pourtant l'Etat ne leur a pas rendu justice. C'est évident et reconnu en matière de santé, mais cela se vérifie également pour les autres secteurs. Dans les vingt dernières années, le groupe des professions libérales a vécu une véritable mutation : de cent cinquante mille professionnels libéraux après guerre, nous sommes passés à quatre cent cinquante mille aujourd'hui. L'accroissement des effectifs est dû en partie à l'essor démographique de certaines professions de santé, mais surtout au développement des professions libérales dites du secteur technique : architectes, assureurs, experts-comptables, ingénieurs, conseils, informaticiens, bureaux d'études, etc.

Ces professions représentent, à l'heure actuelle, le tiers du groupe. Grâce à un effort important de formation continue et d'équipement, elles sont en mesure de répondre à toutes les demandes. Quelle est l'entreprise ou l'activité de services qui pourrait se passer de leurs conseils ? Quel est le service public qui pourrait les remplacer avec le même rapport qualité-prix ?

Des entreprises à taille humaine

Erreur sociale, ensuite, car les professionnels libéraux, par leur rôle de conseil, le contact direct et personnalisé qu'ils entretiennent avec leurs clients, la dimension des entreprises à taille humaine qu'ils gèrent (80 % des deux cent vingt mille entreprises ont moins de vingt salariés), représentent une véritable facteur d'équilibre social.

Erreur politique, enfin, car en rejetant les professions libérales au marge de la vie économique du pays on les pousse à se laisser séduire par les sirènes de je ne sais quel néo-poujadisme ou lobby politique. La situation du groupe nous paraît suffisamment préoccupante pour tirer la sonnette d'alarme. Il faut réconcilier l'Etat avec les professions libérales.

Un effort de part et d'autre s'impose. Les professionnels libéraux doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas attendre que l'Etat leur fournisse tout ce qu'ils ont besoin. (* Secrétaire général de l'Assemblée permanente des chambres des professions libérales.

peuvent plus vivre dans leur tour d'ivoire. Ils ne sont plus uniquement des prestataires de services. Ce sont également des agents économiques responsables de la vie de petites entreprises. Comme tous les patrons - grands ou petits - ils produisent, investissent, créent des emplois et redistribuent des richesses. Alors, comme les autres patrons, ils doivent accepter et partager des responsabilités socio-économiques.

De son côté, le pouvoir doit mettre en place une véritable concertation permanente, non seulement au niveau national, comme il vient de le faire en nommant le professeur Luchaire délégué interministériel aux professions libérales, mais également, et surtout, aux niveaux départemental et régional. Ces structures de concertation existent depuis de nombreuses années entre l'Etat et les autres groupes socioprofessionnels : ce sont les chambres consulaires. Elles ont largement fait la preuve de leur utilité. Pourquoi les refuser aux professionnels libéraux ? Une fois de plus, lors de notre prochain congrès national les 21 et 22 octobre 1983 à Paris, nous posons la question.

Le gouvernement doit lever le malentendu - s'il s'agit réellement d'un malentendu. Il doit en finir avec la pratique du double langage qui consiste à affirmer un jour que la France serait « triste sans professions libérales » et le lendemain à organiser la disparition de certaines d'entre elles.

Or deux mille infirmières libérales ont formé leur cabinet en 1982. La Sécurité sociale finance des centres de santé médicaux et dentaires aux frais des contribuables pour concurrencer des professions déjà menacées par la pléthore de leurs effectifs : trente-cinq nouveaux « guchets uniques » viennent d'être créés, etc. Ce ne sont pas des faits d'âme, ce sont des faits ! Ce double langage n'est pas sain.

Pour investir en personnel et en matériel, les professionnels libéraux ont besoin, comme les autres chefs d'entreprise, de s'appuyer sur une règle du jeu cohérente et définie, au moins pour le moyen terme. Pour ce faire, ils doivent nécessairement participer à son élaboration.

Nous espérons beaucoup de la mission du professeur Luchaire. A lui de nous démontrer que la politique de pouvoir à l'égard des professions libérales abandonnée définitivement les valeurs du sens et de l'humanité des apprentis sorciers pour suivre celle du bon sens, de la confiance et de l'intérêt de la collectivité.

Un mauvais coup pour la fonction publique

par BERNARD PONS (*)

L'ETAT ne créera aucun emploi en 1984. Pierre Mauroy l'a annoncé, Jacques Delors l'a confirmé. Mais la stagnation des effectifs du secteur public était prévue depuis longtemps. Depuis plusieurs mois, une « directive » du directeur du budget demandait à ses collaborateurs de chercher des justifications et des explications à ce renversement programmé de la politique gouvernementale.

Silence révélateur : cette mesure contredisait les engagements gouvernementaux n'a fait l'objet d'aucune intervention des socialistes ou des communistes. Pourtant, quel charivari lorsque le R.P.R. inscrivait la nécessité d'une stabilisation des effectifs de la fonction publique dans son plan de redressement du 23 janvier ! On mesure après coup l'hypocrisie des accusations alors proférées par ceux qui se savaient pourtant contraints à brève échéance (post-électorale bien entendu) à renier leurs engagements et à appliquer les propositions qu'ils critiquaient alors !

Le gel actuellement mis en place par le gouvernement n'est en rien guidé par la raison. L'Etat socialiste n'arrête le recrutement des fonctionnaires partout et brusquement que parce que, comme à la fin de la IV^e République, il ne peut plus les payer. Déjà, les primes du mois de décembre ont été versées avec plusieurs semaines de retard, et leur pouvoir d'achat fond comme neige au soleil. Même M. Le Pors, toute solidarité gouvernementale oubliée, se sent obligé de dénoncer cette situation.

L'arrêt ne résulte pas d'une politique délibérée, mais exprime une panique face à une situation qui n'est plus contrôlée.

Cela n'a rien à voir avec notre conception. C'est par raison et logique que nous proposons une stabilisation des effectifs de la fonction publique, car nous voulons arrêter la croissance tentaculaire de l'Etat. La stabilisation des effectifs de la fonction publique préconisée par notre projet n'est pas liée aux obligations d'une politique d'austérité. Elle est la conséquence logique du refus de l'emprise totalitaire d'une bureaucratie tatillonne et inquisitoriale, paralysante pour l'économie.

Le gel des effectifs de la fonction publique par le gouvernement de coalition socialo-communiste ne montre aucune cohérence. Comment vouloir à la fois l'extension de l'Etat et la stabilisation des fonctionnaires ?

Une conception différente

Parce que notre réflexion part d'une conception totalement différente de la société, elle est cohérente avec notre souci de relance de l'économie, d'encouragement des initiatives, de limitation mais d'enrichissement des tâches des fonctionnaires.

Enfin, le gel des effectifs de la fonction publique par le gouvernement ne correspond pas à une volonté d'améliorer sa gestion. Il ne s'accompagne pas du réajustage nécessaire des affectations, d'où le surplus de personnel dans certains secteurs et la pénurie dans d'autres, essentiels, comme les hôpitaux, la sécurité, etc. En cela aussi, il s'oppose au projet du R.P.R.

Si on élimine de la structure administrative toutes les activités pouvant être assurées aussi bien et parfois mieux avec la souplesse du secteur privé ou parapublic, il devient possible par de meilleures affectations de renforcer les secteurs essentiels du service public : justice, sécurité, santé, éducation... Les autres missions accomplies aujourd'hui dans les bureaux centralisés dans le cadre de l'Etat peuvent être réalisées par des établissements ou des entreprises de secteur parapublic ou privé.

Sans aucun licenciement (mesure d'ailleurs exclue par le statut général des fonctionnaires, auquel le R.P.R. est, à la suite du général de Gaulle qui l'a créé en 1946 et rénové en 1959, profondément attaché), il devient alors possible, par le jeu du non-recrutement de certains postes libérés par des départs à la retraite, par des formules variées (corps en voie d'extinction, droit d'option entre un statut privé souvent plus avantageux et le statut public), de revenir progressivement à une proportion plus équilibrée de membres de la fonction publique par rapport à l'ensemble des travailleurs.

(*) Secrétaire général du R.P.R., député de Paris.

Privé-public

« Sans les professions libérales, disait un jour François Mitterrand, la société serait ennuyeuse avant de devenir tyrannique. » N'empêche que le pouvoir, estime le docteur François Bachelot, les lamine, commettant ainsi une triple erreur économique, sociale et politique. Robert Papin, pour sa part, prend la défense des chefs d'entreprise, qui ont moins besoin d'argent, selon lui, que de considération. Encore faut-il, bien sûr, qu'ils la méritent et ne restent pas dans leur tour d'ivoire. Quant à Bernard Pons, c'est à une fonction publique tentaculaire et paralysante qu'il s'en prend. L'arrêt du recrutement des fonctionnaires n'est pas actuellement guidé par la raison, fait-il valoir, mais par la nécessité économique.

Chefs d'entreprise et tour d'ivoire

par ROBERT PAPIN (*)

ses atouts et à ses faiblesses, bref à la stratégie de son affaire.

Bon nombre de patrons reconnaissent les bienfaits de tel incident de santé, mais, comme on ne peut s'haïr à tous les responsables d'être victimes d'une crise cardiaque, force est de nous interroger sur les obstacles à la réflexion stratégique et sur les facteurs qui pourraient favoriser une telle réflexion.

Les obstacles à la réflexion stratégique

La plupart des patrons, et notamment des patrons de P.M.E., admettent se battre contre les difficultés et passent une partie de leur temps à « éteindre les incendies ». Cette lutte quotidienne leur permet à tout instant d'apprécier leur efficacité, mais elle réduit d'autant le temps consacré à la réflexion, une réflexion qui devient pour eux un exercice difficile.

« A quel bon réfléchir à six mois ou un an, vous diront-ils. Si demain mon banquier me refuse un crédit ou si demain un gros client me laisse tomber, mon affaire disparaîtra. »

D'autres vous diront : « Dans mon affaire, je dois tout contrôler, je n'ai donc pas le temps de bâtir de beaux plans qui seront périmés à peine achevés. » Il est vrai qu'aujourd'hui nombre de patrons ont été les créateurs de leur entreprise ; or beaucoup de créateurs prennent volontiers l'habitude de tout faire et de tout contrôler.

Victimes du scepticisme de tous ceux qui les entourent lorsqu'ils se sont lancés dans l'aventure, manquant de moyens matériels, ils se sont entourés de simples exécutants, et ceux qui ont survécu aux difficultés ont fini par se convaincre qu'eux seuls étaient capables de franchir les obstacles.

La plupart du temps, la lutte quotidienne leur donne raison, car leurs collaborateurs sont surtout des exécutants peu attirés par les responsabilités. Les qualités que le chef attend d'eux, c'est la docilité et l'aptitude à comprendre rapidement ce que veut leur patron. Ne rien bousculer devient donc leur credo, et, rapidement, ils vont eux aussi s'enfermer dans une tour d'ivoire.

Il est vrai, toutefois, que des entreprises, et parfois même de grandes firmes, ont connu de graves difficultés, alors même qu'elles possédaient d'éminents spécialistes de planification.

La prévision est aujourd'hui devenue un art difficile, cependant ; faire de la stratégie ne signifie pas nécessairement bâtir de beaux plans à cinq ans. Il s'agit plutôt d'adopter une disposition d'esprit, de s'interroger sur les objectifs poursuivis par l'entreprise et sur les politiques qui permettront de les réaliser. A la limite, il s'agit tout simplement de se poser en permanence la question suivante : « Que se passerait-il... »

Reconnaître l'importance du patron c'est probablement l'une des mesures les plus efficaces qu'un gouvernement pourrait prendre pour renforcer son entreprise. Clamer à tout va : « Il faut faire payer les patrons » ou bien laisser entendre que ces patrons sont des exploitiers lorsqu'ils réussissent et des misérables lorsqu'ils échouent, c'est nier trois vérités.

C'est d'abord oublier que, dans un système de type « capitaliste », la prospérité économique repose sur la prospérité des entreprises, que celles-ci soient grandes, moyennes ou petites.

C'est ensuite oublier que la prospérité d'une entreprise repose, en grande partie, sur l'efficacité et le dynamisme de son dirigeant. C'est enfin oublier que ce dynamisme est largement fonction de facteurs psychologiques et, notamment, de l'image du patron au sein de la société française.

La qualité des dirigeants

Trop d'ouvrages de management assimilent la décentralisation des pouvoirs dans l'entreprise avec une réduction du rôle exercé par son dirigeant. Une telle assimilation est souvent le fait de théoriciens qui n'ont jamais exercé des responsabilités de direction générale. Dans un environnement changeant, une décision stratégique erronée peut conduire une affaire à sa perte.

* Professeur à l'Ecole des hautes études commerciales.

quelle que soit la qualité de sa gestion courante.

Investir, une bonne stratégie peut pallier une gestion déficiente. Or les grands chefs stratégiques sont nécessairement faits par le dirigeant, et ces choix reposent, le plus souvent, sur des informations imparfaites. Le chef d'entreprise est donc condamné à prendre des risques, et toute sa politique devra consister à se procurer des informations aussi précises que possible : à bâtir des plans pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés puis à prévoir les réactions de ses concurrents. Les patrons qui se coupent de leur environnement s'enferment dans leur forteresse et perdent l'habitude de réfléchir, ce sont ceux-là qui, les premiers, disparaîtront.

Vouloir sauver les entreprises en les subventionnant, c'est adopter la politique d'un médecin qui, pour guérir un malade, tremperait son thermomètre dans l'eau froide. Si l'efficacité d'une affaire repose sur l'ouverture d'esprit de son dirigeant, elle repose également sur le dynamisme de ce dernier, ou un tel dynamisme est largement fonction de l'image des patrons dans la société française.

Contrairement à une opinion largement répandue, les patrons sont rarement des individus désireux de « s'en mettre plein les poches ». Ce qu'ils cherchent le plus souvent, c'est d'abord de maîtriser leur propre avenir et surtout de se dépasser.

La vie est pour eux un perpétuel défi et, s'ils sont placés dans un contexte psychologique favorable, ils pourront renverser des montagnes. Malheureusement, les Français n'aiment guère ceux qui veulent se placer au-dessus des autres, et, dans notre société, il est plus noble d'être médecin ou haut fonctionnaire que plombier, peut-être même quant au patron de P.M.E.

Rien d'étonnant que les éléments les plus brillants s'orientent vers l'ENA ou vers un doctorat, alors que notre économie a surtout besoin d'entrepreneurs. Cesser de considérer les entrepreneurs comme des exploités, promouvoir les carrières de management, introduire une connaissance de l'entreprise dans les programmes des écoles primaires, ce sont là des mesures qui contribueraient puissamment au développement de notre économie.

Aux pouvoirs publics nous serons tentés de dire pour conclure... : « Ce n'est pas d'argent dont les patrons ont besoin, mais de considération. »

week-ends, sorties, vacances, DÉPART TRANQUILLE



ALARME 2000 contre le vol

Des protections radar à toute technologie, mais d'utilisation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un départ tranquille, sans angoisse du retour, remplir et retourner le bon ci-joint à ALARME 2000 8, rue Guén, 75016 PARIS ou téléphoner au 525.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom
 Prénom
 rue
 n° code postal
 Ville

22

PROCHE-ORIENT

Israël

L'opposition au maintien de l'armée au Liban s'amplifie

Jérusalem. — L'anniversaire du déclenchement de l'opération « Paix pour la Galilée » a donné lieu à toute une série de manifestations, de prises de position, et de « *klifas* » (émissions de la presse) qui s'ajoutent à l'embarras du gouvernement, alors que dans l'opinion publique, dans l'opposition parlementaire et même au sein de la majorité, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour réclamer un désengagement rapide de l'armée israélienne au Liban. Les solutions proposées, quand il y en a, restent cependant assez différentes les unes des autres, sinon divergentes.

Le mouvement La paix maintenant (Chalom Archav) a enregistré un nouveau succès en rassemblant samedi soir 4 juin à Tel-Aviv plus de cent mille personnes pour accueillir ses militants qui, durant toute la semaine, avaient participé à une marche symbolique depuis la frontière libanaise. (Le Monde daté 5-6 juin). C'était la plus grande manifestation organisée par ce mouvement après celle qui avait eu lieu avec l'ensemble des partis d'opposition fin septembre pour dénoncer les massacres de Sabra et de Chatila, et demander la constitution d'une commission d'enquête.

Chalom Archav exige la démission du gouvernement et le retrait immédiat de l'armée, sans en préciser les conditions. Le parti travailliste, pour sa part, se voit, vient de proposer un référendum « *interim* » par étapes. Les troupes israéliennes évacueraient dans un premier temps la région de Beyrouth, le Chouf et, dans la Bekaa, tout le secteur situé le long de la route Beyrouth-Damas, là où soldats israéliens et syriens sont en contact. Dans un deuxième temps, l'armée israélienne quitterait la totalité du Sud-Liban après un délai plus ou moins long nécessaire pour l'organisation de la « sécurité » dans cette zone, notamment le long de la frontière.

De notre correspondant

Certains membres du gouvernement, considérant que l'accord israélo-libanais conclu le mois dernier est inapplicable étant donné l'attitude syrienne, ne sont pas tout à fait opposés à un tel projet, bien qu'ils n'envisagent pas pour l'instant d'autre repli que celui qui pourrait se faire sur la ligne marquée par la rivière Aouali, au nord de Saïda. Mais le conseil des ministres, réuni dimanche, a fermement rejeté le projet travailliste, en soulignant qu'actuellement une décision unilatérale d'Israël n'est pas souhaitable.

Le comportement du général Sharon

Le gouvernement considère, en effet, que la présence de l'armée israélienne face à l'armée syrienne est un « *moyen de pression* » pour obliger, à terme, le gouvernement de Damas à accepter le principe d'un retrait de « *toutes les forces étrangères du Liban* ». D'autre part, le cabinet de M. Begin fait valoir qu'il s'est engagé à ne prendre aucune initiative sans l'accord des gouvernements américain et libanais. Or ceux-ci désapprouvent, jusqu'à maintenant, l'idée d'un repli partiel israélien, parce qu'il faudrait remplir le « *vide* » laissé par l'armée israélienne, et que ni la force multinationale, à laquelle participent des « *marines* » américains, ni l'armée libanaise ne semblent en mesure de le faire : à moins d'un renforcement considérable de la force multinationale auquel le gouvernement américain n'est apparemment pas prêt à consentir.

On savait déjà que, au cours des premiers mois de la guerre au Liban et notamment durant les tout premiers jours, le gouvernement de M. Begin avait donné l'impression d'être « *monopolisé* » par M. Ariel

Sharon, qui était alors ministre de la défense, celui-ci ayant obtenu très vite que l'armée israélienne puisse élargir largement les objectifs déclarés au départ pour arriver jusqu'à Beyrouth. Mais, dimanche soir, le vice-premier ministre, M. Simha Erlich, a implicitement reconnu que le conseil des ministres n'était pas en mesure de contrôler les décisions prises par M. Sharon et l'ancien chef d'état-major, le général Rappaport. Il a admis que le gouvernement avait été à plusieurs reprises placé devant le « *fait accompli* » et avait donné sa approbation à un certain nombre d'opérations « *après coup* ». Il a précisé que, lorsque l'armée israélienne avait atteint la route Beyrouth-Damas, alors qu'il assurait l'intérim à la tête du gouvernement en l'absence de M. Begin, en voyage aux Etats-Unis, M. Sharon avait prétendu que les soldats israéliens devaient réduire au silence des positions syriennes, alors que, en réalité, il est apparu plus tard que ces « *provocations* » syriennes n'avaient jamais eu lieu. Le prétexte invoqué par M. Sharon d'avoir pour but que d'« *amener le cabinet à entériner ses décisions* ».

Pour pénétrer dans Beyrouth-Ouest, selon des révélations faites par le journal *Maariv*, qui, la semaine dernière, avait consacré tout un supplément à l'histoire des premiers mois de la guerre, M. Sharon aurait agi de même, déclarant que, pour protéger les soldats israéliens, il convenait d'occuper de nouveaux secteurs.

Après les indications fournies par la presse et par M. Erlich, des membres de l'opposition travailliste, mais aussi deux députés de la majorité ont demandé que soit créée une commission d'enquête nationale pour examiner le « *mauvais fonctionnement* » du gouvernement face aux décisions militaires prises par M. Sharon et l'ancien chef d'état-major.

FRANCIS CORNU.

La Libye et la Syrie soutiennent les rebelles de l'O.L.P.

(Suite de la première page.)

Sur le terrain, l'enjeu de la bataille paraît être le contrôle de la route Serghaya-Baalbek, voie de passage des convois militaires palestiniens, ainsi d'ailleurs que syriens, entre la Syrie et la Bekaa, où stationnent encore les forces syro-palestiniennes. S'ils perdaient le contrôle de cette voie d'accès, dont le point de départ, Serghaya, se trouve en Syrie, les loyalistes du Fath se trouveraient pris dans une souricière sans que Damas puisse être accusé de les avoir asphyxiés en les coupant de leur source d'approvisionnement et d'armement.

Les affrontements fratricides de Baalbek ne sont pas les premiers entre organisations rivales de l'O.L.P. Il s'en était produit, notamment à Beyrouth de nombreux et de plus sanglants, du temps où la résistance palestinienne faisait la loi dans le secteur ouest. Ce sont, cependant, les premiers qui mettent sérieusement aux prises les deux ailes rivales du Fath. En dehors d'un bref accrochage à Damas, lors de l'occupation de dépôts logistiques par les dissidents, qui avait fait deux blessés (le Monde du 31 mai), elles s'étaient en effet limitées aux menaces et aux violences verbales.

La « petite phrase » de M. Andropov

M. Arafat n'a pas réussi à endiguer cette contestation de son autorité, malgré une « tournée des potes » qui a duré deux semaines au nord et à l'est du Liban et a été dénoncée par le Front libanais (chrétien) comme contraire aux accords relatifs au départ de la résistance palestinienne de Beyrouth. Israël, en revanche, n'a pas réagi. Après cet échec, M. Arafat tente maintenant de restaurer un pouvoir battu en brèche, en faisant intervenir le monde arabe auprès de la Syrie. Il s'est rendu en Algérie avant que le président Bendjedid prenne l'avion pour Damas, puis en Arabie Saoudite, dont le vice-premier ministre, le

prince Abdallah, spécialiste des missions difficiles auprès du président Assad, est arrivé à son tour dans la capitale syrienne.

Damas est, en effet, la clé de la dissidence au sein du Fath. Les multiples accusations lancées par M. Arafat et par ses proches — Abou Jihad et Abou Ayad — contre des pays arabes concernant publiquement la Libye et implicitement la Syrie qu'ils ne peuvent se permettre d'attaquer de front. Même si une pause survient à la faveur de ces médiations, les proches du chef de l'O.L.P. craignent que ce se poursuive l'œuvre de sape entreprise contre son autorité. Ils voient cependant un signe encourageant dans un

passage d'un message du secrétaire général du P.C. soviétique, M. Andropov, où il est question de « *l'unité palestinienne sous la direction légitime du président Arafat* ». Les dissidents étant menés par un prosoviétique, Abou-Moussa, l'adjectif utilisé a retenu l'attention des conseillers politiques de M. Arafat.

Quant aux Libanais, ils constatent qu'ils continuent à subir sur leur territoire les effets des luttes dans lesquelles la résistance palestinienne est impliquée. Ils notent, toutefois, que ces effets sont moins directement sensibles puisqu'ils ne concernent plus Beyrouth, comme ce fut si souvent le cas, mais Baalbek.

LUCIEN GEORGE.

Le Fath est la principale organisation de l'O.L.P.

L'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine) est composée de plusieurs mouvements de résistance, dont le Fath est la plus ancienne et la plus importante. L'O.L.P. a été créée le 17 janvier 1964 lors d'un sommet arabe au Caire, lequel avait chargé de son organisation M. Ahmed Choukry, représentant de la Palestine auprès de la Ligue arabe. Il a été élu président du comité exécutif par le premier Conseil national palestinien réuni à Jérusalem du 28 mai au 2 juin 1964, qui a approuvé la première charte et créé l'A.L.P. (Armée de libération de la Palestine).

En 1968, le Fath prend le contrôle de l'O.L.P. et le Conseil national palestinien, réuni au Caire, élit M. Yasser Arafat président du comité exécutif.

L'O.L.P. comprend huit organisations :
— Le Fath, dont les débats remontent à 1956, a été fondé officiellement à Koweït en octobre 1959. Le mot est formé des initiales arabes inversées de Mouvement de libération nationale palestinien et signifie aussi « *conquête* ». Ses fondateurs : MM. Arafat, Salah Khalaf (Abou

Ayad), Farouk Kaddouniet et Khaleel el Hassan.
— La Saïka (pro-syrien), créée en 1967 par le parti Baas. Son premier chef, Zouheir Mohsen, a été victime d'un attentat, à Cannes, le 25 juillet 1979.

— Le F.P.L.P. (Front populaire pour la libération de la Palestine), créé en octobre 1967 par M. Georges Habbache.

— Le F.D.L.P. (Front démocratique pour la libération de la Palestine) de Nayef Hawatmeh s'appuyait à l'origine F.D.L.P. (Front démocratique et populaire pour la libération de la Palestine). Il est né d'une scission du F.P.L.P. en février 1969.

— Le F.P.L.P. — Commandement général d'Achmed Jibril avait participé à la création du F.P.L.P. mais s'en était séparé peu après. Il est considéré comme pro-syrien.

— Le F.L.A. (Front de libération arabe), pro-iraïen.

— Le F.L.P.P. (Front de lutte populaire palestinien) de M. Samir Ghochi, pro-syrien.

— Le F.L.P. (Front de libération palestinien), groupuscule dissident du Fath.

AFRIQUE

Ethiopie

LE DIX-NEUVIÈME SOMMET DE L'O.U.A.

Les dirigeants africains sont hantés par le spectre d'un échec

Addis-Abeba. — Le troisième essai sera-t-il le bon ? Après deux convocations infructueuses en août et novembre 1982, le dix-neuvième sommet de l'Organisation de l'unité africaine se tiendra-t-il, enfin, comme prévu, dans la capitale éthiopienne du 6 au 11 juin ? Quelques heures avant l'ouverture officielle, la plus grande incertitude régnait ce lundi 6 juin à Addis-Abeba.

Chacun semble hanté par le spectre d'un échec qui serait, dit-on ici, fatal à l'O.U.A. Il faut donc se réarmer. Pour le faire légalement, il faut atteindre le fameux quorum des deux tiers — trente-trois Etats membres — qui avait fait défaut à Tripoli, en raison de l'abstention d'une minorité de blocage constituée par le Maroc et ses dix-huit alliés, hostiles à l'admission au sein de l'O.U.A. de la République arabe sahraoui démocratique. Comment dégager un quorum sans ébaucher un compromis, flûte-t-il provisoire ? Quel type de compromis ? Tout est là.

Depuis novembre, un comité de liaison regroupant onze Etats est en charge du problème sahraoui. Il comprend, outre le Kenya, qui vient de présider pendant près de deux ans l'organisation, et le Nigeria, qui se réclame d'une position moyenne, dix pays ayant reconnu la R.A.S.D. : Angola, Congo, Ethiopie, Lesotho, Libye, Mali, Mozambique, Ouganda, Tanzanie et Zambie. Président en exercice de l'O.U.A., le chef de l'Etat kenyan, M. Arap Moi, avait annoncé que le comité des douze se réunirait à Addis-Abeba à la veille de l'ouverture du sommet. Il n'en a rien été.

Cette réunion des douze pouvait encore avoir lieu lundi matin, mais l'on annonçait comme plus vraisemblable la tenue d'une réunion informelle de toutes les délégations présentes à Addis-Abeba sur le modèle des rencontres organisées en vain à Tripoli. Selon d'autres informations, le comité de liaison pourrait être élargi très sensiblement.

Quelle que soit le type de réunion choisie, il faudrait bien dégager une formule acceptable par tous. Quelle peut-elle être. A priori — mais c'est la règle du jeu —, chacun campe sur ses positions. Le chef de la diplomatie sahraoui, M. Ibrahim Hakim, a rappelé dimanche que les douze n'avaient aucune autorité pour déci-

De notre envoyé spécial

der de la participation de la R.A.S.D. aux travaux de l'O.U.A.

Apparemment, rien n'est changé non plus du côté des partisans du Maroc. M. Paul Mbyia, président du Cameroun, attendu lundi à Addis-Abeba, a précisé qu'il y venait parce qu'une certaine « *clarification* » se faisait jour. Mais il a ajouté que son pays ne pourrait participer au sommet si la R.A.S.D. était dans la salle. Dans ces conditions, de quelle « *clarification* » s'agit-il ? Réussira-t-on à persuader, au nom des intérêts supérieurs de l'O.U.A., la R.A.S.D. de rester, temporairement, dans les coulisses comme elle avait accepté de le faire à Tripoli-1 ? Autant de questions pour l'instant sans réponse.

Une trentaine de délégations étaient arrivées lundi matin en Ethiopie. Vingt d'entre elles sont conduites par des chefs d'Etat. Le

colonel Kadhafi a fait le voyage, de même que M. Abdelaziz, « *président* » de la R.A.S.D. et secrétaire général du Polisario. Dans leurs suites de l'hôtel Ghion, réservées pour la circonstance, les chefs d'Etat se consultent. Parviendront-ils enfin à faire du dix-neuvième sommet ce « *grand succès* » prédit par le secrétaire général de l'O.U.A., M. Kodjo ?

Si le sommet se tient, il devra régler entre autres deux problèmes de personnes : la présidence de l'O.U.A. et la nomination d'un nouveau secrétaire général. Le colonel Kadhafi souhaiterait être le prochain président ex officio, mais on avance plus souvent le nom de son homologue éthiopien, le colonel Mengistu. Pour le secrétaire, plusieurs noms circulent : deux ceux du gabonais Paul Okouma et du chef de la diplomatie malienne, M. Blondin Beye.

J.-P. LANGELLER.

République Sud-Africaine

Justice en noir et blanc

De notre correspondant

Johannesburg. — Deux mille heures de prison dont huit cents avec sursis, telle est la sentence imposée par un juge de Pretoria à un jeune Blanc coupable d'avoir tué de sang-froid et sans mobile un passant noir.

Le jugement a été rendu vendredi 3 juin, les faits remontant au 27 octobre dernier. Ce soir-là, Ronnie van der Merwe fêtait son dix-neuvième anniversaire. Trois fois au cours de la soirée, il avait émis le vœu de « *se faire un hootkop* » (crémation africaine).

Son choix se porta sur Japha Kgopa, lui ou un autre, peu importe. Ronnie van der Merwe stoppe son automobile et se rue sur le malheureux. Deux terribles coups de ratchet, cas à l'épaule de bois utilisés en sport de combat, s'abattent sur le crâne de l'innocent. « *Je voulais le frapper encore, mais il s'est dévoué* », explique l'agresseur au tribunal. En fait, Japha Kgopa était déjà mort, il avait vingt-trois ans.

« *C'est un crime hideux, s'est exclamé le juge, le pauvre jeune homme ne vous avait absolument rien fait. (...) Chacun dans ce pays, qu'il soit noir ou blanc, doit pouvoir se sentir libre de se promener la nuit.* » Et le magistrat, outré, condamne l'assassin à mille deux cents heures de prison ferme (environ deux mois) à effectuer les week-ends seulement. M. van der Merwe allant à son travail le reste du temps.

Déconcertante justice sud-africaine qui impose, le même jour à Johannesburg, quatre ans de prison ferme à deux jeunes chanteurs noirs (dix-huit et vingt-quatre ans) dont le seul crime fut d'avoir entonné en public deux versins à la gloire de leurs héros, M. Nelson Mandela, emprisonné depuis vingt ans, et M. Oliver Tambo, président en exil du Congrès national africain (A.N.C.).

P. C.

ASIE

Chine

L'Assemblée nationale réunit une importante session à Pékin

Pékin. — Après une série de travaux préliminaires, la première session de la sixième Assemblée nationale populaire (A.N.P.) se réunit, ce lundi 6 juin, dans l'après-midi, à Pékin. Après un discours d'ouverture de M. Peng Zhen, « *candidat* » au poste de président du comité permanent de l'Assemblée, le premier ministre, M. Zhao Ziyang, devait présenter le rapport d'activité du gouvernement. Mardi, les deux mille neuf-cent-soixante-deux députés — un décret a déjà été enregistré — entendront un exposé de M. Yan Yilin, vice-premier ministre, sur le plan économique de l'année en cours, ainsi qu'un rapport de M. Wang Bingqian, ministre des finances, sur l'activité budgétaire définitive de 1982. Samedi, au cours d'une réunion préparatoire, les députés, dont les deux tiers sont des nouveaux venus, ont élu un présidium de cent soixante-quatre personnes.

Celui-ci a immédiatement désigné ce soir, pour la présente session, seize présidents exécutifs, parmi lesquels figurent onze vice-présidents (sur dix-neuf) du comité permanent sortant. Le secrétaire général des travaux est M. Chen Pixian, secrétaire du comité central du P.C.C. Il apparaît devoir ainsi remplacer M. Yang Shangkun dans la fonction de secrétaire général de l'A.N.P.

Le présidium compte vingt présidents d'assemblées provinciales (sur vingt-neuf), quatre premiers secrétaires régionaux du parti (Tibet, Shaanxi, Liaoning, Jiangsu), un gouverneur (Zhejiang) et un ministre, celui du planning familial. Parmi les dirigeants politiques de premier plan, on note surtout la présence de MM. Li Xian'an, « *candidat* » à la présidence de la République, Ho Yaobang, secrétaire général du parti, Zhao Ziyang, et de sept autres membres du bureau politique, dont M. Liao Chengzhi, responsable des affaires de Taiwan et de Hongkong, Yang Dazhi, commandant en chef de l'armée, et Ni Zhifu, président des syndicats.

Les minorités nationales (environ 6 % de la population) sont fortement sur-représentées (20,7 %) et, parmi elles, les Tibétains bénéficient d'un statut particulier. De nombreuses personnalités du monde scientifique siègent dans cet organe, ainsi que plusieurs figures historiques de partis dits « *démocratiques* » artificiellement maintenus en vie par le P.C. On relève encore, aux côtés de frères du dernier empereur de Chine et du Panchen Lama, le nom de Mgr

De notre correspondant

Ding Guangxun, évêque protestant, président du conseil chrétien de Chine. En revanche, ni les musulmans ni les catholiques ne semblent représentés en tant que tels dans cette instance.

Nouvel appel à Taiwan

Après l'approbation des rapports présentés, les députés procéderont à la désignation du nouveau président de la République et d'un vice-président. Doivent être également pourvus les fonctions de présidents de la commission militaire centrale et de la Cour suprême, de procureur général et celle, nouvellement créée, de président de la Cour des comptes. Les noms de ces dirigeants, dont on sait qu'ils ont déjà été retenus par le comité central, ne devraient cependant pas être connus avant la dernière semaine des travaux, soit entre le 18 et le 23 juin.

Simultanément se tiennent depuis samedi, dans la capitale, les délibérations de la Conférence politique consultative du peuple chinois, vaste

forum qui offre un cadre institutionnel à la politique du « *front uni* ». Dans son discours d'ouverture, M. Deng Yingchao, la veuve de l'ancien premier ministre Zhou Enlai, a lancé un nouvel appel à la réunification aux dirigeants de Taiwan. Elle a notamment affirmé que, après celle-ci, le parti communiste et le Kuomintang, parti nationaliste au pouvoir dans l'île, « *coopèreront, coexisteront et se contrôleront mutuellement pendant une longue période* ».

Renouvelant des promesses faites par Pékin en octobre 1981, M. Deng a déclaré que, en tant que « *région administrativement spéciale* », Taiwan pourrait conserver « *un système différent de celui du continent, de telle sorte que les deux systèmes se complètent et se soutiennent mutuellement* ». Ainsi, selon elle, se réaliserait une réunification « *originale* », fondée sur la « *réalité* » et susceptible d'apporter « *la prospérité au pays et à la nation* ». « *Si la réunification est acceptée comme prémisse, tous les problèmes peuvent être discutés et seront résolus, en fin de compte, de façon raisonnable* », a conclu M. Deng.

MANUEL LUCBERT.

L'ARABIE SAOUDITE

« *L'Iran des Pahlavi, c'était le pouvoir despotique d'un homme, le Shah, qui s'appuyait sur trois mille familles. L'Arabie des Saoud, c'est le pouvoir despotique d'un homme, aujourd'hui le roi Fahd, qui s'appuie sur trois mille princes* »

Un château de sable ?



AMÉRIQUES

Le Nicaragua fait face à une nouvelle offensive de rebelles venus du Honduras

Tandis que la tension semble baisser à la frontière entre le Nicaragua et le Costa-Rica (le gouvernement costaricien s'efforce de limiter l'action des groupes antisandinistes qui opèrent à partir de son territoire), les autorités de Managua doivent faire face, au nord, à une nouvelle offensive des contre-révolutionnaires venus du Honduras. Selon des sources militaires nicaraguayennes, environ mille cinq cents rebelles auraient franchi la frontière et des combats intenses auraient lieu dans le nord du pays, dans des localités telles que Teotecacinte, à 210 kilomètres de la capitale.

Le Nicaragua accuse une nouvelle fois le Honduras de soutenir les rebelles. Managua a remis aux autorités de ce pays une note de protestation affirmant que quarante et un abus de mortier ont été tirés la semaine dernière contre son territoire, à Teotecacinte précisément, par l'armée hondurienne.


Au Salvador, les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale ont fait sauter samedi 4 juin des pylônes électriques dans la province de Chalatenango, dans le nord du pays, privant ainsi cette région de courant quelques heures avant l'arrivée dans le pays de l'envoyé spécial du président Reagan,

M. Richard Stone. Ce dernier a rencontré les dirigeants salvadoriens. Il a poursuivi au Costa-Rica sa tournée en Amérique centrale. A Panama, M. Guillermo Ungo, dirigeant de l'opposition salvadorienne, a estimé dimanche que la guérilla était passée des actions de harcèlement à « une guerre continue et régulière qui donne de bons résultats ».

A Washington, d'autre part, le général John Vessey, chef d'état-major interarmées, a indiqué son opposition à tout envoi de troupes américaines dans la région. Cette prise de position avait été faite le 13 mai dernier à La Nouvelle-Orléans, mais n'a été rendue publique que samedi.

M. Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, a achevé samedi 4 et dimanche 5 juin sa tournée en Amérique latine. Avant, M. Gonzalez avait visité trois autres pays membres du « groupe de Contadora » (Colombie, Venezuela et Panama) qui cherchent une solution politique aux conflits en cours dans l'isthme centro-américain. Il faut « aider les Etats-Unis à trouver une solution négociée en Amérique centrale », a déclaré à Mexico le président du gouvernement espagnol.

MICRO-EXPO 83
8^e Congrès-Exposition MICRO-ORDINATEURS



TOUT SUR LA MICRO-INFORMATIQUE !

du 14 au 18 juin 1983
Palais des Congrès - CIP - Porte Maillot - PARIS

Le Congrès : du 13 au 18 juin

Du débutant à l'expert, une occasion unique dans l'année de se former et de s'informer !

Séminaires de formation professionnelle et conférences Grand Public : 26 événements traitant des langages, des matériels et des applications ainsi que des sessions spécifiques adaptées aux besoins des professions libérales.

L'Exposition : du 14 au 18 juin 1983

Tous les matériels, toutes les applications des micro-ordinateurs. Que votre motivation soit professionnelle ou personnelle, venez évaluer les matériels, comparer leurs coûts et vous renseigner sur les applications disponibles.

Exposition ouverte :
Les mardi 14, mercredi 15 et vendredi 17 juin de 9 h 30 à 18 h 00
le samedi 18 juin de 9 h 30 à 17 h 00.
Nocturne :
le jeudi 16 juin de 9 h 30 à 22 h 00.

Et pendant toute la durée de l'exposition, une animation jeux : venez affronter l'ordinateur et peut-être... le battre !

Pour tout renseignement : SYBEX 4, place Félix-Éboué 75583 PARIS Cedex 12 - Tél. : (1) 347.30.20

ENTRÉE A DEMI-TARIF : 10 F. (à conserver)

SYBEX Entrée valable pour toute la durée de l'Exposition. Il vous suffira de remettre ce coupon, accompagné de votre règlement, à l'accueil de l'Exposition.

MICRO-EXPO-Palais des Congrès-Porte Maillot-Paris

Etats-Unis

Un gouvernement de millionnaires

De notre correspondant

Washington. - Le directeur de la C.I.A., M. William Casey, est multimillionnaire, comme plusieurs responsables américains. Mais il a refusé, lui, de faire un blind trust, c'est-à-dire de confier son portefeuille boursier à un conseil indépendant, en renonçant à connaître les investissements effectués. Cette formule - adoptée par le président Reagan, le vice-président Bush et la plupart des membres du gouvernement - interdit les tentations et les suspensions : le titulaire ne peut utiliser des informations confidentielles pour s'enrichir.

Or, M. Casey a fait d'excel-lentes affaires en 1982. Sa feuille de revenus, qui vient d'être publiée comme l'exige la loi, montre combien la hausse de certaines valeurs boursières lui a profité. Ses achats, évalués à un minimum de 4 millions de dollars, ont été faits au bon moment (en août) et à bon escient (électronique et produits pharmaceutiques). Après s'être débarrassé d'actions pétrolières - en baisse - le directeur de la C.I.A. a acquis des Abott qui allaient grimper de 30 % et des Digital dont la valeur devait doubler.

Un sénateur démocrate, M. Carl Levin, membre de la sous-commission du contrôle de l'éthique gouvernementale, s'en est ému. Il vient d'écrire au président Reagan, lui demandant que M. Casey adopte le blind trust. « Rien ne prouve qu'il ait C.I.A. écrit le sénateur. Mais le contraire n'est pas prouvé non plus. » Si l'intéressé reste sourd à cette demande, M. Levin proposera au Congrès de rendre le blind trust obligatoire.

La liste des revenus de 1982 confirme que les membres du gouvernement tirent rarement le diable par la queue. Si M. Reagan a gagné 200 000 dollars comme président l'année dernière, ses placements lui ont rapporté plus du double de cette somme. L'ensemble de ses biens est estimé à 1,4 million de dollars.

Mais il y a plus riche que lui. Par exemple M. John Block, le secrétaire à l'Agriculture, qui exploite une immense ferme dans l'Illinois. Des hommes comme M. Shultz (secrétaire d'Etat), M. Baldrige (commerce), M. Regan (Trésor) ou M. Weinberger (défense), ont accumulé, eux aussi, des sommes confortables au cours des années. Ils rassemblent, pour la plupart, à l'ancien président de radio, devenu acteur puis président des Etats-Unis : ce sont des self-made men, quasiment partis de rien. Des nouveaux riches, en somme, « qui ont suivi le rêve améri-

can », comme l'expliquait, un jour, M. Charles Wick, ami personnel de M. Reagan et lui-même membre de ce club.

Le Congrès n'est pas toujours bien placé pour dénoncer « le gouvernement de millionnaires ». Vingt-deux sénateurs (sur cent) ont des avoirs supérieurs à 1 million de dollars. Et encore ne compte-t-on pas parmi eux un personnage riche comme M. Edward Kennedy, qui n'est pas tenu de révéler le montant de son blind trust.

Un sénateur gagne 60 000 dollars par an. Ce n'est pas grand-chose à côté des gros salaires du secteur privé : l'an dernier, cent soixante-quatre chefs d'entreprise américains ont reçu plus de dix fois cette somme. Le record est détenu par M. John Gutfreund, coprésident de la firme Pindro-Salomon, dont les revenus annuels ont atteint la modeste somme de 7,5 millions de dollars. Au taux de change actuel, cela fait environ 1,6 million de francs par mois.

Un peu gêné, compte tenu de la récession, les membres de la Chambre des représentants s'étaient voté, en 1981, une augmentation de salaires. Les sénateurs, eux, avaient préféré arrondir leurs gais amoncelés en supprimant une contrainte : il n'y a plus de limite aux discours prononcés à l'extérieur et rémunérés, à condition de ne pas dépasser 2 000 dollars par prestation. M. Robert Dole, républicain du Kansas, a été le plus bavard en 1982 : ses interventions lui ont valu 135 500 dollars.

Au total, les discours prononcés l'année dernière ont rapporté 4,4 millions de dollars aux membres du Sénat, soit 22 % de plus qu'en 1981. C'est difficilement défendable en période de récession, alors que diverses catégories de salariés acceptaient le blocage, voire la réduction de leur salaire. Dire que « les discours aident le législateur parce qu'ils permettent de sonder des audiences différentes » laisse sceptique. Les associations invitées ne s'arrangent-elles pas plutôt pour influencer le conférencier ? Et l'activité législative souffrirait de l'absence des élus, partis discuter aux quatre coins du pays.

Quelques membres du Congrès n'enourent pas de tels reproches. M. Buddy Roemer, par exemple. Ce représentant démocrate de Louisiane, a gagné, l'an dernier, une dizaine de millions de dollars (déclarés) sans quitter le Capitole : en jouant au poker, dans le gymnase, avec des collègues malchanceux.

ROBERT SOLÉ

La C.I.A. avait prévu un coup d'Etat au Suriname

La C.I.A. avait préparé un plan cette année pour renverser le lieutenant-colonel Bouterse, au Suriname, mais le gouvernement de M. Reagan y renonça face aux objections de certaines commissions du Congrès. C'est ce qu'a révélé New York Times, dans une information reprise par l'International Herald Tribune du jeudi 2 juin.

Les services secrets américains avaient prévu de former un groupe de paramilitaires, composé principalement d'anciens du Suriname, qui devait s'infiltrer à Paramaribo, la capitale, pour chasser le dictateur du pays.

Le but de l'opération, selon la C.I.A., était d'arracher le Suriname à l'influence de Cuba et de l'Union soviétique. Mais les commissions du Congrès chargées de débattre des problèmes de renseignements refusèrent cette « mesure extrême », en disant que le gouvernement Reagan ne les avait pas convaincues que le régime « révolutionnaire » du

lieutenant-colonel Bouterse constituait une menace pour les intérêts des Etats-Unis.

Des révélations ont été faites aux Pays-Bas sur la sanglante épurée du 8 décembre dernier dans l'ancienne colonie hollandaise, indique notre correspondant à Amsterdam René Ter Steege.

Dans un livre publié le 16 mai, un Surinamien vivant encore dans son pays, témoin des événements du 8 décembre, affirme que le lieutenant-colonel Bouterse a exécuté lui-même deux de ses opposants, le lieutenant Ramboeck et le dirigeant syndical Cyril Daal. Il aurait émasculé ce dernier avant de le tuer d'un coup de feu.

L'ancien président de la République du Suriname, M. Henk Chin A Sen, qui dirige aux Pays-Bas un conseil pour la libération de son pays, a déclaré dans une conférence de presse qu'il répondait de l'authenticité de ce témoignage.

CHEVEUX A PROBLÈMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettent d'affronter le sérieux avec lequel nous fonctionnons :

- pellicules, dégrés griseurs, cheveux secs, cassés ;
- démangeaisons, etc.
- Il importe que les cheveux restent sains.

APPELEZ SANS TARDER :
INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP

Bordeaux (48-06-34) - Brant - Grenoble (48-21-41) - Lille (51-24-19) - Limoges (34-18-20) - Lyon (83-06-76) - Marseille (48-22-97) - Montpellier - Mulhouse (48-90-98) - Nancy (53-22-61) - Nantes (48-74-67) - Nice (93-65-74) - Rennes (30-18-88) - Rouen (73-08-22) - Saint-Etienne (38-10-78) - Toulouse (53-65-90) - Toulon (23-28-84)

Pour les calvities avancées, nous fabriquons nous-mêmes nos incroyables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, nos tresses démontables et interchangeables. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-légère de conception inédite. Envoyez toutes marques.

PROTHÈSE BRIDGECAP

75001 PARIS
4, rue Castiglione
(1) 280-38-84

EUROPE

Finlande

AU COURS DE SON PREMIER VOYAGE OFFICIEL A MOSCOU

Le président Koivisto va renouveler avec sept ans d'avance le traité d'amitié soviéto-finlandais

De notre correspondant

Helsinki. - Le président Mauno Koivisto commence ce lundi 6 juin sa première visite officielle en Union soviétique depuis son élection à la magistrature suprême en janvier 1982. Elle durera cinq jours.

La première journée sera marquée par le renouvellement pour vingt ans du traité d'amitié. Ce document, signé en 1948, déjà renouvelé en 1955 et en 1970, n'expire qu'en 1990, mais, selon M. Koivisto, le renouvellement du traité d'amitié dans la situation internationale actuelle est une preuve convaincante de ce que les changements de conjoncture n'affectent en rien la coopération finno-soviétique. La partie finlandaise souhaite d'autre part se mettre à l'abri de toute spéculation à l'Est comme à l'Ouest concernant une modification éventuelle de la ligne adoptée depuis l'après-guerre.

De plus, le traité a toujours été renouvelé sans aucune modification. En s'y prenant sept ans à l'avance, Helsinki désire prévenir toute initiative qui, dans un contexte international nouveau, amènerait les Soviétiques à plaider en faveur d'un amendement des termes du traité dans un sens qui leur serait plus favorable. Les clauses militaires d'ont qu'une portée limitée : la Finlande s'engage à repousser toute attaque de la part de l'Allemagne ou d'un de ses alliés - qui viserait son propre territoire ou celui de l'Union soviétique.

Si les relations bilatérales sont politiquement sans problèmes, la visite de M. Koivisto intervient dans un contexte marqué par une certaine détérioration des relations des autres

pays nordiques avec Moscou due au mauvais climat Est-Ouest et aux incursions de sous-marins soviétiques dans les eaux territoriales suédoises et norvégiennes. Helsinki s'est bien gardé de prendre position dans cette affaire, mais il ne fait aucun doute que l'évolution des événements préoccupe les Finlandais, même si ceux-ci estiment qu'il est dans leur intérêt de minimiser la gravité de la situation.

M. Koivisto a provoqué quelques remous dans la presse scandinave en affirmant récemment qu'il était difficile de voir en quoi une puissance riveraine de la Baltique traverserait quelque intérêt à détruire la situation prévalant dans le région. Cette déclaration disculpait en quelque sorte l'Union soviétique à l'égard de la presse suédoise ; elle correspondait aux intérêts nationaux profonds d'Helsinki, qui a tiré les leçons de la « crise de la note » que leur avait adressé l'Union soviétique en 1961 : toute reconnaissance officielle d'une modification de la situation en Europe nordique exposerait la Finlande à des pressions soviétiques en faveur d'une coopération militaire étroite. Une telle proposition fut déjà avancée en 1978 par le maréchal Oustinov et catégoriquement rejetée par l'ancien président Kekkonen. C'est de la part de l'Allemagne ou d'un de ses alliés - qui viserait son propre territoire ou celui de l'Union soviétique.

PAUL PARANT.

Turquie

Un deuxième parti social-démocrate a été constitué

De notre correspondant

Ankara. - Le parti social-démocrate (Sodep), mené par le professeur Erdal Inonu, fils de l'ancien homme d'Etat turc, a été constitué ce lundi 6 juin. Il devient ainsi la seconde formation se réclamant de la social-démocratie depuis la reprise de la vie politique, fin avril. Selon les observateurs, le Sodep aura une meilleure chance que la Parti du peuple de M. Calp après de l'électorat du parti républicain du peuple, dissous, comme toutes les autres formations politiques, en octobre 1981, par le régime militaire.

Sur quarante-deux fondateurs du Sodep, cinq personnalités - dont trois ex-maires et deux ex-présidents de sections départementales - de l'ancien parti républicain du peuple, ont dû déclarer forfait à la suite du dernier avertissement des généraux contre la réinsertion des anciennes formations.

La social-démocratie apparaît désormais comme moins divisée que la droite. Mais, dans l'entourage de M. Ecevit, négateur chef du parti ré-

publicain du peuple, nombreux sont ceux qui estiment qu'un parti social-démocrate créé dans les conditions actuelles ne serait qu'une caricature.

Il est plus que probable que l'ancien électorat du parti républicain suivra dans sa grande majorité M. Inonu et ses amis fondateurs, parmi lesquels plusieurs universitaires qui ont récemment démissionné, des dirigeants syndicalistes appartenant à la centrale modérée Turk-Is, d'anciens hauts fonctionnaires, ainsi que l'ancien président de l'Union des barreaux de Turquie, M. Sav.

D'autre part, le Conseil national de sécurité a adopté vendredi 3 juin de nouveaux amendements à la loi sur l'état de siège. L'un d'eux autorise notamment les commandants des régions militaires à placer en résidence surveillée les personnes « suspectes » dont ils estimeraient qu'elles « se livrent à des activités nuisant à la sécurité générale et à l'ordre public ».

ARTUN UNSAL.

Portugal

L'accord entre socialistes et sociaux-démocrates rend possible la formation du gouvernement

De notre correspondant

Lisbonne. - Après cinq semaines de difficiles négociations, l'accord qui servira de base au gouvernement de coalition P.S.-P.S.D. a été signé le samedi 4 juin par les leaders de ces deux partis. MM. Mario Soares et Mota Pinto. Socialistes et sociaux-démocrates s'engagent à faire approuver dans les cent jours qui suivront la formation du gouvernement une loi rétablissant l'initiative privée dans la banque, les assurances, ainsi que dans plusieurs secteurs industriels comme les cimenteries et les engrais. La législation du travail sera également modifiée pour permettre aux chefs d'entreprise de recourir « dans des cas extrêmes » à des licenciements collectifs. Dans le domaine agricole, l'accord prévoit l'examen de « toutes les situations irrégulières » existant dans la région où a été appliquée la réforme agraire. La présidence du Parlement sera assurée à tour de rôle par les dirigeants des deux partis dont le consensus est également exigé pour la désignation

des membres des conseils d'administration des entreprises publiques.

Sévèrement condamné par le parti communiste, l'accord P.S.-P.S.D. suscite aussi des réactions négatives de la part du Centre démocratique et social, formation politique de droite. La Confédération générale des travailleurs portugais, proche du P.C., a également exprimé son opposition, ainsi que l'Union générale des travailleurs de tendance socialiste et social-démocrate, manifeste ses « réserves ». - J. R.

ISTH Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPERIENCE PÉDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953
Préparations complètes au diplôme d'Etat de L'EXPERTISE COMPTABLE

C.P.E.C.F.
Certificat Préparatoire aux Etudes Comptables et Financières
Octobre à Avril

D.E.C.S.
Trois certificats
Octobre à Juin
Centre TOLBIAC 82, A. d'Italie
75013 Paris - Tél. 585.59.55

EUROPE

Nouvelle donne électorale en Grande-Bretagne

(Suite de la première page.)

Dans une conférence prononcée à la télévision, M. Jenkins, ancien président de la Commission de Bruxelles, s'était promis de rassembler les énergies « écartées par la stérilité et le formalisme du jeu politique ».

La poussée à gauche dans le Labour avait fourni un dernier prétexte à M^{me} Shirley Williams, à MM. David Owen et William Rodgers pour quitter le parti. Renforcée par M. Jenkins, la « bande des Quatre » annonçait la création d'un Conseil pour la social-démocratie dans la « déclaration de Limehouse » (du nom de la maison de M. Owen). Les Quatre étaient rejoints par quelques députés travaillistes et par un seul député conservateur. C'était moins qu'ils n'en espéraient, mais très vite les sondages justifiaient leur « trahison ». M^{me} Williams puis M. Jenkins retrouvaient leur siège au Parlement à la faveur d'élections partielles triomphales. Sociaux-démocrates et libéraux pensaient qu'ils avaient une place à prendre, au centre, et en effet le pari pouvait être gagné.

L'impitoyable logique du système

En cet hiver 1981-1982, dans la grisaille de la vie politique britannique, l'Alliance avait remporté plus qu'un succès d'estime, que la crise des Malouines allait lui voler. Elle n'était pas assez forte, organisée, implantée pour résister à la tempête, malgré les prises de position critiques mais responsables de ses dirigeants. Les électeurs conservateurs qu'elle avait pu un moment séduire ralliaient M^{me} Thatcher dans l'adversité puis dans la victoire. Les vagues travaillistes, en instant tentées par les démons de la social-démocratie, retrouvaient leurs anciennes fidélités.

Le système électoral britannique, dont l'Alliance avait cru pouvoir briser l'impitoyable logique, accentuait le reflux. Une nouvelle formation a une chance tant qu'elle donne l'impression de pouvoir devenir le deuxième grand parti, la principale force d'opposition ayant vocation à gouverner, comme le parti travailliste, dans les années 20, avait progressivement remplacé les libéraux. Sinon, elle ne peut que jouer les figurants. Pour l'Alliance, les sondages ont une fonction cruciale. Ils

servent quand ils montrent sa crédibilité; ils l'enfoncent quand ils commencent à enregistrer son déclin, avec un effet d'accélération dans les deux sens.

Pour échapper à son destin, l'Alliance devait présenter un programme particulièrement enthousiasmant, contrastant radicalement, par sa nouveauté et son sens de l'innovation, avec le style « rétro » des conservateurs et des travaillistes. Sa politique centriste, raisonnable, modérée, que même ses partisans trouvaient parfois « tiède », n'a guère de quoi mobiliser les électeurs. De plus, elle a condamné son dirigeant le plus populaire — M. Steel, leader des libéraux — à jouer les seconds rôles, pour insérer sur la scène l'homme d'État de M. Jenkins.

Aussi l'Alliance a-t-elle dû « en rabattre ». Elle n'aspire plus à désigner le prochain premier ministre. « Elle a aussi de chances de former le prochain gouvernement qu'un parti de l'opposition », écrit méchamment l'*Economist*. On lui donne généralement peu de chances de supplanter le parti travailliste comme principale force d'opposition. Sera-t-elle assez puissante pour être le partenaire obligé d'une coalition parlementaire? Ses adversaires rappellent le mot prononcé en 1832 par Disraeli: « L'Angleterre n'aime pas les coalitions ».

Ils n'en considèrent pas moins les problèmes constitutionnels que poseait un Parlement sans majorité. M^{me} Thatcher a déjà laissé entendre qu'un cas où elle n'aurait pas une majorité absolue, elle ne négocierait pas avec un tiers parti, et qu'elle mettrait ses adversaires au défi de la renverser. L'Alliance a posé deux conditions à son soutien — ou sa participation — à un gouvernement de coalition: une politique économique dynamique de lutte contre le chômage et la promesse d'une réforme constitutionnelle pour l'institution de la représentation proportionnelle. Mais elle se refuse à coopérer avec un parti travailliste qui milite pour le retrait de la Grande-Bretagne du Marché commun. M. Jenkins n'a pas contribué à lever les ambiguïtés en déclarant que M^{me} Thatcher était « un premier ministre plus compétent que M. Foot », mais que son gouvernement était « le plus à droite que la Grande-Bretagne ait connu depuis longtemps ». Face à un nouveau cabinet conservateur, l'Alliance aurait un rôle de modérateur, à condition que son concours soit indispensable.

Brouiller les cartes

Par son existence même, l'Alliance a introduit un facteur d'incertitude qui n'existait pas lors des précédentes consultations. Elle est toujours en mesure de brouiller les cartes, et c'est pourquoi elle ne doit pas être négligée, pour décevant qu'ait pu apparaître ses résultats. La consultation du 9 juin est une bataille triangulaire, pour la première fois depuis les élections de 1929.

Le rôle de troisième larron est renforcé par le mode de scrutin, le nouveau découpage des circonscriptions et l'évolution de la sociologie électorale. Le découpage qui a été réalisé par une commission parlementaire réunissant des représentants de tous les partis favorise en principe les conservateurs, mais personne n'a crié au « charcutage ». Car le remodelage a tenu compte du déplacement des circonscriptions urbaines — les « *bourgs pourris* » — traditionnellement tenues par les travaillistes, au profit des banlieues plus sensibles aux thèses conservatrices.

Au cours des dernières années, la polarisation politique s'est accentuée. Elle ne s'est pas faite selon des critères de classe (le nombre des ouvriers votant travailliste a tendance à diminuer, de même que celui des membres des classes moyennes qui se préoccupent pour les conservateurs), mais elle distingue les villes des banlieues résidentielles et des campagnes, et le Nord travailliste du Sud conservateur. Cette polarisation a pour conséquence que les sièges dits « marginaux », où la majorité de l'un ou l'autre grand parti est très faible, sont de moins en moins nombreux, et qu'il faut ur-

déplacement de voix de plus en plus important pour renverser une majorité.

Dans un système parfaitement bipartisan, les gains d'une formation équilibreraient les pertes de l'autre. Ce n'est plus le cas dans un système tripartite. Les experts ont calculé qu'une percée de l'Alliance, même si elle avait lieu aux dépens du Labour et des Tories dans la même proportion au niveau des suffrages, entraînerait plus de sièges aux conservateurs qu'aux travaillistes. Il est possible que l'Alliance obtienne un faible pourcentage de suffrages au niveau national et un nombre très limité de députés, mais que la répartition de ces voix transforme le paysage politique, selon qu'elles seront dispersées également dans toutes les circonscriptions ou concentrées dans quelques-unes.

C'est dans ces circonscriptions marginales que se joue le sort des élections et de M^{me} Thatcher. Cer-

tains socialistes l'ont si bien compris qu'ils appellent à voter pour les libéraux plutôt que pour le Labour dans les circonscriptions où les conservateurs sont le plus vulnérables. Ainsi l'hebdomadaire *New Statesman*, traditionnellement connu pour ses idées radicales, écrit: « Le fait désagréable — quels que soient les mérites substantiels du programme travailliste — est que le parti n'a aucune chance d'être le plus nombreux dans la prochaine Chambre des communes, sans parler d'avoir une majorité absolue. C'est pour quoi la priorité doit être maintenant beaucoup plus modeste. Il s'agit d'empêcher M^{me} Thatcher d'atteindre son objectif d'une majorité assez large pour cinq années de nouvelle droite ».

Le « vote tactique », qui consiste à choisir le candidat le mieux placé pour battre le parti que l'on déteste le plus — quelle que soit son apparte-

nance — est difficile à manier. Mais c'est sur lui que peut compter l'Alliance, d'une part, pour empêcher M^{me} Thatcher d'obtenir une majorité absolue, d'autre part, pour faire subir au parti de M. Foot une humiliante défaite dont il pourrait ne pas se relever en tant que parti de masse. La place serait ainsi libérée pour une grande formation centriste à l'abri des aléas du système majoritaire à un tour.

La difficulté, pour l'Alliance, consistait à devoir se battre sur deux fronts. Mais ses dirigeants ont rapidement compris qu'il ne servait à rien de s'acharner sur un parti travailliste qui a suffisamment œuvré lui-même à sa propre perte. En outre, plus l'électorat du Labour est restreint, plus il se réduit à un noyau dur, incompressible. C'est pourquoi l'Alliance a, dans la seconde partie de la campagne, fait porter son effort sur les « *déjà du thatcherisme* », sur ces électeurs modérés

qui s'étaient résolus à voter conservateur faute d'un choix centriste.

Une centaine de sièges conservateurs sont ainsi vulnérables. C'est assez pour empêcher M^{me} Thatcher de revenir au pouvoir avec la majorité renforcée dont elle a besoin pour radicaliser son programme. Certains dirigeants travaillistes l'espèrent secrètement. Crayon et papier à la main, un important membre du cabinet fantôme fait ses comptes: « On fait de l'arithmétique électorale alors qu'il y a plus de trois millions et demi de chômeurs, bongomme-t-il. Voilà où nous ont amenés nos divisions. »

DANIEL VERNET.

Prochain article:

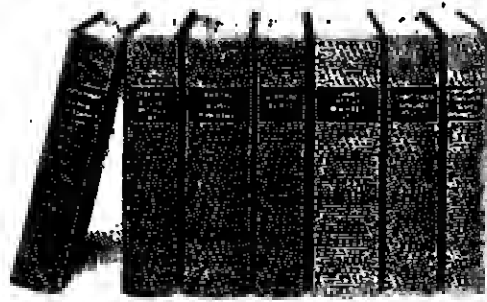
LA DÉRIVE TRAVAILLISTE

AUJOURD'HUI GOBINEAU M'A INVITÉ À ME DÉFIER DU POLITIQUE.

« L'homme le plus noblement développé sera, pour chacun, celui-là qui pensera comme lui sur les devoirs respectifs des gouvernants et des sujets, tandis que les malheureux doués de visées différentes seront les barbares et les sauvages. Je crois que personne n'osera affronter cette logique... »

Lire ou relire un auteur dans la Pléiade, c'est découvrir dans toute sa richesse, l'œuvre d'un grand écrivain d'hier ou d'aujourd'hui. Chaque volume, relié de cuir souple, rassemble de nombreux écrits et leur appareil critique.

Beaux objets et vrais outils de travail, les livres de la Pléiade sont d'abord agréables à lire, à manier, à emporter partout avec soi. La finesse du papier bible permet de réunir, en un seul livre, cinq volumes d'édition courante. De quoi ne plus quitter un écrivain sans l'avoir lu de bout en bout... Et dans la Pléiade, il y a plus de 300 auteurs à aimer!



GALLIMARD
LA PLÉIADE

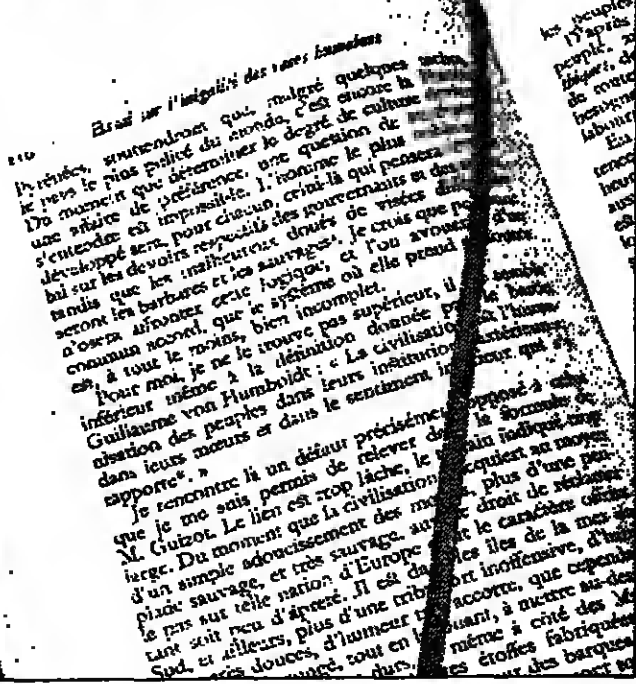
LA MEILLEURE FAÇON D'AIMER UN AUTEUR

QUINZAINE DE LA PLÉIADE

DU 25 MAI AU 10 JUIN

L'ALBUM VOLTAIRE

VOUS EST OFFERT PAR VOTRE LIBRAIRE
POUR TOUT ACHAT DE 3 VOLUMES
DE LA COLLECTION.



JUSQU'AU 15 JUIN
vente
EXCEPTIONNELLE

tapis
IRAN
orient
à moitié
prix

A LA
MAISON DE
L'IRAN
225.62.90
65, Champs-Élysées, 8^e
ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

ouvert le dimanche

DIPLOMATIE

LES RELATIONS SOVIÉTO-AMÉRICAINES

Washington prépare de nouvelles propositions sur la limitation des armements stratégiques

Le gouvernement américain présentera mercredi 8 juin, à la reprise des conversations avec Moscou sur la limitation des armements stratégiques (START), de nouvelles propositions complétant et modifiant celles qu'il avait présentées en 1982. Washington serait notamment décidé à prendre davantage en compte le nombre des ogives plutôt que celui des lanceurs, mais une réunion du Conseil national de sécurité devrait arbitrer, mardi, un désaccord entre le Pentagone et le département d'Etat; le premier souhaite, en effet, imposer des limites plus strictes à la capacité d'export des missiles, domaine dans lequel les grosses fusées soviétiques accordent un avantage à Moscou.

En ce qui concerne les négociations sur les armes nucléaires à portée intermédiaire, un rapport de la commission sénatoriale des affaires étrangères publié dimanche 5 juin à Washington estime que le projet d'accord discuté en juillet 1982 par MM. Nitze et Kisvinsky, chefs des délégations à Genève (le Monde daté 5-6 juin) constituait « la meilleure chance peut-être » de débattre la situation et recommandait d'en reprendre la discussion, malgré le refus que lui ont opposé les deux puissances. Ce rapport servira de base à un grand débat sur les relations soviéto-américaines qui s'ouvrira au congrès le 15 juin, avec la participation de M. Shultz, secrétaire d'Etat.

Ces relations restent marquées par une très vive polémique entre Washington et Moscou. Samedi, l'agence Tass a accusé le ministre américain de la défense, M. Weinberger, de « battre tous les jours les records du mensonge établis par lui ». En particulier, sa déclaration selon laquelle des ogives nucléaires auraient été déployées par l'U.R.S.S. en Europe de l'Est témoignait, selon l'agence soviétique, d'une « grande imagination ». De son côté, M. Zagladine, premier sous-chef du département international du comité central du P.C. soviétique, estime, dans un article publié dimanche par le quotidien *Russkoe slovo* que la politique de M. Reagan « porte en soi la menace de mort nucléaire », qu'elle est « la politique du plus grand mal, celle, pourrions-nous dire, du mal absolu ». L'auteur fait ainsi écho aux déclarations faites le 3 mars dernier par le président américain, qui avait désigné l'U.R.S.S. comme « le centre du mal dans le monde moderne ».

Enfin un attaché de l'ambassade américaine à Moscou, M. Louis

Thomas, chargé des problèmes de sécurité, a été déclaré persona non grata après que le K.G.B. l'ait surpris, le 2 juin, « en flagrant délit au moment de commettre un acte d'espionnage », annonce l'agence Tass. La même décision avait été prise pour le même motif le 9 mars à l'encontre de M. Osborne, premier secrétaire de l'ambassade américaine à Moscou, mais, entre-temps, le 21 avril, Washington avait expulsé un attaché militaire et un diplomate soviétiques pour « activités incompatibles avec leur statut ».

Un nouveau soviétologue à la Maison Blanche

La Maison Blanche a d'autre part confirmé, dimanche, la prochaine nomination d'un nouveau conseiller présidentiel pour les affaires soviétiques et européennes, M. Jack Matlock. Ancien professeur de russe et diplomate de carrière, M. Matlock a séjourné sept ans au total à Moscou, en trois séjours (notamment comme numéro deux de l'ambassade des Etats-Unis jusqu'en 1981), avant d'être ambassadeur à Prague ces deux dernières années. Il parle le russe, le français, le tchèque, l'allemand et le suédois. Depuis le départ de M. Richard Pipes, qui a regagné l'université Harvard à la fin de l'année dernière et dont les positions tranchées avaient donné lieu à maintes polémiques, la Maison Blanche ne disposait pour les affaires soviétiques que de deux universitaires « juniors », âgés de vingt-sept et trente-deux ans et n'ayant pas d'expérience diplomatique en U.R.S.S. ou en Europe de l'Est. C'est cette lacune que M. Clark, président du Conseil national de sécurité, a voulu combler en appelant auprès de lui M. Matlock.

LA CHINE POPULAIRE OCCUPE SON SIÈGE À L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Genève (Nations unies) (A.F.P.). - La République populaire de Chine occupe ce lundi, son siège à l'Organisation internationale du travail. Admise en 1971 à l'ONU et ses agences spécialisées, la Chine s'était donné quelque douze années pour étudier les conventions de l'O.I.T., ratifiées par les précédents représentants de la Chine. D'autre part, Pékin éprouvait certaines difficultés à satisfaire aux conditions de représentation tripartite (gouvernements, employeurs et travailleurs) dans l'organisation.

L'entrée de la Chine populaire coïncide avec le retrait du Vietnam pour une durée « indéterminée » (le Monde daté 5-6 juin).

La Ligue communiste révolutionnaire appelle à « renforcer la mobilisation » en prévision de la manifestation pour la paix organisée le 19 juin en réponse à l'appel des cent. Elle demande « d'empêcher par la mobilisation la plus large le déploiement des missiles de l'OTAN », la condamnation de « l'effort de guerre français » et la cessation de « la répression contre les militants anti-guerre de l'Est ».

M. Gérard Wiarda (Pays-Bas) a été réélu pour trois ans président de la Cour européenne des droits de l'homme, apprend-on vendredi 3 juin à Strasbourg. Ancien président de la Cour de justice de Bénélux et de la Cour suprême des Pays-Bas, M. Wiarda avait été élu vice-président de la Cour des droits de l'homme en 1977 et en 1980, avant d'être élu président en 1980. M. Rolv Rysdøl (Norvège) a été réélu vice-président.

UN COLLOQUE DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE GÉOPOLITIQUE

Les démocraties face au totalitarisme

Trois cents personnalités françaises et étrangères, dont M. Charles Hernu, ministre de la défense; M. Lams, secrétaire général de l'OTAN; M. Simone Veil; M. Bolkestein, ministre du commerce extérieur des Pays-Bas; M. Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, ont participé vendredi et samedi au colloque organisé à Paris par l'Institut international de géopolitique, que dirige M. Marie-France Garamel, sur le thème « Guerre et paix ».

N'en déplaise à Tolstoï, il est mieux venu préciser d'emblée le sujet puisque c'est, en définitive, du dilemme des démocraties face au totalitarisme qu'il allait être question. Dans la mesure où le vain n'a jamais été de ce monde, il était-ce pas aller un peu vite en besogne de n'envisager les relations avec le bloc soviétique que comme une triple guerre, économique, politico-idéologique, militaire? C'est en tout cas ce que firent remarquer plusieurs participants.

Un colloque n'est pas destiné à apporter des réponses mais à approfondir des interrogations. Celui de l'Institut de géopolitique n'y manqua pas, qu'il s'agisse du commerce Est-Ouest, de la confrontation idéologique ou des problèmes de sécurité. Voilà bientôt dix ans que l'on discute des vertus et des méfaits du commerce entre les deux blocs; il a ses farouches partisans, optimistes à tout crin ou hommes d'affaires opportunistes qui expliquent sans jamais pouvoir le prouver que rien ne vaut un tel bon contact pour inciter le Kremlin au réformisme; il a aussi ses farouches adversaires, souvent d'autant plus intranquillants que leurs motivations ne sont pas sans arrière-pensées. Les uns et les autres étaient présents à Paris, avec leurs expériences et leurs préjugés. Et il fut constaté une fois de plus combien sont grandes à l'Ouest les contradictions internes qui opposent non seulement les gouvernements entre eux mais aussi ces derniers aux intérêts privés.

Le deuxième chapitre du colloque, celui portant sur la confrontation idéologique, fut presque tout entier consacré au phénomène du pacifisme. Là encore, l'éventail des points de vue était large. Par exemple d'une manipulation soviétique du simple phénomène de société exploitée a posteriori par Moscou? La première thèse n'eut finalement guère de partisans, car le pacifisme n'est pas un simple slogan, c'est un mouvement, c'est un comportement, c'est une attitude. L'Institut français des relations internationales (I.F.R.I.) a publié, sous la direction de Pierre Lelouch, l'ouvrage qui vient de paraître, sous le titre de *Le pacifisme international* (1).

Les questions de sécurité furent surtout marquées par l'intervention de M. Brzezinski, l'ancien conseiller de M. Carter, qui fit sursauter certains hauts personnages du Quai d'Orsay — le gouvernement était amplement représenté — en recommandant « une entente formelle [américano-soviétique] au sujet des forces nucléaires franco-britanniques ». L'ancien conseiller de M. Carter reprit en revanche à son compte l'idée de M. Mitterrand sur la nécessité d'en finir avec l'atome et recommanda que les Etats-Unis proposent à l'U.R.S.S. une diminution du nombre de ses chars stationnés en R.D.A. en échange d'une réduction de certaines armes nucléaires en Europe centrale.

Ce qui frappait le plus, à l'issue de ces travaux, c'est l'incapacité de la plupart des participants — il y eut des exceptions — à concevoir la démocratie comme un système dynamique, peut-être sans idéologie, mais basé sur un certain nombre de valeurs profondes bien supérieures en définitive à un système global prétendant apporter le bonheur à l'humanité. C'est sans doute dans ce manque de confiance en soi que réside le meilleur atout de l'U.R.S.S. La bonne conscience dont a fait preuve M. Kirkpatrick à propos de l'Amérique centrale ne change rien à l'affaire. A quoi bon en effet dénoncer les éphémères — l'influence soviéto-cubaine — si l'on est résolu à ignorer leurs vraies causes, réelles des relations entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale?

JACQUES AMALRIC.

(1) *Pacifisme et dissuasion*, publié par l'I.F.R.I. 329 pages, 95 francs.

A WILLIAMSBURG M. REAGAN A REMPORTÉ « UNE VICTOIRE CONSIDÉRABLE »

estime M. Jobert

Le sommet de Williamsburg a « une signification considérable », a affirmé, dimanche 5 juin, M. Jobert, ancien ministre des affaires étrangères (1981-1983), au Grand Jury R.T.L.-le Monde. « Ce qui a été dit sur le dollar, a été dit pour du beurre », a-t-il estimé, mais les questions stratégiques « ont surgi tout à coup ».

« Reagan a obtenu du monde occidental, y compris le Japon, ce que ses prédécesseurs n'avaient jamais réussi à obtenir, a poursuivi M. Jobert. Il est vrai que les pays européens, et même le Japon, commencent à dire dans par les pressions de l'Union soviétique en matière d'armement. (...) Bien que chacun prenne des airs distingués (...), on est allé approcher ce qui proposait Reagan, dès lors qu'il a sorti, sans qu'on s'y attende, un texte disant : tous derrière moi, non seulement dans le cadre de l'alliance atlantique mais tous aussi, en Afrique australe, en Amérique centrale, dans le Pacifique et, bien entendu, au Proche-Orient. Je serais américain, je ne considérerais que mon président. Reagan a remporté une victoire considérable. Cela fait dix ans que la diplomatie américaine essayait d'obtenir ce qu'elle vient d'obtenir. (...) »

« Notre bonne foi a été manifestement surprise. (...) Il faut faire extrêmement attention, sinon nous nous retrouverons non pas dans l'alliance atlantique mais dans quelque chose qui correspond peut-être aux besoins de l'heure, mais qui, pour notre pays, est parfaitement délégitime, parce que démolit la politique nette à l'égard des Soviétiques (...), mais cela n'implique pas que nous devions nous placer sous l'aile de la mère poule américaine. »

« A la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe - La Roumanie s'est dite prête vendredi 3 juin à examiner favorablement les amendements présentés par les pays occidentaux au projet de document final des pays neutres et non alignés, précisant que ces amendements, qui visent surtout les droits de l'homme, ne constituent pas des obstacles insurmontables. A Bonn, un porte-parole du gouvernement s'est aussi « félicité » de constater que « la Roumanie est le premier pays de l'Est à appuyer les propositions occidentales. » - (A.F.P.)

LU

« LA RESSOURCE HUMAINE », de Samuel Pissar

L'ouverture de « l'empire soviétique » est-elle possible ?

Même si vous n'avez qu'un goût modéré pour les livres écrits à l'emporte-pièce ou l'on vous raconte, sur le ton de l'épopée, des histoires des affaires de ce monde à grand renfort d'anecdotes et de confidences recueillies au plus haut niveau, sans omettre les bonnes histoires qui mettent avantagèrement en scène les grands de la politique, celui que M. Samuel Pissar vient de publier sous le titre *La ressource humaine*, inspiré de l'enseignement de François Perroux, ne manquera pas de vous apparaître comme un modèle du genre.

Il est vrai que l'auteur, justement célèbre pour avoir su donner une voix à toute une école de pensée pour qui c'est en développant les échanges entre l'Ouest et l'Est qu'on a des chances de faire bouger la société soviétique (et pour qui pas aussi la société capitaliste) cherche à frapper fort, car la politique de M. Reagan et les succès subis par la « détente » menacent à ses yeux ce qui lui tient le plus à cœur.

Après l'élection du président Reagan, un des ses principaux collaborateurs, nous dit Samuel Pissar, annonce devant eux qu'il s'agit de devenir quelques jours plus tard ses ministres : « L'ère du pissenet est terminée. C'est pour répondre à cette attaque que l'auteur nous présente ce plaidoyer pro domo.

Afin de lever toute ambiguïté sur le sens de son message, l'auteur se livre à une description sans complaisance du communisme. Il nous rappelle que dans l'empire soviétique le travail n'est la règle, que la situation alimentaire s'y aggrave, et que la seule réussite y est l'économie militaire. Cependant, il nous affirme que, de l'aveu des « dissidents » eux-mêmes, les Russes ne sont véritablement pas prêts à la liberté ni du reste à la rébellion. Dans ces conditions, « notre intérêt vital est l'ouverture de l'empire ».

De Khrouchtchev à Andropov

Toute la question est donc de savoir si cette ouverture, commerce ou pas, est possible. Le lecteur trouvera difficilement une réponse sinon sous la forme d'un parti d'appuyant sur un précédent historique dont le moins qu'on puisse dire est qu'il serait étonnant d'en tirer des conclusions claires : « Khrouchtchev, loyal disciple de Staline, a surpris le monde entier par l'ampleur des réformes qu'il avait entreprises », affirme M. Pissar. Ce qu'il a dit lui-même de la vie en Union sovié-

que tendrait à prouver que très peu de ces réformes ont effectivement été mises à l'œuvre. « L'impossible est donc possible avec Andropov aussi. »

La fait que M. Youri Andropov ait été chef du tristement célèbre K.G.B. n'est jamais mentionné comme un élément négatif, propre à susciter quelques doutes sur la nature des méthodes acceptées comme normales par le nouveau maître de la politique soviétique; en revanche, M. Pissar porte au crédit de M. Andropov le rôle qu'on lui attribue souvent comme ambassadeur à Budapest auprès de M. Kádár pendant l'insurrection populaire de 1956. Vainement, « positive », peut-être conforme à la vérité, mais qui demanderait à être justifiée.

Partageant avec son ami Jean-Jacques Servan-Schreiber, qu'il cite souvent, la foi dans les capacités de l'informatique à résoudre nos problèmes les plus aigus, M. Pissar semble penser que l'utilisation de l'ordinateur, un domaine dans lequel l'U.R.S.S. est « particulièrement en retard », pourrait ouvrir à l'économie planifiée le champ de l'efficacité optimale.

Les « high-tech » démocrates

Lui qui vient de nous dire qu'en Union soviétique « à l'avenir, l'agriculture, l'industrie » sont dans un état de « décadence », estime, dans un autre passage, comme probable que « les économies planifiées sont plus efficaces pour répondre aux besoins de base des populations et pour leur assurer un niveau de vie modeste mais plus juste », un argument qu'on entendait souvent il y a une vingtaine d'années, mais qui n'a plus guère cours depuis que l'on connaît mieux les avantages dont jouissent les membres de la Nomenklatura et les conditions dramatiques (auxquelles M. Pissar fait aussi allusion) dans lesquelles on vit dans certaines provinces de l'empire, pour ne pas parler de Moscou et des autres grandes villes.

Bien d'autres sujets sont abordés par l'auteur, qui fait de nombreuses allusions aux travaux du Centre mondial pour l'information et la ressource humaine de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et de la Carnegie Mellon University (C.M.U.). Il est notamment longuement question des sommets de Versailles et de Williamsburg et de leurs enjeux respectifs, un terme bien fort pour désigner l'objet de rencontres aux objectifs publicitaires.

L'auteur fait en particulier grand cas du discours prononcé il y a un an par le président de la

République française sur « la technologie, la croissance et l'emploi », un discours « dont les chefs d'Etat présents furent incapables, sur le moment, de comprendre la portée » (un an après, à Williamsburg, ils ne l'avaient apparemment pas encore comprise, étant donné l'oubli à peu près total dans lequel il était tombé). Mais l'auteur place ses espoirs, en ce qui concerne son pays, dans l'acte nouveau de parti démocrate, et il croit discerner « une convergence du pensée » entre certains hommes politiques de l'actuelle majorité en France et ceux qu'on appelle aux Etats-Unis les « high-tech democrats », l'idée qu'ils ont en commun étant que pour sortir de l'impasse économique il convient de miser sur la haute technologie.

M. Pissar, qui, à juste titre, considère que l'économie tire sa vitalité du dynamisme de l'échange, a certainement raison de penser que les progrès techniques offrent de nouvelles et extraordinaires occasions d'investissements et de développement du commerce entre les nations, quel que soit leur régime politique. Il plaiderait en faveur du gazoduc soviétique est un des meilleurs chapitres du livre. Encore faut-il, pour faire redémarrer l'activité, reconstruire un ordre économique et monétaire sapé par l'inflation, les déficits gigantesques et certains monopoles.

L'auteur a sans doute aussi raison de penser qu'on ne pourra pas établir sur des bases solides les relations entre le Nord et le Sud, qui consistent à ses yeux le problème le plus important, aussi longtemps qu'on n'aura pas atténué les tensions entre l'Ouest et l'Est. Le fond de sa thèse est que la communauté des intérêts économiques conduit à la coopération et à la coopération, comme cela a été le cas entre la France et l'Allemagne. La vérité n'est-elle pas plutôt que ces deux nations ont décidé de jouer la carte de leurs intérêts économiques communs, à partir du moment où, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, elles ont pris conscience de la communauté de leurs intérêts politiques et militaires supérieurs ?

La question de l'équilibre des forces en Europe n'est cependant pas discutée par M. Samuel Pissar, qui dénonce, avec une rare puissance de conviction, mais en termes généraux, la folie de la course aux armements entre les deux grandes.

PAUL FABRA.

* La Ressource humaine, de Samuel Pissar, Editions J.C. Lattès, 379 pages, 79 F.

Le C.R.E.A. - France

vous propose :

COURS D'ANALYSE LITTÉRAIRE MODERNE
- Séances intensives : du 4 au 30 juillet
- du 5 au 30 sept. 1983.
- Stage intensif de 300 heures, agréé par le Ministère de l'Éducation Nationale, pour salariés en congé-formation et demandeurs d'emploi : 29 juin au 15 sept. 1983.
18, rue de l'Arcade
PARIS 8^e - Tél. 265-42-53

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE JUIN

Le témoignage d'un colonel israélien sur les opérations au Liban
Les insuffisances de l'occupation israélienne sur les massacres de Chabra et Chatila (AMNON KAPLAN)

Perspectives et limites du dialogue israélo-palestinien (SAMIR KASSIR)

Les impasses du dialogue Nord-Sud : la CHUCCI à l'honneur de « pacte libéral »

LE NUMÉRO : 110,50 F
5, rue des Filles, 75427 Paris Cedex 09
Publication mensuelle du Monde
(En vente partout)

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

LE COMITÉ CENTRAL DU F.L.N. ET LE MAGHREB. - A l'issue de sa neuvième session, le C.C. du F.L.N. a réaffirmé « la disponibilité et la détermination de l'Algérie à travailler pour la réconciliation des peuples frères du Maroc et du Sahara occidental » et pour le règlement de leur conflit, qui constitue « un obstacle à l'édification du Grand Maghreb arabe ». Il exprime « sa conviction que le Maghreb offre le cadre et les moyens » du règlement du conflit du Sahara occidental, dans le respect du « droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance », conformément aux résolutions de l'ONU et de l'O.L.A., et « se réjouit de la dynamique imprimée à l'idée de l'édification du Grand Maghreb arabe sur la base des principes de l'égalité et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la souveraineté nationale et de l'intangibilité des frontières héritées à l'indépendance ». - (A.F.P.)

Espagne

ATTENTAT CONTRE MICHELIN. - Une organisation d'extrême gauche, les Commandos autonomes antiautoritaires, revendiquant, dimanche 5 juin, l'attentat contre le véhicule contre des entreprises de la société Michelin à Oyarzun, au Pays basque espagnol, qui a provoqué d'importantes dégâts matériels. L'ETA militaire a, de son côté, revendiqué six attentats perpétrés il y a quelques jours sur la Costa del Sol qui visaient des établissements bancaires et avaient fait trois blessés légers. - (A.F.P.)

Haute-Volta

RETOUR EN FORCE DES CIVILS AU SEIN DU NOUVEAU GOUVERNEMENT. - Le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouédraogo, chef de l'Etat voltaïque, a formé, samedi 4 juin, un nouveau gouvernement composé par ses anciens collaborateurs civils. Deux membres des dix-neuf membres de l'équipe gouvernementale appartenant aux forces armées. Le président Ouédraogo conserve le ministère de la défense nationale et des anciens combattants. Les affaires étrangères et l'intérieur ne changent pas de titulaires. Le président Ouédraogo, qui vient d'écarter du pouvoir les officiers « progressistes » emmenés par le capitaine Thomas Sankara, ancien premier ministre, a dissous, le 27 mai, le Conseil militaire de salut du peuple (instance suprême à Ouagadougou depuis le putsch de novembre 1982) et ordonne aux militaires de regagner leurs casernes. Dénonçant le danger de « politisation à outrance » menaçant les forces armées, il a promis un retour à un régime civil dans les six mois. - (Reuter, A.F.P.)

Pologne

LE PROCÈS BALUKA. - Contrairement à ce qu'avait d'abord annoncé l'agence officielle polonaise, l'interpellé (le Monde daté 5-6 juin, première édition), le procès du syndicaliste Edmund Baluka ne s'est pas achevé vendredi 3 juin. Il semble toutefois qu'il entre dans sa phase finale. - (A.F.P.)

DIPLOMATIE

L'ouverture de la sixième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Depuis bientôt quatre ans, le dialogue Nord-Sud achoppe sur le projet de lancement de négociations globales, approuvées par l'Assemblée générale de l'ONU, mais auquel les États-Unis s'opposent. Les pays du tiers-monde n'ont pas renoncé à ce projet. Ils ont rappelé, lors de la conférence des pays non alignés, en mars, à New-Delhi, et lors de celle des « 77 », ensuite, qu'il constituait « la réponse la plus adéquate ». Gardant ce fer au feu, les P.V.D. (pays en voie de développement) estiment cependant nécessaire aussi de répondre, dans les instances spécialisées des Nations unies, aux problèmes les plus urgents auxquels ils font face.

La CNUCED offre ce cadre. Son secrétariat a préparé quelque temps à l'avance les documents de la conférence de Belgrade, et les « 77 » ont arrêté leurs positions, alors que tel n'était pas le cas lors des précédentes CNUCED. En revanche, les pays du groupe B (pays industrialisés) n'étaient pas parvenus à harmoniser complètement leurs vues à la veille de la conférence. Il est vrai que les sympathies du secrétariat de l'organisation de Genève pour les préoccupations des P.V.D. ne passent pas les Américains à répondre avec brio à ses initiatives. En revanche, la C.E.E. manifeste à l'égard de la conférence de Belgrade ce que Bruxelles appelle un « esprit ouvert et constructif » et exprime l'espoir qu'elle concentre son travail sur les domaines où des progrès concrets sont possibles.

Pays du Nord et du Sud auront sans doute du mal à faire de la crise économique et de ses raisons — premier point de débat probable — une analyse commune, encore que certains Européens, et singulièrement les pays nordiques et la France, rejoignent assez souvent les analyses des « 77 ». Mais les uns et les autres devront tenter d'élaborer des prises de positions convergentes.

Pour les « 77 », il faut chercher les causes de cette crise dans les « déséquilibres structurels » et les « inégalités du système économique international », et, en conséquence, il ne peut y avoir de redressement sans « restructuration » des relations Nord-Sud. Le secrétariat de la CNUCED soutient également depuis plusieurs années qu'une reprise dans les P.V.D. est indispensable pour stimuler l'économie mondiale, mais que celle-ci est particulièrement contrariée par les « fortes

pressions » s'exerçant sur leurs balances des paiements. Cette reprise sera favorisée, affirme-t-il encore, par une amélioration de l'activité économique dans les pays industrialisés, des transferts accrus vers les P.V.D., et les efforts de ces pays eux-mêmes.

Tous les Occidentaux ne souscrivent bien entendu pas à cette démarche volontariste. Certains Européens (pays scandinaves, Italie, Belgique) estiment, comme la France, qu'il ne pourra y avoir de véritable reprise dans le Nord sans développement du Sud et sans actions concertées sur les taux d'intérêt et les causes de l'endettement, par exemple. En revanche, les États-Unis font entendre que la reprise chez eux, et d'une façon générale dans les nations à économie de marché, aura des effets d'entraînement sur de nombreux pays. Ce point de vue est, dans une large mesure, partagé par le Canada, la Grande-Bretagne et la R.F.A.

Accroître les transferts financiers

Les problèmes monétaires et financiers ne relèvent pas des activités principales de la CNUCED, mais ils devraient occuper une large place à Belgrade, du fait de la précarité de la situation de nombreux P.V.D. Les « 77 » estiment à 200 milliards de dollars la « perte nette » de devises de l'ensemble des P.V.D., pour la période 1981-1982, à la suite de la diminution de leurs recettes d'exportations, de la charge de leur dette (700 milliards de dollars), de la baisse des prêts des banques privées fin 1982 et de la stagnation de l'aide publique au développement.

La CNUCED a proposé d'augmenter de 70 à 90 milliards de dollars, en 1984 et 1985, les transferts Nord-Sud, en utilisant les divers instruments disponibles (F.M.I., Banque mondiale, investissements privés, aide publique, etc.), et de réaménager la dette des P.V.D., en particulier des plus démunis (voir supplément « Un seul monde », daté du 29 mai 1983). Ainsi bien, peut-on constater que les « 77 » ne remettent pas en cause le rôle du F.M.I. et de la Banque mondiale, mais suggèrent plutôt de le renforcer.

Pour les Occidentaux, il ne s'agit d'être question de porter atteinte aux compétences de ces institutions, et les décisions de Belgrade devront

quelques jours après le sommet de Williamsburg, s'ouvrir, à Belgrade, en présence d'une dizaine de chefs d'État ou de gouvernement, la sixième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui examinera, du 6 au 30 juin, l'ensemble des relations économiques entre pays industrialisés et pays en développement.

Cette conférence Nord-Sud — la seule en 1983 qui ait un caractère universel — s'annonce difficile, dans la mesure où les pays industrialisés, de l'Est comme de l'Ouest, vont devoir répondre, en cette période de crise, aux doléances, pour la plupart traditionnelles, des pays en voie de développement.

Toutefois, celles-ci, après avoir été mises au point lors de la récente réunion ministérielle du groupe des « 77 », réuni, du 28 mars au 9 avril à Buenos-Aires, sont formulées sur un ton modéré (le Monde du 12 avril 1983). Le même réalisme prévaut au secrétariat de la CNUCED, à Genève, qui souhaiterait que la conférence de Belgrade évite les affrontements stériles et permette de dégager des solutions pouvant contribuer à la reprise et au développement (le Monde du 3 mai 1983).

Assumer l'interdépendance

se limiter à des considérations générales et ne pas entraîner d'obligations pour le Fonds et la Banque. La C.E.E. reconnaît cependant que la « contraction des possibilités d'importation et de développement » de l'endettement alarmant » de P.V.D. est imputable à « certains éléments externes » (taux d'intérêt élevés...), en même temps qu'à des facteurs internes, et qu'ils doivent, de ce fait, bénéficier de financements et suivre des politiques d'ajustement et de développement appropriées.

Les règles de « conditionnalité » des interventions du F.M.I. doivent, selon le document des « 77 », être révisées, ce que ne semblent pas prêts d'accepter la plupart des pays développés occidentaux plus tentés de traiter « au cas par cas », comme lorsqu'il s'agit d'alléger la dette de pays en développement.

Stabiliser les cours des matières premières

« L'affectation de ressources supplémentaires aux P.V.D. ne doit pas masquer la nécessité de solutions à long terme », vient de rappeler le secrétaire général de la CNUCED, M. Gaman Correa. La question d'une réforme du système monétaire et financier sera bien entendu abordée à Belgrade, d'autant que lors du sommet des sept grands pays industriels occidentaux a fait écho à l'initiative de M. Mitterrand en vue d'un « nouveau Bretton-Woods ». Mais, mesurant sans doute les limites de leur influence sur ce chapitre, les « 77 » se contentent de demander d'engager au plus tôt des négociations — regardées comme devant être partie intégrante des négociations globales — afin de corriger les défauts structurels du système monétaire international. En réponse au projet indien, ils déclarent simplement qu'il faut « donner un caractère plus cohérent et plus compréhensif au cadre de l'action

financière en vue du développement ».

Les matières premières forment, en revanche, l'un des champs d'action privilégiés de la CNUCED. La conférence de Belgrade pourrait, à cet égard, contribuer à la mise en œuvre plus rapide du programme intégré des matières premières et du Fonds commun. Adopté lors de la IV^e CNUCED, à Nairobi, en 1976, le programme intégré, prévoyant des mécanismes d'intervention sur le marché, n'a donné lieu, pour le moment, qu'à la signature de cinq accords internationaux (cacao, café, étain, caoutchouc, sucre). (Mais plusieurs autres sont en discussion.)

Créé en 1980, le Fonds commun, organe de financement des accords de produits, n'est actuellement doté que par quarante-neuf pays (dont la France, en septembre 1982), alors qu'il en faudrait quatre-vingt-dix pour qu'il prenne effet, à condition que les signataires réunissent les deux tiers des contributions. Mais on imagine mal qu'il puisse fonctionner sans l'adhésion de l'Union soviétique et, surtout, celle des États-Unis, principal bailleur de fonds. Tous les pays de la Communauté, en revanche, se sont engagés à le ratifier avant septembre 1983. L'espoir formulé par la CNUCED est que le Fonds commun commence à fonctionner dès janvier 1984, le retard pris par sa mise en place étant regardé comme la principale cause du peu de progrès faits au chapitre des accords sur les matières premières.

L'organisation de Genève aura, malgré tout, du mal à faire accepter par les pays occidentaux des « accords intermédiaires » destinés à compenser ce retard, et pouvant permettre d'augmenter et de garantir les recettes des pays exportateurs de produits de base, lorsqu'il n'existe pas encore d'accord international. La nécessité d'une action complémentaire est pourtant reconnue, notamment par la France. La conférence de Belgrade ne pourra guère, toutefois, aller au-delà d'une nouvelle réflexion sur l'extension du Siabex (mécanisme de stabilisation des cours de produits agricoles des pays d'Afrique, des Caraïbes et du

Pacifique [A.C.P.] associés à la C.E.E., dans le cadre de la convention de Lomé). L'idée d'étendre ce système aux autres P.V.D., et notamment aux plus pauvres, n'est pas partagée par tous les pays industrialisés attachés à l'économie de marché.

Démanteler le protectionnisme

En matière d'échanges commerciaux, le cheval de bataille des P.V.D. demeure le démantèlement de toutes les mesures protectionnistes prises par les pays développés à l'égard des productions des P.V.D. Mais il est également demandé, par les « 77 », aux pays de l'Est d'ouvrir leurs marchés aux produits manufacturés et semi-fabriqués du Sud. D'une façon générale, le rappel par les pays occidentaux que toute modification des règles commerciales existantes relève des prérogatives du GATT ne permet guère d'espérer un rapprochement sur ce sujet récurrent lors de la VI^e CNUCED.

La C.E.E. s'engage cependant, de son côté, à étendre et à maintenir jusqu'en 1990 le système de préférences généralisées, en portant une attention particulière aux pays les moins avancés. La France, pour sa part, souhaite que la conférence de Belgrade accorde une attention prioritaire à ces pays, parmi lesquels il y a de nombreux États africains, en ce qui concerne notamment la stabilisation des recettes d'exportation, l'allègement de leur dette et leur insertion dans les courants commerciaux.

Le secrétariat de la CNUCED mais aussi les « 77 » insistent aujourd'hui sur l'interdépendance Nord-Sud, soulignée également par la commission Brandt. Cela est évident en matière de commerce, de matières premières, d'énergie, de monnaie et de finances. Afin d'encourager leurs interlocuteurs du Nord à certaines concessions, les « 77 » relèvent que la part des P.V.D. — qui représentent 20 % de

la production mondiale — dans les ventes des États-Unis, de la CEE et du Japon est passée de 30 % en 1970 à 40 % en 1980.

« L'avenir économique et la stabilité politique des pays développés et des P.V.D. sont étroitement liés », hésitent-ils pas à affirmer, ajoutant que la récession et le chômage seraient encore plus grands dans le Nord si les pays du Sud n'entretenaient pas par leurs achats sa machine industrielle. C'est ce qui fait dire à M. Correa que la crise qui affecte les P.V.D. (contraction des importations, report de projets de développement...) fait enlever une menace aux économies développées.

Le langage selon lequel il ne peut y avoir de solution isolée à la crise — si il de nature à peser sur l'attitude, à Belgrade, des pays industrialisés, y compris ceux de l'Est ? Ceux-ci, jusqu'à une époque récente, attribuaient à l'« impérialisme » et au « colonialisme » la responsabilité de la situation des P.V.D. Ce discours a beaucoup perdu de sa crédibilité. Les pays socialistes sont aujourd'hui en butte aux critiques plus ou moins nuancées de pays du tiers-monde qui souhaitent que les États à économie planifiée ne se contentent pas de mettre en avant leur effort d'assistance ou leurs difficultés financières mais participent effectivement aux discussions multilatérales de Belgrade.

Au cours de celles-ci, la France, avec la volonté politique de jouer un rôle de catalyseur, tentera de jouer un pont, entre les positions du groupe B et celles des pays en développement, notamment les plus défavorisés. M. Delors doit intervenir, le 9 juin, devant la conférence, dont MM. Chéysson et Nucci devraient également suivre une partie des travaux. « La période de polarisation Nord-Sud est derrière nous. Il ne faut pas que les espoirs des P.V.D. soient à nouveau déçus, car ils attendent beaucoup de la VI^e CNUCED », nous déclarait récemment M. Jan Pronk, secrétaire général adjoint de l'organisation.

GÉRARD VIRATTE.

Des négociations par groupes

Pour l'essentiel, les discussions ont lieu par groupes, au sein de la CNUCED. Les États membres sont divisés en quatre groupes : groupe A (pays africains), groupe B (pays développés à économie de marché), groupe C (pays latino-américains) et groupe D (pays industrialisés à économie planifiée).

Les groupes A et C forment celui des « 77 ».

Il compte, en fait, les cent vingt-cinq pays en développement membres des Nations unies, auxquels est, en outre, apparentée la Chine. C'est le principal organe de négociation des P.V.D. au sein du système des Nations unies.

Transamerica c'est L'Amérique SAN FRANCISCO

Vols réguliers au départ de Paris Orly-Sud. Tous les dimanches, à partir de

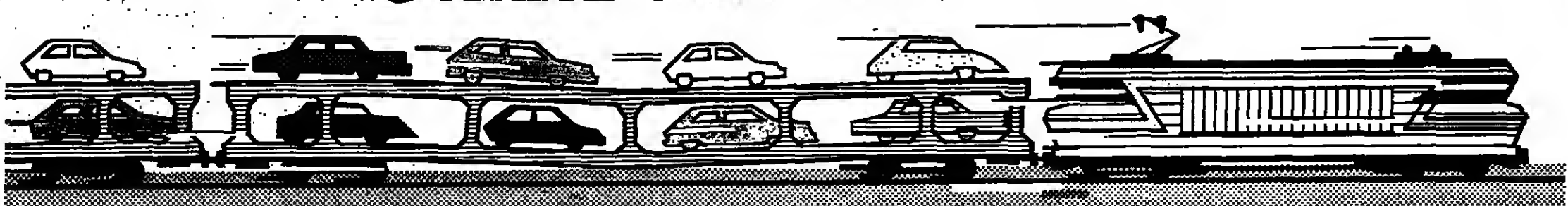
5.175frs

Transamerica Airlines

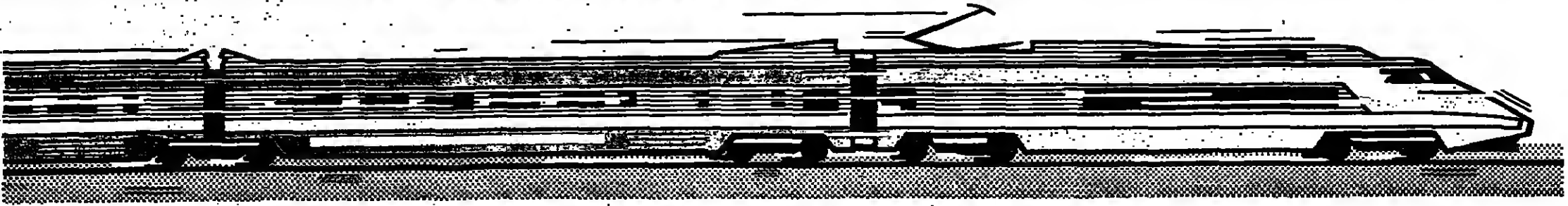
Réervations Tel: (1) 263.48.35 Ou auprès de votre agent de voyage.

Entre Paris, Lyon, Avignon et Marseille

Confiez-nous votre voiture



...et roulez détendus en TGV



Entre Paris, Lyon, Avignon et Marseille (dans les deux sens), vous pouvez prendre le TGV et retrouver votre voiture à l'arrivée. Exemple : il suffit de déposer votre voiture en gare de Paris avant 9 heures pour la reprendre à Marseille à partir de 18 h 15. Vous-même et votre famille, vous pouvez utiliser n'importe quel TGV, notamment celui de 12 h 45 qui vous mène à Marseille également à 18 h 15.

TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

Le Monde

politique

LES DIVERGENCES AU SEIN DE LA MAJORITÉ

La confiance introuvable

(Suite de la première page.)

Cette évolution a certes une origine conjoncturelle : les sondages publiés au début du mois de juin (ci-dessous, le baromètre mensuel de la Sofres) résultent d'enquêtes réalisées à la mi-mai, c'est-à-dire à un moment où le gouvernement devait faire face à une agitation multiforme et à une série de commentaires défavorables sur le bilan de deux ans de pouvoir.

Le cas Delors

Mais il faut mettre en parallèle la hausse de popularité dont bénéficie M. Delors et la stabilité de M. Mauroy d'une part, avec la perte de confiance qui atteint M. Mitterrand d'autre part. Les deux premiers assument clairement la politique de rigueur, alors que le chef de l'Etat a donné l'impression qu'il hésite.

Même si M. Mitterrand s'est, à plusieurs reprises, engagé aux côtés du gouvernement (au cours de son voyage dans le Nord-Pas-de-Calais, notamment), force est de constater que le message - « il ne peut y avoir qu'une seule politique » - n'est pas encore passé. Peut-être cela tient-il à ce que l'opinion privilégie une vision hiérarchique de la V^e République, entre le président, le gouvernement et le parti dominant. Les critiques émises au sein même de ce parti « fragilisent » l'édifice dans son ensemble.

Il arrive aussi que le chef de l'Etat participe à cet affaiblissement. M. Mitterrand se définit comme celui qui « veille au grain », qui intervient en « dernier ressort », et non en première ligne. Mais lorsqu'il rejette l'hypothèse de travail de son ministre des Affaires sociales (1), il accredit l'idée qu'il ne tient pas lui-même le cap de la rigueur.

De même, comment pouvait-on être plus maladroit qu'il l'a été lorsqu'il a fallu préparer l'opinion aux sommets de Versailles et de Williamsburg ? Présenté à l'avance

comme un succès, Versailles fut un échec. Avant Williamsburg, qui s'est soldé par un bonnet de papier, on a laissé dire que l'on y allait, persuadé de l'utilité d'une telle démarche.

Il reste à expliquer le cas Delors. Le ministre de l'Economie avait perdu 9 points de popularité (au baromètre de la Sofres) au lendemain de l'adoption du dispositif de blocage des prix et des revenus. Il en gagne trois au lendemain du tournant de l'austérité. La différence vient des conditions d'élaboration de cette politique : elle est apparue, le 25 mars dernier, comme conçue en partie contre l'avis gauche de la majorité, réputée protectionniste (voir l'article de François Renard dans le Monde du 2 juin). Une partie de l'opinion de droite l'a donc mieux acceptée. De ce point de vue, la dramatisation, encouragée par M. Delors lui-même, autour de l'hypothèse d'une éventuelle sortie du S.M.E. s'est révélée efficace. S'y ajoute la détermination dont il fait preuve et la clarté qu'il apporte dans l'explication de cette politique.

L'effet Chevènement

Pourquoi la confiance accordée à M. Delors ne rejaille-t-elle pas sur le chef de l'Etat ? Sans doute parce que l'opinion de gauche est incitée à croire qu'il existe une politique de rechange, donc une politique plus efficace. Si tel est le cas, on fait grief au président de ne pas l'appliquer. Tout le jeu de M. Chevènement consiste précisément à faire prévaloir cette idée, et cette politique. Une telle attitude présente pour lui, dans l'instant, l'avantage de faire oublier que son départ du gouvernement sanctionnerait un échec personnel autant qu'un désaccord sur la politique mise en œuvre.

Sur le fond, le comportement de M. Chevènement a le mérite de désigner clairement l'enjeu du débat, une sorte de congrès de Bad-Godesberg rampant (2) : l'aggrava-

nement que les socialistes allemands ont consenti dès 1959, et les socialistes espagnols en 1980 (dans les deux cas avant leur arrivée au pouvoir), MM. Mauroy et Delors le conduisent sous la pression de la crise. Or M. Chevènement sait bien qu'en France, et surtout lors des congrès (celui de Bourg-en-Bresse n'est pas loin), le socialisme de gestion a toujours été vaincu par le socialisme idéologique. Il a donc choisi, a priori, un bon terrain, qui plus est, il contribue à faire contre-poids, vis-à-vis de l'électorat de gauche, à la tendance gestionnaire qui prédomine au gouvernement.

A ceci près que le P.S. est le principal parti de la majorité et que les autres composantes de cette majorité, qu'elles soient marxistes (le P.C.F.) ou gaullistes (M. Jobert), ne peuvent laisser le chef de file du « gaullisme » caracoler seul en tête sur ce terrain, qu'elles avaient - solidarité oblige - délaissé. En d'autres termes, l'effet Chevènement se traduit, dans la majorité, par une surenchère redoutable, pour ne pas dire désastreuse : M. Chevènement ne croit pas au succès de l'action du gouvernement, M. Jobert parle d'« effondrement » ; M. Chevènement ne croit pas que cette action soit socialiste ; M. Marchais qui, au lendemain du tournant de l'austérité avait incité les communistes à s'engager davantage en faveur du gouvernement, s'attaque désormais à M. Delors.

Quelle autorité ?

Au point que la question de la présence du P.C.F. au gouvernement est, aujourd'hui, posée, sans que cela choque qui que ce soit, et surtout pas les communistes eux-mêmes. Au point que M. Jospin peut proposer à M. Marchais de vérifier si l'accord P.C.-P.S. de juin 1981 est respecté, sans que sa démarche apparaisse comme un « coup » de politique-spectacle.

Tout cela complique évidemment la tâche du président, au-delà de ce que l'opposition pouvait espérer. Pas plus que M. Giscard d'Estaing, qui s'est usé en gouvernant avec la seule U.D.F., M. Mitterrand ne pense gérer la crise avec le seul P.S. Il ne peut se priver du concours de l'une des composantes de la gauche. Donc il est l'otage du P.C.F., diront certains.

Dans le même temps, il lui faut rassembler au-delà de la gauche, s'il veut convaincre les Français de se mobiliser. Mais le « mûlo-bolo » interne à la majorité va l'obliger à se poser en arbitre de ces querelles, alors même qu'il cherche à apparaître comme le président de tous les Français afin de retrouver la confiance perdue.

Les manifestations policières du 3 juin lui donnent certes l'occasion de se poser en garant de l'autorité de l'Etat. A condition toutefois de l'affirmer sans ambiguïté. Or, qu'a-t-il vu jusqu'à présent ? Le contraire, puisque le limogeage de M. Paul Cossereau de son poste de directeur de la police nationale répond en fait à une pression catégorique (celle des syndicats de policiers qui se réclament de la gauche) contre un homme qui entendait imposer l'austérité.

Le verbe présidentiel sera-t-il efficace, le 8 juin, à la télévision ? Il n'a de chance de l'être, aurait dit Henri Queuille (3), que si la situation est « mûre ».

JEAN-MARIE COLOMBANI

Propos et débats

M. Jospin : solidarité

M. Lionel Jospin, qui était dimanche 5 juin à Limoges, a notamment déclaré, à propos des polémiques à l'intérieur de la majorité : « La solidarité des forces de gauche par rapport aux orientations de la politique gouvernementale est absolument indispensable. Cette solidarité existe. Pas une seule fois la majorité de gauche n'a manqué son gouvernement ».

Parlant plus particulièrement des critiques du P.C. sur les conclusions du sommet de Williamsburg, le premier secrétaire du P.S. a indiqué : « L'accord P.S.-P.C. du 23 juin est respecté par le gouvernement de gauche, et si c'est nécessaire je suis parfaitement prêt à rencontrer M. Marchais pour que nous travaillions ensemble cet accord et voir s'il est appliqué ».

M. Joxe : du courage

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a estimé dimanche à Herouville-Saint-Clair (Calvados) qu'il faudra à la majorité « un certain temps pour continuer la politique entreprise, et aussi du courage ». Il a souligné que la France « n'a pas d'allié dans le monde communiste, pas d'allié pour sa politique économique dans le monde occidental » et qu'elle est « seule dans le monde à la croisée de la tension Est-Ouest et du dialogue Nord-Sud ».

M. Delors : nuisible

Interrogé sur les débats préparatoires au congrès de Bourg-en-Bresse et sur la « cacophonie » qui en résulte, M. Jacques Delors, ministre de l'Economie, des finances et du budget, affirme, dans un entretien publié le 5 juin par le Journal du dimanche : « Je ne veux pas forcer les mots, mais toute cette agitation nuit à la politique de la France ».

Mme Cresson : ceux de l'arrière

Le ministre du Commerce extérieur, Mme Edith Cresson, qui était, dimanche soir, l'hôte du « Club de la presse » d'Europe 1, a répondu sagement aux analyses pessimistes de son prédécesseur, M. Michel Jobert, qui venait de parler au « Grand Jury R.T.L.-Le Monde » de l'éventualité d'une « déroute économique » : « Ceux qui tiennent des propos pareils - si l'on peut prendre des comparaisons militaires - sont tout à fait identifiées à ceux qui, dans les guerres, sont à l'arrière et ne prennent pas de responsabilités et, à l'occasion, disent des choses qui sont de nature à nuire à l'armée qui est à l'avant ».

M. Baylet (M.R.G.) : minoritaire

Président par intérim du M.R.G., M. Jean-Michel Baylet, député de Tarn-et-Garonne, a affirmé dimanche à Tarbes, que « si des élections anticipées avaient lieu [aujourd'hui] la gauche serait minoritaire ».

M. Bariani (rad.) : plan ORSEC

Selon M. Didier Bariani, président du parti radical, l'opposition doit proposer rapidement un « plan ORSEC » pour « sauver la France de la faillite économique et sociale ». « Le pire, a-t-il déclaré, serait que ce drame provoque une panique de l'opinion, qui pourrait alors trouver refuge dans un extrémisme de droite de type néo-fasciste ».

M. Genesseeux (P.D.F.) : aucun rêve

M. Guy Genesseeux, secrétaire général du parti démocrate français (P.D.F.), a estimé samedi 4 juin à Vichy : « L'opposition ne présente pas un visage suffisamment agréable pour convaincre les Français. L'opposition n'offre aucun rêve, aucun projet politique, et c'est pour cela que nous entendons notamment proposer aux Français un projet de refonte complète de la fiscalité qui devrait aboutir à la suppression de l'impôt sur le revenu ».

M. Gaudin (U.D.F.) : matraque

Le président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, a affirmé dimanche à La Rochelle : « Le parti socialiste récolte ce qu'il a semé depuis deux ans. Y a-t-il encore dans ce pays un socialiste heureux ? J'en doute. Les Français ne rendent compte que le socialisme c'est cher et que ça ne rapporte rien. C'est le gouvernement de la feuille d'impôt, c'est celui de la matraque. Les socialistes ont une chance inouïe : ils sont protégés par les institutions de la V^e République qu'ils n'ont pas cessé de combattre » (Corresp.).

SELON LA SOFRES

La cote de confiance de M. Mitterrand marque un recul de 3 points

Le Figaro-Magazine du 4 juin publie le baromètre mensuel de la Sofres, réalisé entre le 20 et 26 mai auprès de mille personnes : 46 % (au lieu de 49 % le mois dernier) déclarent faire confiance à M. Mitterrand et 51 % (au lieu de 47 %) ne lui font pas confiance. Si la cote positive de confiance de M. Mauroy reste stable avec 37 %, en revanche les personnes interrogées sont plus nombreuses qu'il y a un mois à ne pas lui accorder leur confiance : 57 % au lieu de 55 %.

Parmi les personnalités de la majorité, M. Rocard, bien que perdant un point, reste avec 62 % en tête du baromètre de popularité. M. Delors, qui, lui, gagne un point (53 %), conserve la deuxième place. M. Fabius (avec 30 %) enregistre un gain de deux points tandis que MM. Chevènement (avec 23 %) et Marchais (avec 16 %), régressent de deux points.

Les reculs enregistrés parmi les leaders de l'opposition sont plus sensibles : à l'exception de M^{me} Veil, qui, occupant la première place, gagne deux points (48 % au lieu de

46 %), tous les autres responsables enregistrent des pertes de popularité : - 4 points pour M. Monry (21 %) - 3 points pour MM. Chirac (41 %), Chaban-Delmas (26 %) et Lecanuet (18 %) - 2 points pour M. Giscard d'Estaing (31 %) et - 1 point pour M. Barre (39 %).

Le Journal du dimanche daté du 5 juin publie un sondage de l'Ifres réalisé du 31 mai au 3 juin auprès de mille personnes. D'après cette enquête, 65 % des Français jugent « nécessaire » une intervention de M. Mitterrand ; 50 % (contre 36 %) souhaitent que le chef de l'Etat annonce un changement de premier ministre, 51 % (contre 37 %) le départ du gouvernement des ministres communistes, 52 % (contre 33 %) une mesure de protection des importations ; 48 % des Français ne souhaitent pas que le président de la République annonce un blocage des prix et des revenus, et le maintien de la politique de rigueur.

Pour s'équiper en micro-informatique, en machines de bureau, en téléphonie. Ils ont choisi.

DESTINATION AGENA.



La micro-informatique professionnelle. Les grandes marques, IBM, HP, DEC, Wang. Les périphériques, écrans graphiques, imprimantes. Les logiciels les plus performants, pour tous les besoins, du scientifique à la gestion de stocks, des statistiques à l'aide à la décision. La formation. Le maintien complet. Les fournitures. Toutes les formes de location. Et la compétence.

La micro-informatique domestique. Les micros les plus sensationnels. Pour s'initier, pour s'amuser, pour créer, pour apprendre ou pour faire ses comptes. Chez soi, en douceur.

Les machines de bureau. Les systèmes de traitement de textes avec les logiciels les plus complets et les meilleures imprimantes de qualité continue. Les machines à écrire électroniques, dont les fabuleuses BROTHER et les nouvelles IBM, disponibles en stock. La nec plus ultra de la productivité. Les calculateurs programmables à la pointe de la technique.

La téléphonie. Les répondeurs, pour enregistrer, pour interroger à distance et bien d'autres choses encore. Les téléphones à touches, compacts, en couleur, et même sans fil, pour vivre avec son temps.

agena

Le magasin de la micro-informatique, de la téléphonie et des machines de bureau. 25, rue de la Pépinière 75008 PARIS Tél. 293.12.56

السلامة

ET LEURS CONSÉQUENCES

SIX ÉLECTIONS CANTONALES

Le P.S. perd dix points dans le Cher et en Meurthe-et-Moselle

CHER : canton de Bourges-III (1^{er} tour).
Inscr. 11 802; vot. 5 990; suffr. expr. 5 920. M. Deschamps, R.P.R., 2 768 voix; M. Renaudat, P.C., 2 630; MM. Huguette, P.S., 432; David, opp. 89; Dangereux, opp. 1. BALLOTAGE.

[Cette élection partielle est due à l'annulation du scrutin des 14 et 21 mars 1982, qui avait vu l'élection, au second tour, de M. Deschamps. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr. 11 649; vot. 7 712; suffr. expr. 7 511. M. Deschamps, 3 383 voix; M. Renaudat, 2 828; M. Huguette, 1 301.]

CHER : canton de Bourges-V (1^{er} tour).
Inscr. 7 507; vot. 3 411; suffr. expr. 3 351. MM. Michel, U.D.F., 1 579 voix; Camuzat, P.C., 1 162; Sautier, P.S., 435; Boiché, div. g., 145; Buchet, ext. g., 30. BALLOTAGE.

[Cette élection partielle est due à l'annulation du scrutin des 14 et 21 mars 1982, qui avait vu l'élection, au second tour, de M. Camuzat. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr. 7 493; vot. 4 551; suffr. expr. 4 412. MM. Michel, 1 793 voix; Camuzat, 1 263; Sautier, 1 007; Chandon, mod., 268; Moccolet, div. g., 90.]

Les deux élections de Bourges ont marqué par un fort recul du P.S. (- 10 points), une progression du P.C. et une progression de l'opposition, surtout dans le canton de Bourges-V.]

CHER : canton de Sancerre (1^{er} tour).
Inscr. 4 557; vot. 2 925; suffr. expr. 2 892. MM. Caldi, div. d., 1 307 voix; Tatin, R.P.R., 849; Barthou, P.C., 476; Bissani, P.S., 260. BALLOTAGE.

[Cette élection partielle est due au décès de Charles Dureau, sénateur (U.R.), le 28 mars dernier. Ancien président du conseil général, il avait été réélu conseiller général, au premier tour, le 18 mars 1979. Les résultats avaient été les suivants : inscr. 4 492; vot. 3 278; suffr. expr. 3 118. MM. Dureau, 2 142 voix; Cabanet, P.C., 974.]

INDRE-ET-LOIRE : canton de Tours-Centre-1 (2^e tour).
Inscr. 8 046; vot. 2 284; suffr. expr. 2 248. Mlle Gauthier, U.D.F., 1 845 voix; ELUE; Comin, P.S., 403.

[Mlle Gauthier, troisième adjointe au maire de Tours, M. Jean Royer, démissionnaire par le parti républicain, prend ainsi la succession d'Yves-Bernault (mod.), décédé en avril dernier, et qui avait été réélu au premier tour devant Mlle Comin, en mars 1982. Les résultats du premier tour, le 29 mai, avaient été les suivants : inscr. 8 046; vot. 2 442; suffr. expr. 2 408. Mlle Gauthier, 1 581 voix; Comin, 345; Mlle de Decker, se. div., 304; MM. Poullin, div. d., 179; Gaden, P.C., 97.]

MEURTHE-ET-MOSELLE : canton de Comblain-au-Jaray (1^{er} tour).
Inscr. 13 684; vot. 6 574; suffr. expr. 6 391. MM. Pierre Gosot, R.P.R., cons. mun. de Jaray, 2 872 voix; Michel Gilles, P.C., m. de Jaray, 2 833; M. Lihane Riel, P.S., adj. au maire de Jaray, 696. BALLOTAGE.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Henri Bessis (P.C.), récemment décédé, et qui avait été réélu au second tour, en mars 1979, avec 5 594 voix, contre 3 449 à M. Mangel, U.D.F., sur 13 359 inscrits, 9 585 votants et 9 043 suffrages exprimés.]

En premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr. 13 359; vot. 9 459; suffr. expr. 9 223; MM. Bessis, P.C., 4 240 voix; Wurtz, P.S., 1 926; Mangel, U.D.F., 1 494; Langelier, R.P.R., 784; Oudin, P.S.U., 459; Besson, mod., 396.

Alors que l'ancienne majorité avait totalisé 22,11 % des voix au premier tour de 1979, le candidat R.P.R. s'est représenté de l'opposition actuelle, obtenant 44,93 % des voix. Si le P.C. enregistre un recul (44,17 % au lieu de 45,96 %), celui du P.S. est très sensible : 10,89 % au lieu de 20,88 %.

Dans la commune de Jaray, où M. Gilles (P.C.) vient de succéder comme maire à M. Ernest Thumet, la gauche améliore son score par rapport aux municipales de mars dernier : 61,14 % contre 59,92 %. M. Gosot (R.P.R.) arrive, quant à lui, en tête dans vingt et une des vingt-cinq communes du canton.]

VOISGES : canton de Darnay (1^{er} tour).
Inscr. 4 028; vot. 2 749; suffr. expr. 2 695. MM. Albert Fab, R.P.R., 1 093 voix; André Poin, U.D.F., m. de Darnay, 984; Raymond Santrot, P.S., 615; Michel Gérard, 93. BALLOTAGE.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jean Marellier (U.D.F.), décédé en avril dernier. Jean Marellier avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1982, avec 2 663 voix, sur 3 986 inscrits, 3 308 votants et 3 107 suffrages exprimés, contre 1 044 à M. Santrot (P.S.). Au premier tour, il était arrivé en tête avec 1 497 suffrages contre 769 à M. Santrot, 680 à M. Fab (R.P.R.) et 369 à M. Gérard (P.C.), sur 3 114 suffrages exprimés, 3 195 votants et 3 987 inscrits.]

Le rapport de forces au sein de l'opposition s'est inversé : ainsi, l'U.D.F., qui devançait le R.P.R. en 1982, enregistre un recul de près de deux points, tandis que le candidat de R.P.R. voit son score passer de quinze, mais arrive en tête dans dix-neuf des vingt et une communes du canton. La gauche perd 3,61 points par rapport à 1982 : - 1,87 point pour le P.S. et - 1,94 pour le P.C.]

AU « GRAND JURY R.T.L.-LE MONDE »

Nous sommes à la veille d'une déroute économique déclare M. Michel Jobert

Invité du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde », dimanche soir 5 juin, M. Michel Jobert, ancien ministre d'Etat, a notamment déclaré, à propos de la situation économique : « Nous sommes à la veille d'une déroute économique que nous ne soupçonnons pas. (...) Du point de vue économique, je me demande même si nous ne sommes pas dans une situation comparable à celle que nous avons connue en 1940, par exemple. (...) L'échec du président de la République serait celui de tous les Français. Je souhaite donc que celui-ci réussisse. Je ne parle pas de la réussite du programme socialiste, mais je parle de la réussite de notre vie collective. »

« A mon avis, sous peu, les Français auront perdu le quart de leur niveau de vie. (...) A l'heure actuelle, c'est une évidence, l'opinion publique ne soutient pas l'action du gouvernement. Par suite, dans la vie économique, la confiance n'existe plus. (...) Mon jugement ne peut cependant être assomé à celui de l'opposition : MM. Barre, Giscard et Chirac ont eu le pouvoir et ils n'ont pas fait ce qu'il faut pour la France. (...) En ce qui concerne les nationalisations, les perspectives me paraissent sombres. (...) Ou bien le moteur ne s'est pas mis en marche, ou bien il tourne au ralenti. (...) S'agissant du secteur (...) du crédit, l'échec a été total. »

Comme on lui rappelait que l'une de ses missions devait être, auprès des socialistes, de constituer « un centre pour permettre au président de la République de pratiquer l'ouverture », M. Jobert a souligné : « Je suis tout à fait disposé à le faire, dès lors que le président le veut, non seulement de façon théorique, mais également de façon pratique. Mon but est que le citoyen ne soit pas un mouton, qu'il soit majeur, qu'il ait des responsabilités. C'est pourquoi je plaide à la fois pour l'humilité dans l'action politique et pour la considération prêtée aux autres. »

Interrogé sur la proposition de M. Chirac consistant à demander l'organisation d'un référendum sur la politique du gouvernement (le Monde daté 5-6 juin), le président du Mouvement des démocrates a répondu : « Que M. Chirac commence par lire la Constitution ! Je m'étonne qu'on donne tant de retentissement à cette proposition, qui est de pure tactique. Sur le plan constitutionnel, je ne vois pas comment un référendum serait possible sur le maintien ou la sortie du franc du système monétaire européen ou sur la politique économique du gouvernement. Il faut cette proposition par malice. (...) En 1977, il m'est arrivé aussi de demander que M. Giscard d'Estaing fasse des élections anticipées. M. Giscard

d'Estaing n'en avait pas du tout envie. C'était pour le picoter un peu. »

M. Jobert n'est, évidemment, pas naïf au point de croire que M. Chirac ignore le libellé de l'article 11 de la Constitution relatif au référendum. Ce texte dispose que le président de la République « peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, comportant approbation d'un accord de communauté ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions. »

L'éventuelle sortie du franc du Système monétaire européen serait-elle une décision susceptible d'entrer dans un des cas prévus par la Constitution, comme le suggère M. Chirac ? Les juristes pourrissent à la rigueur en débattre, tout comme ils l'ont fait naguère lorsque avait été contesté le recours par de Gaulle à ce même article 11 pour modifier la Constitution — en instaurant en 1962 l'élection du président de la République au suffrage universel et en voulant réformer le Sénat en 1969, — alors qu'un autre article de la Constitution (l'article 89) organise expressément la révision de celle-ci.

En réalité, M. Chirac a voulu faire un geste politique en obligeant le chef de l'Etat à refuser que, par ce

biais, un jugement soit porté sur l'ensemble de la politique économique et sociale du gouvernement. Dans l'esprit du maire de Paris, le référendum est en réalité une procédure de « rélégitimation » du pouvoir en place qui doit permettre au président de la République de mieux mesurer le sentiment du pays à son égard.

Durant la campagne présidentielle de 1981, M. Chirac avait d'ailleurs proposé d'élargir le champ d'application du référendum, notamment à des sujets de société comme, à l'époque, l'abolition de la peine de mort. Mais pour cela il faudrait au préalable une réforme de la Constitution, qui, elle, peut être réalisée soit par la voie parlementaire, soit par référendum.

A. P.

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 633.81.23/328.03.71/354.45.87

LE PRIX DES CADRES

L'ETUDE ANNUELLE DE L'EXPANSION : UNE ENQUETE REFERENCE POUR TOUS LES CADRES ET LES ENTREPRISES FRANÇAISES.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les librairies)

offre un dossier complet sur :

LA JUSTICE AU QUOTIDIEN

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèque) à **APHES-DEMAIN**, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

pesup 1^{ère} classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC

Institut privé de Préparation aux Etudes Supérieures
16 rue du Cloître Notre Dame
75004 Paris - 325.63.30

HEC - ESSEC... SCIENCES-PO... MEDICINE... PHARMACIE...

Transamerica c'est L'Amérique LOS ANGELES

Vols réguliers au départ de Paris-Orly-Sud. Tous les dimanches, à partir de

5.175frs

Transamerica Airlines
Réservations : Tel. (1) 265.45.35
Ou auprès de votre agent de voyage.

L'Expansion présente le Prix des Cadres 1983. Un numéro exceptionnel qui vous apprend tout, tout, tout ce que vous devez savoir sur les salaires des cadres en 1983. Cadres débutants et cadres confirmés, cadres moyens et supérieurs, cadres dirigeants. L'Expansion fait pour vous un bilan exhaustif sur l'évolution de vos salaires. Quelles sont les fonctions qui progressent ? Quelles sont les secteurs en pointe ? Quelle est la politique de rémunération des entreprises en 1983 ? Quelles sont les tendances pour les mois à venir ?

L'Expansion répond à ces questions et à beaucoup d'autres, grâce à la plus complète des études publiées dans ce domaine. Et, pour la première fois, l'étude Prix des Cadres paraîtra dans 2 numéros consécutifs : les 3 et 17 juin. L'Expansion, en vente chez votre marchand de journaux.

L'Expansion

POLITIQUE

LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les communistes refusent l'autonomie que les socialistes accordent aux études médicales

Huit amendements communistes repoussés, cinq retirés, un seul accepté au cours de la seule journée du samedi 4 juin à l'Assemblée nationale lors de la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur. Le P.C. manifeste, là aussi, qu'il ne veut - être un allié obéissant au doigt et à l'œil, et qu'il a quelques réserves à émettre sur certains choix gouvernementaux.

Quand il ne s'agit que de la non-possibilité de l'élection des directeurs des grandes écoles ou de la trop grande place faite, à ses yeux, aux personnalités extérieures dans leurs conseils, M. Guy Hermerie, député des Bouches-du-Rhône et membre du bureau politique du P.C., veut bien convenir que le désaccord n'est pas fondamental. Mais lorsque le gouvernement et les députés socialistes accordent une large autonomie aux unités de formation et de recherche médicales, les élus communistes ne veulent pas les suivre dans cette voie. Et si - solidarité gouvernementale oblige - le P.C. ne vote pas contre l'article la prévoyant, il s'abstient et le fait savoir.

D'autant que M. Hermerie ne cache pas que la leçon à tirer de la façon dont le gouvernement a défendu son projet de loi initial s'applique à bien des domaines de la politique gouvernementale : quand il y a eu mobilisation de la gauche, comme sur le problème de la sélection, explique-t-il en substance, nous avons pu résister à la pression de l'opposition et même améliorer le texte ; quand seule la droite s'est fait entendre, le pouvoir a été obligé de faire marche arrière, le P.S. n'ayant pu, malgré ses velléités, atténuer la reculade gouvernementale. Seule la pression populaire permet donc des avancées significatives. C.Q.F.D. Et quand M. Hermerie déclare, à propos de l'organisation des écoles et instituts : « C'est un progrès, mais il était possible de franchir un pas supplémentaire », à l'évidence il ne pense pas qu'à l'enseignement supérieur.

L'Assemblée nationale continue, le samedi 4 juin, la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur.

Le conseil des unités de formation et de recherche. - Dans le projet initial du gouvernement, il comprenait un maximum de vingt-cinq membres : les médecins avaient donc la place trop faible pour leur U.F.R. Aussi M. Savary, ministre de l'éducation nationale, dépose un amendement qui supprime toute limitation : sur proposition de M. Cassaing (P.S., Corrèze), rapporteur de la commission des affaires sociales, l'Assemblée décide à l'unanimité de porter la limite supérieure à quarante membres.

Le R.P.R. et l'U.D.F. estiment la part faite aux personnalités extérieures (de 20 % à 50 %) trop importante, car elle limite par trop la place des enseignants. Le P.C. partage la première partie de cette analyse. Les divers amendements allant dans ce sens sont soit refusés, soit retirés par leurs auteurs. Malgré les demandes du R.P.R., le directeur de l'U.F.R. ne sera pas obligatoirement de nationalité française.

L'autonomie médicale. - Le dernier alinéa de l'article 30 prévoit que les U.F.R. de médecine et d'odontologie peuvent signer des conventions avec les centres hospitaliers, conventions qui doivent être approuvées par le président de l'université. Un amendement de M. Blanc (U.D.F., Lozère), transformant l'approbation en un simple avis, est repoussé. De même, il demande sans succès que cette faculté soit étendue à la pharmacie. M. Savary fait remarquer que cette matière n'est pas concernée par les C.H.U., auxquels se réfère le passage du projet. En sens inverse, les amendements communistes, qui transfèrent la responsabilité de la convention aux universités, sont repoussés, après que M. Frayse-Cazalis (P.C., Hauts-de-Seine), ait déclaré : « L'insertion des unités médicales dans les universités doit se faire à égalité de droits et de devoirs avec les autres composantes de l'université (...). Nous proposons donc de retirer aux U.F.R. de médecine et d'odontologie le statut particulier qu'on veut leur donner ».

Au contraire, le gouvernement propose un amendement prévoyant que les directeurs des U.F.R. médicales soient « ordonnateurs des recettes et des dépenses » et que les ministres compétents « affectent directement » à ces U.F.R. « les emplois hospitalo-universitaires ». M. Blanc, qui est neurophysiologiste, demande sans succès que leurs directeurs soient « ordonnateurs principaux ». M. Sauer (P.S., Lot-et-Garonne) fait au contraire qu'il s'agit de « l'inverse précéder qu'il s'agit d'ordonnateurs secondaires », ce qui allait de soi puisque les U.F.R. ne sont pas des établissements publics ; l'amendement de M. Blanc leur accordant « la personnalité morale et juridique » est en effet repoussé par 312 voix (P.S., P.C.) contre 171 (R.P.R., U.D.F.), après que son auteur ait déclaré : « Vous allez donner raison à tous ceux qui pensent que vous ne parlez d'autonomie que contraints par les manifestations et les grèves et que, au-delà de vos paroles, il y a un texte qui manifeste la volonté d'aboutir à une négation de l'autonomie et de la spécificité ». De même, celui de M. Lauriol (R.P.R., Yvelines) étendant aux U.F.R. de pharmacie le système de convention avec les hôpitaux est repoussé par 329 voix (P.S., P.C.) contre 161 (R.P.R., U.D.F.).

M. Savary fait adapter par l'Assemblée un amendement instituant l'autonomie pédagogique, mais avec approbation du président de l'université, pour les U.F.R. de

médecine, d'odontologie et de pharmacie. Elle concerne le deuxième cycle des études médicales et odontologiques : la formation de pharmacie générale, pharmacie hospitalière, pharmacie et santé publique et biologie médicale, du troisième cycle des études pharmaceutiques ; le troisième cycle de médecine générale, de médecine spécialisée et de santé publique. M. Lareng (P.S., Haute-Garonne), professeur de médecine, s'en félicite en soulignant : « L'amendement du gouvernement fait faire un grand progrès à l'université, née de la loi de 1968 ; (...) celle-ci n'accorde pas de dérogation aux U.F.R. médicales, qui n'ont pas moins pratiqué une certaine autonomie dans le choix et la modulation de leurs enseignements ». A l'inverse, M. Frayse-Cazalis, qui, elle, est médecin oncologue, regrette que l'on retienne « pour l'enseignement médical une procédure de choix des enseignants qui repose sur les pratiques arbitraires dont nous avons l'expérience et dont nous connaissons les dangers ». Malgré la demande de M. Blanc, cette autonomie pédagogique n'est pas étendue au premier cycle.

De même, les amendements de M. Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine) et Gattier (U.D.F., Paris) demandant que cette autonomie soit étendue aux études économiques, juridiques et de gestion, sont repoussés. M. Hage (P.C., Nord), voyant dans ces positions « une attitude de classe, sinon de caste » et M. Savary affirmant : « Nous sommes pour la liberté pour les disciplines que vous énumérez ».

L'article 30 ainsi amendé est adopté par les députés socialistes, ceux du R.P.R. et de l'U.D.F. votant contre, ceux du P.C. s'abstenant.

Les instituts et écoles faisant partie de l'université. - Le gouvernement, en conformité avec les engagements pris par les U.F.R., fait passer de trente à quarante le nombre maximal des membres de leurs conseils d'administration. Malgré les regrets du P.C., les directeurs des écoles seront nommés par le ministre de l'éducation nationale, sur proposition d'un conseil d'administration, alors que ceux des instituts seront élus par ce conseil.

L'opposition aurait voulu que tous les directeurs soient nommés par le ministre sur simple « avis » des conseils d'administration et - ce qui ne sera pas le cas - obligatoirement français.

Les instituts et écoles extérieurs aux universités. - Ce sont des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel. Ainsi les grandes écoles dépendant du ministère de l'éducation nationale sont intégrées dans le système mis en place par ce projet.

Th. B.

APRÈS LES MANIFESTATIONS POLICIÈRES

Enquête rapide, sanctions au plus vite. Le président de la République lui-même a exigé que les conclusions des enquêtes de l'inspection générale de l'administration et de l'inspection générale de la police nationale sur les manifestations policières du 3 juin lui soient communiquées dès mardi. M. Michel David, inspecteur général de l'administration, est chargé de coordonner ces enquêtes, comme il le fit pour celle sur les incidents du 23 mars 1979. Samedi, au Bourget, M. Mauroy avait déclaré : « Ceux qui ont failli à leur devoir doivent être sanctionnés. Au plus haut niveau, ils le sont déjà. Pour les autres, l'enquête en cours sera rapide et les sanctions seront immédiates ».

Les responsables des deux manifestations non autorisées, l'une, le matin jusqu'au ministère de la justice, l'autre, l'après-midi, jusqu'aux

grilles du ministère de l'intérieur, sont connus : Union des syndicats catégoriels, dont notamment le Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.), pour la première ; Fédération professionnelle indépendante de la police nationale (F.P.I.P.N.) pour la seconde. Les responsables de ces organisations, en particulier MM. Rémy Hasboux pour le S.I.P.N., Didier Gaudouss pour la F.P.I.P.N., sont entendus ce lundi.

Plusieurs faits sont établis. Le matin, à la préfecture de police, outre les hués à la fin de la cérémonie officielle, une bousculade visant physiquement M. Defferre et Franceschi lors de leur départ, évitée grâce à un cordon de gardiens en tenue ; des volontés de s'en prendre physiquement à M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome du syndicat de police (FASP), proche de la majorité ;

La justice bouc émissaire

M. Badinter sera bientôt l'oiseau rare du gouvernement. C'est vrai, c'est extraordinaire : le garde des sceaux mène la politique pour laquelle la gauche a été élue - sur un malentendu, dirait M. Alain Peyrefitte - et la paye cherement. Plus averse que le même M. Peyrefitte de libéralisme conditionnel, il doit néanmoins se défendre du « laxisme » de la justice qui n'existe, les statistiques le prouvent (voir encadré), que dans l'esprit de ses détracteurs, lesquels bénéficient du soutien de M. Chirac, qui a voté l'abolition de la peine de mort.

La logique n'ayant rien à voir avec les incidents de ces derniers jours, il faut chercher ailleurs le ressort de ces événements qui mettent en cause l'autorité de l'Etat.

Il existe un secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique. Deux policiers tombent sous les balles de malfaiteurs, l'un d'eux est tué, la criminalité, S'il ne s'agit pas de cela, c'est la police qui est mal faite, mal entraînée ou trop exposée, mal laissée courir les assassins. M. Franceschi va-t-il devoir répondre de ces meurtres affreux ? Pas du tout, c'est M. Badinter le coupable. Il est garde des sceaux, ministre de la justice. Peu importe, il faut un bouc émissaire.

A ce point, l'analyse relève davantage de la passion que de la raison, voire de la psychologie des professeurs. M. Badinter est celui qui fit abolir la peine de mort. Depuis cette date, le nombre de policiers et de gendarmes tués en service a plutôt diminué. On lui doit la disparition de la Cour de sûreté de l'Etat, devant laquelle aucun terroriste étranger ne comparait jamais. Qu'importe ! C'est lui le responsable des meurtres de l'avenue Trudaine et de la fusillade des Rosters, sur laquelle plane l'ombre d'Abou Nidal.

M. Peyrefitte avait déjà joué de cette corde que fait vibrer dans les aigus M. La Pen. Selon un raisonnement sommaire, toute mesure pénale qui n'a pas pour effet d'aggraver la répression serait un facteur de délin-

quance. Ce postulat fait des ravages parmi les candidats aux diverses élections y compris à gauche. M. Defferre l'a montré à Marseille pendant la campagne des municipales.

M. Badinter, qui n'est que militant socialiste de base à Châteaufort-Thyméras (Eure-et-Loir) et n'a, à une exception malheureuse, à l'époque de la F.G.D.S., jamais brigué de mandat électif, serait, parce qu'il ne rentre pas dans ce jeu, un irresponsable et un rêveur. Cela n'est pas dit exactement sous cette forme, mais la querelle Defferre-Badinter sur les contrôles d'identité traduisait déjà cette divergence.

Le raisonnement d'après lequel plus de répression entraînerait moins de délinquance paraissait malgré tout simpliste aux grands esprits. M. Peyrefitte en tenait un autre en réserve. Selon cette explication, les peines d'emprisonnement, voire la peine de mort, viseraient moins à sanctionner les coupables qu'à apaiser l'émotion suscitée par leur crime. C'est la fonction sociale de la peine, son rôle « cathartique » sur lequel, en dernière analyse, l'auteur de la loi « Sécurité et liberté » fondait sa politique.

On est ici en pleine idéologie, un terrain sur lequel la gauche est censée se sentir à l'aise, on le lui reproche assez. Or, pour ce qui est de la sécurité, ce terrain a été abandonné à la droite. M. Badinter l'admet : il n'a pas réussi à desserrer l'étau dans lequel M. Peyrefitte a enligné toute réflexion sur la justice. Il n'est pas seul responsable - MM. Defferre et Franceschi ne l'ont guère aidé. Ni

même M. Mauroy, qui découvre aujourd'hui les dégâts que peut provoquer l'idéologie sécuritaire. Le premier ministre a raison de s'inquiéter : l'extrême droite, policière ou non, n'aurait jamais agi de cette façon si elle n'avait pas senti le terrain favorable et si elle n'avait pas été persuadée que le cheval qu'elle enfourchait avait toutes les chances d'accroître son audience, au-delà de ses maigres troupes.

Placé devant un redoutable défi, le gouvernement a cru habile de jouer sur les deux tableaux : au ministère de la justice, la politique pour laquelle M. Mitterrand a été élu ; à MM. Defferre et Franceschi, le soin de s'en écarter ostensiblement lorsqu'il le fallait. Résultats de ce jeu de bascule : la gauche est aujourd'hui dépeçue et la droite se déchaine, ayant senti le profit qu'elle pouvait tirer de ces hésitations.

M. Badinter a joué pendant des mois le rôle de bouc émissaire. Lui qui n'a jamais eu le souci, ni probablement le talent, d'être populaire, comme il l'a confié récemment au journal l'Arche, a cristallisé une charge incalculable de haines. Juif et le revendiquant (« né juif, je mourrai juif, sans avoir cessé de m'éprouver comme juif »), il reçoit nombre de lettres avec pour toute signature une croix gammée. C'est la cible idéale pour les attaques antisémites dans la presse et ailleurs. Défenseur d'une autre politique, il est d'abord l'autre, le petit, le galeux. Un des points de manifestation vendredi à Paris a confié cette réflexion à une journaliste de Libération : « Badinter ? Il vient d'un pays étranger ».

Depuis que la manifestation qui visait le garde des sceaux et ne visait initialement que lui est venue buter contre les murs de l'Elysée, le gouvernement s'émoult. On n'avait pas perçu une telle émotion le jour où les surveillants de prison étaient venus crier sous les fenêtres de M. Badinter, place Vendôme : « Avocats, malfaiteurs ! ». Celui-ci, qui fut pendant la campagne des municipales interdit de meeting, ou presque ; qui était à l'époque, selon son propre aveu, « la cousine qu'on cache », ne sert plus, depuis les manifestations de vendredi, de paratonnerre. C'est l'autorité du gouvernement tout entier qui est en cause. Le garde des sceaux doit en éprouver une amère consolation.

BERTRAND LE GENDRE.

L'EFFET TRUDANE

Samedi 6 juin. Un fait divers banal. Un cambrioleur à la dérive s'attaque, seul, à une bijouterie parisienne, rue La Fayette. Des allures de professionnel, un pistolet (mais d'alarme), une entrée en force, un butin (une montre modeste). Au moment de « décrocher », le gangster improvisé abandonne dans sa fuite un paquet suspect. Il croise un passant, lui projette une bouffée de gaz lacrymogène dans les yeux. Fait divers banal.

Mais l'effet Trudaine est là. Mardi, deux policiers ont été tués de sang-froid en plein Paris. Un policier venu enquêter samedi sur les lieux de l'agression marquait de la rue La Fayette confie : « Si j'avais eu mes armes, nous aurions tiré. Vous pouvez le mettre dans votre canard ». Et les manifestations de policiers sur le pavé parisien, avec les débordements que l'on connaît ? « Les manifestants, d'accord. Mais dommage que le Pen se soit propulsé en avant... »

LES RÉACTIONS

● M. LIONEL JOSPIN, premier secrétaire du P.S., a déclaré, dimanche 5 juin, à Limoges, au cours d'une réunion de militants socialistes : « Que l'on fasse preuve de compréhension pour les forces de l'ordre, oui. Mais de complaisance pour les forces de désordre, alors non. Le P.S. sera aux côtés du gouvernement pour prendre les sanctions nécessaires ».

● M. PAUL QUILÈS, membre du secrétariat national du parti socialiste : « On ne peut pas accepter, de la police, de la gendarmerie ou de l'armée des attitudes comme celles que l'on a constatées (dans la police), il faut se méfier de phénomènes qui ne sont pas récents mais qui ont été accentués récemment à la suite d'un certain nombre d'exploitations. Précisément, le parti socialiste dénonce l'exploitation qui a été entreprise par certains partis politiques et, pourquoi ne pas le dire, par le R.P.R. ».

● L'« HUMANITÉ-DIMANCHE » dénonce dans son édition du 5 juin « le caractère policier » des manifestations de policiers vendredi à Paris, et sème qu'« à cette occasion se font jour de nouvelles intentions de déstabiliser le gouvernement ».

« Les manifestants rassemblés par les dirigeants d'organisations policières extrémistes autour de Le Pen ne pensaient pas aux deux jeunes policiers assassinés (...). On était aussi loin du grave problème de la sécurité dans les grandes villes », affirme dans son éditorial M. Roland Leroy.

Après avoir fustigé « l'hypocrisie de ceux qui prétendaient rendre hommage aux policiers » tout en condamnant des interviews de M. Albert Spaggiari, le gangster auteur du meurtre de M. Roland Leroy, l'« Indispensable » de « faire face à une telle entreprise ». « Des sanctions sont sans doute nécessaires et justifiées », ajoute-t-il avant de souligner qu'il faut surtout régler les problèmes réels (...).

● M. BERNARD PONS, secrétaire général du R.P.R. : « Depuis plusieurs mois et dans de nombreux domaines, le gouvernement a failli à son devoir ; c'est donc lui qui doit être sanctionné ».

Cette déclaration, remise à la presse, vise, selon M. Pons, les propos tenus samedi matin par M. Pierre Mauroy concernant le directeur général de la police, M. Paul Cousseran, et le préfet de police de Paris, M. Jean Périé, après les manifestations des policiers de vendredi.

● M. RAYMOND MARCEL-LIN, ancien ministre de l'intérieur, député U.D.F. du Morbihan, que nous avons interrogé, considère qu'il s'agit d'une « affaire de gouvernement ». « La vérité, dit-il, est que l'époque actuelle, en France et ailleurs, est caractérisée par la montée de la délinquance violente. Il faut traiter ce problème, par priorité, par les moyens de la police et ceux de la justice. Le gouvernement doit considérer sans aucune ambiguïté cette lutte comme l'une de ses priorités. Tous délinquants violents - que ce soit le voleur de sacs à main ou l'auteur d'un hold-up - doit être puni exemplairement et accomplir sa peine jusqu'au bout. Alors, les maîtres du mécontentement disparaîtront ».

● LE SYNDICAT NATIONAL AUTONOME DES POLICIERS EN CIVIL (S.N.A.P.C.), plus de 68 % des voix aux élections professionnelles de 1982 chez les inspecteurs, condamne les agissements de certains policiers qui ont exploité la mort de deux fonctionnaires de police ».

● LA FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE INDÉPENDANTE DE LA POLICE (F.P.I.P.N.) 2,8 % des voix aux élections professionnelles, « remercie les milliers de policiers qui ont assisté vendredi dans le calme, le respect et le recueillement au dépôt de la gerbe de la dignité en hommage à nos collègues assassinés avenue Trudaine ». Le F.P.I.P.N. estime que « l'exploitation partisane de la douleur la plus colère de notre corporation par certaines organisations syndicales ou politiques est un intolérable affront dans de telles circonstances à l'égard de nos collègues ».

DECouvrez L'ETE FRANÇAIS EN MIDI-PYRENEES

Une région où le soleil est comme chez lui.

Un pays où la lumière, les couleurs, la douceur sont partout, dans chaque ville, dans chaque village, dans chaque vallée, sur les pics ou au fond des gorges, sous les tonnelles des auberges ou dans l'accent des habitants.

Midi-Pyrénées, ce sont 8 départements où toutes les vacances sont possibles : sportives, artistiques, gastronomiques, détente, découverte, randonnées, les possibilités sont infinies et l'émerveillement permanent.

Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Ariège, Gers, Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron.

L'ETE FRANÇAIS EN MIDI-PYRENEES

(6) 47.11.12 BP2000 31017 TOULOUSE
Standard 6 jours/7 de 8 à 21h

السلامة

POLITIQUE

LE GOUVERNEMENT S'APPÊTE A PRENDRE DE NOUVELLES SANCTIONS

enfin une R 18 de la police nationale - immatriculée 19335 DB - ouvrait la voie au cortège « spontané » qui partit de la préfecture de police.

Précédée par une tournée de mobilisation, la nuit précédente, dans les commissariats parisiens, cette manifestation n'était cependant pas plus spontanée que celle de l'après-midi. A celle-ci, on remarqua des policiers en uniforme, notamment du Service de protection et de sécurité du métropolitain (S.P.S.M.). Nombreux étaient les policiers - en uniforme ou en civil - venus armés. Certains d'entre eux ont fait usage de mât-bombes lacrymogènes à l'encontre des passants.

Deuxième volet, le dispositif de maintien de l'ordre. Le matin, place Vendôme, les gardiens qui enlevèrent leur képi par solidarité apparte-

naient à la 6^e compagnie de district. L'après-midi, le dispositif était plus complexe, mêlant des escadrons de gendarmes mobiles et des C.R.S., notamment de la C.R.S. 7 (Deuil-la-Barre). Pourquoi ont-ils cédé si facilement ? Deux versions sont en présence.

M. André Bégout, directeur de la sécurité publique à la préfecture de police, dit avoir lancé, lors de la progression des manifestants vers le ministère de l'Intérieur, la consigne d'intervenir « si besoin par la force avec des grenades lacrymogènes ». Il n'aurait pas été obéi, les premiers gendarmes mobiles casqués et munis de boucliers ne prenant position place Beauvau que lors de la dispersion des manifestants.

Les responsables sur le terrain - commissaire répondant à l'indictif T1 25, commandant de la C.R.S. 7 et lieutenant de gendarmerie -

affirmaient, à l'inverse, n'avoir reçu aucune consigne stricte de cet ordre. De plus, signe d'imprévoyance, la C.R.S. 7 avait été appelée précipitamment en renfort. Débat que devrait clarifier l'écoute des bandes magnétiques de la salle d'état-major.

Les sanctions pourraient être très importantes et aller jusqu'à la dissolution de certaines unités. Aussi voir la démission du préfet de police, M. Jean Prier, qu'il aurait présentée lui-même après les incidents du matin, et le limogeage du directeur général de la police nationale, M. Paul Cousseran, qui refusa de présenter sa démission comme le lui demandait M. Defferre, sont-elles avant tout des mesures symboliques et politiques.

E. P.

L'autre laxisme

tomme ? Les organisateurs du défilé de l'après-midi du 3 juin avaient à l'époque voulu manifester devant le ministère de l'Intérieur. Les responsables du cortège de vendredi matin avaient, quant à eux, tenu un meeting où l'on entendit des « *Badinter au poteau* ! », « *A Moscou, à Moscou* ! », « *Mort aux rouges* ! ». On avait alors souligné l'absence de volonté de réforme alimentant une tension qui n'était pas qu'artificielle (le Monde du 30 septembre 1982).

Or les mêmes causes produisant les mêmes effets, la situation semble bien s'être aggravée depuis. L'attitude du secrétaire d'Etat, la semaine passée, illustre : pas de mise en garde contre l'utilisation politique de la mort des deux gardiens pas de consigne au préfet de police visant à interdire des manifestations éventuelles, comme ce fut le cas en septembre 1982, pas d'indignité notable le jeudi soir, alors que toutes les informations, notamment en provenance de syndicalistes proches du parti socialiste, annonçaient une chaude journée... M. Franceschi a préféré abonder dans le sens de l'émotion légitime des policiers, insister sur sa compréhension, sans prendre ses distances avec d'éventuels débordements. Les manifestants n'auraient-ils pu, en conséquence, se sentir exaspérés par avance ?

M. Franceschi n'y insiste-t-il pas encore vendredi soir, dans un communiqué où il n'a pas un mot de condamnation des manifestations, pas un signe de solidarité avec un autre membre du gouvernement, complot, abominé, étouffé au pilori par les manifestants, M. Badinter ? Et, au fond, le faible dispositif de maintien de l'ordre ne montre-t-il pas que l'on avait accepté d'avance que ces manifestations aillent jusqu'au ministère de la justice et qu'il fallait leur prolongation jusqu'aux rives de l'Élysée et l'intervention du premier ministre pour que l'autorité soit enfin réaffirmée ?

Laxisme donc, parce qu'on a suivi la ligne de plus grande pente d'un monde policier prompt aux surenchères.

Espoirs déçus

Attentisme. Car les surenchères ont leurs raisons : le dépit, l'espoir déçu. Les policiers, surtout les gardiens de la paix, ces O.S. de la sécurité, vivent profondément la crise. Ils sont aux premières loges : notre société se décharge à bon compte sur eux, confrontés au démantèlement du tissu social qui fait le lit de la délinquance, affrontant sans cesse un crime social qui leur semble sans fond. Ce travail tous azimuts, mal défini, pour lequel ils sont mal formés et souvent mal encadrés, ils

l'assurent difficilement. Un besoin de reconnaissance indéfinissable les anime, illustré en 1982 par un taux de participation exceptionnel à une enquête sur leur métier : 71 000 réponses, sur 110 000 fonctionnaires, à un questionnaire officiel comprenant... 86 questions !

Avant que certains ne désignent des boucs émissaires existant donc une attente, qui était loin d'être défavorable à la gauche, tant le pouvoir précédent s'était aliéné les multiples corporatismes, vivaces dans la police. Chance à saisir. Et, dans une certaine mesure, ce fut fait : jamais il n'y eut tant de concertation et de réflexion sur les problèmes de police - rapport Belorgey - et de sécurité - rapport Bonnemaison. Mais des écrits aux actes... De toutes ces pro-

positions tendant à combler ce vide entre la police et la société, seule la dimension quantitative - à l'exception de la formation des personnels - a vu le jour. Effectifs, indemnités, retraites : on a donné beaucoup mais sans rien obtenir en échange, sans en profiter pour anéantir les divers corps policiers qui rivalisent à s'accrocher sur des mesures réformatrices.

Certes cet attentisme était en germe avant la création du secrétariat d'Etat, en août 1982. Mais M. Franceschi l'a accentué. Des « coups » pour vanter la police, mais pas de politique d'ensemble. Un directeur général peu favorable à la concertation, une préférence pour le secret plutôt que pour la transparence, une rivalité d'ambition à l'encontre de M. Defferre... Le secrétaire d'Etat a fait un double échec

cohérent : lutter avant tout contre le terrorisme, la petite et la moyenne délinquance - ce « terrorisme du quotidien », dit-il - et être d'abord « l'ami des policiers ».

Dans le premier cas, le risque est d'oublier que cette lutte passe par une transformation de la police, de ses structures et de ses pratiques, afin d'éviter ce mythe de Sisyphus qu'est sa course solitaire contre la délinquance. Quant au second objectif, il n'est pas certain que les policiers attendent qu'on les séduise, mais bien plutôt qu'on les commande, qu'on leur dise clairement où l'on va. Ni les séduire ni les mater, d'ailleurs : réformer, disent-ils, et, curieusement, à droite comme à gauche. C'est l'occasion ultime à saisir.

EDWY PLENEL

LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE, situé à gauche - 26,72 % des voix aux élections professionnelles de 1983 - a écrit au ministre de l'Intérieur :

« L'assassinat de policiers est toujours un événement douloureux. L'émotion suscitée et les réactions de solidarité des policiers sont légitimes et nous nous y associons. En revanche, comme le font certains, rendre la justice responsable de ces morts constitue une malhonnêteté et une aberration inacceptable : quel rapport entre la justice et ce drame ? La politique pénale, disant sécuritaire de M. Peyrefitte n'avait jamais empêché de tels actes.

« Ce rejet des responsabilités vers la justice, qui fait suite aux multiples incidents entre police et justice, provient de l'incapacité du gouvernement à définir une politique claire et cohérente en ce domaine.

« Les atermoiements, les revirements de votre ministère ont conduit à cette situation et n'ont fait qu'aggraver le malaise à l'intérieur de la police.

« LE SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE (S.A.F.) souligne que « le ministre de la justice Robert Badinter s'est employé, comme s'y était engagé le président de la République, à rétablir l'état de droit, à rendre à la justice ses pouvoirs et son autorité à résoudre les phénomènes de délinquance et d'insécurité ». Il poursuit : « Personne ne peut soutenir, alors que les prisons sont à nouveau surpeuplées, que la répression ne s'exerce pas. Le gouvernement a eu le mérite de rechercher des solutions aux causes de la criminalité. On ne saurait infléchir une telle politique de raison de faits divers isolés, aussi tragiques soient-ils. »

(Suite de la première page.)

Car il faudra aussi répondre à la question : comment et pourquoi en est-on arrivé là ? S'il était prévisible qu'un pouvoir de gauche aurait quel que conflit avec une partie de sa police, on ne peut pour autant réduire les récentes manifestations à une fatalité, la police étant considérée, par essence, comme factieuse, propice aux complots contre la République. Ces fausses évidences ne tiennent pas compte du nombre des participants à ces défilés ni de leur impact sur le monde des commissariats parisiens. Des adhérents de syndicats de gardiens ou d'inspecteurs d'ordinaire classés à gauche ont, en effet, participé aux manifestations.

Les caricatures ne permettent guère de s'interroger sur les racines d'un mal qui n'a pu récupérer, manipuler et radicaliser des organisations extrémistes, distillant racisme et intolérance. Elles empêchent de poser une question subsidiaire autrement délicate : celle de la responsabilité politique, qu'il faut chercher au secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique, M. Joseph Franceschi se veut le « patron » de la police ; or comment nier qu'il n'a pas su prévoir ce malaise et surtout prévenir ses effets, malgré les avertissements anciens et répétés ? Et comment nier aussi que les excès des policiers extrémistes, lorsqu'ils s'en prennent à une justice toute française, se nourrissent paradoxalement de l'absence de réforme profonde de l'institution policière ? En somme, les « factieux » ont eu la partie facile : avant qu'ils ne « récupèrent » avec quelque indécence le meurtre de deux policiers, il y eut, en face, laxisme et attentisme.

Les signaux de l'automne

Laxisme. Les manifestations de vendredi ont eu lieu selon un scénario attendu. N'y avait-il pas eu, déjà, une répétition générale à l'an-

NOUVEAUX MEDIAS :

RENCONTRES AU SOMMET

Nouveaux médias : une chance pour l'industrie et les programmes. Industriels et créateurs engagent le dialogue au cours d'un colloque réunissant des responsables de la communication et de l'industrie autour de Jack LANG, Louis MEXANDEAU, Georges FILLIOUD, Michèle COTTA, Jean-Pierre BOUYSSONNIE, Jacques DARMON, Pierre DESGRAUPES, Henri PIGEAT, Jacques POMONTI, Jacques RIGAUD, Bernard SCHREINER... Pour participer, droit d'inscription : 2000 F. Information : (1) 357 72 94 (1) 505 14 27.

NOUVEAUX MEDIAS COLLOQUE INTERNATIONAL

Paris 14 et 15 juin

LAVIE D'ARTISTE PENDANT 1 SEMAINE POUR 1150F

Nous sommes tous des artistes. Alors pourquoi ne pas profiter des vacances pour laisser éclater son talent ou sa sensibilité. Un exemple ? Un stage poterie en Midi-Pyrénées coûte 1150F. En 6 jours, vous allez apprendre tous les secrets du tour, de la cuisson, de l'émaillage et donner libre cours à votre créativité. Attention, la vie d'artiste ce n'est pas la bohème : vous êtes hébergé en gîte ou en chambres pour une ou deux personnes.

Enfin, si vous préférez la peinture, le tissage, la menuiserie, la musique et le cuir, téléphonez-nous.

C'EST CA L'ETE FRANÇAIS EN MIDI-PYRENEES

Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Ariège, Gers, Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron.

(6) 47.11.12 BP 2000 31017 TOULOUSE Standard 6 jours/7 de 8 à 21h

SHABBAT - EIFO - MAKHAR - ETMOL - EIN - TODA - BAROUCH - HA-BA-SHALOM - LEIL-MENOUCHA - LE-HITRAOT - MA-SHAA - BAROUCH - HA-BA-SHALOM - EIFO - MAKHAR - ETMOL - EIN - TODA - BAROUCH - HA-BA-SHALOM - LEIL-MENOUCHA - LE-HITRAOT - MA-SHAA - BAROUCH

POUR BAVARDER AVEC ISRAËL, VOS DEVISES SUFFISENT.

1150F AUTOTOUR 1 semaine demi-pension hôtels 3 et 4 étoiles en villes-étapes. Voiture, programme et essence compris : 5470F dont 1150F en devises.

1750F CIRCUIT KIBBOUTZ 1 semaine en pension complète, transport compris : 5210F dont 1750F en devises.

1170F VACANCES CLUB 1 semaine en pension complète ou Club Ashkelon : 4320F dont 1170F en devises.

Tous les prix comprennent le voyage aller-retour en avion. Pour plus de renseignements, consultez votre Agence de Voyages ou l'Office National Israélien de Tourisme, 14 rue de la Paix - 75002 PARIS - Téléphone 261.01.97

Office National Israélien de Tourisme.

Le Monde

société

CINQ ANNÉES D'ENQUÊTES DU CREDOC

Les Français parlent des Français

On vit le nez sur les sondages d'opinion, qui se succèdent au rythme des averse. Et on oublie, parfois, de prendre de la hauteur pour observer l'évolution - sur une longue période - des mentalités et l'idée que les gens se font de la vie qu'ils mènent.

Le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) vient de publier une récapitulation des opinions exprimées chaque année, depuis 1978, par les Français âgés de dix-huit ans et plus au sujet

de leurs « conditions de vie » et de leurs « aspirations » (1).

Ce travail montre les constantes de la société française et les points de tension entre passéisme et modernité, entre optimisme et morosité.

Les Français ont vécu un équilibre politique qui paraît avoir très peu affecté l'idée qu'ils se font de la société. Assurément leurs réponses aux sondages du CREDOC ne traduisent pas l'existence dans ce pays d'un processus révolutionnaire qui aurait perturbé le train-train des valeurs, des désirs et des difficultés. Ils estiment dans une proportion stable (73,3 % en 1982 contre 76,4 % en 1978) que « la société française a besoin de se transformer profondément ». Mais ils ne sont pas pressés : ils sont toujours deux sur trois à penser qu'il suffit de « réformes progressives », les partisans de « changements radicaux » n'étant pas plus nombreux en 1982 (32,7 %) qu'en 1978 (31,5 %).

Ces réformistes sages comptent légèrement plus que par le passé sur la science pour changer la vie (55,9 % contre 52,7 %). Mais ils observent sans enthousiasme l'intrusion de l'informatique. Les changements qu'elle apportera dans la vie quotidienne leur paraissent encore « peu souhaitables mais inévitables » dans la proportion de 47,4 %. Le nombre des adversaires acharnés de l'informatique a même augmenté de 1978 à 1982, passant de 20,1 % à 21,1 %. Forte résistance à la modernité du côté de l'énergie nucléaire : les opposants sont toujours là, dans la proportion de 18,5 %, les autres paraissant plus résignés que fanatiques.

C'est au sujet de la vie familiale que l'enquête du CREDOC apporte le plus d'éléments sur une transfor-

mation en cours dans la société française. La famille devient embarrassante à gérer et parfois à supporter. Elle n'est plus un idéal absolu qui passe avant tout le reste. En 1978, 28 % seulement des Français reconnaissent que leur vie de travail entraine parfois en conflit avec leur vie personnelle ou familiale. En 1982, ils sont 43,5 % à faire état de ces tensions. Il est difficile de savoir si les difficultés matérielles ont provoqué une dégradation de l'image de la famille, ou si c'est la dégradation de l'image de la famille qui rend plus sensible à sa compétition avec la vie professionnelle.

Famille grignotée

Il reste que l'institution familiale vacille sur sa base. « La famille est-elle le seul endroit où l'on se sente bien et détendu ? » A cette question à la fois frivole et idyllique nos sondés répondaient oui à 69,7 % en 1978 mais ils n'étaient plus que 60,8 % en 1982. Même chose pour le mariage, qui est une « union indissoluble » pour 24,5 % des Français seulement (au lieu de 29,1 % en 1978). Le nombre de ceux qui y voient une union qu'un « simple accord » entre les deux parties peut dissoudre progresse régulièrement.

C'est pas une révolution que traduisent ces réponses sur la famille, mais une évolution lente, profonde et en outre cohérente avec d'autres évolutions de l'opinion sur le travail des femmes. La proportion de ceux qui pensent qu'elles doivent travailler « dans tous les cas où

elles le désirent » - qu'elles aient ou non des enfants en bas âge - passe en quatre ans de 29,5 % à 37,5 %. Il s'agit de leur donner le moyen concret (le travail) de participer librement à un contrat déséquilibré (le mariage) pour échapper, le cas échéant, à une institution qui n'est plus un refuge (la famille).

Soumis à une rude remise en cause des valeurs, à une grave crise économique (36 % disent que leur pouvoir d'achat a diminué depuis dix ans), les Français ont, quand même, un sujet de satisfaction : leur cadre de vie quotidien. L'environnement de leur logement, 78 % sont « satisfaits » ou « très satisfaits ». Si la famille faiblit, au moins la maison tient-elle le coup... On est bien chez soi.

Mais il y a la crise, qui fait aussi partie du cadre de vie. Les Français ne se font pas d'illusions. 73,8 % seulement pensent que leurs conditions de vie vont s'améliorer au cours des cinq prochaines années, soit un peu moins qu'en 1978. 28,8 % pensent le contraire. On remarque qu'il y a eu, dans l'enquête CREDOC de 1981, réalisée à l'automne, à la fin de « l'état de grâce » d'alors, comme une bouffée d'optimisme avec une montée à 30,7 % de ceux qui pensaient que les choses iraient mieux pour eux et une chute à 28,8 % de ceux qui pensaient que cela irait en empirant. L'année suivante, les optimistes retombaient à 23,8 % et les pessimistes remontaient à 37,8 %, niveau correspondant à celui du septennat précédent. Là apparaissent

sans doute les fameux « déçus du socialisme » qui ont vu, en quelques mois, leurs aspirations s'étendre et leur réalisme sans illusions retrouver son étage de toujours.

Faute de croire au paradis, on s'adapte. La proportion de ceux qui disent s'imposer des restrictions est passée en quatre ans de 52,4 % à 64,1 %. Pas de surprise : les vacances et les loisirs sont touchés en priorité. Ce qui est plus surprenant, c'est la proportion de ceux qui affirment faire des restrictions dans le domaine des dépenses pour les enfants : elle est passée, entre 1978 et 1982, de 5 % à 21,6 %. L'idée fait donc son chemin que les enfants peuvent trinquer pour la crise des grands. Encore une éraflure à la sacro-sainte famille.

Ce tableau montre que les Français se font de la qualité de leur vie une idée sage, centrée, peu « rayonnante », à mi-chemin entre la déprime que l'actualité engendre et les espérances folles que les marchands de bonheur n'ont plus intérêt à laisser. La vie est terne, les aspirations sont médiocres, on s'adapte aux difficultés, on supporte la crise. Mais, derrière ce réalisme, les valeurs du passé s'effritent lentement et celles de l'avenir n'apparaissent pas.

BRUNO FRAPPAT.

(1) Les enquêtes du CREDOC sont faites chaque année à l'automne sur un échantillon représentatif de deux mille personnes. (CREDOC : 142, rue du Chevaleret, 75013, Paris. Tél. 584-14-20).

L'ABBÉ WRESINSKI A LA SORBONNE

L'avocat du quart-monde

Il est lui-même issu du sous-prolétariat, de ces familles de pauvres parmi les pauvres. Il n'a pas cessé de vivre du corps et d'esprit près de ces démunis. C'est peut-être pour cela qu'il n'y a pas meilleur avocat du quart-monde que l'abbé Joseph Wresinski, soixante-six ans, fondateur et secrétaire général du Mouvement international A.T.D.-Quart-monde.

Le grand amphithéâtre de la Sorbonne était trop petit, le 1^{er} juin, pour accueillir toutes les personnes qui voulaient écouter sa conférence sur « l'échec à la misère ». Parmi elles, des étudiants, des intellectuels, des militants bien sûr, mais également des représentants du sous-prolétariat. Une assistance conforme à l'esprit du mouvement qui ne veut pas être seulement le porte-parole du quart-monde mais aussi aider à son rapprochement avec les autres couches de la population.

Le « cercle vicieux » de la misère

Donner la parole, écouter, échanger, tels sont pour l'abbé Wresinski les mots-clés de la lutte contre la grande pauvreté. C'est ce message qu'il a délivré en invitant les universitaires à descendre de leurs chaires et les étudiants à sortir dans la rue. Son espoir est de voir naître de nouveaux instruments de lutte contre la misère, les faibles structures existant actuellement étant totalement inadéquates. Certes,

les œuvres charitables sont nécessaires pour le survie mais il ne faut pas confondre palliatif et remède.

Quant aux aides sociales, on constate leur inadéquation à l'extrême pauvreté. Que penser d'une administration qui demande, avant d'octroyer ses aides, une somme grandissante de paperasserie à des gens qui, la plupart du temps, ne savent ni lire ni écrire ? Quand elle réclame à des hommes et à des femmes minés par la maladie et les privations, voués aux petits emplois souvent non déclarés, de fournir des certificats de travail ou des quittances de loyer, alors que leur préoccupation est plutôt de trouver à manger ?

L'abbé Wresinski invite à retracer l'histoire de ces démunis pour mettre au jour le « cercle vicieux » de la misère « qui se reproduit par un ensemble de réactions en chaîne touchant tous les domaines de la vie personnelle et collective et s'étendant d'une génération à l'autre ».

Retracer cette histoire permet de reconnaître une dignité aux miséreux et de repousser la notion de « l'homme déchet », selon laquelle « les démunis » ne sont pas censés posséder un savoir utile ». C'est refuser aussi, l'explication de la misère par les faiblesses caractérielles ou mentales des victimes.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Faites des étincelles en anglais!

PROCHAINS COURS INTENSIFS le 13 et 27 juin 1983



INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
30 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.37



REVOLUTION sur CANAPÉS

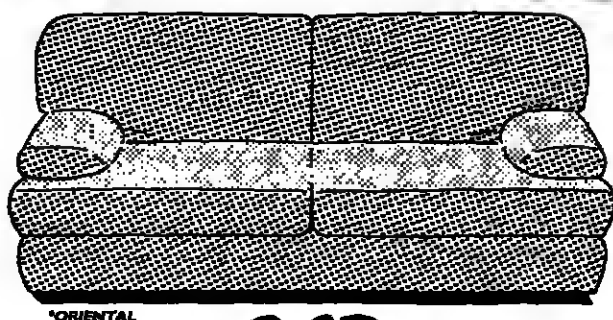
Du 7 au 17 juin

PRIX DÉCAPITÉS

Sur l'ensemble de sa collection

Par exemple :

CORDIAL 2 places : Tissu, 70 % coton, 30 % viscose.	3.380 F	2.790 F
*ORIENTAL 2 places : Cuir, veau pleine fleur.	8.580 F	6.840 F
PICADILLY 3 places : Tissu, 50 % coton, 50 % viscose.	5.450 F	4.360 F
SANGRIA 2 places : Buffle véritable, avec certificat d'origine.	9.280 F	7.760 F
ORIENTAL 3 places : Tissu, 32 % Coton, 66 % viscose, 2 % nylon.	6.150 F	4.920 F
MANHATTAN 3 places : Cuir, veau pleine fleur, coussins plume.	9.950 F	8.800 F
VIRGINIA 2 places : Tissu, 60 % coton, 40 % acrylique.	4.980 F	3.890 F
SANGRIA 3 places : Cuir, veau pleine fleur.	10.300 F	8.950 F



37, rue de Citeaux. 75012 - PARIS - Tél. : 307.24.01.
Prix établis pour enlèvement à notre dépôt.
Ouvert de 11 heures à 19 heures, sauf dimanche.



Vient de paraître
L'EUROPE ET SON IDENTITÉ DANS LE MONDE
Par Philippe MOREAU D'ARFÈRES Maître de Conférences à Sciences Po-Paris

Extrait de la Préface :
« En ne parlant pas de race, à travers les problèmes techniques les véritables questions de fond et les enjeux réels... »
Philippe MOREAU D'ARFÈRES pose à nos yeux la question essentielle : celle de la dimension européenne.

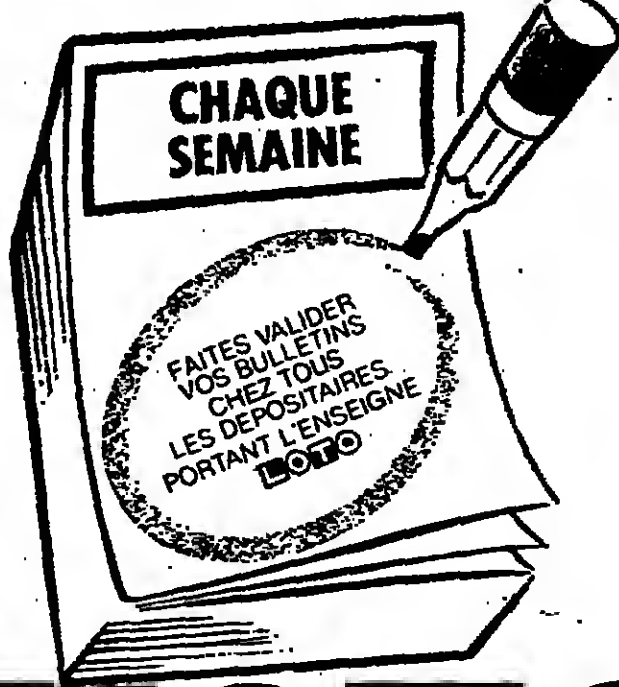
Chantal Chrysson
Ministre des Relations Extérieures.
AUX ÉDITIONS S.T.H.
6, avenue Léon-Henzy
75016 Paris Tél. : 627.10.15
320 pages

IAE

Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION
DES ENTREPRISES
162, rue Saint-Charles
75740 PARIS Cedex 15

LE DIPLOME DE FORMATION A LA GESTION

- Un diplôme de l'Université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne).
- Une formation générale à la gestion qui vous permet d'actualiser, d'élargir vos connaissances, et de maîtriser les outils indispensables à l'exercice de responsabilités.
- Deux formules vous sont proposées :
- 1 année universitaire à temps plein, pour les demandeurs d'emploi ou les bénéficiaires d'un Congé-Formation.
- 2 années universitaires à temps partiel (4 jours groupés par mois), pour les salariés en activité ne souhaitant pas interrompre leur vie professionnelle.
- Prochaine session : novembre 1983.
Début des inscriptions : 15 mai 1983.
- Renseignements :
Michèle GRAFFIN
(1) 558.02.28 - 557.28.41



LOTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

(Publicité)

LANGUAGE STUDIES
PARIS - LONDRES - BERKELEY - NEW-YORK - MADRID

APPRENEZ LA LANGUE DANS LE PAYS D'ORIGINE
COURS INTENSIFS POUR ADULTES
COURS SPECIAUX POUR HOMMES D'AFFAIRES
Appelez-nous : (1) 260-53-70

ou renvoyer le coupon au 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS

Nom, prénom
Adresse
Profession Téléphone
désire recevoir, sans engagement, une documentation complète sur les cours de langues.

UNE SEMAINE DANS LES FOINS: 249F

L'odeur des foins, le goût des mûres, les fleurs des champs, le soleil dans les blés, les grillons, la forêt, le calme, la paix, les balades.

Ça c'est l'été français en Midi-Pyrénées. Pour le vivre à fond, choisissez le camping (traditionnel ou à la ferme).

Un exemple: pour 249F, vous pouvez planter votre tente ou installer votre caravane pendant une semaine, à deux pas d'une ferme d'accueil, avec tout le confort (douche,

lavabo, WC, électricité, eau chaude, etc.). Et si le cœur vous en dit, participez aux travaux de la ferme, prenez vos repas à la table d'hôte ou profitez des produits du terroir.

C'EST CA L'ÉTÉ FRANÇAIS EN MIDI-PYRÉNÉES

Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Ariège, Gers, Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron.

(61) 471.12 BP 2000 31017 TOULOUSE
Standard 6 jours/7 de 8 à 21h

السلامة

Un grand livre d'espoir, jugé par ceux qui savent.

Pierre BÉRÉGOVOY,

ministre des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale.

"Dans *'La Ressource humaine'*, Samuel Pissar invite la France à inventer une démarche, un concept, une nouvelle force de l'esprit à la mesure des défis de cette fin de siècle. La certitude de Pissar est la mienne : une nouvelle croissance est possible, grâce à la révolution scientifique, si nous savons faire appel à la principale de nos ressources : celle de l'intelligence de tous - et non de quelques-uns - éveillée, amplifiée, par le développement continu des connaissances".

Edgar FAURE,

de l'Académie Française, ancien Président du Conseil.

"Samuel Pissar peut répondre aux interrogations de l'angoisse par l'annonce d'une nouvelle Renaissance, la Ressource humaine."

Hélène AHRWEILER,

secrétaire de l'Académie de Paris.

"Cette *'Ressource humaine'*, immense au bien et au mal, terrible et belle, jardin des supplices, est, devient notre seul, notre beau, notre inestimable souci."

Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER,

président du Centre Mondial.

"On cherche une stratégie de renaissance, la voici dans *'La Ressource humaine'*. On voudrait la meilleure défense nationale, voici la seule. On rêve de posséder la science américaine, la capacité japonaise, le pétrole d'Arabie... Pissar en donne les moyens. On cherche enfin ce que va devenir notre jeunesse. Elle donnera vie à ce livre. C'est elle, on le sent, qui l'a dicté."

François PERROUX,

économiste, professeur au Collège de France.

"Voici un livre d'une originalité éblouissante où s'entrelacent les confidences d'une destinée tragique et glorieuse, l'étude fervente du monde contemporain et la profession d'une foi inébranlable dans l'impensable Ressource humaine. Le lecteur curieux découvrira à chaque page du livre l'adhésion à une doctrine où confluent la biologie, l'économie d'intention scientifique et les connaissances raisonnées relatives à la société."

Lionel STOLÉRU,

ancien ministre.

"Par *'La Ressource humaine'*, Samuel Pissar apporte la vision planétaire de quelqu'un qui a vécu plusieurs vies."



Editions J.C. Lattès

Le Monde

sports

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DE ROLAND-GARROS

Evidemment, mon cher Noah

Un ultime service gagnant ! Voilà. Noah vient d'accomplir dimanche 5 juin, à 17 h 28, son destin. Il a gagné les Internationaux de France de tennis. Instant d'indescriptible bonheur partagé par le joueur, les dix-huit mille spectateurs du Central et des millions de téléspectateurs conviés en direct dans quarante-trois pays à cette fête de la petite balle. Le héros du jour chavire de joie dans les bras de son père Zacharie, congrats son entraîneur Hagelauer, brandit le trophée remis par Marcel Bernard, secrétaire au rituel de l'interview... « Hip, hip, hip, Noah ! »

Et le plus dur reste à faire, c'est-à-dire expliquer comment l'événement déborda du stade à la manière d'un flot de lave, comment le marathonnier suédois n'a pas tenu la cadence du décathlonien français, comment le lièvre Noah a battu la tortue Wilander, comment, trente ans après Marcel Bernard, un autre français est parvenu à inscrire son nom au palmarès.

Comment ? De la façon la plus naturelle qui soit sur un court, en étant plus régulier dans l'échange, plus agressif au filet, plus précis dans les « passing ». Le Suédois n'a pas tenu la cadence du décathlonien français, comment le lièvre Noah a battu la tortue Wilander, comment, trente ans après Marcel Bernard, un autre français est parvenu à inscrire son nom au palmarès.

Toutefois, en y réfléchissant bien, était-ce tellement évident ? Quelle était la probabilité de voir un jour Yannick Noah, fils d'un joueur de football camerounais, disputer et gagner la finale de Roland-Garros ? Elle devait être ridiculement faible.

lorsqu'il vit le jour le 6 mai 1960 à Sedan. Il a fallu, en effet, la conjonction d'un nombre extraordinaire de facteurs favorables.

D'abord que son père, victime d'une double fracture à la jambe, interrompit sa carrière et rentre à Yaoundé, où il tailla dans une planche la première raquette du petit Yannick. Il fallut ensuite que le champion noir américain Arthur Ashe s'intéressât suffisamment au gamin à l'occasion d'une tournée de propagande en Afrique pour le signaler à l'attention de Paris. Il fallut encore que la Fédération française de tennis (F.F.T.) ait ouvert à Nice une section tennis-études, qui allait être la première pierre d'un édifice de détection et de formation des espoirs pour accueillir ce jeune garçon de onze ans. Restait alors à Noah à s'adapter au dénivellement et à confirmer les espoirs placés en lui. Bonne graine de champion, il se hissa sans difficulté au rang des meilleurs de sa génération. En 1977, il disputa la finale de l'Orange Bowl, officieux championnat du monde juniors.

L'année suivante, il gagnait ses premiers tournois sur le circuit professionnel. Ensuite, il finissait l'année 1981 dans les vingt meilleurs mondiaux, et l'année 1982 dans les dix meilleurs.

Toutefois, à vingt-trois ans, Noah ne semblait pas encore avoir donné le meilleur de lui-même. Il n'était pas un petit robot de court programmé pour la victoire, comme il en était apparu dans le sillage de Borg. C'était un garçon dont la personnalité complexe prenait ses racines à la fois en Europe et en Afrique. Famille, amis, musique, étaient autant de pôles d'intérêt qui paraissent avoir été d'instinct.

Cela laissait planer, chez les autres comme chez lui-même, un doute sur ses possibilités réelles.

Ce fut alors qu'intervint Patrice Hagelauer. Lié par une solide amitié à l'entraîneur national, Noah lui demanda de devenir son conseiller particulier fin 1980. Cette année-là,

Noah fait scandale en accordant une interview où il abordait des sujets tabous comme le sexe et la drogue. Hagelauer lui permit de remonter la pente sans devenir son gourou, comme Tigris l'avait fait avec Vilas, ou sa nouou, comme Bergelin pour Borg. Ce fut sur cette base que se produisirent en 1982 les deux déclarations qui « débrièrent » définitivement le moteur Noah. D'abord la victoire sur Lendl dans un match de coupe Davis au couteau, victoire qui ouvrit les portes de la finale à l'équipe de France; ensuite, la qualification pour le tournoi des Maîtres de New-York, arraché à Toulouse sans être dans une condition optimale. Bref, une vie de roman.

Ce concours de circonstances exceptionnel a permis l'accomplissement de cette lumineuse destinée : Noah pénétra dimanche sur le Central dans la peau d'un champion et en sortit avec le scalp du champion, après que les autres favoris, Vilas, Higuera, Lendl, Connors, eurent rendu les armes. Du haut de ses dix-huit ans, Wilander n'a pas encore acquis une dextérité suffisante au filet pour prendre Noah à son propre jeu. Sa défaite était inscrite dans celle de Hambourg trois semaines auparavant. Et la victoire de Noah s'inscrivait dans l'irrésistible développement du tennis français.

Reconquérir la Coupe Davis

On la pressentait inéluctable depuis quelques années déjà. Il n'était pas pensable en effet que la Suède maintint indéfiniment son bégéisme sur la brique pilée alors que le tennis national fournissait depuis une quinzaine d'années les armes de la reconquête dans ses sections sport-études. Avec 2,5 millions de pratiquants, plus d'un million de licenciés, quelque cent mille joueurs classés, une équipe finaliste de la Coupe Davis, cela aurait bien été le diable si l'un ou l'autre de ses meilleurs éléments n'avaient pas fini par s'imposer.

Marcel Bernard, il y a trente-sept ans...

Il y a exactement trente-sept ans qu'un français n'avait pas gagné les Internationaux de France. Le 28 juillet 1946, Marcel Bernard avait remporté la finale aux dépens de Jaroslav Drobny d'une façon extraordinaire.

C'était le premier grand tournoi sur terre battue d'après la guerre et le tennis français avait le vent en poupe : Yvon Pétra, causant une énorme surprise, venait de gagner les Championnats de Wimbledon, et ses jeunes camarades de l'équipe de France Bernard Destremou et Pierre Pelizzia étaient loin d'être des valeurs internationales négligeables. Quant à Marcel Bernard, il incarnait à trente-deux ans, le partenaire de double idéal. Il n'avait pas voulu disputer Wimbledon et ne s'était engagé dans les simples de Roland-Garros qu'afin de s'entraîner : son seul objectif était l'épreuve du double hommes, qu'il devait d'ailleurs anéantir associé à Yvon Pétra.

On disait avant la guerre, en une ellipse hardie, que Marcel Bernard était le plus belle volée de France. Avec un doigt d'artiste, un jeu de gaucher entièrement dévoué, il possédait d'instinct la place idéale où ses balles trouvaient des angles ou des contrepieds qui terminaient les points. Que retenait-on à son crédit comme joueur de simple ? Un set fulgurant pris sur le central au von Cramm de la grande époque en 1936 et un titre de champion de France sur courts couverts en 1937.

La caricature de la fin juillet 1946 égalait celle qui accablait les tribunes pour la finale d'hier. Toute la première semaine de ces Internationaux, Marcel Bernard progressa avec une réussite qui le surprit agréablement. Lorsqu'il eut cours de la deuxième semaine il se vit éliminer tour à tour Pancho Segura, Budge Patty et Yvon Pétra lui-même pour se retrouver en finale contre Drobny. Il commença alors vraiment à croire à sa chance. Ce fut la finale à retournerment la plus curieuse à laquelle j'ai assisté.

Le Tchèque Jaroslav Drobny venait d'être à vingt-cinq ans la révélation de Wimbledon, où il avait rallié la demi-finale après avoir éliminé Jack Kramer en personne. Mais sa défaite sans appel des mains de l'australien Geoff Brown était inexplicable. Dans sa tête murée d'intellectuel à lunettes et sous son aspect massif, Drobny cachait, comme souvent les gauchers, une nervosité

secrète qui autorisait quelques espoirs dans le cœur des Français.

Ces espoirs ne tardèrent pas à être déçus dès les premiers jeux. Durant plus d'une heure d'horloge, en effet, Marcel Bernard fut littéralement exécuté par le Tchèque soviétique, qui, distribuant le jeu à sa guise, n'eut aucun mal à mener par 6-3 et 6-4. Pourtant, Marcel Bernard ne parvint nullement à abattre. En parfaite condition physique, il affichait dans l'adversité cette élégance qui en faisait un modèle de sportivité sur le court. Pourquoi Drobny se relâcha-t-il au troisième set ? Comment Marcel Bernard, qui ne jouait guère mieux qu'au début, mit-il la marque de 8-1 à son actif ? Mystère.

Pendant le repos, néanmoins, pas une seconde on n'entrevoyait la victoire de notre représentant. C'est à ce moment que la partie prit une optique nouvelle. Drobny devint très mauvais, et devant ses incroyables erreurs Marcel Bernard saisit brusquement sa chance. Tandis que Drobny, le masque hermétique, restait cantonné au fond du court, tandis que ses balles perdaient toute longueur et tout mordant, Marcel faisait pleuvoir une série de volées ressemblant qu'il avait l'air de placer avec le main et qui fusaient dans toutes les directions. Il avait retrouvé la veine brillante de ses victoires précédentes et à présent, inspiré comme jamais, il semblait incapable de commettre la moindre faute. Drobny, dès lors s'enfonça. Etrenge passivité pour un homme qui une heure plus tôt distillait des amorces au millimètre et ne risait pas un smash. Son formidable service, qu'il cernait avec bonheur, lui passait même plus : pis il faisait des doubles fautes !

Très vite, un résultat inverse de celui que l'on craignait ne fit plus de doute. La match se solda finalement sur le score de 3-6, 2-6, 6-1, 6-4 et 6-3. Jaroslav Drobny sortait sans qu'un muscle de son visage ne trahisse, de ce central où il revendrait deux années de suite en vainqueur (1951, 1952), et Marcel Bernard recotait le plus belle ovation de sa carrière.

La leçon de ce match historique m'était donnée le soir même, quand la nuit orageuse tombait sur le stade, par le champion yougoslave Mitic, crocodile au moral inaltérable : « Ne pas chercher à comprendre... tennis voilà tout ».

O. M.

Tennis tropical pour les finales des Internationaux de Roland-Garros, samedi 4 et dimanche 5 juin. Tennis passion de Chris Evert-Lloyd, qui égale le record de cinq victoires de Margaret Smith-Court. Tennis typhon de Yannick Noah, qui balaye en trois sets Mats Wilander, le champion en titre. Tennis ovation des dix-huit mille spectateurs du Central et des téléspectateurs de quarante-trois pays.

« Un sujet de fierté » pour le Cameroun

De notre envoyé spécial

Yaoundé. — Le Cameroun n'aura sans doute pas failli à sa réputation de premier consommateur africain de champagne quand, dimanche après-midi, sans même attendre la fin du troisième set de la finale de Roland-Garros, quelques dizaines de bouchons supplémentaires se sont mis à sauter. Yannick Noah, fils de Zacharie, aura eu l'insigne honneur d'être « un sujet de fierté » pour le président Biya et de recevoir les « chaleureuses félicitations » de l'ancien président Ahidjo. Le soir même, les bulletins d'information radiodiffusés se sont étendus sur son « exploit » et sur la joie populaire de voir un fils de pays reporter une grande compétition sportive.

On a sablé le champagne au Yaoundé Country Club, propriété de Zacharie, trois courts de tennis et une piscine perdus dans la verdure et les brouillards, un très beau petit coin fréquenté par des expatriés — beaucoup de diplomates — et remis en état lors du dernier passage de Yannick en décembre 1982. La grand-mère paternelle, âgée de quatre-vingt-trois ans, était de la partie. Mais un petit tournoi local n'en a pas moins suivi son cours et les enfants ont continué de plonger dans la piscine.

Le tennis au Cameroun reste l'affaire de privilégiés. Yaoundé, la capitale, ne compte que trois courts, et la coéducation au Yaoundé Country Club s'élève, par exemple, à quatre mille francs l'année pour un couple, ce qui n'est sûrement pas la portée de toutes les bourses. La Fédération nationale rassemblerait quelque cinq mille licenciés, mais ce chiffre est probablement gonflé.

L'engouement pour le tennis est également victime d'un très sévère handicap : l'absence jusqu'ici de télévision, principal véhicule de la vulgarisation d'un sport qui a, plus encore que les autres, besoin d'être vu. A l'échelle de leur poste de radio, seuls les plus fervents ont pu se faire une idée de l'enthousiasme suscité sur les gradins de Roland-Garros par la victoire de Noah. La grande majorité des Camerounais ne se passionnent toujours que pour un sport : le football.

« Si Yannick avait perdu, il aurait été Camerounais », disent ici en plaisantant ceux qui suivent sa remarquable progression. Comme on promet pour bientôt la télévision, les Camerounais pourront mieux se faire une idée de l'immense talent du gentil champion.

J.-C. POMONTI.

Chris pour le meilleur et pour le pire

Un contrôle absolu de la partie, une domination unilatérale dans tous les compartiments du jeu. Ce simple commentaire suffit à décrire la finale dames gagnée samedi en deux sets sans appel (6-1 ; 6-2) par Chris Evert-Lloyd, aux dépens de la Yougoslave Mima Jausovec. Cette cinquième victoire, l'Américaine l'aura remportée à vingt-huit ans sur un lot très relevé qui comprenait les premières raquettes féminines de l'heure : Martina Navratilova, Andrea Jaeger, Hanna Mandlikova, Tracy Austin, Evonne Coolidge, toutes championnes titrées.

Le plus étonnant dans le triomphe de Chris, c'est l'amour du tennis qu'expriment toutes ses actions sur le court, ce tempérament inaltérable qui allume ses traits, sa détermination de poursuivre sa carrière et sa longanimité à en supporter les épreuves. Par comparaison, Borg, coincé dans sa cabine vitrée de la télévision américaine, portant cravate et les cheveux sur le front, sans ce bandeau génial qui en faisait le tueur des courts, paraissait devenu un obscur commis d'agent de change, aux ordres de Donald Dell, et de McCormack, des patrons américains.

Avant abandonné le queue de cheval et les petits rubans de couleur pastel qui seyait à son charme faussement innocent de tendron, Chris Evert-Lloyd s'est assoupie et affaiblie. Ca qui donne aujourd'hui à sa silhouette une féminité redoutable. Mariée depuis quatre ans à l'ancien Davis cupman britannique John Lloyd, qui lui sert d'entraîneur et l'accompagne dans les moindres tournois du circuit féminin, apparemment elle est heureuse de cette vie itinérante et n'envisage pour l'instant aucune maternité.

Comblée par une réussite sportive dont la précocité rappelle celle de « Little Mo » — Maureen Connolly — superstar à seize ans — riche d'une confortable fortune en dollars, possédant une maison de rêve sur une plage de sable blanc à Amelia Island, au nord de la Floride, toujours accueillie avec chaleur dans le grand bungalow de ses parents à Fort Lauderdale, elle va rallier demain avec son mari la maison où le mariage réside dans la verdure de Wimbledon, juste à côté des courts de l'All England Club.

Les Evert, à Fort Lauderdale, ne vivent que pour le tennis. Le père, Jimmy Evert, sobriquet ans, dirige le complexe sportif des vingt courts municipaux de Holiday Park. La mère, Jane, trentenaire, gère l'ensemble des tennis-résidences à Amelia Island. La sœur, Jane, vingt-six ans, l'autre frère John, vingt-trois ans, enfin la cadette Clare, seize ans, ne vivent qu'avec une raquette à la main. Quand Chris est de passage et vient s'entraîner avec son père — qui demeure son unique « coach » à domicile — les germes de la ville s'agglutinent autour des terrains pour contempler le fameux revers à

deux mains qui fait des ravages à travers les continents. Quand on considère l'existence à plein temps des professionnelles du tennis, on se doute qu'il reste peu d'instants pour les étourdissements passionnés. Chris Evert sortait à peine de l'adolescence quand sa mère, l'ayant accompagnée pour son premier tournoi de Wimbledon, l'autorisait à un dîner rapide en compagnie de Jimmy Connors, qui passa aussitôt pour son fiancé. Après quoi, sans que ses succès lui aient tourné la tête, elle ne s'était permis que de rares flirts : son éducation catholique, autant que sa discipline sportive la prévenant contre tout égarement.

Couple

Le couple qu'elle forme avec John Lloyd est ouvertement ce que les Anglo-Saxons appellent « un succès ». Lorsque Chris court John, celui-ci était le numéro un britannique, occupant la seizième place du classement A.T.P. Très joli garçon, il était poursuivi alors par les cover-girls de Londres, qui se battaient — nous l'avons vu de nos yeux — pour être à ses côtés dans les tribunes de Wimbledon. Ces manœuvres photographiques n'échappent pas à l'attention du Centre Court qui en ignorent rien, mais entre deux revers gagnants, car dans les rares moments de détente qu'elle s'accroît sous les tentes à thé, la championne s'était amorcée du premier joueur de Grande-Bretagne. Et ce que championne veut quand on l'appelle Chris Evert ne saurait connaître la dévotion ni le moindre défilé. En un tournoir, les épousailles avaient eu lieu en territoire américain et le couple, en manière de lune de miel, s'enferme de longs mois derrière les grillages des courts de tennis.

A partir de ce moment, John Lloyd ne fut plus occupé que de la fortune de sa femme, et de sa propre carrière fit une dégringolade spectaculaire. En trois ans, il se retrouva à la 300^e place du classement mondial, enregistrant une défaite sur défaite. Jusqu'à ces Internationaux de Roland-Garros où il fut incapable de passer le premier tour, battu par l'obscur Américain Eric Fromm, non sans avoir pris un excellent départ. Car Lloyd n'a nullement perdu ce fameux « toucher de balle » dont on nous rebat les oreilles, et l'on imagine facilement quel merveilleux partenaire d'entraînement il peut être à plein temps pour sa femme.

Quand elle assiste, sur des gradins confidentiels au désastre tennisistique de son mari, Chris Evert garde bravement la souris. Un sourire de connivence conjugale, plein de tendresse, comme celui que nous lui vîmes adresser samedi à sa sortie du Central.

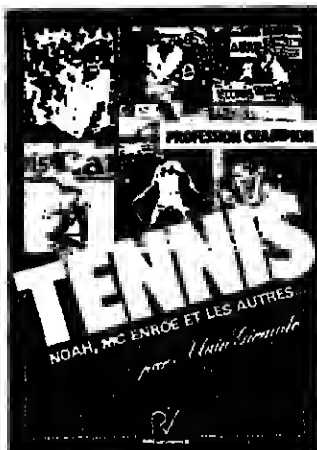
OLIVIER MERLIN.

ALAIN GIRAUDO

PROFESSION CHAMPION

TENNIS

Pour en savoir plus sur
NOAH, Mc ENROE,
WILANDER
et les autres...



Le grand public ne retient que les noms d'une vingtaine de tennismen. Les super-pros. A Roland-Garros, Wimbledon, Flushing Meadows, ils ont leurs royaumes, ils campent au sommet des classements mondiaux, cet olympisme constamment balayé par les tempêtes du jeu. Ils sont pourtant un millier, joueuses et joueurs professionnels, à traquer la gloire au soleil de la petite balle. Le grand pari des courts. Stars et paladins réunis. De quel métal sont-ils faits ? Quel sang coule dans leurs veines ? Quelles émotions agitent leur cœur ? Quels sont leurs jardins secrets ?

VIENDE PARAITRE
en vente chez votre libraire

69 F

LES EDITIONS ROCHEVIGNES
21 rue Royale 75008 PARIS

chris no 1350

CARNET

BASKET-BALL

L'ITALIE CHAMPIONNE D'EUROPE

« Super-Dino »

De notre envoyé spécial

Nantes. — Victorieuse 105-94 de l'Espagne, l'Italie est devenue le 4 juin, à Nantes, championne d'Europe de basket-ball. L'U.R.S.S. a pris la troisième place en battant les Pays-Bas 105 à 70 et la France s'est classée à la cinquième place en s'imposant devant Israël 92 à 88. Avec F.U.R.S.S. qui domine le basket-ball européen depuis trente ans, la Yougoslavie est la grande perdante de ce championnat.

Un jeu de fillettes. Il était de bon ton autrefois de railler le basket-ball. Le contact y était proscrit; seule la rapidité et l'adresse avaient cours. Les Soviétiques, dans les années 60, ont eu l'idée de lancer dans le grand bain international un géant de 2,17 mètres du nom de Kroumich; les Français trouvèrent aussi une perle rare de 2,18 mètres du nom de Jean-Claude Lefebvre. Une solution pour résoudre les difficultés posées par la hauteur — 2,50 mètres au-dessus du sol — du panier où la balle doit être déposée.

A l'Est et à l'Ouest, on s'aperçut néanmoins que sélectionner des non-sportifs sur le critère de leur taille posait problème. Les choses, en vingt ans, ont bien changé. Le basket-ball a formé ses géants et est devenu un sport athlétique.

A trente-trois ans, l'Italien Dino Meneghin est de la race des géants qui se sont forgés une carrière de superstar. Gueule de boxeur au nez cassé, mains énormes capables d'assommer un bœuf. Du haut de ses 2,04 mètres, il est considéré comme le meilleur pivot d'Europe. Intraitable en défense où sa taille lui permet de récupérer la balle au rebond, il excelle dans le rôle de meneur de jeu. Curieusement, car Dino, apparemment, n'est pas de la race des intellectuels comme l'Espagnol Juan Antonio Corbala.

« Super-Dino », comme on le surnomme de l'autre côté des Alpes, est un personnage qui fait partie des mythes du sport. Ce ne sont pourtant pas les fractures des deux bras, des deux mains et du nez qui ont eu jusqu'à présent de « poil » exceptionnelles. L'Italien a, bien sûr, pu porter une telle forme à sa carrière de basketteur quand il a été blessé sérieusement aux menottes. Ce ne fut finalement pour lui qu'un accident comme les autres. Trois mois plus tard, il retrouvait sa place

GILLES MARTINEAU.

Les résultats

Athlétisme

RECORDS DU MONDE
La Roumaine Anisoara Cucu, âgée de vingt et un ans, a amélioré, le 4 juin à Paris, son record du monde du saut en longueur de 0,22 m en réalisant un bond de 7,43 m.
L'Allemand de l'Ouest Juergen Klingen (2 m et 97 kg) a repris, le 5 juin à Viersen, le record du monde du deadlift, qui lui avait ravi le Britannique Daley Thompson en 1982 avec 8 744 pts; en totalisant 8 777 pts grâce à un saut de 1 m 11 sec 92 sur 100 mètres et un saut de 2,15 m en hauteur.

Automobilisme

GRAND PRIX DE DETROIT
Le Grand Prix de formule 1 de Detroit, offert aux moteurs atmosphériques l'une de leurs dernières chances de l'imposer cette saison, l'Italien Michele Alboreto et sa Tyrrell à moteur conventionnel ont eu la satisfaction de gagner devant le Finlandais Keke Rosberg (Williams) et l'Irlandais John Watson (McLaren). Deux « turbo » avaient pourtant mené la course, René Arnoux (Ferrari) jusqu'au trente et unième tour, puis Nelson Piquet (Brabham) avant de rétrograder à la quatrième place par suite de la dégradation de ses pneumatiques.

Cyclisme

TOUR D'ITALIE
Giuseppe Saroni, qui avait fait de la figuration au Tour d'Espagne, a repris l'initiative en gagnant le tour d'Italie pour la seconde fois, sa première victoire datant de 1979. Toutefois, il est resté jusqu'au bout sous la menace de Visentini, classé deuxième à 1 min 07 sec seulement après avoir domé le porteur du maillot rose dimanche 5 juin, au cours de la dernière étape contre la montre Gorizia-Udine. — J. A.

CHAMPIONNAT DE FRANCE PAR EQUIPES
Le J.C. Villiers-le-Bel des frères Vachon s'est imposé pour la quatrième année consécutive en finale du championnat de France par équipes de club, en battant, le 4 juin à Paris, le R.C.F. par 4 à 3.

Judo

CHALLENGE YVES-DU-MANOIR
Éliminé en championnat par le R.C.C. Nice, le S.U. Agenais a pris, le 4 juin, sa revanche sur le rugby avarié en battant le R.C. Toulonnais en finale du challenge Yves-Du-Manoir par 29 à 7 (5 essais contre 1) devant dix mille spectateurs.

Rugby

CHALLENGE YVES-DU-MANOIR
Éliminé en championnat par le R.C.C. Nice, le S.U. Agenais a pris, le 4 juin, sa revanche sur le rugby avarié en battant le R.C. Toulonnais en finale du challenge Yves-Du-Manoir par 29 à 7 (5 essais contre 1) devant dix mille spectateurs.

dans l'équipe de Milan pour obtenir son huitième titre national.
L'homme, néanmoins, n'est pas une « bête féroce » comme on l'a écrit parfois. C'est à coup sûr, en revanche, un battant qui fait merveille en équipe d'Italie. Il n'a certes pas non plus l'élégance du meneur de jeu espagnol, mais il a en tout cas l'efficacité des machines à broyer.

Un géant espagnol de 2,14 mètres, Fernando Romay, s'y est même cassé les dents au cours de la finale. Les comptes entre les deux hommes se sont réglés à coups de muscles et de corps à corps dignes des meilleures mêlées de rugby.

Les Italiens sont friands de ces combats qui tiennent autant du basket que de la comédie dell'arte. Dino n'a pas en effet son pareil pour fuir du regard l'arbitre qui vient de le prendre la main dans le sac. Le spectacle est alors partout. Dino se jure de punir le coupable: ce maudit Espagnol l'a proprement envoyé à terre, le maître peut difficilement accepter pareille situation.

Cet homme, pourtant, a conscience de sa trop grande force. Quand s'est déclaré l'autre jour à Limoges le pugilat (le Monde du 2 juin) entre Yougoslaves et Italiens, Dino Meneghin se montra certes mécontent à l'égard du Yougoslave Kicmanovic, mais il ne fit cependant pas de gestes déplacés. Il peut même être franchement désolé des incidents qui se sont déroulés dans le feu de l'action.

Un comportement qui s'explique par la passion que déclenche le sport en Italie. Dino superstar a quitté Varese, son club, après avoir gagné en douze années de bons et loyaux services sept titres nationaux, cinq coupes d'Europe, une coupe des coupes et trois coupes intercontinentales. Il a choisi Milan, qui l'a accueilli avec un chèque d'une valeur de 2 millions de francs. Encore n'est-ce rien comparé au transfert de Zampoloni, qui a signé au début de l'année, à Pesaro, pour 7 500 000 F. Des sommes énormes qui n'empêchent pas les Italiens de payer grassement leurs vedettes. Le salaire de l'Américain John Gianelli, qui joue dans l'équipe de Ford Cantu, se monte à 120 000 dollars par an, celui de l'Américain Edward Murphy, à Limoges, s'élèverait à 70 000 dollars.

GILLES MARTINEAU.

Décès

— Le directeur, le personnel et les élèves de l'Ecole normale supérieure de Saint-Clément.
Le président de l'amicale des anciens élèves.
Et ses très nombreux amis,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

HENRI CANAC,
ancien élève de l'E.N.S. de Saint-Clément (promotion 1921),
secrétaire général de l'E.N.S. de 1937 à 1961,
directeur adjoint de 1961 à 1970,
décédé le 25 mai 1983 à Meudon-la-Forêt.

— M. et M^{me} Bertrand de Tourtier et leur fils Alexandre,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Robert CLAUZEAU,
leur père et grand-père.
Les obsèques ont eu lieu le 6 juin en l'église de Bessy-sur-Cure.

— Dieu a rappelé à Lui

M. Alain DUBOST,
directeur général des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur de l'Ecole supérieure d'électricité,
décédé subitement à Paris le vendredi 3 juin 1983 dans sa soixantième année.

La messe de funérailles sera célébrée le mardi 7 juin, à 15 heures, en l'église Saint-Sarre à Lambres-lez-Douai, et sera suivie de l'inhumation au cimetière dudit lieu.

Réunion en l'église Saint-Sarre, à 14 h 30.

La famille recevra les condoléances à l'issue de la cérémonie religieuse.

De la part de
M. et M^{me} Philippe Régnier,
Cécile, David, Lucie,
Le docteur et M^{me} Pierre Dubost,
Alexandre, Anne,
Le docteur et M^{me} Luc Cambier,
Aline, Marion, Jimmy, Nicolas,
M. et M^{me} Louis Dubost,
Sabine, Delphine,
M. Jacques Dubost,
M. et M^{me} Luc Toulouze,
Claire, Laure,
ses enfants et petits-enfants,
M. Louis Teyssier, son beau-frère
M^{me} Georges Ferry, sa sœur,
M^{me} Jean Dubost, sa belle-sœur,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles parentes et alliées.

La direction et le personnel des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais.

Résidence Pasteur, Boulevard Pasteur, 59500 Douai.

Les Fougères, Champplau, 74190 Le Fayet.

2, rue André-Malmoux, 59139 Wattignies.

3, avenue de Bordeaux, 33740 Aref.

survivent le 3 juin 1983.

Résidence Magdeleine, 59110 La Madeleine. Ladern-sur-Lanquar, 11250 Saint-Hilaire.

— Le président et les membres du conseil d'administration des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais.

La direction et le personnel des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Aimé DUBOST,
directeur général des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, ingénieur de l'Ecole supérieure d'électricité,

décédé subitement à Paris le vendredi 3 juin 1983 dans sa soixantième année.

La messe de funérailles sera célébrée le 7 juin, à 15 heures, en l'église Saint-Sarre à Lambres-lez-Douai, et sera suivie de l'inhumation au cimetière dudit lieu.

Réunion en l'église Saint-Sarre, à 14 h 30.

— M. et M^{me} A. Fresco, Vincent Fresco.

Ainsi que toute la famille,

ont l'immense douleur de faire part du décès de leur fils et frère,

Michel,
survivent le 3 juin 1983.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin, entrée principale, le mercredi 8 juin 1983, à 14 h 30.
6, rue Edouard-Poisard, 10000 Troyes.
16, rue d'Armaille, 75017 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.

— M^{me} Farid GABALI,
Emmanuelle et Gil-Renaud GABALI,
Le docteur et M^{me} Francis GABALI,
M. et M^{me} Edmond GABALI,
M^{me} Marguerite GABALI,
Ses beaux-frères, belles-sœurs,
neveux et nièces,
ont la très grande peine de faire part du décès de

M. Farid GABALI,
chargé de mission,
inspecteur de banques
(Crédit lyonnais et B.D.A.F.).

L'incinération eura lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise le jeudi 9 juin 1983, à 14 h 30.

On se réunira au crématorium à 14 h 30 où une bénédiction sera donnée.

L'inhumation se fera le même jour au cimetière de Bagneux-Parisien.

41-49, rue de Passy, 75016 Paris.

— M^{me} Bernard MADRE,
M. et M^{me} Benoît MADRE
et leurs enfants,
M. Denis MADRE et son fils,
M. et M^{me} Michel Gagnepain
et leurs enfants,
M^{me} Germaine Mennier,
M^{me} André MADRE et ses enfants,
M^{me} Bernadette Perrier,
Ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard MADRE,
docteur en droit,

survivent le 3 juin 1983, à Paris.

La cérémonie religieuse eura lieu le mercredi 8 juin, à 12 heures précises, en la basilique de Saint-Benoît-sur-Loire (Loiret).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Jean Peyron-Aublet,
Le docteur et M^{me} Jacques Peyron,
Le docteur et M^{me} Rémi Peyron
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-François Pillard
et leurs enfants,
M. Laurent Peyron,
font part du décès de

M. Jean PEYRON,
ingénieur des arts et manufactures,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918
et 1939-1940,
président d'honneur
du Syndicat des tubes électroniques
et des semi-conducteurs,
secrétaire directeur
de la Campagne des lampes.

Que Dieu a rappelé à Lui, le 30 mai 1983, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.

« Je vous donne Ma paix. »
Jean, chap. 14, verset 27.

Remerciements

— Les familles Balensi, Cherqui, Vuong,
Enfants et petits-enfants,
très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors des obsèques de

M. Serge BALENSI,

précisent toutes les personnes, amis et connaissances, qui se sont associées à leur douleur, de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès du

docteur Paul Beuve-Méry,
professeur
à la faculté de médecine de Caen,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Une messe sera célébrée à la chapelle Saint-Ignace, 33, rue de Sévres, Paris-6^e, le vendredi 10 juin, à 18 h 30.

— Ceux qui l'aiment se souviennent que

Rita KRIVINE,
née Weisbrod,
les quitta le 7 juin 1980.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), mardi 7 juin, à 14 heures, amphithéâtre Bachelard (Sorbonne), M. Bertrand Lechevalier : « Philosophie de l'enfance et psychologie de l'enfant : les conceptions françaises de Fourier à Wallon ».

— Université Paris-IV (Sorbonne), jeudi 9 juin, à 14 heures, salle des actes, M. Michel Gros : « Trajets tyrrhéniens archaïques ».

Entraide

— La vente annuelle de l'Œuvre de secours aux enfants (O.S.E.) a lieu, à l'occasion du cinquantième de l'association, dans les salons de la mairie du 16^e arrondissement à Paris, le mardi 21 juin, de 11 heures à 19 heures. Le bénéfice est destiné aux colonies de vacances. L'O.S.E. exerce une double activité: auprès des enfants en difficulté et de leur famille, et médiation sociale. O.S.E., 9, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris.

— L'abbé Pierre recevra, lundi 20 juin, à 17 h 30, au palais du Luxembourg, le prix d'honneur de l'association Courage quotidien. Ce prix, d'un montant de 50 000 F, récompense les personnes qui ont fait face à d'importantes épreuves et sont devenues ensuite utiles aux autres. Courage quotidien, B.P. 200 75226 Paris. Codex 05. Tél. : 354-45-89.

ET ZIIP BERLITZ.

ET ZIIP. L'été commence bien chez BERLITZ. Pour apprendre l'Anglais, l'Espagnol ou l'Allemand, des cours semi-particuliers de 2 à 4 semaines au rythme de 3 heures par jour.

Des cours dont les prix vous font aimer les langues étrangères.

3 et 4 élèves 1489 F TTC*
5 et 6 élèves 1276 F TTC*

Alors, n'attendez pas pour faire ZIIP dans une de nos écoles.

* Par élève et par semaine. (Matériel en supplément).

BOULOGNE: 6093510. CHAMPS-ÉLYSÉES: 720.41.60. LA DÉFENSE: 773.63.16. NANTON: 3711.34. OPÉRA: 742.13.39. PANTHON: 633.98.17. SAINT-LAZARE: 522.22.33. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE: 973.75.00. VERSAILLES: 950.08.70. TOULOUSE: (67) 62.32.97.

1560 dm³, DU COFFRE... ET DE LA CLASSE!

Un aérodynamisme exceptionnel lié à une utilisation optimale de l'espace. Une performance de confort et d'habitabilité, la Renault 18 break.

Modèle présenté: Renault 18 break GTS. Prix clés en main au 10.02.83 : 64.200 F.

Renault 18: 19 versions berlines ou break, essence ou diesel, boîte mécanique ou automatique. RENAULT Elf

Christian Dior

SOLDES

Prêt-à-Porter féminin et masculin
souliers, colifichets, accessoires

les 7, 8 et 9 JUIL
10 h - 12 h 30
14 h 30 - 18 h 30

32, avenue Montaigne - Paris 8^e
12, rue Boissy-d'Anglais - Paris 8^e

RENAULT 18
LA PERFORMANCE

THÉÂTRE

LES PARAVENTS, à Nanterre

Carnaval insolent

Saïd vit avec sa mère et sa femme. Il rêve de partir pour la France. Il est si pauvre qu'il n'a pu acheter que la fille la plus laide du village. Si laide qu'elle porte une capote. L'histoire se passe en Algérie dans les années 50. Il y a un pays mythique et la réalité de la misère. Il y a la splendeur des mots, les fureurs mortelles, des meurtres de basard, les premières peurs de la guerre, l'éternelle aventure de la vie, l'éternelle victoire de la mort.

Jean Genet écrit en préface aux Paravents comment il voit le décor : un théâtre en plein air, un plateau délimité par des hautes planches inégales « disposées de telle façon que des plates-formes à différents niveaux pourrissent de droite et de gauche, de sorte qu'on posséderait un jeu très varié de scènes de niveaux et de surfaces différents ». Par les espaces ménagés doivent apparaître les comédiens et les paravents sur lesquels sont peints des paysages et des objets. « Après des paravents, il doit toujours y avoir au moins un objet réel - bruyante, sent, bicyclette - destiné à confronter sa propre réalité avec les dessins ».

A Nanterre, le Théâtre des Amandiers n'est pas en plein air, et le décor est la salle elle-même, devenue un grand cinéma style années 50 - fauteuils rouges râpés, balcon aux contours sinueux, qui

forme un faux plafond auquel sont accrochées des loupettes bleues. Un grand cinéma terni, fermé depuis longtemps. Le fond du plateau est caché par un écran fatigué, grisâtre, un peu taché, qui tient toute la largeur et qui, parfois, se fait transparent. Derrière, on aperçoit la cheminée d'un colombarium... Devant, au milieu, une ampoule sur tige. Le plateau représente la route, un jardin pauvre, le domaine de la mort, où l'on entre en crevant un panneau translucide : salle d'attente sans âge, avec quelques fauteuils, un plancher triste, des murs granuleux comme une peau malsaine.

La plupart des actions se passent dans la salle, dont on a gardé la pente des gradins. Elle est ce « jeu varié de scènes de niveaux et de surfaces différents » dont parle Genet. Les comédiens arrivent de partout, d'en haut, de côté. Ils se glissent, courent entre les rangs, s'affrontent sur les endroits libres. Ils ont pour eux tout cet espace dont fait partie le public, qui fait masse comme une colline irrégulière où les déplacements sont malaisés. Nous sommes dans une nature caillouteuse, et en même temps dans ce vieux cinéma, et en même temps chez les colons - simplement les fauteuils rouges où ils sont assis - et au bord sans francheluchos où opèrent les filles enroulées dans de multiples draps

chatoyants, sous lesquels leur corps abrite la mort « tranquillement au travail », dit leur reine.

Patrice Chéreau montre ce travail tranquille et ses accélérations passionnelles. Le mouvement d'énergie frénétique entraîné par les phrases bondissantes de Genet, et qui éclate en rires glorieux, en révoltes brusques, en élans de désirs. Rien n'est statique, la vie grouille, pittoresque et intensément vraie, frimeuse et secrète, généreuse et violente comme sur les boulevards, entre Anvers et Barbès, autour de la façade délabrée où s'écaille l'enseigne « Palais Rochebrouart ».

Il n'est pas question de cérémonial. Chéreau désacralise Genet, donne la réalité matérielle des mots, le comique acerbe des situations - lui, en rit. Les gens sont des hommes et des femmes minables et grandioses. Arabes crémeux et déshérités dans l'âme, colons volubiles, descendants des bourgeois de Labiche, et dont le regard trop sagace d'un enfant (David Benard, le Tambour de Schoendorff) dénonce les turpitudes, mâles narcissiques en uniformes de paras, tous héros dérisoires d'une folle épopée picaresque, d'un carnaval insolent interrompu par des moments d'amour sans limite, si vaste, si aigu, qu'il devient d'une cruauté insoutenable.

Comme l'histoire du présent se relie à celle du passé et se fabrique avec les souvenirs déformés, les morts dialoguent avec les vivants, parient des traces qu'ils laissent, de l'oubli, de la vie qui va. Ils attendent, hors du temps.

Avec les Paravents, Patrice Chéreau se renouvelle et se hausse encore. Jamais il n'a été aussi maître du théâtre, de sa sombre beauté. Jamais il n'en a montré la complexité d'une manière si dépouillée, si claire. Il organise le grouillement vaudevillesque et épique avec rigueur, met en scène le public à l'extérieur du spectacle parmi les acteurs qui dominent : Maria Casarès, belle autant que la terre éternelle, saugrenuement vivante. Et il y a Laurence Bourtil, la femme laide, claudicante « elephant-woman », farouche et pathétique. Hamidou Graïa (Seïd), Didier Sandre (le lieutenant), Serge Merlin, Michèle Oppenot et Jacques Debary, Raymond Jourdan, Chantal Bronner, Maria Verdi (les colons), Benoît Regent (le gendarme), Boudjema Boudjema... La distribution est presque entièrement réussie ; le spectacle, dès que la fin sera aussi au point que la première partie, sera une perfection. Il dure quatre heures, un moment trop court de bonheur.

COLETTE GODARD.

* Nanterre, Théâtre des Amandiers, 20 h 30. Dans la petite salle, à partir de ce lundi 6, reprise de *Combattre les nègres et les chiens*, à 20 h 30 également.

Odéon 66

Jean Genet a écrit les Paravents en 1958. La pièce a été créée dans la mise en scène de Roger Blin, en avril 1966 à l'Odéon, alors Théâtre de France, dirigé par Jean-Louis Barrault. Elle n'a jamais été montée depuis en France et a pris valeur de légende, à cause du « scandale ».

L'action se passe en Algérie - la guerre avait pris fin depuis seulement quatre ans. Son message n'est pas politique, il est celui, poétique, de la révolte. Plus près des mouvements de 1968 que de la révolution, Jean Genet manie des femmes, épouses, mères, putains fortes et fières, des salauds enfermés dans leur monde d'homme. En 1966, l'homosexualité est considérée comme une tare, une insulte à l'armée française. Une partie de la presse se déchaîne contre le sacrilège, la grossièreté du langage, et en particulier à propos d'une scène où les soldats saluent leur mort par un concert pétomane. L'air de la France, disent-ils.

Plusieurs représentations sont alors troubles par le

groupe activiste de droite Occident. Le service d'ordre de l'UNEF protège le spectacle, qui devient prétexte à affrontement politique. André Malraux, ministre des affaires culturelles, le défend à l'Assemblée nationale devant des députés indignés qu'il soit produit par un théâtre subventionné. « avec l'argent du contribuable ».

Le 4 juin 1983, Jack Lang, ministre de la culture, et plusieurs membres de son cabinet assistent à la première représentation des Paravents, à Nanterre, dans la mise en scène de Patrice Chéreau, les décors de Richard Peduzzi, les costumes de Jacques Schmidt. L'accueil justifie ce que Bertrand Poirot-Delpech écrivait dans le Monde du 23 avril 1966 : « La rumeur n'a pas menti : c'est bien un scandale qui vient d'éclater à l'Odéon. De ceux qui jalonnent les grandes heures de l'aventure théâtrale et qu'avant d'en perdre l'habitude on nommait plus humblement... des chefs-d'œuvre ».

C. G.

ALBERT KOSKI PRÉSENTE

CROSBY, STILLS & NASH

PARIS LE 11 JUIN 21H

HIPPODROME D'AUTEUIL

SPECIAL SURPRISE GUESTS A PARTIR DE 19H

avec **RTL** **Le Monde**

LOC. 3 FVAC, NUGGETS, CLEVENTINE

« LE PRINCE TRAVESTI », à Chaillot

Des chausse-trapes sur fond blanc

Marivaux, parfois, cherche la complication. Les données simples le laissent froid. Il a des choses claires à dire, à propos des hommes, des femmes, de la société. Mais il n'entreprend l'œuvre que s'il s'entoure d'abord d'un appareil de quiproquos, de faux-semblants, de truquages. Comme s'il se procurait, à l'avance, dans la résolution progressive de toutes ces difficultés, un terrain ferme, sur quoi il saura courir.

Ce tarabiscotage affecte sensiblement et les propos de la pièce et l'écoute des spectateurs. Il y a, dans le *Prince travesti*, une étude, par le théâtre, de l'attachement amoureux et de la jalousie. Et de l'arrivisme des politiciens. Il y a aussi l'observation prolongée d'un protagoniste, Arlequin, qui est un homme du peuple, comme l'en dit, et qui intervient dans les affaires des grands avec énergie et savoir-faire. Marivaux s'emploie ici à donner des coups de sonde dans une philosophie des rapports de forces.

Mais pour le spectateur qui les voit, les écoute, au vu, toutes ces substances ne sont perçues que de loin, derrière les malentendus, les tromperies, les illusions, les chausse-trapes, que Marivaux glisse sous nos pas. Qui plus est, ces mystères auxquels se complait alors Marivaux ne nous touchent guère, à présent. Les faux gentilshommes, les faux ambassadeurs, les fausses manigances d'une dame désireuse de connaître les sentiments d'un monsieur, franchement que nous importe ? Ce qui nous frappe le plus, lorsque nous assistons à la représentation du *Prince travesti*, c'est la somme de complaisance qu'il nous faut concéder pour nous intéresser deux ou trois heures à une comédie de mœurs du dix-huitième siècle, même si cette comédie est d'une écriture et d'un talent très rares. Et c'est la somme d'inventions interprétatives que doit faire le metteur en scène pour donner un peu de raison d'être à son projet.

Antoine Vitez met en scène le *Prince travesti*. Lisons ses déclara-

tions, dans l'imprimé distribué au public. Dans l'esprit d'Antoine Vitez, Arlequin, par exemple, le valet de Marivaux, c'est « le Diable », c'est le « yahaa » de Jonathan Swift, c'est « le singe », c'est « la bête immonde », c'est « l'autre si proche de nous », c'est « l'Hamme », c'est « Caliban », aussi, c'est « Ariel », encore, et « l'enfant ». C'est « l'ange » et « le personnage des tarots ». Rien que ça, et Vitez installe cet Arlequin dans un bel arbre bien aux fruits d'or, pour ajouter encore au personnage une allusion au paradis, aux Hespérides, et aux Mille et Une Nuits.

Tout se passe comme si le metteur en scène, bouclant en catastrophe ses bagages culturels, ne pouvait amener la pièce qu'il doit faire jouer qu'à travers ce qu'elle n'est pas - plus loin, Vitez nous dira que le *Prince travesti*, c'est aussi *Così fan tutte* et *Le Chartreux de Parme*. Comme si le metteur en scène tentait de remédier à l'éloignement de la pièce, à ses complications, en convoquant d'autres œuvres plus proches de nous, qui nous « disent » plus.

Des jeux disparates

Mais Vitez a beau faire, nous n'avons devant nous, sur le scène du théâtre, que les répliques du *Prince travesti*, dites par des comédiens.

Ces comédiens et comédiennes réunis ici par Vitez pratiquent des jeux disparates.

L'un, dont le rôle serait de se tenir en souverain, pousse des cris de souris, des gémissements de biche blessée, simule des évanouissements qu'on ne sait quelles mines sombres de conjuré raient les murs, ou bien sautillant, imite une marmotte eniti à la recherche de sa marmaille ; bref un festival de chichis et, synopses que Marivaux, en l'occurrence, n'a pas prévu.

ROCK

Les mésaventures de David Crosby

Le guitariste américain de rock David Crosby, qui doit effectuer une tournée d'été en France avec Stephen Stills et Graham Nash, a été reconnu coupable, vendredi 3 juin, par un tribunal de Dallas de possession de cocaïne et de port d'arme à feu. Le musicien âgé de quarante-deux ans, écroué une peine maximale de trente ans de prison et une amende de 15 000 dollars. Le juge a reporté au 15 juillet le prononcé de la sentence. Les concerts prévus en France, notamment le 11 juin, au Palais d'Auteuil, ne sont donc pas compromis.

David Crosby avait été arrêté le 13 avril 1981 dans un night de Dallas en train de prendre de la cocaïne. La police avait également trouvé sur le musicien un pistolet automatique de calibre 45 chargé. Depuis cette interpellation, le guitariste avait été arrêté à trois reprises pour les mêmes motifs.

Vendredi, David Crosby a passé la plus grande partie du procès à tenter de rester éveillé. Malgré ses efforts, il s'est endormi plusieurs fois, rouflant bruyamment la tête rejetée en arrière et la bouche grande ouverte.

JAZZ

Tamia et Pierre Favre

Tamia emploie sa voix, ou plutôt ses voix, lancées parfois simultanément, comme un stupéfiant instrument. On pourrait en dire autant de bien des vocalises, mais il y a toujours chez les chanteuses et les chanteurs une autre destination avouée à l'usage de la voix. Chez Tamia, la voix n'est qu'un hommage rendu à elle-même. Nul mot, nulle tradition reconnaissable, nul texte, nulle partition ne vient la garantir. Pourtant, on reste constamment à côté de l'exploit pour lui-même ou de la démonstration. Comme énigmatiquement reliée à toutes les techniques et à toutes les pratiques venues de la nuit des temps, la voix de Tamia créée sans relais une sorte d'émotion pure.

Autre surprise, cet exercice dont l'enregistrement pourrait souvent laisser imaginer qu'il est fabriqué à coups de recettes électroniques. Cet exercice où se croisent les souvenirs épurés de toutes les voix possibles, de tous les cris, demeure naturellement spectaculaire et saisissant. Depuis quelques mois, Tamia précède sa recherche en compagnie du percussionniste Pierre Favre. Lui, bouclé

VARIÉTÉS

Le cirque de Barbarie

Sous un chapiteau installé près du Théâtre Présent, porte de Pantin, le cirque de Barbarie offre un spectacle détonnant, non seulement parce qu'il est exclusivement composé de femmes (musiciennes, jongleuses, trapézistes, clowns) mais parce qu'avec les moyens artistiques d'un renouvellement du style, il joue sur un changement d'esthétique qui emprunte au cinéma muet sa naïveté et sa grandiloquence, son burlesque et ses « Bathing Beauties ».

Constantement inventif, le cirque de Barbarie multiplie les gags, développe une drôlerie jamais trop appuyée. Les figures classiques présentées par les numéros visuels sont proprement exécutées mais elles sont en quelque sorte transcendées par la grâce de l'ensemble du spectacle, par la magie comique de l'emballage.

G.F.

* Jusqu'au 10 juin, mercredi 14 h 30 et 17 heures ; mardi et vendredi à 20 h 30 ; samedi à 14 h 30 et 20 h 30.

L'autre, qui doit jouer une femme réaliste capable de conduire sa barque, affecte des allures de grande devineresse fatiguée, et susurre, très lentement, du bout des lèvres, sur un même ton blanc, vide et très « arculé » tout son texte, comme s'il s'agissait de chuchoter un secret et, en même temps, de se faire comprendre par des débiles mentaux, à tel point que les paroles qu'elle prononce ne nous parviennent pas, car nous sommes seulement sensibles au style si automatique de cette diction-mystère.

L'étrange est que les deux interprétations arbitraires, aberrantes, de ces deux comédiennes constituent tout le spectacle. Car les autres acteurs de ce *Prince travesti* n'ont pas de présence personnelle. Comme s'ils devaient leur texte pour la forme, sans engagement de leur part. Avec énergie, avec perfection. On dirait des machines animées, qui exécutent des pas et produisent des paroles. Et ce sont certes les paroles du *Prince travesti*, mais entièrement déconnectées. Le courant de la pièce est ainsi privé de corps conducteur, alors que Daniel Mesguich, lorsqu'il avait mis en scène le *Prince travesti*, parvenait à nous faire oublier les embrouilles de Marivaux, tant les comédiens étaient concernés, convaincus, passionnés, survolés, libéraux.

Ce déséquilibre de l'interprétation du *Prince travesti* est, à Chaillot, bien sûr intentionnel : dans le livret de cette comédie, Vitez aura vu l'occasion de représenter deux femmes, un univers de femmes, isolées dans un monde sans hommes - où les hommes ne sont que des volontés illusoires.

Vitez a choisi, pour ce *Prince travesti*, des décors tout blancs, et il semble que la couleur blanche n'aille pas bien à Marivaux. Il y a des auteurs qui charrient des couleurs tragiques, violentes, qui charrient des guerres et des révolutions, des crimes, des souffrances, des démenches, ou, au contraire, des teintes claires, ou pures, des réalités picaresques, du pain, des chevaux, et tout, et ces auteurs-là s'accrochent de la couleur blanche parce qu'elle est comme un cadre libre dans lequel tous les accents et les éclairs se déchaînent avec netteté.

Mais Marivaux est lui-même sans couleur forte, il est une intelligence qui manipule des faux-semblants et qui en rajoute en transparence sur la subtilité des mouvements d'âme. Le Marivaux joué chez Vitez, c'est blanc sur blanc, on ne distingue pas grand-chose. (Le « carré blanc sur fond blanc » de Malevitch est un paradoxe, car rien n'est blanc dans cette toile.)

Plus tard, en retournant voir ce *Prince travesti*, en regardant ce que le spectacle est devenu à l'usage, découvrons-nous peut-être ce que Vitez a en sa tête, et pourquoi il a choisi de faire jouer cette pièce. Pour l'instant, cette soirée nous intrigue.

MICHEL COURNOT.
* Théâtre national de Chaillot, 20 h 30.

MERCREDI

PRINCE DE LA CULTURE

UN FESTIVAL INTERNATIONAL DE CINÉMA DE FILM POLONAIS

CHICANOS STORY

avec **CHICANOS STORY**

CHARLES ADAM - JOHN ANDERSON - TONY GARY - DANIEL VALZ - ...

RENSEIGN. Co 11 11 11

1550 1550

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

TRIO - American Center (321-61-20), 21 h.
LES PARAVENTS - Nanterre, Amateurs (721-22-25), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Loin Miller.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Médecin volant/Amphtryon.
BOULEVARD (277-12-33) : Débat et rencontres-musées : 19 h : En avant-première de Polyphème 5. - Chénier-vieilles : 16 h : Petit Pierre, le Théâtre du triangle, Chénier de sa vie ; Images, rue, images ; 19 h : En finir avec la faim ; 20 h 30 : Ensemble Intercontemporain. - Danse : Soirée solos, à 18 h 30 : « White Light-White Heat », par M. LaBrière ; à 19 h 30 : « Appareil », « Version solo d'un ballet en cours de création », par R. Kovach ; à 20 h 30 : « D.D. Bine Gold Digger », par D. Petit.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-63) : 20 h 30 : Hippolyte et Aricie.

Les autres salles

CHAPÉLLE SAINT-LOUIS DE LA SALPÊTRIERE (508-09-46), 20 h 30 : Lit avec Lohé.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h : Monsieur Miffo.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revue de l'été.
COMÉDIE DE PARIS (261-00-11), 20 h 30 : Si Guitry n'était chanté.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Un campé-ri.
DECHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Mourir à Colone.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : Abraham et Samson.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : la Monnaie.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Contrainte chœur ; 20 h 30 : le Lépreux ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres ; 22 h 30 : les Ateliers de Noël.
LUCERNAIRE (544-57-34) : 20 h 30 : les Mystères du confessionnal ; 22 h 15 : Archéologie - II. 18 h 30 : Fragments ; 22 h 15 : Permis de séjour.
MARAIS (278-50-27), 20 h 30 : le Plaisir badin.

ŒUVRE (314-42-52), 20 h 30 : Sarah ou la Crie de la jeunesse.
POCHE (548-03-47), 21 h : Versi Bardon.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : Six heures au plus tard.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79) : 20 h 30 : l'Écume des jours.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Boîtes cadées ; 22 h : Nous on fait ça on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

AIJ ESC FDN (296-29-35) 20 h 30 : Toussaint ; 22 h : le Président.
BOULEVARD (277-08-51) 19 h 30 : Toucher pas au flic.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) : 20 h 15 : Arouh = MCI ; 21 h 30 : les Démones loules ; 22 h 30 : les Sacré-Monstres. - II. 20 h 15 : Les cadés ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grand ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) : 20 h 15 : l'écume, voilà deux bouffins ; 21 h 30 : Moustiques d'homme ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. - II. 20 h 15 : Les blablaux sont fatigués ; 22 h : Y'a encore une bombe dans le bureau du gamin.
LE FANAL (233-91-17) 20 h : Antoinette la fanal ; 21 h 15 : l'Amant.
POINT-VEIGUE (278-67-03) 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Casanova bête.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (606-07-48) 20 h 30 : Fais voir ton capidon ; 21 h 30 : Les luthiers ont des bécots ; 22 h 30 : Ronzette et Juliette.
Les comédies musicales
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Il s'appelle Pagote.
La danse
A DEJAZET (987-97-34), 22 h 30 : M. Voss, S. Kessler.
EPICURIE (547-50-45), 20 h 30 : S. Hyden, Rabus Danse.

POCHE MONT-PARNASSE Loc. 548.92.97

VERA BAXTER

de MARGUERITE DURAS
« Un chef-d'œuvre de Duras »
« Un prodige de mise en scène »
« L'un des plus beaux spectacles qui soient »
LE MONDE-sélection
LE MATIN

T.B.B.

THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT • 603.60.44
DIRECTION : JEAN-PIERRE GRENIER

LA GRANDE FÊTE DU JAZZ

VENDREDI 10 JUIN à 20 h 30

RAGTIME ET NEW ORLEANS

CLAUDE BOLLING

PIANO SOLO

FANFARE OCTAVE CALLOT, HOT ANTIC JAZZ BAND

SAMEDI 11 JUIN à 20 h 30

AUTOUR DES HARICOTS ROUGES

WATERGATE SEVEN + ONE, GILBERT LEROUX TRIO
LES HARICOTS ROUGES

MARDI 14 JUIN à 20 h 30

HOMMAGE A SYDNEY BECHET, DJANGO REINHARDT ET LOUIS ARMSTRONG
RENÉ FRANC ET SON ORCHESTRE ET OLIVIER FRANC
LA SWING ROUL'HOT DE LAURENT BAJATA
IRAKLI SWING ORCHESTRA

MERCREDI 15 JUIN à 20 h 30

AUTOUR DE CLAUDE LUTER

PIERRE ATLAN ET SON HIGH SOCIETY JAZZ BAND
CLAUDE LUTER ET SON ORCHESTRE

RENSEIGNEMENTS et LOCATION : 603.60.44
de 11 h à 19 h (sauf Dimanches et Fêtes)
au T.B.B., FNAC et AGENCES

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE SPECTACLES »
281-26-28 +
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 6 juin

Les concerts

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : Musiques de l'Inde du Nord ; Grand Auditorium, 20 h 30 : M. Daberni, G. Dangin, R. Fidoz (Bruxelles).
THÉÂTRE DU MOND-POINT, 20 h 30 : Ensemble Intercontemporain, dir. P. Escuras (Roth, Carter, Depraes, Schoenberg).
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Rampal (Cimarra, Marcello, Schöenberg).
THÉÂTRE LA BRUYÈRE, 20 h 30 : Ensemble La Bruyère (Ther, Mband, Arie...)
ACADÉMIE DE PIANO P. DUVAL-CHÉLLE, 20 h 30 : H. Surmenian (Mozart, Schumann, Liszt, Gershwin).

Jazz, pop, rock, folk

BATACLAN (700-30-12), 20 h : Eloy.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Four Boute.

cinéma

Les films remarqués (*) sont interdits aux moins de seize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (784-24-24)
En avant-première de la série « Par Ordre du Roi » : 20 h 30, la Parole de la prisonnière ; Madame Tipton ; la Marquise de Ganges, de M. Miran.
BOULEVARD (278-35-57)
17 h, Festival de Cannes 83 - Semaine de la critique : Menuet, de L. Rademakers ; 19 h, Panorama du cinéma indien : la Crépescule, de G. Arrivada.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A, v.f.)
(*) Rio Opéra, 2 (740-83-54).
L'ARGENT (Fr.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Impérial, 2 (742-73-52) ; Hautes-Seines, 6 (633-79-38) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; Saint-Lazare Paquière, 9 (387-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11.

42-62) : (v.o., v.f.) : Normandie, 8 (359-41-18) ; (v.f.) : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Colisée, 13 (336-25-41) ; Miroir, 14 (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (522-47-94).
LA BALANCE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Maxville, 9 (770-72-88).
BANZAI (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08).
LA BELLE DE SAIGON (A, v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12).
BERLIN HARLEM (All, v.o.) (**) : Marais, 4 (278-47-86).
BLADE RUNNER (A, v.f.) (*) : Opéra Night, 2 (296-62-56).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A, v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Cinéoches St-Germain (H. sp.), 6 (633-10-82).
CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais, 4 (278-47-86).
LE CHOIX DE SOPHIE (A, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; Rotonde, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 6 (329-12-15) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-11) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
CIRCULEZ V'A RIEN A VOIR (Fr.) : Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
COUP DE FOUDRE (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Gaumont, 14 (327-84-50).
DANS LA VILLE BLANCHE (Sak.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-11) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
DAR L'INVINCIBLE (A, v.o.) : Émirage, 8 (359-15-11) ; (v.f.) : U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).
DARK CRYSTAL (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).
LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Lucernaire, 6 (544-57-34).
LES DERNIERS MONSTRES (Il, v.o.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
DERRIÈRE LA PORTE (Il, v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; Hariez, 8 (723-69-23).

42-62) : (v.o., v.f.) : Normandie, 8 (359-41-18) ; (v.f.) : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Colisée, 13 (336-25-41) ; Miroir, 14 (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (522-47-94).
LA BALANCE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Maxville, 9 (770-72-88).
BANZAI (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08).
LA BELLE DE SAIGON (A, v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12).
BERLIN HARLEM (All, v.o.) (**) : Marais, 4 (278-47-86).
BLADE RUNNER (A, v.f.) (*) : Opéra Night, 2 (296-62-56).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A, v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Cinéoches St-Germain (H. sp.), 6 (633-10-82).
CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais, 4 (278-47-86).
LE CHOIX DE SOPHIE (A, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; Rotonde, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 6 (329-12-15) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-11) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
CIRCULEZ V'A RIEN A VOIR (Fr.) : Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
COUP DE FOUDRE (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Gaumont, 14 (327-84-50).
DANS LA VILLE BLANCHE (Sak.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-11) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
DAR L'INVINCIBLE (A, v.o.) : Émirage, 8 (359-15-11) ; (v.f.) : U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
DARK CRYSTAL (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).
LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Lucernaire, 6 (544-57-34).
LES DERNIERS MONSTRES (Il, v.o.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
DERRIÈRE LA PORTE (Il, v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; Hariez, 8 (723-69-23).

42-62) : (v.o., v.f.) : Normandie, 8 (359-41-18) ; (v.f.) : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Colisée, 13 (336-25-41) ; Miroir, 14 (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (522-47-94).
LA BALANCE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Maxville, 9 (770-72-88).
BANZAI (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08).
LA BELLE DE SAIGON (A, v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12).
BERLIN HARLEM (All, v.o.) (**) : Marais, 4 (278-47-86).
BLADE RUNNER (A, v.f.) (*) : Opéra Night, 2 (296-62-56).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A, v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Cinéoches St-Germain (H. sp.), 6 (633-10-82).
CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais, 4 (278-47-86).
LE CHOIX DE SOPHIE (A, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; Rotonde, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 6 (329-12-15) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-11) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
CIRCULEZ V'A RIEN A VOIR (Fr.) : Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
COUP DE FOUDRE (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Gaumont, 14 (327-84-50).
DANS LA VILLE BLANCHE (Sak.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-11) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
DAR L'INVINCIBLE (A, v.o.) : Émirage, 8 (359-15-11) ; (v.f.) : U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
DARK CRYSTAL (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).
LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Lucernaire, 6 (544-57-34).
LES DERNIERS MONSTRES (Il, v.o.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
DERRIÈRE LA PORTE (Il, v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; Hariez, 8 (723-69-23).

42-62) : (v.o., v.f.) : Normandie, 8 (359-41-18) ; (v.f.) : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Colisée, 13 (336-25-41) ; Miroir, 14 (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (522-47-94).
LA BALANCE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Maxville, 9 (770-72-88).
BANZAI (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08).
LA BELLE DE SAIGON (A, v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12).
BERLIN HARLEM (All, v.o.) (**) : Marais, 4 (278-47-86).
BLADE RUNNER (A, v.f.) (*) : Opéra Night, 2 (296-62-56).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A, v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Cinéoches St-Germain (H. sp.), 6 (633-10-82).
CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais, 4 (278-47-86).
LE CHOIX DE SOPHIE (A, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; Rotonde, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 6 (329-12-15) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-11) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
CIRCULEZ V'A RIEN A VOIR (Fr.) : Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
COUP DE FOUDRE (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Gaumont, 14 (327-84-50).
DANS LA VILLE BLANCHE (Sak.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-11) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
DAR L'INVINCIBLE (A, v.o.) : Émirage, 8 (359-15-11) ; (v.f.) : U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
DARK CRYSTAL (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).
LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Lucernaire, 6 (544-57-34).
LES DERNIERS MONSTRES (Il, v.o.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
DERRIÈRE LA PORTE (Il, v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; Hariez, 8 (723-69-23).

42-62) : (v.o., v.f.) : Normandie, 8 (359-41-18) ; (v.f.) : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Colisée, 13 (336-25-41) ; Miroir, 14 (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (522-47-94).
LA BALANCE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Maxville, 9 (770-72-88).
BANZAI (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08).
LA BELLE DE SAIGON (A, v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12).
BERLIN HARLEM (All, v.o.) (**) : Marais, 4 (278-47-86).
BLADE RUNNER (A, v.f.) (*) : Opéra Night, 2 (296-62-56).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A, v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Cinéoches St-Germain (H. sp.), 6 (633-10-82).
CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais, 4 (278-47-86).
LE CHOIX DE SOPHIE (A, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; Rotonde, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 6 (329-12-15) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-11) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
CIRCULEZ V'A RIEN A VOIR (Fr.) : Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
COUP DE FOUDRE (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Gaumont, 14 (327-84-50).
DANS LA VILLE BLANCHE (Sak.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-11) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
DAR L'INVINCIBLE (A, v.o.) : Émirage, 8 (359-15-11) ; (v.f.) : U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
DARK CRYSTAL (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).
LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Lucernaire, 6 (544-57-34).
LES DERNIERS MONSTRES (Il, v.o.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
DERRIÈRE LA PORTE (Il, v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; Hariez, 8 (723-69-23).

42-62) : (v.o., v.f.) : Normandie, 8 (359-41-18) ; (v.f.) : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Colisée, 13 (336-25-41) ; Miroir, 14 (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (522-47-94).
LA BALANCE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Maxville, 9 (770-72-88).
BANZAI (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08).
LA BELLE DE SAIGON (A, v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12).
BERLIN HARLEM (All, v.o.) (**) : Marais, 4 (278-47-86).
BLADE RUNNER (A, v.f.) (*) : Opéra Night, 2 (296-62-56).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A, v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Cinéoches St-Germain (H. sp.), 6 (633-10-82).
CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais, 4 (278-47-86).
LE CHOIX DE SOPHIE (A, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; Rotonde, 6 (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 6 (329-12-15) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-11) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
CIRCULEZ V'A RIEN A VOIR (Fr.) : Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
COUP DE FOUDRE (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Gaumont, 14 (327-84-50).
DANS LA VILLE BLANCHE (Sak.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-11) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
DAR L'INVINCIBLE (A, v.o.) : Émirage, 8 (359-15-11) ; (v.f.) : U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44).
DARK CRYSTAL (A, v.o.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).
LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Lucernaire, 6 (544-57-34).
LES DERNIERS MONSTRES (Il, v.o.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Marbeuf, 8 (225-18-45).
DERRIÈRE LA PORTE (Il, v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; Hariez, 8 (723-69-23).

42-62) : (v.o., v.f.) : Normandie, 8 (359-41-18) ; (v.f.) : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Colisée, 13 (336-25-41) ; Miroir, 14 (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (522-47-94).
LA BALANCE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Maxville, 9 (770-72-88).
BANZAI (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08).
LA BELLE DE SAIGON (A, v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12).
BERLIN HARLEM (All, v.o.) (**) : Marais, 4 (278-47-86).
BLADE RUNNER (A, v.f.) (*) : Opéra Night, 2 (296-62-56).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A, v.f.) : Saint

SPECTACLES

66-44) : U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Paramount Mollat, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (522-47-94).

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) (*) : Gaumont Hallé, 1 (297-49-70) ; Berlitz, 2 (742-60-33) ; Richelieu, 3 (233-56-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Olympie Saint-Germain, 6 (222-87-23) ; Bretagne, 7 (222-57-97) ; Pagode, 7 (705-12-15) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Olympie Balzac, 9 (561-10-60) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Parisiens, 14 (329-83-11) ; Olympie, 14 (522-67-22) ; Gaumont Convention, 15 (828-24-27) ; Paramount Mollat, 17 (758-24-24) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01) ; Secretan, 19 (241-77-89).

J'AI RAÏ TA PEAU (A., v.f.) (*) : Lumière, 9 (246-49-07).

LE JEUNE MARIÉ (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; Biarritz, 8 (722-68-23) ; Marignan, 8 (359-92-81) ; U.G.C. Gobelin, 13 (336-23-44) ; Miramar, 14 (320-89-52).

LA LUNE DANS LE CANTON (Fr.) : Gaumont Hallé, 1 (297-49-70) ; Berlitz, 2 (742-60-33) ; Saint-Germain-Hochette, 5 (633-63-20) ; Bretagne, 7 (222-57-97) ; Saint-André-des-Arts, 6 (326-46-18) ; Pagode, 7 (705-12-15) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-30) ; Gaumont Convention, 15 (828-24-27) ; Paramount Mollat, 17 (758-24-24) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LE MONDE SELON GARY (A., v.o.) : Ellysse Lincoln, 8 (359-36-14) ; Parisiens, 14 (320-89-52).

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 12 (326-30-32) ; Cinéma, 6 (633-10-82) ; Biarritz, 8 (722-68-23).

LA MORT DE MARIO RICCI (franco-suisse) : Forum, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-73-52) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-92-81) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Parisiens, 14 (329-83-11) ; U.G.C. Convention, 15 (828-24-27).

LE MUR (France-Turc, v.o.) (*) : Ciné Beauboulogne, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; 14 Juillet Parisienne, 6 (326-58-00) ; Normandie, 6 (359-41-81) ; 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 13 (575-79-79) ; (v.f.) : Rex, 2 (236-83-91) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9 (346-66-44) ; U.G.C. Gobelin, 13 (336-23-44) ; Mollat, 14 (539-52-43) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01).

OFFICIER ET GENTILHOMME (A., v.o.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; (v.f.) : Trois Haussmann, 9 (770-47-55).

LE GEL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.f.) : Arcades, 2 (233-54-58).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Paramount Odéon, 6 (325-71-08).

PENITENCIER DE FEMMES (Fr.-It., v.f.) (*) : Paramount Marivaux, 7 (396-80-40) ; Paramount City, 8 (562-45-76).

PIÈGE MORTEL (A., v.o.) : Gaumont Hallé, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Paramount Mercury, 8 (1962-75-00) ; Parisiens, 14 (320-89-52) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 7 (742-56-31) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01).

QUARANTE-DEUX HEURES (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6 (325-71-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-21) ; (v.f.) : Maxéville, 9 (770-72-86) ; Paramount Opéra, 7 (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Tournelles, 20 (364-51-98).

RAMBO (A., v.f.) (*) : Arcades, 2 (233-54-58) ; Gaite Rochesrouart, 9 (1878-81-77).

ROCK AND TORAH (Fr.) : Cluny Palace, 5 (354-07-76) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41) ; Paramount Opéra, 7 (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Passy, 16 (288-62-34).

SARAH (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45).

SUPERVIXENS (A., v.o.) (*) : Boite à Film (14 sp.), 12 (625-44-23).

TES FOU JERRY (A., v.f.) : Lumière, 9 (246-49-07).

THE VERDICT (A., v.o.) : Marbeuf, 8 (225-18-45).

TOOTSIE (A., v.o.) : Cluny Écoles, 5 (354-20-12) ; Biarritz, 8 (722-68-23) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 7 (742-56-31) ; U.G.C. Boulevard, 9 (346-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Montparnasse, 14 (329-90-10).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Forum Cinéma, 1 (297-49-70) ; Vendôme, 2 (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8 (225-09-83) ; Murat, 16 (651-99-75).

LA VALSE DES PANTINS (A., v.o.) : Gaumont Hallé, 1 (297-49-70) ; Quintette, 5 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-92-81) ; 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiens, 14 (329-83-11) ; (v.f.) : Impérial, 2 (742-73-52) ; Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06).

LE VENT (Mal., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-46-18).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Forum Opéra Express, 1 (297-53-74) ; Saint-Michel, 5 (326-79-17) ; Ellysse Lincoln, 8 (359-36-14) ; (v.f.) : Capri, 2 (508-11-69).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Haute-Feuille, 6 (633-79-38).

VIE PRIVÉE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (544-28-80).

Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.f.) : Paramount Marivaux, 7 (396-80-40).

ZIG ZAG STORY (Fr.) : Richelieu, 3 (233-56-70) ; Marignan, 8 (359-92-81) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Français, 9 (770-33-88) ; Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06).

ZOMBIE (A., v.o.) (*) : Paramount Odéon, 6 (325-71-08) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; (v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41) ; Paramount Opéra, 7 (742-56-31) ; Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Mollat, 14 (539-52-43) ; (327-52-37) ; Mollat, 14 (539-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

L'ANNÉE DE TOUTES LES DAN- GERS, film australien de Peter Weir, v.o. : Forum 1 (297-53-74) ; Saint-Germain Village, 9 (633-63-20) ; (v.f.) : Maxéville, 9 (770-72-86) ; Paramount Opéra, 7 (742-56-31) ; Beaugrenelle, 13 (575-79-79) ; (v.f.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Paramount Opéra, 7 (742-56-31) ; Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06) ; Images, 18 (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

RALLADE A BLANC, film français de Jean-Luc Godard, Paramount Marivaux, 7 (396-80-40) ; Paramount Odéon, 6 (325-71-08) ; Paramount City, 8 (562-45-76) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00).

C'EST FACILE ET ÇA PEUT RAP- PORTER, 20 Ans, film français de Jean-Luc Godard, U.G.C. Opéra, 7 (742-56-31) ; Paramount Marivaux, 7 (396-80-40) ; U.G.C. Ermitage, 8 (359-15-71) ; Paramount Opéra, 7 (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Paramount Gobelin, 13 (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount Odéon, 6 (325-71-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 13 (575-79-79) ; (v.f.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Paramount Opéra, 7 (742-56-31) ; Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06) ; Images, 18 (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

FAITS DIVERS, film français de Raymond Depardon : Saint-André-des-Arts, 6 (326-46-18) ; Olympie Balzac, 9 (561-10-60) ; Olympie Entrée, 14 (543-47-42) ; Parisiens, 14 (320-89-52) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Paramount Gobelin, 13 (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount Odéon, 6 (325-71-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 13 (575-79-79) ; (v.f.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-30) ; Wepler, 18 (522-46-01).

FURYO, film japonais de Nagisa Oshima, v.o. : Gaumont Hallé, 1 (297-49-70) ; Haute-Feuille, 6 (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (359-44-67) ; Parisiens, 14 (320-89-52) ; Mayfair, 16 (525-27-06) ; (v.f.) : Richelieu, 3 (233-56-70) ; Français, 9 (770-33-88) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-60-74) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-30) ; Wepler, 18 (522-46-01).

LA MAÎTRESSE DES SINGES, film américain de Larry Buchanan, v.f. : Max Linder, 9 (770-40-04) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10).

LOCATIONS - INFORMATIONS

DAVID BOWIE, le 8/06	93 F
CROSBY, STILLS AND NASH, le 11/06	88 F
ROD STEWART, les 12 et 13/06	95 F
AL JARREAU, les 14, 15 et 16/06	95 F
SUPERTRAMP, le 26/6	95 F
JOAN BAEZ, les 29 et 30/06	80 F
GEORGES BENSON, le 29/06	95 F
PETER GABRIEL, le 1 ^{er} /07	85 F

LOCATION PAR CORRESPONDANCE

Retournez ce bon :
SERVICE D'INFORMATIONS SPECTACLES DU JOURNAL
94, rue Saint-Lazare, 75008 PARIS, accompagné d'un chèque bancaire ou postal
3 volets émis à l'ordre de CAMERAPRESS, une enveloppe timbrée (ou recommandée) à votre adresse.

LOCATION AU GUICHET A LA MÊME ADRESSE

Nom Prénom
N° Rue Code postal
Ville Département
Téléphone Né de place
DATE DES CONCERTS CHOISIS
Date, le Signature

MERCREDI

SÉLECTION CANNES 1983

PARTENAIRES PRINCIPAUX ET PRÉSENTANTS
JEAN-CLAUDE BOURBAULT - CHRISTIANE MILLET

La Palombière



TOUT HOMME DÉSIRE UN JOUR RENCONTRER UNE FEMME INACCESSIBLE

UN FILM DE **JEAN-PIERRE DENIS**

SCÉNARIO DE JEAN-PIERRE DENIS ET DENIS GHEERHANT
PRODUIT PAR ARIEL ZEITOUN ET CLAUDE GILIAN

AJO

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 6 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Film : **Section spéciale**. Film français de Costa Gavras (1975). Avec L. Seigner, M. Lonsdale, J. Garrai, F. Maistre, R. Bertin (Rédif).
1941. A la suite d'un acte de résistance appelant les représailles des autorités d'occupation, le gouvernement de Vichy et des membres de la magistrature plient le genou devant les Allemands. Loi, à effet rétroactif, création d'une section spéciale pour condamner à mort des communistes déjà emprisonnés. Jorge Semprun et Costa Gavras ont parfaitement reconstitué cette page d'histoire honteuse (d'après un essai d'Hervé Villier). Ce film n'a pas eu le succès de Z ou de l'Aveu, bien qu'il soit conçu et réalisé de la même manière. Politiquement, il était trop gênant !

22 h 30 **Téléthèque** : la Mégère apprivoisée.
Extrait de la Mégère apprivoisée de Shakespeare adaptée pour la télévision par Pierre Vidal, commentée par Christian Bernadac et le réalisateur.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Musique au cœur**, Rossini.
Des extraits de l'opéra de Rossini de Séville.
21 h 55 **Théâtre pour demain** : Othello sur Seine.
De M. Mazes, réal. J.-P. Askenazi. Avec Y. Garvior.
Un homme endosse chaque soir le costume d'Othello, qui est-ce ?
22 h 25 **Document** : Adresse provisoire, les Molènes, prod. INA.
Robert Rober a filmé pendant une semaine la vie quotidienne de grands installés à la périphérie d'Angoulême. Il n'a pas forcé le dialogue. C'est la qualité et le défaut de ce document.

23 h 35 **Histoires courtes** : cinéma d'animation.
Début d'une mini-série de trois courts métrages d'animation : un instant de magie.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Feuilleton** : l'Année des Français, l'espoir de l'Europe.
De M. Garvey d'après le roman de T. Flanagan. Avec

J.-Cl. Drouot, N. O'Brien, P. Florenbaum.
Suite du feuilleton franco-irlandais sur l'arrivée d'une colonne française sur la terre d'Irlande en 1798. Il s'agit d'aider les nationalistes à se libérer des Anglais, un épisode peu connu, sinon totalement inconnu de notre histoire, un peu schématiquement raconté, dommage.

Changez de pot en 30 minutes
60 centres en France
POT. 32.32
midas

21 h 30 **Journal**.
21 h 50 **Magazine** : Thalassa, de G. Pernoud.
22 h 28 **Une minute pour une image**, d'Agnes Varda.
Z. album imaginaire de Sarah Moon, commenté par Michel Frizot, historien de la photographie.
22 h 30 **Prélude à la nuit**.
Concerto pour trompette et orgue en do mineur, de Marcello par B. Soustrot (trompette) et F.-H. Houbert (orgue).

FRANCE-CULTURE

20 h. Au sein de sa famille, d'A. Picot.
21 h. L'autre scène ou les vivants et les défunts : la théorie de l'instinct religieux.
22 h 30, Nuits magiques : sans image.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35. Fréquence de nuit : paysages du Danube (Les Carpathes) ; 21 h. Le concert de Der Wally ; de Marschner l'Orchestre et les Chœurs de la R.A.I. de Rome, dir. G. Neuhoff ; 21 h 30, « Symphonie n° 3 », troisième mouvement d'Enesco, par l'Orchestre symphonique de Cluj-Napoca, dir. I. Bacia, « concerto pour piano et orchestre » de Gheorghiu par l'Orchestre national R.T.F., dir. C. Silvestri ; 22 h 30, musique populaire roumaine ; 23 h 30, rencontre avec Parazit Istrati à Braïla ; 0 h 5, musique contemporaine roumaine.

Mardi 7 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 45 **Vision plus**.
12 h **HF 12** (info).
12 h 30 **Atout cœur**.
13 h **Journal**.
13 h 45 **Féminin présent**.
14 h 10 **Feuilleton** : La chute des anges ; 15 h 20 **Dossiers** : Fréquences ; 16 h 15 **Librairie et variétés** ; 16 h 30 **Série** : Section contre enquête.
18 h **C'est à vous**.
18 h 25 **Le village dans les nuages**.
18 h 50 **Histoire d'un rire**.
19 h 5 **Météorologie**.
19 h 15 **Emissions régionales**.
19 h 40 **Les uns pour les autres**.
20 h **Journal**.
20 h 30 **D'accord, pas d'accord**.
20 h 35 **Théâtre** : Lili Lamont.
D'A. Whitney, mise en scène R. Dupuy, réal. E. Logez, avec M. Prele, V. Pradal, M. Bero, M. Janczarek. Dans un fan-club aux États-Unis, des illuminés célèbrant le culte d'une star oubliée.
22 h 40 **Temps X**.
Magazine de science-fiction des frères Bogdanoff.
23 h 30 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE

10 h 30 **ANTHOPE**.
12 h **Journal** (à 12 h 45).
12 h 10 **Jeu** : l'Académie des neuf.
13 h 35 **Emissions régionales**.
13 h 50 **Série** : Les amours des années folles.
14 h 5 **Aujourd'hui la vie**.
15 h 5 **Série** : D'Artagnan amoureux.
16 h 05 **Reprise** : La chasse aux trésors.
En Thaïlande (diff. le 5 juin).
17 h 5 **Entre vous**.
17 h 45 **Récoré A 2**.
18 h 30 **C'est la vie**.
18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 **Emissions régionales**.
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard**.
20 h **Journal**.
20 h 30 **D'accord, pas d'accord**.
20 h 35 **Les dossiers de l'écran** : Le général à dix ans.
Les derniers jours du mois de mai 1968 et la disparition du général de Gaulle le 29, les rues de Paris livrées aux manifestants : cette reconstitution réalisée par Y.-A. Hubert réduit l'événement à un ennuyeux ballet d'acteurs.
22 h **Débat** : Mai 68, le voyage à Baden : comment ? pourquoi ?
Avec l'amiral F. Frohic, M.M. B. Tricot, secrétaire général de l'Élysée en 1968, M. Jober et O. Guichard, anciens ministres, le colonel J. Richard, les généraux J. Massu et E. Mathon, et P. Lefranc, scénariste du téléfilm.
23 h 15 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes**.
18 h 55 **Tribune libre**.
Association française d'amitié et de solidarité aux peuples d'Afrique.

FRANCE-MUSIQUE

19 h 10 **Journal**.
19 h 15 **Emissions régionales**.
19 h 50 **Dessin animé** : Vagabud.
20 h **Les jeux**.
20 h 30 **D'accord, pas d'accord**.
(I.N.C.) Le prix des pièces détachées.
20 h 35 **Film** : La Main à couper.
Film français d'É. Perrier (1974). Avec L. Massari, M. Bouquet, B. Blier, M. Serrault, D. Dail (Rédif).
Une bourgeoise adultère, un amant assassiné, un maître-chanteur, voilà un beau sujet pour Chabrol... Etienne Perrier en a tiré un suspense policier et psychologique aux ressorts bien huilés. A consommer, tranquillement dans son fauteuil. Très bien interprété.
22 h 05 **Journal**.
22 h 25 **Espace francophone**.
Expressions québécoises.
La vie culturelle au Québec, avec le chanteur Gilles Vigneault, le comique Marc Favreau et le cinéaste Arthur Lamont.
23 h 05 **Journal**.
23 h 18 **Une minute pour une image**, d'Agnes Varda.
L'album de Sarah Moon, commenté par un vendeur de primeurs.
23 h 30 **Prélude à la nuit**.
Suite n° 5 en ut pour violoncelle - de Bach, par J.-M. Gamard (soliste).

FRANCE-CULTURE

14 h. Les nouvelles musées en dialogue.
14 h 45, Chansons de son siècle.
14 h 50, Les enfants d'Orphée.
15 h. D'une oreille l'autre : œuvres de Bizet, Balakirev, Dvořák, Hindemith.
17 h 5, Les lettres : œuvres de Boulez.
18 h. Jazz.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du studio 106) : œuvres de Taira, Risset, Lenfant, Soccio, Reich, avec P.-Y. Arnaud, flûte.
19 h 35, L'impression.
20 h 30, Concert (donné à Anvers le 19 octobre 1982) : œuvres de Purcell, Cesti, Durante, castates de Haendel, par le Concerto Vocale, dir. R. Jacobs, sol. : J. Nelson, R. Jacobs, R. Kohnen, P. Pierlot.
22 h. Fréquence de nuit : tableaux d'en France : œuvres de Croset, E. Wiener, Tazartes, Comelade, Rascaille, Portella, Zouzou.

FRANCE-CULTURE

14 h. Sous.
14 h 5, Un livre, des voix : « La Balade des Malouines », de P. Boule.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : itinéraires retrouvés : à 15 h 20, Magazine international ; à 16 h 25, Micromag ; à 17 h, Raisons d'être.
18 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : désordre et ordre.
20 h, Dialogues franco-portugais : le Portugal d'hier ou d'aujourd'hui ?
22 h 30, Nuits magiques : entretien avec Nathalie Sarraute.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 6 JUIN

M. Georges Ségué, ancien secrétaire général de la C.G.T., répond aux questions des auditeurs dans l'émission « Face au Public » à 19 h 15.

Mardi 7 juin, à 20 heures

COURSES

VINCENNES

Pari jumelé dans toutes les courses
Pari trio à chaque réunion

Retenez votre table au « Privé »
989-67-11
Prochaines soirées :
16, 17, 21 juin

Mme Michèle Cono, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, a répondu assez sèchement à la lettre de M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, à propos de l'autorisation accordée à Radio-Express (Le Monde du 3 juin). Dans une lettre du 3 juin, la Haute Autorité rappelle que, depuis la loi sur l'audiovisuel, elle est la seule instance habilitée à délivrer les autorisations aux radios privées locales. Elle regrette le manque de coordination et la polémique que s'est instaurée publiquement entre elle et le secrétariat d'Etat. Au cours d'une réunion tenue ce même jour avec M. Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement, il a été convenu que les notifications d'autorisation seraient désormais envoyées au secrétariat d'Etat en même temps qu'à l'Hôtel Mottignon.

Deux représentants de la radio privée locale Alouette-F.M. (92.3 MHz) ont été expulsés jeudi 2 juin de la salle où se déroulait le congrès de l'Union départementale de la C.F.D.T. à la Roche-sur-Yon (Vendée). M. Gérard Brunet, auteur de la motion d'exclusion votée par les délégués, explique cette décision par « l'attitude discriminatoire dont fait systématiquement preuve cette radio d'obédience patronale à l'égard des points de vue de la C.F.D.T. ». Les responsables d'Alouette-F.M. protestent pour leur part contre « l'entrave au libre exercice de l'information ».

Le Monde

régions

Ile-de-France

« Les villes nouvelles existent, il faut tout faire pour les renforcer et les faire réussir. » C'est ce qu'a déclaré récemment M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé du Plan. Une fois e'est pas coutume, le gouvernement et le conseil régional de l'Ile-de-France sont d'accord sur la nécessité de conforter les cités-champignons entourant Paris. Une d'entre elles ne manque pas de bien être : c'est Marne-la-Vallée, plantée sur les terres de la Brie, à l'est de la capitale. Le rythme d'installation des ateliers et des bureaux y a fléchi depuis trois ou quatre ans. Aussi le gouvernement a-t-il décidé de lui insuff-

ler une bouffée d'oxygène en y déplaçant quelques établissements d'enseignement, des services publics et des laboratoires.

Marne-la-Vallée :
une ville nouvelle
à l'âge ingrat

Mais n'est-ce pas découvrir Paris pour couvrir Marne-la-Vallée ? Expédier des activités vers la périphérie, c'est

obliger les habitants de l'Ile-de-France, déjà pénalisés par l'immensité de l'agglomération, à des déplacements supplémentaires.

D'où, par voie de conséquence, une politique des transports qui « dévore » les trois quarts des crédits régionaux.

En outre, une ville ne se décrète pas. Marne-la-Vallée, qui a bien de la peine à se trouver une âme, est encore une ville-enfant. L'opération lancée par le gouvernement et l'Exposition universelle qui pourrait installer là-bas une partie de ses installations la feront-elle passer à l'âge adulte ?

A la recherche d'une image de marque

Le comité interministériel d'aménagement du territoire du 22 mars dernier a pris plusieurs décisions concernant la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. Des décisions ou des vœux pieux ? Certes, pour soutenir le décollage difficile de la ville neuve et pour rééquilibrer l'agglomération parisienne on veut déplacer vers l'est des bureaux, des unités de recherche et d'enseignement, des équipements culturels. On souhaiterait que s'y développent en même temps des équipements de loisirs, des logements et même des industries.

Marne-la-Vallée ne manque pas d'atouts. L'autoroute A4 et le R.E.R. la relient commodément à Paris. La Marne, qui borde la cité sur toute sa longueur, offre bien des possibilités. Exemple : les premières installations de la base de loisirs de Vaires-Chelles ouvriront dans quelques mois.

Restent l'identité de la ville nouvelle, l'esprit qui y règne, son image de marque, séduisante ou pas. Apparemment c'est ce qui manque le plus à Marne-la-Vallée. Trop vaste peut-être. Entre Noisy-le-Grand, banlieue urbaine à quinze kilomètres de la tour Eiffel, et les petits villages plantés en rase campagne dans la région de Lagny, qu'y a-t-il de commun ?

Aussi les pouvoirs publics semblent-ils vouloir dessiner un nouveau profil à la cité neuve. Celui d'une agglomération axée sur l'information, la recherche, les industries de pointe. Une touche d'« ultramodernité » en somme. Marne, c'est le progrès. Cela se concrétiserait dans la future « cité Descartes » où l'on prévoit de réunir des grandes écoles, des centres de formation de l'administration et (déjà) un musée.

Mais, pour l'instant, le site champêtre du « Bois de grâce », situé pourtant à proximité de la gare du R.E.R. du Champy, n'exerce pas une attraction considérable sur les administrations. Si les plans de localisation des ministères prévoient des implantations à Marne-la-Vallée, dans la plupart des cas les projets n'en sont qu'au stade de l'étude. Seule certitude du côté du ministère de l'Urbanisme et du logement : la location de 3 000 à 4 000 mètres carrés dans un bâtiment livré en avril 1984 pour l'Ecole nationale des Ponts-et-Chaussées trop à l'étroit dans ses locaux de la rue des Saints-Pères.

Les autres opérations annoncées par le ministère (Centre informatique de gestion, Centre de formation de la direction du personnel et Centre d'études du ministère des trans-

ports) se heurtent aux impératifs budgétaires et à la DATAR qui, elle, plaide pour la province.

Même tiède au ministère de l'économie et des finances. On admet que le déménagement à Bercy devrait faciliter le déplacement de certains autres services vers la ville nouvelle. Mais, là aussi, les 25 000 mètres carrés annoncés par le secrétaire d'Etat ne sont pas près d'être occupés. Comme l'explique un haut fonctionnaire : « Si l'étude est bien avancée au niveau de l'établissement public de Marne-la-Vallée, rien n'est encore défini. » Quant au coût avancé par M. Le Garrec (150 millions de francs), c'est une simple estimation, à partir d'un prix de vente moyen de 6 000 francs le mètre carré, pratiqué dans un secteur de la ville neuve.

De son côté, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, qui conserve dans ses cartons un projet d'Ecole supérieure des ingénieurs en informatique et électronique, a envisagé sérieusement de venir à Marne-la-Vallée. Un obstacle demeure cependant : la ville nouvelle est située en dehors du « territoire » de la C.C.I. qui, tout en poursuivant l'étude, continue à chercher un emplacement « plus favorable » dans la capitale.

Une bibliothèque-musée

La seule vraie note d'optimisme vient de la Bibliothèque nationale. L'administrateur général, M. Alain Gourdon, rêve de mener à bien le projet conçu il y a vingt-cinq ans par Julien Cain : regrouper en un seul lieu les collections du département des arts et du spectacle. Selon lui, ces collections, actuellement dispersées entre la Bibliothèque nationale, la bibliothèque de l'Arsenal, les annexes de Versailles et le Musée des arts asiatiques, feraient de la Maison des arts et du spectacle la « bibliothèque-musée » la plus riche du monde. « Marne-la-Vallée est bien située, dit-il, et facilement accessible. Je ne crois pas que la distance soit un problème. D'outré part, le prix de l'ensemble est à la mesure de ce que nous voulons réaliser. Pour 40 000 mètres carrés, cela coûtera 200 millions de francs. Le montage financier devrait se faire à l'aide d'emprunts, de subventions, d'investissements ci, là, l'espère, d'un financement complémentaire par la région d'Ile-de-France. »

Manifestement séduit par le projet de cité Descartes, M. Alain Gourdon estime que son musée

pourrait être prêt fin 1988. « Juste à temps pour l'Exposition universelle. »

Après le démarrage rapide des années 70, le rythme d'installation des ateliers, des bureaux et des commerces à Marne-la-Vallée a fléchi depuis 1980. « Il faudrait garnir une quinzaine d'hectares par an pour que la ville nouvelle trouve son équilibre », estime M. Jean-Michel Barrière, directeur du service « activités économiques » de l'établissement public. En 1982, nous avons planté près de 12 hectares de zone industrielle, ce qui représente 10% de ce qui s'est créé dans toute l'Ile-de-France. »

Si les industriels sont sensibles à la facilité d'accès et au prix du terrain, le secteur tertiaire est davantage soumis à la mode. Cela peut contribuer à renforcer l'image de marque « informatique » de Marne-la-Vallée. Ainsi, après Control Data, qui vient de regrouper les six cents membres de son personnel autour d'un ordinateur qu'on présente comme le plus puissant du monde, la société Bull (ex-C.I.I.-Hoecywell Bull) envisage de construire sur 20 000 mètres carrés un centre de formation pour ses techniciens et ses clients. Cependant, la réalisation n'interviendra pas avant trois ans.

Dans le secteur est, le plus rural de la ville nouvelle, les pouvoirs publics essaient de favoriser l'installation d'entreprises artisanales. Au sud de Lagny, sur les 1 800 hectares déjà acquis, ils prévoient de créer aussi des logements groupés en trois nouveaux villages : Croix-Blanche, les Arpents et les Coudrais. Pour les relier au reste de la ville nouvelle, il faudrait prolonger le R.E.R. de 2 ou 3 kilomètres.

Les élus, qui ne sont pas tout à fait favorables à l'expansion de Marne-la-Vallée, prennent cette extension avec un certain fatalisme. Selon M. Gérard Willaume (P.S.), maire de Chanteloup, il est trop tard pour chercher à s'opposer à la ville nouvelle. « Ce que nous voulons, dit-il, c'est qu'on s'occupe davantage des besoins des habitants que de ceux des architectes. Ne dénausons pas l'identité de nos villages et saissons profiter de la création de parcs artisanaux. Elle s'est déjà traduite chez nous par la réalisation d'équipements collectifs : cantines, garderies, salles de fêtes, etc. » Chanteloup, nous avons fait passer l'idée de ville nouvelle. C'est un début. Dans quelques années, les choses iront mieux... »

CHRISTIAN-LUC PARISON.

Le temps des pionniers

ME si l'on sait où l'on va, on n'est pas sûr d'y arriver... Du moins, au temps en temps. Pas de problème, par exemple, d'Auber-Opéra à Noisy-le-Luzard : la R.E.R. vous y emmène en trente-cinq minutes. C'est, du reste, l'un des principaux arguments des promoteurs de Marne-la-Vallée : la R.E.R. et les autoroutes (réalisées ou en construction) constituent l'épine dorsale de la ville nouvelle, dont les trois quarts des habitants travaillent à Paris.

Mais, une fois sur place — c'est-à-dire planté dans le hall de la station — c'est un début de panique : pas de plan, pas de taxis. Les gens auxquels vous vous adressez ne savent pas, et « l'autochrome » en profite pour se plaindre de la « fantaisie » des bus : circuits et, surtout, fréquence. Bref, si vous n'avez pas un mentor pour vous accueillir, c'est Kafka qui est au rendez-vous.

Marne-la-Vallée, vingt-six communes, un domaine égal à une fois et demie la superficie de Paris intra-muros. Heureusement, nous ne nous proposons d'explorer que la Val-Maubouée, qui comprend les communes saïno-et-marnaises de Noisiel, Torcy, Lognes, Champs-sur-Marne, Croissy-Beaubourg et Emerainville. Dans l'intention d'y voir, en visiteur d'un jour, comment vivent ces nouveaux conquérants de l'Est.

Parachuté tant bien que mal dans le « quartier », grâce à l'obligance d'un aborigène, c'est une nouvelle engouffure : pas de panneau de signalisation, rien, aucune indication. Il faut faire du saute-mouton entre les tenues des habitants des rues passantes pour trouver la rue recherchée. « Cette absence de points de repère », convient M. Vincent Gélis, rédacteur au service d'information du syndicat communal d'aménagement (S.C.A.) de l'agglomération de Marne-la-Vallée-Val-Maubouée, constitue indiscutablement un handicap pour le visiteur. Beaucoup de médecins, eux aussi, se plaignent de perdre un temps précieux. »

Ce n'est plus Kafka, c'est Ubu : les concepteurs ont jugé inutile d'installer des plans de quartier ou des panneaux de signalisation tant que la ville nouvelle ne sera pas entièrement terminée. Motif : les normes de lieux ou de rues pourraient être modifiées.

Des villes-fantômes

Deuxième surprise : que l'on se promène de Lognes à Noisiel, en passant par Torcy, on ne rencontre pratiquement personne, l'après-midi, en semaine, sur les mails ou dans les artères. Les cités ressemblent à autant de villes-fantômes. Mais on ne devrait pas s'en étonner : la plupart des habitants de Marne-la-Vallée, on le sait, travaillent dans la capitale. En outre, hormis les chômeurs et les femmes au foyer, il n'y a pas d'actifs : la Val-Maubouée est une agglomération sans vieux. Les difficultés internes de transport, l'éloignement des commerces, la conception futuriste de l'aménagement urbain, n'ont pas attiré ici les personnes âgées.

Le foyer-type est un ménage de 30-35 ans, dont les deux conjoints travaillent, avec deux enfants de moins de dix ans. Ce qui les attire ici ? Les possibilités d'accès à la propriété, avec des aides au logement et les loyers évidemment moins chers qu'à Paris. Séduits aussi par l'existence d'équipements sociaux importants (notamment écoles et crèches) et par un environnement très vert, avec les deux grands parcs de Champs-sur-Marne et de Noisiel, ou avec, par exemple, l'allée des Bois, longue de deux kilomètres, qui traverse cette dernière commune.

Sans jeunes
ni vieux

Mais beaucoup se sont installés à Marne-la-Vallée pour nécessité que par choix. C'est le cas de Marie-Claire, employée de bureau, dont le mari, agent à Air France, a été muté à Roissy, et qui cherchait, pour l'un de ses quatre enfants, un établissement scolaire qui enseignât la russe. Ou de Marceline, secrétaire, venue de Roanne dans la région parisienne, après un changement d'affectation de son mari, policier. L'une et l'autre avouent que, au début, elles se sont senties très « déracinées ». « J'ai beaucoup pleuré », ajoute Marceline.

Et je regrette Roanne, où j'ai toute ma famille et mes amis. »

L'impression désertique que donne la Val-Maubouée, avec aussi des lodgements qui sont loin d'être tous des réussites architecturales, la difficulté d'y nouer des relations, malgré une vie associative très active — « Si l'on ne fait pas partie d'une association », dit Marie-Claire, « on est effectivement très isolé. » — ne sont sans doute pas étrangères à ce spleen. Est-ce aussi cela, et la pénurie d'emplois, qui font fuir les jeunes de 18-25 ans ? Ville nouvelle sans vieux, Marne-la-Vallée est aussi une ville sans jeunes, du moins de cette tranche d'âge. Que l'on interroge Pierre, Paul, Jacques ou Ahmed, qui viennent par exemple à Noisiel à Noisiel, secrétaire d'accueil à la Maison pour tous de la Ferme du Buisson à Noisiel, c'est la même histoire : il n'y a pas assez, pour eux, de points de rencontre. En particulier, les bistrots, où l'on peut boire un café, en faisant un « flip », sont très rares. Tout est fermé après 21 heures. Il n'existe, pour tout le secteur — en dehors des ciné-clubs de quartier — qu'un seul cinéma (six salles) à Noisy-le-Grand. Alors, les 18-25 ans « montent » à Paris...

Une cavalcade quotidienne

Au siège du syndicat communal d'aménagement (S.C.A.), quartier de l'Arche-Guédon à Torcy, une affiche proclame : « Un choix politique fondamental : les élus du S.C.A. souhaitent que les équipements de la ville nouvelle profitent à tous les habitants, en tenant compte de leur pouvoir d'achat. »

Encore faudrait-il que ces équipements existent. Les installations sportives et les aires de jeux aménagées sont rares. Les enfants jouent au ballon un peu n'importe où, au grand dam de certains. A Champs-sur-Marne, on voit des gosses dévaler la butte herbeuse du quartier des Deux-Parcs, assis sur des boîtes en carton, en guise de luges...

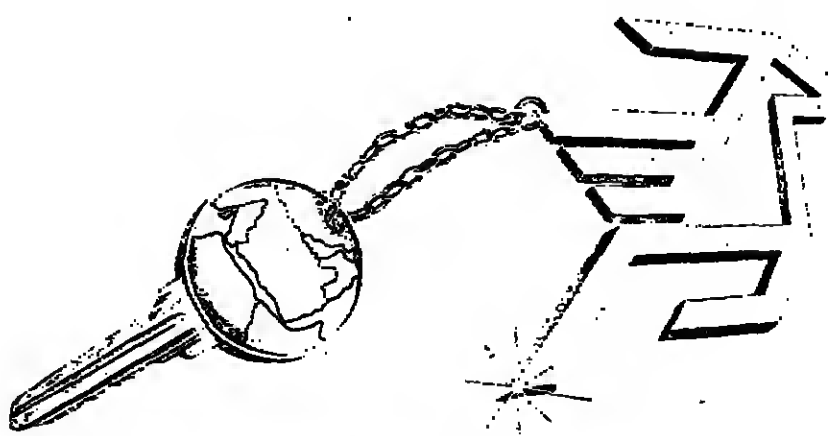
La Val-Maubouée, c'est aussi la culture de l'automobile. Sans voiture, la vie pratique de tous les jours serait un enfer, sur cette étendue de quinze kilomètres. Une quatre-roues est indispensable tout bonnement pour faire ses courses. Généralement, on fait le plein des « grosses » provisions, le samedi, dans les deux seuls hypermarchés du secteur. Les achats « fins » (chaussures, habillement, etc.) se font à Chelles ou à Paris. Pour la resta, c'est la cavalcade quotidienne.

Certes, un marché vient de s'ouvrir, trois fois par semaine, à Torcy. Certains quartiers sont équipés en petits commerces mais sans choix et sans concurrence, et ils pratiquent parfois des prix prohibitifs. Explication de la patronne de la fromagerie La Ferme Saint-Hubert à Noisiel : « Il faut faire 800 mètres pour acheter son pain, 500 mètres pour acheter sa viande, etc. J'ai une clientèle insuffisante, parce que les gens préfèrent évidemment regrouper leurs achats. » Tout simplement, souvent, en ramenant de Paris le dîner quotidien. Et il faut être prévoyant : si l'on est fumeur c'est la croix et la bannière pour trouver un bureau de tabac.

La raison donnée çà et là est toujours la même : par souci de rentabilité, les promoteurs ont d'abord voulu remplir les logements avant de créer autre chose. Chaque habitant de la ville nouvelle fait ainsi figure de pionnier.

Un paysage dominé par des grues géantes, des tentes végétales, où s'élèvent ici une piscine, là un centre commercial, ailleurs des pavillons ou une usine, tel est le décor de Marne-la-Vallée. Il faudra revenir, quand tout sera terminé, pour voir si la ville nouvelle est devenue adulte et s'est forgée une âme. Pour l'instant, c'est encore, comme la dit joliment Marie-Claire, « une ville-nourrison ».

MICHEL CASTAING.

Cyprus Airways
votre clé pour le Moyen Orient

Chypre, île du soleil, de par sa situation géographique, a, des temps les plus anciens, été le lien entre l'Europe et le Moyen Orient.

Cyprus Airways, ligne aérienne nationale qui tient la clé de ce chaînon, célèbre ses 35 ans de spécialisation en cette année 1983.

Ne manquez donc pas si vous voyagez en Moyen

Orient, de demander à Cyprus Airways de vous offrir cette clé, laquelle vous sera donnée avec la plus grande courtoisie, un service des plus efficaces et l'hospitalité chypriote bien connue.

20 destinations différentes sont mises à votre disposition. Pour de plus amples renseignements adressez-vous à n'importe quelle agence de Cyprus Airways ou à votre agent de voyage.

Cyprus
Airways

Le contact individuel

PHOTOCOPIE SUR PAPIER
PHOTOCOPIE SUR BRISTOL
PHOTOCOPIE SUR CALQUE
PHOTOCOPIE SUR FILM
PHOTOCOPIE SUR ADHESIF

Le trajet linéaire du papier est un des points forts de la technologie Toshiba. Vous pouvez aisément reproduire sur calque, bristol, film transparent, étiquette, voire chemises de classement. Pour le format, vous avez le choix, de la double page à la carte de visite.

Un copieur adaptable, c'est original.

TOSHIBA
DES COPIEURS ORIGINAUX

IMPORTATEUR REGIONAL SYSTEMS 12 BIS RUE CHRISTOPHE-COLOMB 75008 PARIS.
Tél. 723.67.03 / 723.36.11

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé en association avec une université américaine réputée : Hartford University, Connecticut, USA.
- 3 ans de formation supérieure à la gestion, (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : Diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année optionnelle : obtention du diplôme MBA (Master in Business Administration).

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales.

Renseignements : IFAM, 11 rue Viotte 75017 Paris, Tél. 723.67.48
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé.

Nom : _____
Prénom : _____
Bac : _____ 1^{re} langue _____
Adresse : _____

البريد 1250

Le Monde ECONOMIE

**MATIÈRES
PREMIÈRES**

SUR LA PISTE DU CAOUTCHOUC

Un enjeu du développement

AVEC ce supplément spécial sur le caoutchouc, le Monde lance une série d'enquêtes consacrées aux matières premières tant végétales (café, cacao, coton...) que minérales (cuivre, étain, plomb...). Il s'agit de décrire l'itinéraire de ces produits de la plantation - ou de la mine - jusqu'à la table - ou l'usine - des pays consommateurs. Coupant à travers les continents, faisant apparaître les différents acteurs de la chaîne, ces enquêtes ont pour propos de mieux illustrer l'enjeu des échanges internationaux et du développement.

Le sort de nombreux pays du tiers-monde dépend en grande partie des matières premières qu'ils détiennent et de l'évolution de leurs cours, liés étroitement au climat, mais aussi à la conjoncture mondiale. La VI^e Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui se réunit du 6 au 30 juin, à Belgrade, ne manquera pas, une nouvelle fois, de souligner cette dépendance. Selon ses experts, les prix - en termes réels - des produits de base sont, en 1982, tombés à leur niveau le plus bas depuis la crise de 1929. En deux ans, de 1980 à 1982, leur chute aurait coûté aux cent vingt-cinq pays en développement une vingtaine de milliards de dollars, avant qu'un redressement ne s'amorce début 1983.

Afin de stabiliser les cours des matières premières, la IV^e CNUCED avait, en 1976, à Nairobi, adopté un programme intégré qui comportait la création d'un fonds commun pour dix-huit produits de base. En fait, pour des raisons tant politiques qu'économiques, l'initiative n'a pas encore recueilli un nombre suffisant de ratifications. Le seul nouvel accord lié

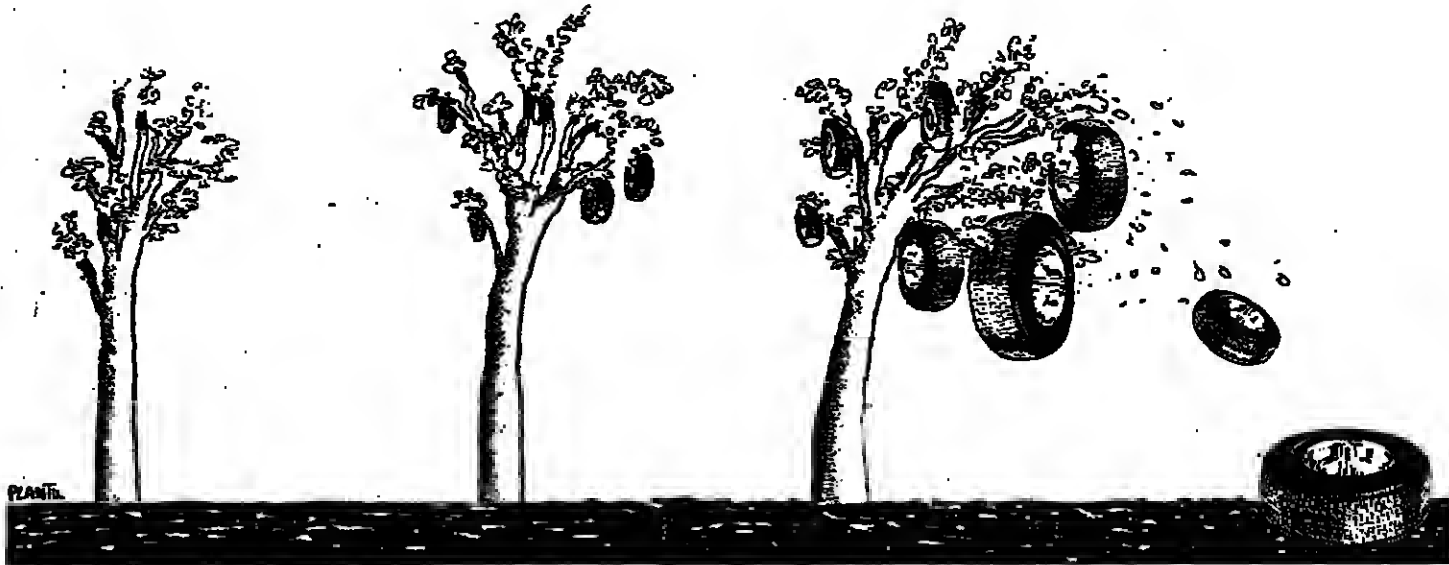
à ce programme a été signé en 1979 pour le caoutchouc.

Cet accord, qui est commencé à fonctionner en 1982, a permis une certaine stabilisation des cours. Le résultat a été acquis aussi grâce à la politique de la Malaisie, qui, représentant - avec 1,5 million de tonnes - 40 % de la production mondiale de caoutchouc naturel, a fait preuve de modération, tout en procédant indirectement à des achats de soutien sur le marché.

Originaire du Brésil - qui ne se souvient pas de l'opéra de Manaus - l'arbre à gomme, l'hévéa, a été transplanté en Asie du Sud-Est, et de la culllette on est passé à la plantation du « bois qui pleure », avec l'intervention des grands groupes fabricants de pneumatiques : Goodyear, Dunlop, Firelli et autres Michelin. Le développement du caoutchouc est lié, pour l'essentiel, à l'essor de l'industrie automobile ; mais les guerres eurent pour effet dans les pays coupés de leur approvisionnement, comme l'Allemagne, de provoquer la naissance et la croissance du caoutchouc de synthèse, qui intervient maintenant à raison des deux tiers dans la production totale - près de 12 millions de tonnes - de cette matière première.

Cependant, pour les spécialistes, le caoutchouc naturel est un bel avenir devant lui, les progrès génétiques permettant des gains de productivité. Ainsi s'est déroulée et continuera à se dérouler l'histoire mouvementée et exemplaire du caoutchouc. Depuis les seringueurs de la forêt amazonienne jusqu'aux petits planteurs d'Asie, le destin d'une partie de l'humanité est lié aux rebonds de ce qui servait autrefois de balle aux Indiens.

MICHEL BOYER.



(Dessin de PLANTU.)

De l'Amazonie à l'Extrême-Orient

UN jeu de balles élastiques : c'est sans doute la première vision qu'un Européen, en l'occurrence Christophe Colomb, a pu avoir du caoutchouc. Cela se passe entre 1493 et 1496 en Haïti. Il faut attendre 1615 pour qu'un dénommé Juan de Torquemada décrive l'usage, par les Indiens du Mexique, du produit d'un arbre appelé *ule* : l'imperméabilisation des vêtements. Puis, entre 1736 et 1744, un savant français, La Condamine, expédie à Paris quelques morceaux de latex provenant d'un arbre d'Amérique du Sud appelé *hévé*.

En Amazonie, les Indiens maînes appelaient, eux, le produit qui coulait de cet arbre, caoutchouc, mot composé venant de *caa*, qui signifie bois, et *ochu*, qui voudrait dire pleurer. Un ingénieur français, Fresneau, songe dès lors aux utilisations possibles de ce produit. Mais, pour son emploi industriel, il faut attendre trois découvertes : celle, en 1761, de la dissolution du caoutchouc, qui permettait de redonner au latex expédié en France sous forme d'une masse coagulée les qualités de l'apocynum du latex frais ; celle, en 1819, de la mastication, qui accentuait ces qualités et permettait l'adjonction de poudres diverses ; celle enfin, en 1831, par un certain Charles Goodyear, de la vulcanisation, qui donne au caoutchouc cru

des propriétés mécaniques nouvelles.

L'industrie du vêtement imperméable existait alors depuis 1823, lancée par un M. Mackintosh. L'idée de comprimer de l'air dans une enveloppe de caoutchouc revient à Robert William Thomson, en 1845. Son invention dûment brevetée, tomba dans l'oubli. Ce ne fut pas le cas du vétérinaire irlandais Dunlop, qui eut, en 1888, la même idée pour la bicyclette de son fils. Avec le vélo puis l'automobile, l'aventure du caoutchouc démarrait, une aventure où les progrès agronomiques et industriels allaient de pair et qui devait donner naissance à de puissants groupes.

En 1982, la production mondiale de caoutchouc naturel a été de plus de 3,7 millions de tonnes, soit environ 30 % de la production totale de caoutchouc. Les exportations ont représenté 3 millions de tonnes pour une valeur de 4,5 milliards de dollars. Le fait que le sort du caoutchouc naturel soit lié à celui du pneumatique, qui en absorbe environ les quatre cinquièmes, est à la fois un avantage et un inconvénient : avantage, car l'industrie automobile, celle des engins et des transports en général, a tiré la culture de l'hévéa ; inconvénient, car cette production suit les aléas de la conjoncture. Depuis plusieurs années, elle est donc

sinon stagnante, du moins en faible progression.

Pourtant, les projections de la Banque mondiale pour l'horizon 2000 indiquent que la consommation totale de caoutchouc atteindra environ 20 millions de tonnes. Si le « naturel » conserve son pourcentage actuel, il faudra en produire 6 millions de tonnes. S'il augmente et passe à 40 %, comme on l'envisage avec optimisme dans les milieux français du caoutchouc, l'hévéaculture devra fournir d'ici vingt ans le double de la production actuelle.

La part du « naturel » peut augmenter pour plusieurs raisons : parce que l'utilisation de « caoutchouc roulant » va s'accroître dans les pays neufs ou en développement, même s'il y a récession dans les pays industrialisés ; parce que, à l'inverse du pétrole dont on tire le caoutchouc synthétique, l'hévéa est un produit renouvelable ; parce que l'impact socio-économique de la filière caoutchouc naturel sur les pays est plus grand que celui apporté par une usine de caoutchouc synthétique. Quant à la concurrence par le prix, qui peut être bénéfique au « naturel » si, peu ou prou, le prix du pétrole continue d'augmenter, elle ne s'exerce en réalité que sur le tiers de la consommation. Pour des raisons techniques, le synthétique est irremplaçable pour un tiers des produits

(pour les chambres à air, par exemple), et le « naturel » est, lui, irremplaçable pour un tiers, celui qu'absorbe l'industrie des pneumatiques. La concurrence joue donc sur le tiers restant. Voilà pour l'acte de foi en faveur du « naturel ». Mais la réalisation se heurte à bien des obstacles.

La culture de l'hévéa se fait entre les 13^e parallèles nord et sud de part et d'autre de l'équateur. Pour des raisons climatiques et de nature des sols, l'extension possible des zones de culture est limitée. Des essais d'adaptation dans des terres marginales, avec la création de variétés résistantes au froid et à la tempête se font en Thaïlande, en Chine (avec succès) et en Afrique. Mais quels pays, quelles régions du globe peuvent réaliser le pari de l'expansion du caoutchouc naturel ?

L'Amérique du Sud, berceau de l'hévéa *Brasiliensis*, possède le plus grand réservoir de terres. Malheureusement, depuis l'origine, les plantations brésiliennes sont atteintes d'une maladie dont on ne vient pas à bout. Ford a ainsi perdu 15 000 hectares au Brésil.

Chez les grands producteurs d'Extrême-Orient - Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Sri-Lanka, Inde (où la production s'est fortement accrue) - on se trouve confronté au problème des terres disponibles. En outre, les gouvernements de ces pays freinent leurs programmes, effrayés qu'ils sont par l'évolution défavorable des cours. Le cas du Cambodge et du Vietnam est différent. La production de la péninsule indochinoise, de l'ordre de 65 000 tonnes du temps des colonies, est tombée à 40 000 tonnes officiellement - 30 000, pense-t-on plutôt. Mais ces pays disposent d'un potentiel de terres considérable d'environ 500 000 hectares, auxquels pourrait s'ajouter la réhabilitation des plantations existantes.

JACQUES DE BARRIN.
(Lire la suite page 22.)

JACQUES GRALL.
(Lire la suite page 22.)

Les ambitions de la Malaisie

Il n'a ni la force et la majesté du chêne ni la souplesse et l'élasticité du peuplier. Il existe de cet arbre basal, même très basal, né au Brésil, de multiples variétés et sous-variétés que les ingénieurs de l'Institut de recherche du caoutchouc (R.R.I.), en quête de performances, manipulent au gré de leur savoir. Cet hévéa malaisien pousse en général sur les sols les plus pauvres du pays, les meilleurs terrains étant réservés aux cultures du cacao, du palmier à huile et du riz. Malgré tout, on relève ici les plus forts rendements du monde. La clé de la réussite : « le management et la recherche », assure le directeur du R.R.I., qui ne compte pas moins de deux cent vingt experts, dont quatre-vingt titulaires d'un doctorat.

Il faut attendre sept ans avant que l'hévéa, mis en terre, ne soit bon à seigner. S'il l'est avec adresse, il peut produire du latex pendant une trentaine d'années. Pour éviter des ruptures de récolte, environ 3 % des superficies cultivées doivent donc être replantées chaque année, ce qui représente, pour la Malaisie, quelque 50 000 mille hectares. Ces contraintes techniques pèsent lourdement sur le compte d'exploitation des petites propriétés. Impossible pour les paysans pauvres d'attendre, les bras ballants, que la nouvelle génération d'arbres à gomme arrive à maturité. Les voilà obligés d'abandonner provisoirement leurs champs.

Cette enquête a été réalisée à PARIS par André Dessot et Jacques Grall, à LONDRES par Serge Marti et à KUALA-LUMPUR par Jacques de Barrin.

pour aller chercher ailleurs, le plus souvent en ville, un complément de revenu.

Aussi, les ingénieurs du R.R.I. sont-ils en train d'étudier les moyens de réduire cette période de maturation. Il ne faudrait alors - s'ils réussissent - au jeune hévéa, élevé pendant deux ans en pépinière, que trois ans en pleine terre pour être livré au couteau du seigneur. Et encore, les petits propriétaires pourraient, selon ces experts, cultiver du soja, par exemple, dans le même champ la première année et éléver de la volaille et des rôtisseurs les deux années suivantes, en attendant que coule le latex.

Les bons seigneurs

L'hévéa a environ 45 centimètres de « tour de taille » lorsqu'il commence à produire. Son tronc est seigné au mieux un jour sur deux, au pis un jour sur quatre ; il est par demi-circonférences - on passe tous les cinq ans de l'une à l'autre - à partir de 2,50 mètres de hauteur jusqu'au sol : l'arbre peut atteindre 20 à 30 mètres. La culllette du latex se fait de très bonne heure le matin : à la fraîche, ce « lait » s'écoule plus aisément.

La sagesse voudrait qu'en février et en mars, pendant l'hivernage, lorsque les hévéas perdent leurs feuilles, on les laisse au repos. d'autant que leur rendement diminue alors de moitié. Mais, dans cette grande plantation, on ne respecte pas cette trêve. « C'est un problème social, dit son directeur. De quoi vivaient nos employés si on les mettait au chômage technique ? »

L'ensemble des opérations, de l'incision du tronc jusqu'à la collecte du latex, dure une matinée. Un bon

seigneur peut arriver à traiter environ cinq cents arbres par jour, soit 1 hectare, si les sujets sont jeunes et si le terrain s'y prête. Les ingénieurs du R.R.I. étudient la possibilité de doubler cette cadence soit en remplaçant les scarifications par des pics, soit en équipant d'une batterie les couteaux à seigner.

Il y a un demi-siècle, le rendement moyen par hectare et par an ne dépassait pas 500 kilos. Aujourd'hui, il est d'environ 1,5 tonne dans les grandes plantations, de 1 tonne dans les petites propriétés. Les ingénieurs du R.R.I., ont réussi, dans les stations expérimentales de Sungai Buloh et de Kota Tinggi, à franchir le cap des 3 tonnes. Ils ne désespèrent pas d'atteindre 4 tonnes, voire davantage avec de nouvelles variétés d'hévéas importées du Brésil en 1981 et grâce à l'utilisation de stimulants chimiques.

Les grandes plantations qui en ont sur place les moyens techniques transforment, d'une des centrifugeuses, le latex brut à 30 % de teneur en caoutchouc en latex concentré à 80 %, dont la Malaisie produit environ 200 000 tonnes par an et qui sert notamment à la fabrication de mousses et de gants. Il est expédié par camions-citernes vers Port-Klang et embarqué, sur des navires porte-conteneurs.

Le procédé le plus traditionnel et le plus long - cinq à sept jours - de traitement du latex brut est sa transformation en feuilles après coagulation, roulage, fumage ou séchage à l'air chaud. Le rapéragé des « grades », en fin d'opérations, repose sur des qualités visuelles tenant aux impuretés et aux couleurs. Environ 80 % de ces feuilles sont produites par les petits propriétaires, qui, premières manipulations faites avec des moyens rudimentaires, les

livrent à l'intermédiaire chinois ou à l'usine d'Etat pour être déshydratées.

Les autorités de Kuala-Lumpur ont introduit, dans les années 60, un procédé de transformation du latex brut en granulé, le Standard Malaysian Rubber (S.M.R.), qui a, sur le précédent, l'avantage d'être plus rapide - les usines peuvent traiter, selon leurs capacités, de 2 à 30 tonnes par jour - et économe en main-d'œuvre (puisqu'il est facile d'automatiser les chaînes de fabrication) et, en fin de compte, d'un moindre coût de production.

Ces « pains » noirs ou dorés répondent à des spécificités techniques très précises ; ils sont livrés avec un certificat d'analyse. Très récemment, une nouvelle qualité de granulé a été lancée sur le marché local, le Standard Malaysian Rubber General Purpose (S.M.R.G.P.), un égrégat de latex brut, de feuilles et de produits secondaires dits de « fond de tasse », récupérés, après coup, dans les godets fixés aux hévéas.

Affaire de goût : si de gros consommateurs de caoutchouc naturel, comme Dunlop et Goodyear, se sont convertis au granulé, d'autres, en revanche, comme Michelin, demeurent envers et contre tous fidèles à la feuille, qui représente encore près de 40 % de la production totale malaisienne. Le souci des responsables de Kuala-Lumpur de simplifier les procédés de transformation du latex brut est quelque peu contrarié par l'obligation qui leur est faite, dans une conjoncture assez mauvaise, de satisfaire leurs clients, surtout lorsque ceux-ci portent un nom prestigieux...

Ces gros clients, pour la plupart fabricants de pneumatiques - Michelin fait venir de Malaisie plus de la moitié de ses approvisionnements en

caoutchouc naturel - signent d'habitude avec les producteurs des contrats d'achats annuels, mensuels, voire au jour le jour, selon leurs besoins et l'évolution des cours.

La technologie d'Alusuisse augmente la charge utile.

Wagons de marchandise Algolia : Une charge utile supplémentaire de 7000 kg de charbon par trajet. Construits en profilés extrudés d'aluminium de grandes dimensions.

Engineering et Conseil : Alusuisse France SA, Route de Tonnarre F-89600 St-Florentin, Tel. 86/35 06 11, Tx. 800 398.

SUR LA PISTE DU CAOUTCHOUC

Le premier accord de stabilisation victime de son succès

MALGRÉ le ralentissement général de la demande en caoutchouc naturel, les cours qui avaient vivement baissé en 1981 ont pu être stabilisés en 1982. C'est un succès à mettre à l'actif de l'Accord de stabilisation des prix du caoutchouc naturel (INRO en anglais) qui a été signé en 1979 entre les principaux pays producteurs et consommateurs sous l'égide de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Il s'agit du premier accord du genre qui fonctionne aujourd'hui. Les pays producteurs et consommateurs se partagent à égalité le financement d'un stock régulateur dont la capacité d'absorption normale est fixée à 400 000 tonnes, et auquel s'ajoute un stock dit d'urgence de 150 000 tonnes, à créer si les circonstances l'imposent.

L'objectif de l'accord est de maintenir le prix du caoutchouc naturel à l'intérieur d'une fourchette : si le prix est au-dessous, la direction du stock doit obligatoirement vendre ; si il est au-dessus, il doit obligatoirement acheter. Mais il peut aussi acheter, à un prix intermédiaire, pour intervenir assez tôt sur le marché avant que les cours ne chutent.

C'est ce qui s'est produit depuis novembre 1981. Toutefois, devant l'évolution défavorable des cours, le Conseil international du caoutchouc naturel a décidé de réviser le stock de 150 000 tonnes en baisse, le 8 mai 1982, cette fourchette de prix (de 1 %). Au total, l'an dernier, le directeur du stock avait acheté 270 000 tonnes environ. Le chiffre exact est gardé secret pendant deux mois après la date des opérations, afin que celles-ci

n'influent pas sur les marchés en cours. Aujourd'hui, on commence à s'inquiéter du succès de l'accord. En novembre 1982, déjà, le Conseil international recommandait au directeur du stock de ne plus intervenir automatiquement au niveau du prix supérieur d'intervention, mais à un niveau intermédiaire entre ce prix et le prix d'achat obligatoire, cela afin de ménager les réserves financières du fonds. C'est que les pays consommateurs craignent de devoir compléter le financement obligatoire au cas où l'INRO serait amené à acheter des quantités supplémentaires, et à atteindre ainsi les plafonds en volume prévus par l'accord. De leur côté, certains pays producteurs estiment que l'accord n'a pas réussi à faire remonter les cours, notamment pour les petites plantations familiales. Et des voix s'élèvent pour réclamer des limitations de production, ce qui impliquerait des quotas d'exportation, contrairement à l'accord.

Si la conjoncture continue à être défavorable, dans l'automobile notamment, on peut craindre pour la pérennité de l'accord, dans sa forme actuelle du moins. Toutefois, d'après les statistiques de l'analyste londonien *Landell Mills Commodities*, la consommation en 1983 de caoutchouc naturel devrait être supérieure à la production (avec respectivement 3 850 000 tonnes et 3 795 000 tonnes). Cette estimation est plausible du fait de la stagnation de la production et d'un début de reprise de l'industrie automobile aux États-Unis. Dès lors, les stocks de l'INRO pourraient se dégonfler.

J. G.

De l'Amazonie à l'Extrême-Orient

(Suite de la page 21.)

Un obstacle économique mais aussi politique empêche en fait de compter sur eux.

L'Afrique est marquée par un double phénomène : celui du recul de la production, dû essentiellement à l'instabilité propre à certains pays (Nigéria et Zaïre), mais aussi celui du développement de l'hévéaculture dans d'autres pays, et en tout premier lieu la Côte-d'Ivoire. Si la production totale de caoutchouc naturel africain peut passer de 170 000 tonnes à 300 000 au 400 000 tonnes d'ici vingt ans, la Côte-d'Ivoire, partie de peu il y a vingt-cinq ans, atteindra à elle seule les 200 000 tonnes en l'an 2000 et deviendra le premier producteur africain devant le Libéria, où pourtant les surfaces plantées sont deux fois plus importantes.

C'est que finalement la solution au problème posé réside dans les gains de productivité. Nécessaires sur le plan économique pour assurer un revenu aux planteurs tout en permettant une diminution relative des coûts d'approvisionnement pour les utilisateurs, ces gains de productivité sont encore plus appréciables si l'on considère la faiblesse des rendements actuels de la majorité des plantations villageoises, qui donnent entre 400 kilos et 500 kilos par hectare.

Sur un total de 7 millions d'hectares, ces plantations villageoises représentent 75 % des terres et seulement 60 % de la production. Mais les rendements des plantations industrielles peuvent eux aussi être améliorés, car, si on se livre à un calcul de moyennes, on s'aperçoit qu'elles ne produisent en fait que 1 000 kilos par hectare.

Si le matériel génétique est disponible, se pose en réalité la question de l'encadrement technique, inexistant dans de nombreux endroits pour les plantations villageoises. Leur extension est encore difficile, car, bien que la culture de l'hévéa, dit-on, soit rentable, l'investissement nécessaire à de nouvelles plantations est le plus souvent hors de portée.

Du côté des cultures industrielles, la tendance est au désinvestissement pour des raisons sociologiques, mais économiques aussi : les coûts d'infrastructure des grandes plantations sont considérables. Firestone, qui contrôlait le Libéria, cherche à céder aujourd'hui ses plantations de 40 000 hectares. L'exemple de Michelin est intéressant : après avoir perdu les terres d'Indonésie, le fabricant français n'a jamais recherché l'intégration et la sécurité d'approvisionnement par la culture de domaines énormes, mais a souhaité, avec de petites plantations, avoir les outils de référence qui lui permettaient de connaître les conditions qu'il pouvait imposer à ses fournisseurs. Une fois encore l'exemple de la Côte-d'Ivoire, pays dans lequel

l'école française du caoutchouc, représentée par l'IRCA (Institut de recherche du caoutchouc), a retrouvé les conditions de son succès et de sa notoriété d'autrefois en Indonésie, mérite donc d'être cité. Dans ce pays, Michelin assure son appui technique à une plantation de 13 500 hectares, plantation qui appartient au gouvernement indonésien.

Finalement, c'est vers une solution mixte que vont les préférences de l'IRCA, notamment, qui permet aux plantations villageoises de progresser en synergie avec des blocs industriels, à condition que ceux-ci jouent le jeu du développement commun. De là à savoir si la production de caoutchouc naturel peut doubler en vingt ans, rendez-vous en l'an 2000.

JACQUES GRALL.

A LIRE

Le Caoutchouc, par Jean Le Bras. PUF, coll. « Que sais-je ? », n° 136, 1969, 20 F.

Caoutchoucs et plastiques, revue mensuelle éditée par la Société d'expansion technique et économique, 5, rue Jules-Lefebvre, 75009 Paris.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

SOUS-DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

A.P. / N° 5.621.4.031.00.09

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 7/83 « SDMC »

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de l'acquisition de :
— 6 microscopes d'enseignement avec 4 bras,
— 50 microscopes binoculaires avec tables photos — destinés au bâtiment d'enseignement de C.H.U. de Beni-Messous.

Les cahiers des charges peuvent être retirés au siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche scientifique — Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement universitaire, sis, 1 rue Bachir Attar, place du 1^{er} Mai (Alg.).

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires, devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter, en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, la mention suivante et d'une façon très apparente : « A.O. N° 7/83 « SDMC », fourniture de microscopes destinés au bâtiment d'enseignement du C.H.U. de Beni-Messous soumission à ne pas ouvrir ».

Toutes les offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par la circulaire n° 21/D.G.C.I./D.M.P. du Ministère du Commerce.

La date limite de réception des Offres est fixée à 45 jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date de clôture du présent avis.

Changement de propriétaire

C'EST « cher Henry » Ridley avait eu du nez ! Directeur des Jardins des colonies des détroits à Singapour autour des années 1890, il avait eu tout loisir de constater que l'hévéa brésilien s'acclimatait fort bien sur place. Cet homme de science dut, pourtant, en prendre, semences en poche, une longue croisière solitaire avant de se faire entendre des planteurs locaux. Il fallut, pour convaincre définitivement ces entités, que les cours du café et du sucre s'effondrèrent, que John Dunlop inventa le pneu de bicyclette et que Henry Ford monta des automobiles. Au début du siècle, la Malaisie se lança dans la culture de l'hévéa à grande échelle : Rubber Ridley, comme on l'appela alors, avait gagné son pari.

De guerres en crises, la Malaisie s'enferra pour le caoutchouc naturel jusqu'à en devenir, au début des années 60, le premier producteur mondial devant l'Indonésie. Les sociétés britanniques menèrent le jeu : dans les années 50, les grandes plantations (« big estates ») contrôlaient environ les deux tiers de la production locale, les petites propriétés (« small holdings ») représentant le tiers restant. Les uns s'étendaient sur des milliers d'hectares, les autres ne dépassaient pas 40 hectares.

Plusieurs événements obligèrent ensuite les groupes étrangers à modifier leur stratégie, à ralentir leurs investissements : la guerre comme le début d'urgence, les menaces de l'Indonésie et sa politique de « confrontation ». On cessa de distribuer des concessions ; pour gagner du terrain, les grandes plantations défrichèrent leurs réserves de jungle et achetèrent, ici ou là, des parcelles. Le calme revenu, la Malaisie indépendante, le gouvernement de Kuala Lumpur décida, en 1971, une « nouvelle politique économique » (NEP), qui visait à « rendre le pays maître de ses ressources naturelles ».

Même si les colons britanniques ont été bannis, il y a encore, dans ce monde clos des grandes plantations, une ambiance à la Somerset Maugham : Jedis recrutés dans les îles voisines, les Tamouls formant le gros de la main-d'œuvre. Tout leur est fourni sur place : logement, eau,

outils de travail, lopin de terre. Et, mieux encore : garderie d'enfants, école primaire, dispensaire, terrain de sports, boutiques, temple, etc... cimetière. « Certains chefs de famille n'ont jamais été en ville », raconte ce directeur de plantation qui est, parfois, appelé à rendre la justice. Sa femme, quant à elle, tente de résister, dans sa villa de maître, aux maudissements de la solitude, au milieu de cet « enfer vert » peuplé de bons génies et de mauvais esprits...

Cet univers-là est en train de s'effondrer. Les « big estates » ont de plus en plus de mal à recourir du personnel. Comme partout ailleurs, les usines leur font concurrence. Un bon « seigneur » peut arriver à gagner, primes de rendement comprises, environ 11 ringgits (37 francs) par jour mais, dans le bâtiment, le salaire quotidien d'un ouvrier non qualifié est de l'ordre de 15 ringgits (50 francs) sans avantages en nature. Aussi, l'âge moyen des « seigneurs » s'élève, et le métier se féminise. Pourtant, les travailleurs des plantations sont mieux défendus que quiconque en Malaisie. Leur syndicat, la National Union Plantations Workers, discute d'égal à égal avec la Malaysian Planters Association (Mapa) les termes d'une sorte de convention collective triennale.

Le Chinois d'à côté

Les petits propriétaires, la plupart d'ethnie malaise, qui sont environ quatre cent mille à se partager 1 227 000 hectares — soit en moyenne quelque 3 hectares par famille — subissent, eux aussi, les rigueurs du temps. Installés sur leurs terres depuis au moins deux générations, ils voient, aujourd'hui, leurs enfants s'en aller en ville chercher un emploi. Plus grave encore : les lois sur l'héritage contribuent au morcellement des exploitations, dont, selon des experts, 70 % ne sont mainte-

nant plus rentables — le rapport de 1 hectare d'hévéa varie entre 1 500 et 2 000 ringgits (500 à 700 francs) par an — même si les intéressés font des efforts pour diversifier leur production au profit de cultures plus lucratives, comme paraissent l'être le palmier à huile.

L'interlocuteur familier de ces petits propriétaires était « le Chinois d'à côté » auquel ils vendaient leur latex brut ou coagulé sous forme de feuilles non sèches, chargées à la fois de les « fumer ». Souvent, ces paysans s'étaient endettés auprès de ce Chinois, qui se remboursait sur la récolte à venir, s'échappant à son pied. La convention malaisienne s'est donc inquiétée de leur venir en aide, des districts des griffes d'intermédiaires parois peu scrupuleux.

Le Rubber Industry Smallholders Development Authority (RISDA), qui a pour mission première d'accorder un soutien technique et des facilités financières aux petits propriétaires, s'en est adjoint une autre, celle de leur acheter leurs feuilles de latex et de les « fumer ». La Corporation pour le développement du caoutchouc malaisien (MAROC), quant à elle, se charge de ramasser le latex brut et de le transformer en granulé (S.M.R.), dont ses usines sont le plus gros producteur.

J. de B.

Les ambitions de la Malaisie

nomique en général et de l'état du marché des véhicules utilitaires en particulier. Restent les imprévus politiques : ainsi, début avril, l'offensive vietnamienne le long de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, non loin des grandes plantations d'hévéas, a-t-elle provoqué une flambée des prix sans lendemain, liée au subit gonflement des stocks.

Mélanésie, le malais pas de caoutchouc naturel est un marché moins spéculatif que ceux de matières premières comestibles comme le sucre, le café, le cacao. L'an dernier, la moyenne des prix a été située autour de 2,20 ringgits (1 dollar) le kilo ; il y a, entre la feuille et le granulé, quelques cents de différence seulement. Aujourd'hui, la conjoncture est maussade : « Nous ne voyons pas de reprise avant la fin de l'année », disent des négociants.

Mais d'aucuns annoncent une pénurie de caoutchouc naturel autour des années 90. Le gouvernement malaisien s'efforce donc, sous couvert d'incitations financières, de remonter le moral des producteurs locaux qui seraient tentés de chercher ailleurs leur salut.

Le caoutchouc naturel ne représentait plus que 10,28 % de la valeur totale des exportations malaisiennes en 1982, au lieu de 38 % en 1964. Sur chaque kilogramme vendu à l'étranger, le gouvernement de Kuala-Lumpur prélève aujourd'hui 3,7 cents pour alimenter un fonds de recherche et 9 cents pour financer le renouvellement des plantations. Ces sommes, ajustées aux cours en vigueur, sont gérées par le Comité de développement et de recherche du caoutchouc malaisien, dont dépendent notamment les onze « bu-

reaux » qui en sont les « vizirats » à travers le monde.

L'ambition de la Malaisie est de pouvoir traiter sur place une part honorable de cette matière première brute qu'elle exportait partout dans le monde — environ un quart de sa production va vers les pays de la Communauté économique européenne (C.E.E.). Les deux cent seize usines locales, dont celle de la firme française Hutchinson, n'en ont absorbé que 65 000 tonnes. Dunlop, Goodyear, IRI International en transfèrent sur place le plus gros en pneumatiques. Michelin, pour sa part, aurait récemment rejeté une invitation qui lui aurait été faite de suivre leur exemple. La Malaisie compte bien tenir, un jour, les deux bouts de la chaîne.

JACQUES DE BARRIN.

Ancien ministre et roi de la gomme

DE la jungle du Negri Sembilan où, dès l'âge de sept ans, il cultivait alors, à son père, qui cultivait alors, pour son propre compte, 1 hectare d'hévéas, jusqu'au vingt et unième étage de cette tour de Kuala-Lumpur, d'où il brasse des affaires dont le caoutchouc n'est plus le moindre des « matières premières », la route a été longue et dure, pour Ghafor Baba, cinquante-huit ans, aujourd'hui au faite du pouvoir et des honneurs.

« Les jours de congé, je travaillais à la plantation ; il n'y avait pas de chemin pour y aller ; il fallait couper à travers la forêt, se rappeler-t-il. Je marchais pieds nus ; je n'avais pas de bicyclette. Je devais transporter les saux de latex à bout de bras pendant des kilomètres ».

Orphelin de père et de mère à dix ans, Ghafor Baba, pour quelques cents, touchait aux petits métiers dans la sorte des classes : caddy sur les terrains de golf, ramasseur de balles sur les courts de tennis, vendeur de glaces, etc. Nommé, en 1939, instituteur à Malacca, il milite dans les rangs de l'Association de la jeunesse malaisienne, discutée par la suite par l'occupant japonais. Il retourne, après guerre, son poste d'enseignant et adhère au Parti nationaliste malais, supprimé en 1948 par les autorités britanniques en raison de l'état d'urgence.

Lorsque, en 1951, le prince Abdul Rahman, le père de l'indépendance, pour lequel il nourrit une vive admiration, s'insérait à l'United Malays National Organisation (UMNO), Ghafor lui emboîte la pas. A trente ans, il est élu député de Malacca, mandat qu'il n'a jamais cessé d'exercer depuis lors, battant ainsi le record de longévité parlementaire. Il ne s'arrête pas en si bon chemin. De 1959 à 1967, il est le chef ministre de l'État de Malacca, puis, de 1968 à 1976, ministre des

terres et des mines, ensuite du développement national. Secrétaire général du Front national depuis sept ans, et vice-président de l'UMNO, le parti dominant de la coalition gouvernementale, depuis vingt-deux ans, ce Bumiputra — ce « Fils de la Terre » — avoue : « Je n'ai jamais été battu ».

Pour l'heure, Ghafor Baba fait des affaires. « Je me suis lancé dans le business dès que j'ai quitté le gouvernement, explique-t-il : j'avais une famille de dix enfants à nourrir ». Goodyield Plaza, qui le prend à son service, et Pegi Malaysia, sa filiale, sont aujourd'hui sous son contrôle. Lorsque, en septembre 1981, Multi-Purpose Holdings, bras séculier de la toute-puissante Malaysian Chinese Association (M.C.A.), se porte acquéreur de 51 % du capital qui possédait la firme britannique Dunlop Holdings dans la société des plantations Dunlop, une « joint venture ». — Pegi Multi-Purpose Holdings — est aussitôt créée pour les besoins de la cause, dont ce représentant de l'ethnie malaise se voit confier la présidence. Le voilà alors à la tête d'une « propriété » de quelque 30 000 hectares d'hévéas.

Ghafor fait encore parler de lui en avril dernier, lorsque Pegi Malaysia porta à 28,1 % sa participation dans le capital de Dunlop Holdings et en devient ainsi le principal actionnaire. Cet homme d'affaires avisé, qui possède l'Usun Malaysia, le premier quotidien de langue malaise, et qui a créé, avec ses cinq fils, une société familiale G et G, n'est pas à court de projets. Il envisage de racheter à Multi-Purpose Holdings la part de l'écrit qui, selon les directives gouvernementales, doit, revêtu, être présenté à la préparation d'une entrée sur la scène politique ? Aurait-il donc pris goût au pouvoir ? Cet homme combi n'exclut pas de revenir au gouvernement « si la situation l'exige ».

J. de B.

SUR LA PISTE DU CAOUTCHOUC

LONDRES : un marché en proie à la concurrence

DEPUIS le début de cette année, les cours des principales matières premières industrielles, centralisées pour la plupart, dans la capitale britannique, ont fortement progressé. Ce mouvement, déjà perceptible à la fin de 1982 dans la perspective, surtout, d'une reprise économique mondiale, a été particulièrement bénéfique à des produits tels que le caoutchouc naturel.

Cotée à environ 550 livres sterling par tonne sur le marché à terme londonien au début janvier, la feuille fumée numéro un (Ribbed smoked sheet number one), plus communément appelée R.S.S. n° 1, - longtemps admise comme étalon sur le marché mondial du caoutchouc - a atteint jusqu'à 856 livres le 31 mars dernier, effectuant ainsi un bond de 55 % en trois mois, avant de faire progressivement marche arrière pour s'établir aux environs de 750 livres à la fin mai.

La brusque flambée des cours, alors qu'ils étaient encore en janvier à leurs plus bas niveaux depuis l'amorce de la chute des prix du caoutchouc naturel, en 1981, n'a d'ailleurs pas manqué d'intriguer la communauté financière britannique.

« La récente progression des cours du caoutchouc naturel s'explique essentiellement par les opérations de restockage auxquelles procèdent les usines consommatrices et par les conditions climatiques qui ont affecté certains pays producteurs tels que Sri-Lanka », explique M. Belt, l'un des spécialistes de Rouse Woodstock Ltd, un des principaux courtiers du London Commodity Exchange, la Bourse de commerce londonienne.

« Cette hausse a un côté un peu artificiel car elle reflète en partie la faiblesse de la livre sterling par rapport à la fermeté du dollar, auquel sont directement liées les monnaies de Malaisie, principal pays fournisseur puisqu'il représente lui seul plus de 40 % de la production mondiale et de Singapour », ajoute-t-il.

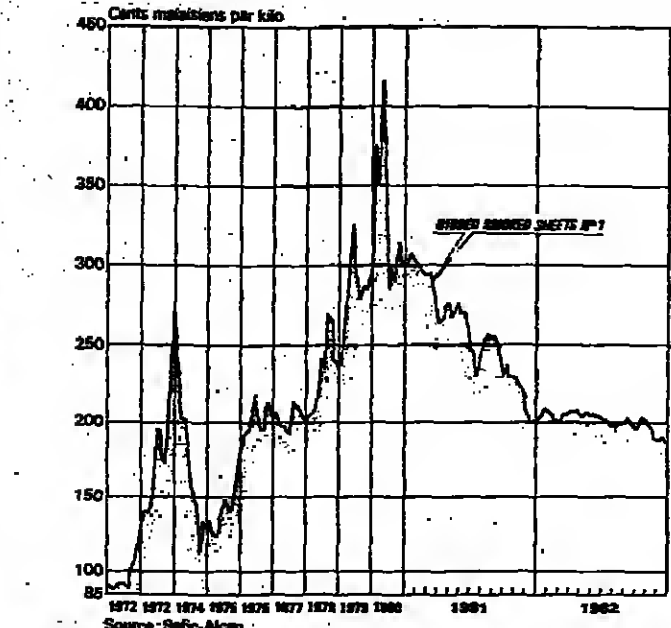
M. Belt estime que, après un léger palier, les cours devraient remonter au second semestre 1983 en raison des besoins de l'industrie, notamment automobile et pneumatique, mais à des degrés divers selon les catégories de caoutchouc concernées : par exemple, le T.S.R. 20 (Technically specified rubber n° 20), très utilisé dans l'industrie du pneumatique, n'est pas coté à Londres où l'on traite seulement le R.S.S. n° 1.

La courbe des stocks

Cette opinion est confortée par Landell Mills Commodities Studies qui constate une régression plus marquée des cours du caoutchouc sur les catégories destinées à l'industrie (le Standard Malaysian Rubber - S.M.R. 20 - notamment) alors que le mouvement est plus atténué sur les feuilles fumées (1). Aux Etats-Unis et au Japon, la consommation s'est améliorée au cours des derniers mois de 1982 (en dépit de la baisse de 2,8 % constatée outre-Atlantique pour l'ensemble de l'année dernière et d'une consommation stable au Japon). Durant le premier trimestre 1983, la nécessité de reconstruire les stocks de pneumatiques tombés à des niveaux très bas aux Etats-Unis et le récent coup d'arrêt porté à la baisse régulière de la production automobile japonaise constatée depuis dix-huit mois, ont constitué un stimulant pour le marché mondial du caoutchouc. D'après, constate cet organisme. D'plus, ajoute-t-il, les stocks de caoutchouc naturel au Japon, qui avaient pratiquement été réduits de moitié durant le second semestre 1982, essentiellement en raison de la spéculation sur les monnaies, ont atteint à présent un niveau d'où ils ne peuvent que progresser. Par contre, la consommation continue à stagner en Europe.

Pour les professionnels du marché londonien, suivre au plus près la courbe des stocks dans les pays consommateurs en même temps que les perspectives de production industrielle est une véritable idée fixe et pour comprendre cet impératif, il suffit de savoir que l'industrie du pneumatique, essentiellement tournée vers le T.S.R. 20, consomme à elle seule 70 % du caoutchouc naturel produit dans le monde entier.

Au vu des dernières statistiques les plus fiables, celles de l'International Rubber Study Group dont le siège est à Londres et qui publie



régulièrement un bulletin très documenté servant de base de référence à toute la profession, le Rubber Statistics Bulletin, la production mondiale de caoutchouc naturel a progressé de 1,3 % en 1982, passant à 3,73 millions de tonnes contre 3,68 millions l'année précédente tandis que la consommation - baissée dans d'égales proportions pour revenir de 3,70 millions à 3,65 millions de tonnes. Il s'est dégagé ainsi un excédent de 80 000 tonnes, tandis que le stock final passait de 1,61 million à 1,70 million de tonnes.

A titre de comparaison, la production de caoutchouc synthétique a, en 1982, représenté 7,30 millions de

tonnes seulement, soit une baisse de 7,8 % sur l'année précédente (8,46 millions). La consommation mondiale, elle, régressait de 9,3 % pour s'établir à 7,65 millions de tonnes (contre 8,44 millions en 1981), les stocks étant réduits de 30 000 tonnes pour s'établir à 2,03 millions de tonnes.

Une trentaine de qualités

Les incertitudes de la conjoncture internationale - outre les interrogations que suscite l'évolution future du prix du pétrole - ont un peu freiné les initiatives et la place de Londres en ressort les effets avec un volume d'affaires tombé à cent quatre-vingt ou deux cents lots cer-

tains jours au mois de mai sur le London Rubber Terminal Market alors que plus de mille lots étaient négociés quotidiennement sur ce marché aux plus beaux jours du mois de janvier dernier. Londres commence à craindre une désaffection de ses investisseurs.

Longtemps considérée comme la première place mondiale de négociation du caoutchouc à terme, la capitale britannique se heurte à présent à un double obstacle : le fait d'avoir axé toute son activité sur un monoproduit (le R.S.S. n° 1, alors que la plupart des consommateurs de caoutchouc naturel utilisent le T.S.R. 20 ou le S.M.R. 20 au détriment des feuilles fumées, seules cotées dans la City) et la concurrence de plus en plus vive des autres marchés à terme existants alors même que de nouvelles places pourraient bientôt voir le jour.

« Le R.S.S. (la feuille fumée) n'est plus adapté aux besoins du monde industriel, alors que celui-ci peut disposer d'une trentaine de qualités différentes de caoutchouc naturel », admet M. Christian de Saint-Hilaire, président de Hecht, Heyworth and Alcan Ltd (filiale de Sefic-Alcan, à présent détentée à 80 % par le groupe Agnelli-Fiat), le plus important vendeur de caoutchouc naturel à partir de Londres, grâce à un réseau implanté dans cinquante-quatre pays. « Les caractéristiques des feuilles fumées remontent à 1920, alors que les spécifications des autres catégories, beaucoup plus modernes, ont été définies en 1965 », fait-il valoir, ajoutant que sur les 3,7 millions de tonnes produites dans le monde en 1982, près de la moitié (environ 1,5 million) sont constituées par les seules qualités T.S.R.

« Le succès des marchés à terme de Kôbe et de Tokyo est là pour prouver la nécessité de définir d'autres standards. Une grande activité s'est en effet développée sur ces marchés japonais où, seuls, les négociants et les spéculateurs locaux peuvent intervenir. Les qualités traitées y sont donc toutes inférieures à celles qui sont négociées sur le marché à terme de Londres mais elles sont aussi moins sensibles aux fluctuations, étant donné qu'elles sont destinées uniquement au marché automobile domestique, le circuit fonctionnant en vase clos... »

« A l'inverse, constate M. de Saint-Hilaire, les deux marchés à terme de caoutchouc qui avaient été créés aux Etats-Unis, il y a quelques années, ont rapidement périclité en raison du nombre insuffisant de spéculateurs attirés par cette activité, alors que les marchés à terme de produits financiers connaissent un succès croissant au détriment des matières premières. D'autre part, les grands fabricants de pneumatiques n'interviennent pas sur ces marchés à terme (Goodyear dispose de ses propres exploitations de caoutchouc naturel en Asie du Sud-Est) et ces marchés ont dû fermer leurs portes... »

Face à Singapour et, surtout, à la Malaisie, Londres peut encore rivaliser en raison des importantes ramifications financières qui transigent par la capitale britannique, mais celle-ci devra faire preuve d'imaginaire pour offrir de nouveaux contrats aux intermédiaires internationaux si elle veut durer le pion aux pays producteurs mis par le désir légitime de créer un marché spécifique à l'endroit même où se trouve la richesse naturelle : sur leur propre sol.

SERGE MARTI.

(1) Les quelques trente différentes catégories de caoutchouc sont réparties en deux groupes : les feuilles fumées (ribbed smoked sheet) classées de 1 à 5 par ordre de qualité décroissante et les caoutchoucs spéciaux (T.S.R. et S.M.R.) en granulés compressés dans des balles de 33 kilos.

KUALA-LUMPUR : après les chuchotements, la criée

LE gouvernement de Kuala Lumpur en faisait presque une question d'honneur : premier producteur mondial de caoutchouc, la Malaisie se devait d'avoir, à l'égai de Londres, sa Bourse à la criée. M. Paul Leong, ministre des industries primaires, vient donc d'annoncer qu'à compter du 8 mars 1984, après une période transitoire de six mois, le marché du « papier » serait complètement séparé du marché « physique », que les opérations spéculatives seraient ainsi transférées du Malaysian Rubber Exchange (M.R.E.) à Kuala Lumpur Commodity Exchange (K.L.C.E.).

Cette Bourse ne traitait, depuis sa création en octobre 1980, que l'huile de palme (environ 40 % de la production locale en 1982, au lieu de 29 % l'année précédente). L'objectif gouvernemental est d'étendre progressivement ses activités à toutes les autres matières premières dont la Malaisie est le premier fournisseur mondial : étain, poivre, contreplaqué. Au départ, une seule qualité de caoutchouc - la feuille fumée n° 1 (R.S.S. 1), qui représente 37 % de la production locale - se négociera au K.L.C.E. Le granulé (S.M.R.) sera introduit ultérieurement sur ce marché.

Jusqu'à maintenant, les transactions s'opéraient par l'intermédiaire de sept courtiers qui travaillaient, téléphone en main, indépendamment les uns des autres. Le remplacement de ces « chuchotements » (whispering system) par une criée devrait donner davantage de transparence au marché du caoutchouc et attirer au K.L.C.E. des sociétés internationales, prêtes notamment à jouer des écarts de change sur les Bourses de Kuala Lumpur et de Londres.

Le K.L.C.E. aura du mal à rivaliser le leadership aux Bourses de Londres et de Singapour. Cette dernière, qui continuera de fonctionner selon le whispering system, dispose, pour défendre ses positions, d'un personnel hautement qualifié et d'excellentes infrastructures de télécommunications, ce que le gouvernement malaisien ne peut encore mettre au service de ses ambitions. Ces obstacles n'ont pas sa détermination de relever le défi de cette ville-Etat voisine qui, sur son minuscule territoire, ne cultive pas un seul bœuf et entend, néanmoins, faire un peu la loi sur le marché du caoutchouc...

J. de B.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
LABORATOIRE D'ÉTUDES MARITIMES
1, AVENUE DE L'INDÉPENDANCE - ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Le laboratoire d'Études Maritimes lance un avis d'Appel d'Offres national et international en vue de l'acquisition d'un important matériel destiné aux mesures et à la saisie de données hydrographiques comprenant :

- LOT N° 1 : un système de contrôle et d'analyse de mesures.
- LOT N° 2 : un équipement pour levés bathymétriques.
- LOT N° 3 : des sous-ensembles et pièces de rechange pour système de radio-positionnement écho-sondeur et chaîne de système réflexion continue.

Le présent Appel d'Offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le Commerce extérieur.

Les fournisseurs intéressés par le présent Appel d'Offres, globalement, par lots ou parties de lot énumérés ci-dessus, pourront retirer le cahier des charges auprès du Laboratoire d'Études Maritimes à l'adresse ci-dessus mentionnée.

Les offres, accompagnées des pièces administratives et fiscales requises par la réglementation en vigueur, devront parvenir sous double enveloppe :

la première renfermant la proposition,

la seconde anonyme portant la mention :

« APPEL D'OFFRES
ÉQUIPEMENT DU LABORATOIRE D'ÉTUDES MARITIMES
NE PAS OUVRIR ».

La date limite des offres est fixée à quarante-cinq (45) jours à compter de la parution du présent avis dans la presse nationale.

Les fournisseurs resteront engagés par leurs offres pour une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de clôture du présent Appel d'Offres.

LE PREMIER OUTIL POUR COMPRENDRE
LE NOUVEAU DROIT SOCIAL.

Celui qui vit le droit social chaque jour sur le terrain ou besoin d'une information complète, claire. Le module audio-visuel de Social Formation (320 diapositives regroupées en 21 séquences) répond à leur attente : constamment mis à jour, allant à l'essentiel, très concret, cet outil pédagogique nouveau permet d'aborder sans complexité le dialogue social actuel.

Renseignements :

SOCIAL FORMATION

21, rue Jeunehomme, 51100 Reims. Tél. (026) 09.22.82

POUR PRÉPARER UNE CARRIÈRE DANS LES BANQUES
LES ASSURANCES ET AUTRES ENTREPRISES FINANCIÈRES

D.E.S.S. Banques et Finances
(Action commerciale dans les professions financières)
(UNIVERSITÉ DE PARIS-X)

A la suite d'études en sciences économiques ou en gestion des entreprises (métrique...), vous souhaitez acquies en un an une spécialisation professionnelle dans un domaine exigeant à la fois de solides connaissances et le goût du contact.

Le diplôme d'études supérieures spécialisées de banques et finances est une filière de troisième cycle. Il comporte un stage de dix semaines et un enseignement de trois cent cinquante heures assuré par des praticiens de haut niveau et des professeurs d'université. Il prépare à des fonctions commerciales dans la banque, l'assurance et les autres réseaux de collecte de l'épargne.

Cours d'octobre à juin. Admission sur dépôt d'un mémoire.

Renseignements détaillés sur demande :

U.E.R. de sciences économiques, 200, av. de la République
92001 NANTERRE CEDEX

Tél. : 725-92-34 (poste 895) de 9 heures à 12 heures.

Inscriptions closes le 16 septembre 1983.

L'OR VERT AUX U.S.A

UN PLACEMENT FORESTIER PAS COMME LES AUTRES
PRESENTANT LES AVANTAGES SUIVANTS :

- La sécurité de l'investissement dans un pays riche et puissant à l'abri des aléas politiques.
- Des forêts sélectionnées offrant d'intéressantes perspectives de plus-values.
- Une organisation internationale spécialisée qui assure la gestion du Patrimoine Forestier.
- Un placement accessible à partir de 10 000 US dollars.

Pour obtenir notre brochure retourner le coupon réponse ci-joint à

FOREST S.A. - 24
47 rue de la République
1206 GENEVE SUISSE

NOM _____
PRENOM _____
TEL. _____

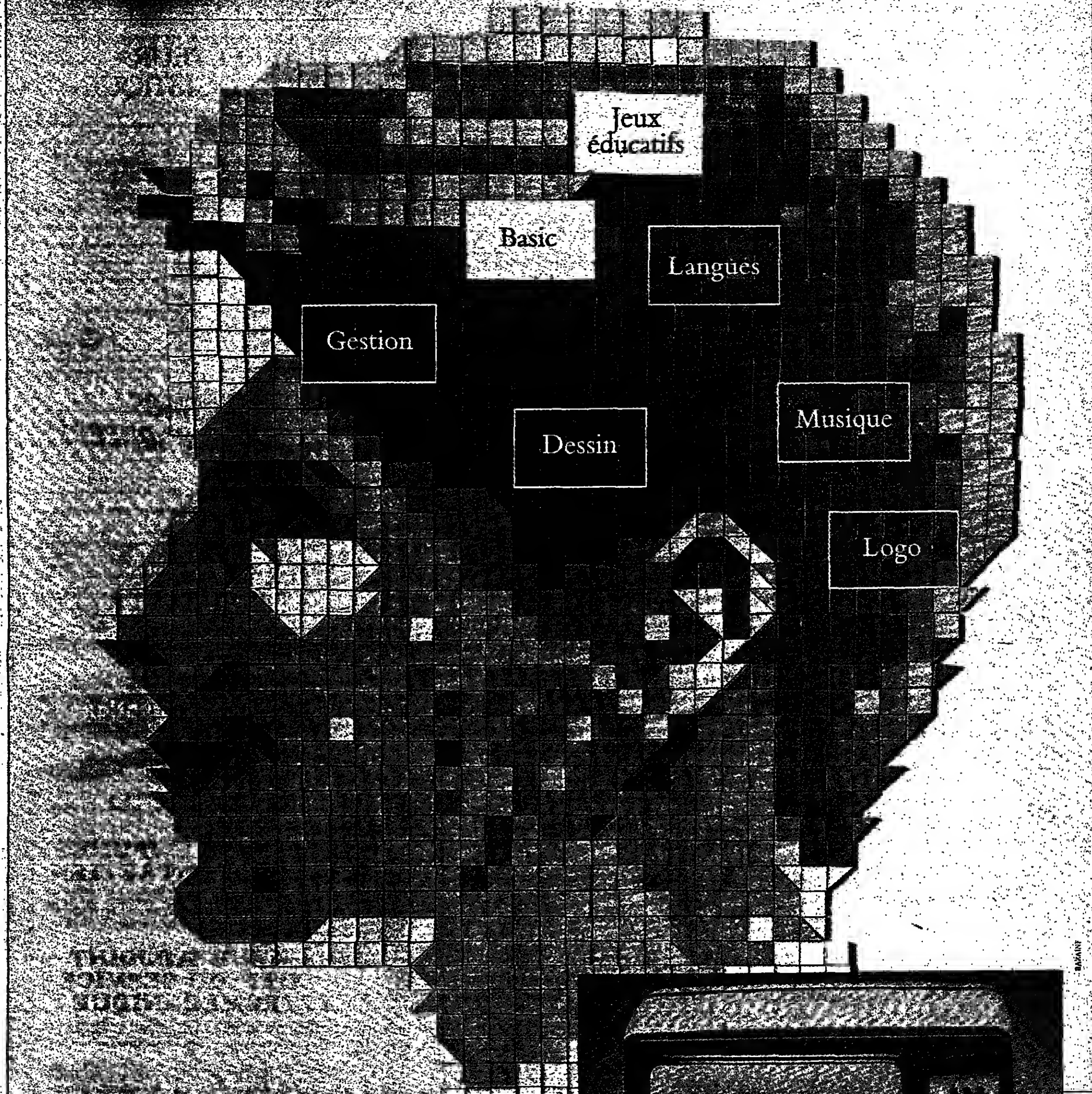
ADRESSE _____
DOCUMENTATION ☐ ANG. ☐ FRAN. ☐

**EXPRESSION
ORALE
&
MAÎTRISE
DE SOI**

documentation sans engagement
COURS LE FÉAL
387 25 00
30, rue des Dames Paris 77

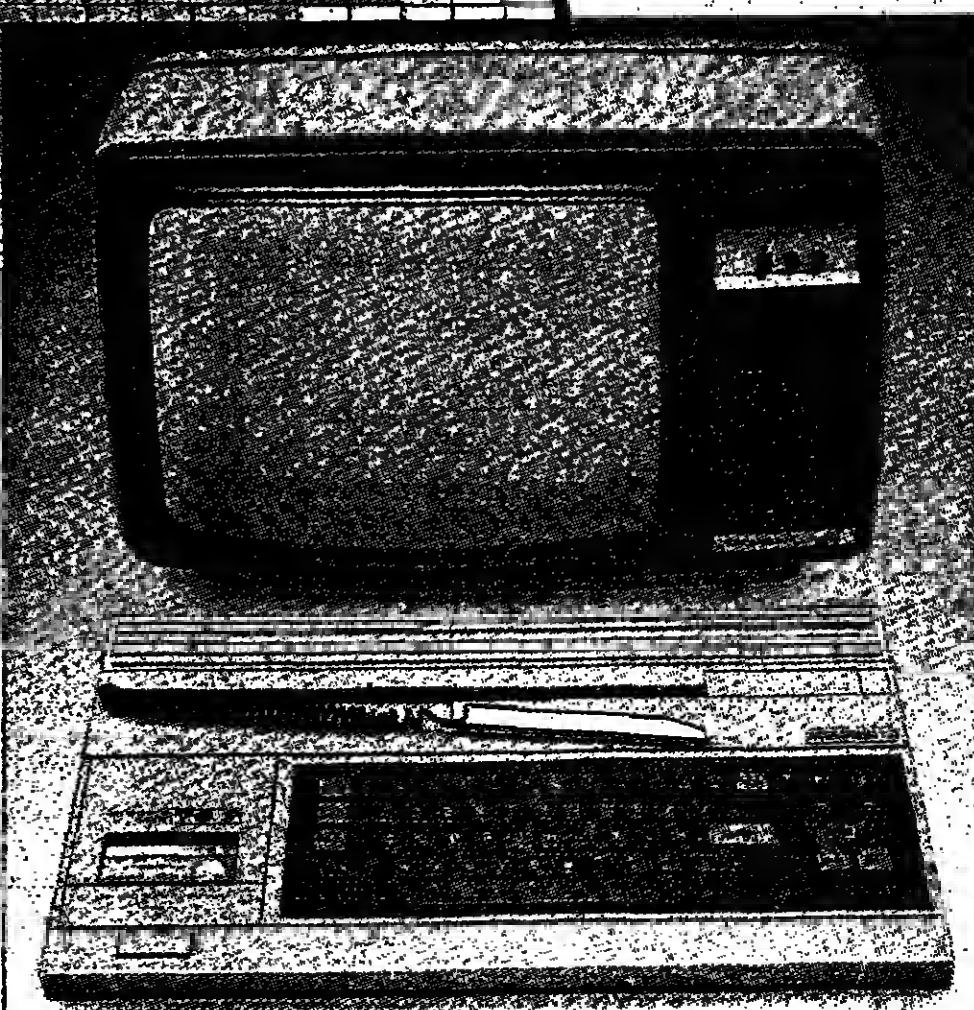
هذا من الامتحان

UN T07 DE THOMSON REMPLIT DES CASES VIDES.



Un T07 de Thomson va remplir des cases encore vides. Des cases qui ne demandent qu'à être remplies. L'anglais, l'allemand, le français, le basic, les maths... Le T07 de Thomson est, avec ses programmes développés par Nathan, le professeur idéal, patient et universel. Conçu et fabriqué en France par Thomson, le T07 bénéficie d'une technologie de pointe parfaitement maîtrisée. Plusieurs atouts sans précédents sur un micro-ordinateur : le "crayon optique" intégré au T07 permet de dessiner et de créer directement sur l'écran TV. Le basic du T07 est remarquable, simple, tolérant et complet. Il permet de programmer soi-même le crayon optique. Le T07 possède un éditeur plein écran, un graphisme haute résolution, un synthétiseur musical... Le T07 est l'ordinateur de toute la famille. Tour à tour précepteur ou compagnon de jeux, il est aussi l'économe attentif de la maison. Le T07 de Thomson est un ordinateur hautes performances destiné au grand public. Pour plus d'information, Thomson S.D.R.M., 67, quai Paul-Doumer - 92400 Courbevoie - Tél. : 788.33.33.

THOMSON
T07 L'ORDINATEUR FAMILIER



LES PRINCIPAUX
PRODUCTEURS
DE CAOUTCHOUC
SYNTHÉTIQUE

ELAN
Bridgestone
Dunlop
Firmat
Goodyear
Hankook
Michelin
Pirelli
Sava
Uniroyl
Vredestein

Attention : les pneus sont
souvent vendus séparément.
Pour les acheter, il faut
aller chez un revendeur
habilité. Le prix de vente
est fixé par le fabricant.
Il varie selon le type de
pneu, la dimension, le
type de véhicule, etc.

Cette notice est destinée
à informer les consommateurs
sur les caractéristiques
techniques des pneus.
Elle ne constitue pas une
garantie. Les pneus sont
des produits de consommation
généraliste. Ils doivent être
choisis en fonction des
besoins de l'utilisateur.
Pour plus d'informations,
consultez le site internet
www.thomson.fr

Le Monde

Service client Thomson
Tél. : 788.33.33

THOMSON
T07 L'ORDINATEUR FAMILIER

Le Monde

Service client Thomson
Tél. : 788.33.33

THOMSON
T07 L'ORDINATEUR FAMILIER

Le Monde

Service client Thomson
Tél. : 788.33.33

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	62,00	61,67
AUTOMOBILES	62,00	61,67
AGENDA	62,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Unité	tarif
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

**SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
NOUVELLEMENT CRÉÉE EN FRANCE
FILIALE D'UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE**
CONNAISSANT UNE CROISSANCE IMPORTANTE AUX U.S.A. ET EN EUROPE

spécialisée dans le développement et la fabrication de postes téléphoniques et de terminaux transactionnels

recherche

INGÉNIEUR CHEF DE PROJET POSTES FUTUR DIRECTEUR TECHNIQUE

Le candidat retenu devra posséder une expérience confirmée dans les domaines analogique et logique appliqués à la téléphonie.

Il aura une bonne connaissance des semi-conducteurs. Il pourra être amené à défendre des solutions techniques dans le cadre des procédures d'agréement auprès des administrations ou des principaux clients.

Après avoir lancé les activités techniques de la filiale française, en liaison avec les bureaux d'études de la maison-mère aux U.S.A., il aura une ouverture sur la direction technique de la société française dans le cadre de son expansion et de l'implantation d'unités de production et de développement prévues en France.

La connaissance de l'anglais est indispensable et des voyages, notamment aux U.S.A., pourront être nécessaires.

Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae à RÉGIE-PRESSE sous n° T 040.774 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

DIRECTEUR DE LA LOGISTIQUE

Cette Entreprise (plus d'un millier de personnes, un milliard de francs de CA) étudie, fabrique et commercialise en très grande série des produits complexes destinés à la fois à des marchés professionnels et grand public. Première, et de loin, sur son marché, ses performances et sa croissance sont exceptionnelles.

Au sein de sa Direction de Production, nous proposons aujourd'hui le poste de Directeur de la Logistique. En liaison étroite avec les services commerciaux et les Unités de fabrication, le titulaire du poste est responsable de l'une des fonctions-clés de l'entreprise. À partir des prévisions de vente, il planifie et gère l'ensemble des approvisionnements, achète et organise le transport et dirige, au niveau central, toutes les phases de préparation de la production, comprenant l'ordonnement et le lancement. Pour assurer sa mission, il s'appuie sur une équipe d'une quinzaine de personnes dont de nombreux Cadres.

Pour ce poste de haut niveau, nous souhaitons rencontrer un candidat expérimenté (âge d'au moins 32 ans), de préférence diplômé de l'enseignement supérieur technique, économique ou de gestion. Sa carrière s'est déroulée en partie à un niveau de poste équivalent, soit dans une fonction similaire, soit dans une fonction achats, organisation ou gestion de production. La maîtrise de l'outil informatique est indispensable et la connaissance de l'anglais nécessaire. Il doit, par ailleurs, posséder d'excellentes qualités de négociation et d'animation. Le poste est basé dans la région parisienne. Les conditions offertes et le caractère très évolutif du poste sont de nature à intéresser un candidat de grande valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 14600 F à :

EGOR SA
8 rue de Berni 75008 Paris

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID AGH/REL

2 usines pour commencer!

Rejoignez-nous dans l'Essonne pour prendre la Direction de 2 de nos usines.

Diplômé d'une école d'ingénieurs ECP, AM, P et C, ETP, vous avez acquis une expérience de management industriel et commercial. À 35 ans, vous êtes bien décidé à tirer le meilleur parti de votre potentiel. Réussir à ce poste vous ouvre la voie vers des responsabilités plus importantes au sein d'un groupe international leader dans le secteur du bâtiment. Notre société (CA 200 millions, 500 personnes) est spécialisée dans la fabrication industrielle d'éléments en béton cellulaire autoclavé. Si notre proposition vous intéresse, contactez Gestion et Méthodes, chargé de cette recherche, en téléphonant au 579.07.49, entre 11h et 12h ou en écrivant pour connaître d'un rendez-vous.



GESTION ET METHODES
CONSULTANTS D'ENTREPRISES
1 bis Place du Commerce 75015 Paris

MEMBRE DE SYNTIC

Directeur Général
Sidérurgie
350 000 F +

Cette société (120 personnes), nouvellement constituée par deux entreprises solides du secteur de la sidérurgie, fabrique et distribue des aciers spéciaux pour lesquels elle se situe déjà en position de premier plan en Europe. La montée en production doit lui permettre de dépasser, dès l'année prochaine, 7000 tonnes/an. Votre formation d'ingénieur, votre expérience de la sidérurgie et, surtout, votre compétence de généraliste de haut niveau (production, gestion financière, sociale et commerciale) acquises par exemple dans la direction effective d'un établissement industriel, vous permettront de prendre en charge l'intégralité du management d'une entreprise en cours d'investissements importants. Vous serez appuyé, pour cela, par un conseil d'administration compétent issu des deux sociétés mères et par des collaborateurs immédiats de très bon niveau. Le poste est situé dans la région Midi-Pyrénées.

Merci d'écrire sous la référence 305184 M à :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS - Tel. 544.38.29.

directeur juridique et financier

PARIS 175.000 +

Une société de services très solide, traversant la crise sans difficulté, crée le poste de :

DELEGUE AUX AFFAIRES GENERALES

Votre mission comportera la défense des intérêts de la société sur le plan juridique et contentieux, le montage de financements, la gestion d'une importante trésorerie, la représentation de la société auprès des administrations et de la profession, et des missions internes diverses.

Vous êtes le candidat idéal si, jeune cadre, âgé de 28 ans au moins, diplômé d'études supérieures de droit, vous avez déjà 5 ans d'expériences juridiques et financières variées, acquises dans l'assurance, l'immobilier ou la banque d'affaires.

Ce poste fonctionnel est rattaché directement à la Direction Générale. Il est à pourvoir d'urgence.

Adressez votre dossier avec lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération souhaitée, à M.S. REYMOND, 24 place Charles Fillion, 75017 Paris, qui étudiera confidentiellement votre candidature, sous référence DAGM 2

P.M.I. LEADER DANS SON CRÉNEAU
MÉDICO-CHIRURGICAL
C.A. 80 M.F., EXPORT 20 M.F., 200 SALARIÉS
Filiale d'un groupe multinational européen
très dynamique et très performant
recherche un

DIRECTEUR EXPORT

PROFIL SOUHAITÉ :

- Environ 30 ans ;
- Parfaitement bilingue (anglais) ;
- Diplômé grande école (ing. ou commerciale) ;
- Expérience négociation internationale.

POSTE A POURVOIR A PARIS

Env. lettre man. et c.v. sous n° T 040.786 M
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur Paris-2.

INSTITUT INTERN. PRIVÉ
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
recherche pour Paris

DIRECTEUR

d'établissement

ayant déjà eu responsabilité
à l'échelon direction
IMPÉRATIVEMENT

Env. sous le n° 285.491 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ass. loi 1901, ch. directeur,
centre post-cure toxicomanes,
région Haute-Normandie, 8 sa-
lariés, 10 résidents-Sal. conv.
collective, enfance handicapée
mars 1986.

Env. avec C.V. M. le Directeur
de l'AREJ, 12, rue Maré-Le Pi-
gny, 76000 ROUEN.

GRUPE INTERNATIONAL
fabriquant et commercialisant une large gamme de
matériaux pour les marchés pétrole, pétrochimie et gaz
recherche
pour son siège du Midi de la France

LE DIRECTEUR DE SA DIVISION PRODUITS TECHNIQUES

Age environ 35 ans
250.000 F +

Il disposera d'une solide formation d'ingénieur et aura
une large expérience des marchés du groupe en France
et à l'étranger.

Il sera capable de dynamiser l'équipe de vente de la division,
de concevoir et de promouvoir une politique de
développement de ces produits.

Adressez candidature sous n° 263.969 M à Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.



emploi international
(et départements d'Outre Mer)

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

FU

BERLIN

An der Freien Universität
Berlin sind folgende Stellen
zu besetzen :

Fachbereich Philosophie und Sozialwissenschaften II
Institut für Ethnologie

2 Stellen Professor/in (C4)

Aufgabengebiet : Ethnologische Theorie, Empirische
Forschungen, Einstellungsvoraussetzung : 134 Ber-
liner Hochschulgelehrte. Erwünscht ist ferner : a) regio-
nale Kompetenz in Afrika, vorzugsweise Nord- bzw.
Ostafrika. b) regionale Kompetenz in Asien, vorzugs-
weise Naher und Mittlerer Osten. Bewerbungen mit den
üblichen Unterlagen innerhalb von 6 Wochen unter
Angabe der Kennziffer a) E/1/83 bzw. b) E/2/83 an
Fachbereich Philosophie und Sozialwissenschaften II,
Habelschwerdter Allee 45, D-1000 Berlin 33.

Die Freie Universität ist bemüht, Wissenschaftlerinnen
besonders zu fördern und strebt eine Erhöhung des
Anteils von Frauen am wissenschaftlichen Personal an.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE

partenaire d'un groupe industriel
de taille internationale
recherche pour le

MOYEN ORIENT

INGÉNIEURS INFORMATIENS

- 2 ans expérience minimum,
- Ils devront avoir le souci constant d'entre-
tenir de bonnes relations avec les contrac-
tants,
- Connaissant IDS/2 - TDS,
- Excellente maîtrise de l'anglais,
- Séjour de longue durée ; salaire attractif et
avantages.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prêt.
à N. 3119 - PUBLICITÉS RÉUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Nous sommes une importante société minière exerçant son
activité au TOGO, nous proposons les postes suivants :

INGÉNIEUR RESPONSABLE D'UNE SECTION D'ENTRETIEN

Vous devez avoir une bonne expérience de l'entretien pré-
ventif et des interventions sur de gros ensembles de terras-
sement du type roue-pelles ou convoyeurs ou équipements
similaires - des compétences solides en mécanique générale et
charpentes métalliques.

INGÉNIEUR ADJOINT AU CHEF DU SERVICE ELECTROMECHANIQUE

Nous demandons une expérience de quelques années de l'en-
retien préventif d'installations industrielles importantes -
sidérurgie - chimie ou similaire. Des connaissances en moteurs
thermiques seraient appréciées.

Ces postes conviendraient à A.M. - I.C.A.M. - E.N.I. ou
équivalent. Rémunération intéressante - Avantages sociaux -
Logement en villa sur lieu de travail - Scolarisation enfants
possible - Congés annuels 5 jours par mois.

Envoyer C.V., prétentions sous n° 8483 à PARFRANCE
ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui
transmettra

GRUPE INTERNATIONAL
RECHERCHE POUR GROSSE UNITÉ
implantée en
AFRIQUE DE L'OUEST
D'EXPRESSION FRANÇAISE

UN INGÉNIEUR EN ORGANISATION

Environ 32 ans.
Formation Arts et Métiers ou équivalent + diplôme gestion.
Expérience en mécanique.
Production et/ou montage d'engins (agricoles, transport...)
Expérience ou connaissance de l'informatique appréciée.
Langue anglaise et expérience de l'expatriation souhaitées.

Adressez curriculum vitae, photo au Cabinet VECTEUR,
58, avenue Kléber, 75784 PARIS Cedex 16.

chiffre 1350

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

le directeur, en Franche-Comté, de notre département CAO/DAO

Notre P.M.I. (200 p. - 70 M.E. de C.A.) est le leader en Europe pour la fabrication et, bien sûr, la vente d'équipements pour les services techniques, et les B.E. Nous poursuivons notre développement et nous diversifions en attaquant le marché des logiciels et des matériels pour l'informatique graphique.

Vous participez à la conception de nos produits, les lancez et gérez votre département comme un centre de profit autonome.

A 35 ans environ, H.E.C. ou Sup. de Co, vous êtes aujourd'hui responsable d'une équipe de vente de produits techniques, ou mieux, d'informatique. Vous cherchez plus de responsabilité et vous sentez capable d'être un vrai patron.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 871 LM).



ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTIC

directeur des ventes

ELECTRONIQUE GRAND PUBLIC

Nous sommes la filiale française d'une entreprise multinationale, leader mondial dans son secteur d'activité. Nous recherchons un collaborateur capable de prendre en charge la direction des ventes de notre division Grand Public (Chiffre d'Affaires 750 Millions de francs). Celui-ci, rattaché au Directeur de la division, participe à la définition de la politique commerciale, anime et contrôle l'ensemble de notre force de vente composée de chefs de vente régionaux et d'attachés commerciaux (55 personnes), négocie avec les grands clients nationaux, gère son budget de fonctionnement. Ce poste convient à un homme de 35 ans environ, pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de Direction de Vente d'une équipe importante, acquise soit dans le secteur de l'électronique Grand Public, soit dans les produits blancs, la photo, etc. ; il doit connaître tous les circuits de distribution (revendeurs, distribution moderne, chaînes) et être sensible aux contraintes d'une politique de marque. Le poste est à pourvoir à Paris. Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A 257.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTIC



Directeur d'usine

Picardie

Industrie agro-alimentaire - Réalisant un chiffre d'affaires annuel de 400 millions de francs, cette société en expansion dispose en Picardie d'une usine importante, moderne et automatisée pour laquelle elle recherche le directeur. Sous l'autorité du directeur général et animant l'ensemble des services techniques (200 personnes), il aura en charge l'ensemble de la gestion industrielle de l'entreprise (production, études, commandes, travaux neufs, entretien, organisation, formation...) en se souciant du maintien d'une politique moderne de communication. Ce poste de haut niveau intéresse un ingénieur diplômé (Arts et Métiers ou équivalent), âgé d'au moins 37 ans, possédant une expérience significative dans des responsabilités importantes de production ou de maintenance qui auront permis de faire valoir ses qualités techniques et humaines. La rémunération, accompagnée d'avantages divers, saura motiver un candidat de valeur. Ecrire à J. KANAIRE. Réf. A24034

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA. Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.44

Amsterdam - Bruxelles - Frankfurt - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur Financier

PARIS-NORD

300.000 F +

Dépendant directement du Directeur dont il sera le conseil au plan de la politique financière de la société et de ses filiales, il en dirigera et en contrôlera les activités en matière de gestion financière, de trésorerie, de comptabilité et de fiscalité. Il fournira aux différents départements l'assistance technique et statistique nécessaire et conduira les opérations d'audit au sein des différents établissements tant en France qu'à l'étranger. Il rendra compte au directeur de la situation permanente de l'entreprise en établissant et en appréciant toutes études, surveillance des coûts et analyses des rapports périodiques d'exploitation qu'il fera établir. Ce poste de grande compétence et responsabilité ne peut convenir qu'à un diplômé de l'enseignement supérieur, 35 ans minimum, ayant complété sa formation par le DECS ou une école de gestion. Il justifiera de plusieurs années d'une expérience analogue acquise en secteur industriel à vocation internationale ainsi que celle de l'usage de systèmes informatiques. Cette fonction implique la maîtrise de l'anglais, la pratique des procédures financières internationales ainsi que l'acceptation de missions fréquentes mais de courte durée tant dans les établissements en France que dans les filiales étrangères. (Réf. 8179M)

Chef de la Comptabilité Analytique

PARIS NORD ET PROVINCE OUEST

200.000 F +

Sous l'autorité du Directeur Financier, il sera responsable de la conception, de la mise en œuvre et de la gestion des opérations de calcul de prix de revient et des coûts de fonctionnement. Il analysera et rendra compte des écarts entre objectifs budgétaires et réalisations et suggérera, le cas échéant, les mesures correctives appropriées. Participant étroitement à l'établissement des budgets annuels pour chaque centre de profit, Paris, province et étranger, il conseillera les responsables de départements et de filiales dans l'établissement et le suivi de leurs budgets. Il réalisera toutes études spécifiques qui lui seront demandées par la Direction de l'entreprise. Ce poste de grande mobilité sera confié à un diplômé d'un institut de gestion, âgé de 30 ans minimum qui possèdera une expérience réussie de plusieurs années acquise dans un domaine similaire au sein d'une entreprise industrielle dotée d'un système efficace de comptabilité analytique lié à un outil informatique dans lesquels il aura pris lui-même une part active. Durant les 6 premiers mois, il consacra l'essentiel de son temps à l'une des unités de production de la région de Tours. La maîtrise de l'anglais est très souhaitée. (Réf. 8180M)



Conexhom
Conseil en Recrutement

Envoyer lettre manuscrite et C.V. en précisant la référence correspondante à :
François ROUSSEAU - CONEXHOM - 212, avenue Paul Doumer
92508 RUEIL MALMAISON CEDEX
qui garantira la plus totale discrétion.

Vous êtes **INGENIEUR-GRANDE ECOLE**.
Vous exercez des responsabilités en **Informatique**,
vous permettant de vous situer à un niveau de **Direction**.
Vous avez une réelle pratique des méthodes actuelles de
Gestion d'Entreprise.
Vous recherchez une fonction de

Direction des systèmes d'information

Nous sommes LA PLUS IMPORTANTE FILIALE D'UNE
GRANDE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE, fabricant et
commercialisant des produits de grande consommation.
Si vous avez un fort potentiel, nous pouvons vous
proposer une évolution de carrière intéressante dans
notre groupe.
Si cette opportunité correspond à vos attentes, vous
voudrez bien nous adresser votre dossier professionnel
que nous examinerons avec toute la rigueur et la
discrétion requises, sous réf. 7555.
Media-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

F.I.T.
431 fils jeunes filles
recherche

DIRECTEUR(Trice) ADJOINT(E)

- Gestion administrative,
- Permanences.

Poste à pourvoir : 1^{er} septembre.

Entre à F.I.T.
13, av. du Président-Wilson,
92180 SURESNES.

Sociétés d'édition recherchent

DIRECTEUR DES VENTES

Excellent vendeur, véritable
animateur des ventes. Il aura la
responsabilité d'une équipe de
représentants exclusifs, de
l'administration des ventes,
assurera les contacts avec les
différents services de distribu-
tion. Ce poste nécessite une
excellente culture générale et
un sens aigu des contacts
humains. Une préférence sera
donnée à un candidat ayant
une parfaite connaissance
du marché du livre.
Discrétion de rigueur.

Envoyer lettre manuscrite +
C.V. + photo sous réf. 8774 M
à : PUBLISCOPE JUNIOR,
13, rue Royale, 75008 PARIS.

Société de Publicité de METZ rech. son DIRECTEUR COMMERCIAL

Le candidat recherché est un véritable directeur commercial au tempérament de gagnant, compétent et dynamique. Homme d'action, son contact avec les clients doit servir l'image de la société dans un souci d'efficacité.

Une bonne connaissance de la publicité, de ses méthodes et de ses techniques est indispensable.

Déplacements France entière.

Rémunération suivant expérience et résultats.

Adresser C.V. avec photo et prétentions à n° 265.235 M.

REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien
indiquer librement sur l'enveloppe le numéro de
l'annonce les intéressant et de vérifier
l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde
Publicité » ou d'une agence.

SOCIÉTÉ CHAMPENOISE DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE

140 millions de chiffre d'affaires

recherche

directeur financier

diplômé ou autodidacte

Les candidats, âgés d'environ 35 ans, devront allier
diplomatie, autorité et forte compétence.
Ils posséderont la langue anglaise, à l'écrit comme à l'oral.

Le poste débouche sur la direction générale de l'entreprise.

envoyer lettre détaillée, CV et photo récente,
sous réf. 83.62, à :

FRANÇOIS REBOLD & CIE
CONSEILS EN RECRUTEMENT
9, rue Thiers - 51100 Reims

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON-TTN Provence

Société d'ingénierie informatique, 650 personnes,
crée un centre de génie logiciel dans son établisse-
ment d'Aix-en-Provence et recherche

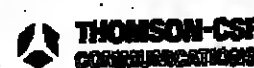
Ingénieurs logiciels

Grandes écoles ou DEA, DESS option informati-
que, débutants et expérimentés pour études et
réalisations de logiciels de bases portables dans
les domaines des bases de données, de la ges-
tion de transactions des systèmes répartis (réfé-
rence CLR/CGL/1).

Ingénieurs

Pour la rédaction technique de notices, l'indus-
trialisation de logiciel et le suivi de projets (réfé-
rence CLR/CGL/2).

Envoyer C.V., photo et prétentions à
THOMSON TTN - 7, rue Louis-Armand - Z.I.
d'Aix-en-Provence - 13763 LES MILLES.



Ingénieur export en pays industrialisés

Ce sont les nations hautement industrialisées qui sont intéressées pour leurs fabrications en série par nos automatismes, des produits nouveaux quoique issus d'une technique traditionnelle, le pneuma-
tique. Grande-Bretagne, Suède, Allemagne, ... sont des pays où l'ingénieur qui nous rejoindra passera
beaucoup de temps, directement auprès de nos clients prenant à cœur de les assister dans la résolution
de leurs problèmes techniques, ou accompagnant nos agents dans leur prospection.

C'est pourquoi à côté d'un goût prononcé pour la technique, les automatismes en particulier, il lui
faudra avoir de solides qualités de contact et un anglais absolument courant. Une certaine pratique de
l'allemand lui sera utile. Enfin une grande autonomie, un large esprit d'initiative faciliteront sa tâche.
Car il sera souvent seul.

Seul en effet à l'export, parce que si nous avons l'avantage d'appartenir à un groupe industriel d'une
dimension de millions de personnes, nous ne sommes dans les faits qu'une petite équipe, assumant sa propre
responsabilité, libre de ses réalisations et y mettant à une expansion certaine. Ceci grâce à notre avance tech-
nique, sur des marchés porteurs particulièrement dans le domaine des circuits de puissance.

Alors rejoignez-nous vite, aux environs immédiats de Marseille, pour nous aider à bûcher et mettre en
œuvre notre stratégie commerciale à l'exportation. Adresser sous références 8535 LM au cabinet de re-
crutement CLEAS une lettre de candidature indiquant vos intérêts et vos expériences, votre niveau de
rémunération actuel.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS



IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES

Recherche pour :

- Isère - Savoie
- Bourgogne

COMMERCIAUX

pour former, animer et contrôler leur réseau d'agents
généralistes et de courtiers.

Nous offrons :
- Une rémunération motivante ;
- Une possibilité d'évolution vers des responsabilités hié-
rarchiques importantes.

Nous souhaitons :
- Baccalauréat + complément de formation (niveau uni-
versitaire DEUG, école de commerce) ;
- Le sens du contact humain, le goût de la vente.
Beaucoup de dynamisme.

Aucune expérience professionnelle n'est requise. Une for-
mation complète et rémunérée étant assurée à notre siège
social (Paris).

Adr. lettre man., C.V. détaillé, photo (rect.) et pré-
GENERALI, J.-M. COLLOMB,
76, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Vallée du Rhône

Directeur technique
transformation des matières plastiques

Cette PME dynamique est spécialisée dans l'induction. Le directeur technique placé sous l'autorité du Directeur Général, bénéficie d'une très forte autonomie. Responsable de la gestion de la production, il supervise également la recherche et le développement, encadrant une trentaine de personnes. Ce poste convient à un ingénieur chimiste de trente-cinq ans minimum, possédant l'expérience de la production dans le domaine de la transformation des matières plastiques (film, couchage, impression en continu...) et des connaissances en mécanique. Une bonne sensibilité dans le domaine des adhésifs serait appréciée. Les perspectives d'évolution de carrière sont intéressantes en raison des possibilités de diversification. Adresser lettre man. CV et prétentions s/réf. 4017/M à Guy PELLAE - Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 6 rue du Musée Guimet 69006 LYON.

Sélé CEGOS

Publié par le Membre du SYNTec



Chef département informatique

Nous sommes l'entrepôt national de distribution des biens non alimentaires du Groupe COOP, qui comprend 6000 magasins en France. Nos effectifs sont de 300 personnes, notre C.A. de 1 milliard 200 millions. Notre Chef du Département Informatique sera dans quelques mois promu dans le Groupe et nous cherchons son successeur. Rattaché directement au Directeur Général, il aura une large autonomie et gère un budget de l'ordre de 10 millions. Il dirigera une équipe d'une trentaine de personnes. Matériel IBM 4341 et 4331 modèles 2, imprimante à laser, 80 terminaux. Il aura pour objectifs d'adapter en permanence les techniques informatiques, d'optimiser l'organisation et les coûts et d'assurer le développement d'applications très importantes. Ce poste est de nature à motiver un candidat diplômé ingénieur ou MAGE âgé de 35 ans environ, ayant une expérience de Chef de Service Etudes Informatiques ou déjà Responsable de Service Informatique et désireux d'évoluer vers des responsabilités plus importantes dans un groupe de 35.000 personnes au sein duquel il pourra faire carrière. Lieu de travail : environne d'AMIENS. Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé précisant votre niveau actuel de rémunération sous réf. 11678/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sévres, 92516 BOULOGNE.

Sélé CEGOS

Publié par le Membre du SYNTec

Provence

Chef de projet informatique
Applications gestion de personnel

De création récente, le service informatique de cette grande société phocéenne du secteur public, renforce son potentiel. Le collaborateur recherché se verra confier les études et le développement des applications « gestion de personnel ». Il participera activement à l'évolution du service et de son environnement informatique. Cette mission implique prise d'initiatives et de responsabilités. Elle convient à un jeune ingénieur ou universitaire expérimenté dans la conduite de projets, en particulier dans le domaine de la gestion de personnel. La pratique du matériel IBM est indispensable. L'équipe à diriger est jeune, le cadre de travail particulièrement agréable. Merci d'adresser lettre manuscrite et CV s/réf. 4019/M à Guy PELLAE - Sélé-CEGOS Rhône Alpes, 2 rue du Musée Guimet 69006 LYON.

Sélé CEGOS

Publié par le Membre du SYNTec

La Rochelle

Ingénieur Agro, Agri technico-commercial

100 000 F +

La Compagnie ANGBAUD, leader européen des fertilisants organiques, effectifs 150 personnes, 5 unités de production, C.A. 100 millions, recherche pour faire face à son développement un ingénieur Technico-commercial. Rattaché à la Direction Générale, ses fonctions comporteront de très nombreux contacts avec les services officiels et avec la clientèle sur toute la France, auprès de laquelle il interviendra en appui technique à notre force de vente. Il sera chargé également d'études de nouveaux produits et jouera le rôle de Chef de Produit pour les amendements. Entre autres, il sera responsable de la formation technique de l'équipe commerciale et de la rédaction des documentations. Basé à La Rochelle, il se déplacera environ 50% de son temps. Ce poste intéresse un ingénieur Agro, Agri..., débutant ou ayant une première expérience, désireux d'occuper un poste très actif et diversifié. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé s/réf. 11679/M en précisant votre rémunération actuelle à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Sélé CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sévres, 92516 BOULOGNE.

Sélé CEGOS

Publié par le Membre du SYNTec



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES

296-15-01

LA FILIALE PETROLIERE
D'UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANCAIS

recherche :

INGENIEUR DE MAINTENANCE

POSTE :
Responsable de la fonction maintenance au sein de l'équipe de production sur un complexe pétrolier :
• application des méthodes et des logiciels de maintenance,
• contrôle des coûts et des délais des opérations de maintenance,
• administration des hommes et de la logistique,
• recherche d'intégration et d'optimisation de la maintenance au sein de la production.

PROFIL :
Ingénieur diplômé d'une grande école ou d'une université, de formation mécanique, électrique ou process, mais ayant acquis une polyvalence suffisante pour maîtriser l'ensemble des technologies présentes sur un site pétrolier.

EXPERIENCE :
5 ans d'exploitation et de maintenance sur un site pétrolier dans un département production, méthode, maintenance.

PERSPECTIVES :
Le candidat retenu sera appelé à participer activement aux orientations et développements des centres d'activité de la Société, en fonction de son esprit d'entreprise.

Anglais courant et mobilité exigés.
Poste basé à l'étranger, en rotation ou en famille.

Prière d'envoyer curriculum vitae détaillé, références, photo et niveau de rémunération (discrétion assurée) sous référence S 779 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SONE INFORMATIQUE recherche pour la Cameroun les INFORMATIENS expérimentés. Ecrire G.P. 5117 Yaoundé.

International Cross Research Institute for the Semi-Arid Tropics (ICRSAT)

recherche pour son siège à Hyderabad en Inde un PHYTOSELECTIONNEUR PETIT MIL.

Ce phytoselectionneur devra planifier et réaliser, au sein d'une équipe de chercheurs internationaux, des recherches visant à créer des cultivars améliorés et un matériel de sélection destinée à la diffusion, ainsi qu'à développer des méthodes de sélection adaptées au petit mil.

Cette offre s'adresse à un candidat ayant un doctorat en sélection végétale, une excellente culture académique, une expérience d'au moins cinq ans en amélioration des plantes, préférentiellement du petit mil, et en organisation et coordination de la recherche. L'apport scientifique sera démontré par la publication d'articles scientifiques. Une expérience de travail dans les zones tropicales semi-arides, une participation à une recherche coopérative et la connaissance de l'anglais sont souhaitables.

Le traitement sera lié aux qualifications et à l'expérience : des indemnités supplémentaires attractives sont aussi offertes. Prière d'adresser votre C.V. avec trois références, avant le 30 juillet 1983, à : Director General, ICRSAT, Patancheru P.O., Andhra Pradesh 502 324, Inde.

Ingénieurs électroniciens

Filiale du groupe MATRA, PICART LEBAS, spécialiste des systèmes d'intercommunication et d'autocommutation électroniques assure sa diversification et recherche des ingénieurs électroniciens.

Vous êtes débutant ou confirmé, disponible immédiatement ou dans quelques mois.

Nous vous proposons de participer selon vos compétences :

- soit au développement et à l'industrialisation de nouveaux systèmes en radio-téléphonie,
- soit au développement et à la conception de logiciels dans le domaine de la commutation privée.

Lieu de travail : Châteaudun.

Merci d'adresser C.V. détaillé photo et prétentions sous référence M/6 à TPL - Service du personnel - B.P. 89 - 28200 CHATEAUDUN.

PICART LEBAS
MATÉRIELS TÉLÉPHONIQUES ET TÉLÉMATIQUES



Publié par le Membre du SYNTec

BANQUE DE DEPOT DE DIMENSION MOYENNE

récentement nationalisée, implantée sur l'ensemble du territoire recherche pour diriger en second sa filiale de Haute-Normandie, un

exploitant confirmé
CLASSE VI ou VII

Dynamique et ambitieux, le candidat retenu travaillera en étroite collaboration avec son directeur et sera en mesure d'exprimer ses qualités d'animateur et d'homme de contacts. Ayant une expérience bancaire de 5 à 10 ans, il possède une solide formation initiale (études supérieures, ITB, CESH ...) et il a déjà exercé une fonction analogue (ou la direction d'un important guichet). Il a une bonne pratique du crédit clientèle et en particulier des opérations sur l'étranger. Une connaissance de la région serait appréciée. Intéressantes perspectives d'évolution au sein du groupe. Facilités de logement.

Envoyer CV + lettre manuscrite + photo et présentations sous référence 481/M à Madame A. BERNY, CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 PARIS qui instruit le dossier et vous garantit la discrétion.

SALOMON

ANNECY

- Un C.A. de 1000 M (dont 85 % à l'export).
- Une progression de 20 à 30 % par an.
- Des produits innovateurs et leaders dans leur domaine : fixations et chaussures de ski alpin et nordique. Nous créons la fonction

Assistant du contrôleur de gestion

Sous la responsabilité du Contrôleur de Gestion du Groupe, votre mission sera d'aider les différents Responsables de l'Entreprise à perfectionner leurs outils de gestion (prix de revient, mesure de l'activité, recherche d'améliorations).

Une expérience de 3 à 5 ans vous aura permis de compléter votre formation supérieure en gestion ; mais vous saurez surtout valoriser votre compétence technique par des qualités relationnelles et pédagogiques prononcées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) à : Michel COUPAT - SALOMON - Chemin de la Prairie Prolongée 74000 ANNECY

DIPLOME(S) D'UNE GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE OU COMMERCIALE

Bull

vous propose de débiter votre carrière dans son centre industriel d'Angers.

Au cours des deux premières années, vous serez confiées successivement plusieurs missions dans les différents services de la Direction Financière d'Angers. Parallèlement, vous suivrez une formation théorique et pratique de haut niveau aux méthodes modernes de gestion.

Vous serez amené(e) ensuite à développer progressivement vos compétences et vos responsabilités au sein d'un univers industriel très moderne, selon vos goûts et l'orientation que vous souhaitez donner à votre future carrière.

Bull, par la variété de ses activités, de ses métiers et par son implantation mondiale, vous permettra d'envisager de larges possibilités d'évolution.

Adresser votre candidature à :

Cu Honeywell Bull
Direction du Personnel
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX

Bull



الرجاء الى

15/05/83

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ALSTHOM ATLANTIQUE

TRANSFORMATEURS
DE DISTRIBUTION-TRANSUNEL
Etablissement de FOURCHAMBAULT
(Nièvre)

INGENIEUR METHODES futur adjoint chef de service

INGENIEUR AM - ENI - ENSA
type ELECTROMECHANICIEN.

Expérience de quelques années au sein d'un service méthodes ou fabrication serait souhaitable.

LE POSTE :

-Amélioration des moyens de fabrication par une mise en place d'automatismes de robot... etc.
Analyse, remise en cause des modes opératoires; Proposition d'amélioration.
Constitution de cahier des charges, recherche de fournisseurs ou de sous-traitants, suivi et réalisation.

Toute candidature, accompagnée d'un CV et d'une photo, sera à envoyer à :
ALSTHOM ATLANTIQUE
Service du Personnel 58600 Fourchambault

CONSEILLER EN RECRUTEMENT

C'est la tâche de notre Organisation auprès de nos entreprises adhérentes.
C'est la fonction dominante du **CONSEILLER** qui viendra s'intégrer à notre petite équipe de **RECRUTEMENT** et à qui nous demanderons :
- une bonne connaissance des structures, fonctions et emplois dans les entreprises
- une approche adaptée à leur taille et leur branche d'activité
- une analyse des critères d'adéquation
- une bonne connaissance de la législation et des procédures
- une première expérience en cabinet ou quelques années de pratique dans un service de gestion des ressources humaines.
Renvoyer CV, + lettre à HAYAS sous référence 0188 AT
18 avenue de Gennes 92100 NEUILLY



Responsable service ingénierie Rhône-alpes

Electricité, électronique, réseaux, bâtiment. Cette importante entreprise du secteur tertiaire pour assurer un fort développement, installe et gère un grand nombre de locaux et de matériels (automates, télétréte, pénétration, vidéo...). Elle recherche un responsable de service ingénierie basé à Lyon. Dans le cadre d'une large autonomie il aura pour mission de gérer des implantations de locaux, de matériels de traitement de l'information et d'automates, et recherchera des solutions nouvelles dans ces domaines. Il s'appuiera dans son action d'une part sur une équipe importante de cadres et de techniciens d'autre part sur des entreprises extérieures. Enfin il assure le suivi de son budget sur le plan fonctionnel et investissements. Cette réelle opportunité s'adresse avant tout à des ingénieurs de haut niveau ayant de bonnes connaissances en électricité, électronique, réseaux, bâtiment et qui auront acquis une expérience d'au moins cinq ans dans la conduite de projets d'ingénierie faisant appel à ces techniques. La réussite dans cette fonction exige de solides qualités de gestionnaire, de négociateur et d'imaginateur. De larges perspectives d'évolution sont offertes pour un élément de valeur. La rémunération liée à l'acquis professionnel du candidat retenu pourra atteindre 200.000 francs et l'expérience le justifie. Ecrire à D. de VERNEUIL.

Réf. A3741M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Marketing industriel Alsace

Etudes de marché. La SOCIÉTÉ ALSACIENNE de construction de matériel textile implantée à Mulhouse conçoit, réalise et vend des équipements de reproduction internationale. Elle souhaite renforcer ses structures et développer la direction marketing et commerciale en intégrant un jeune spécialiste en marketing industriel. Il aura pour mission, auprès du directeur, de recenser les données quantitatives et qualitatives sur le terrain et auprès de la force de vente, de constituer et de gérer le système d'informations stratégiques, de mener les études de marché, de concurrence et autres. Il participera enfin à la définition du plan marketing et de développement. Ce jeune professionnel sera diplômé d'une école de commerce réputée et aura, si possible, fait son goût pour les études marketing à travers une expérience réussie dans une entreprise industrielle ou une société spécialisée. La pratique de l'anglais est indispensable, la connaissance de l'allemand serait appréciée. Ce poste évolutif est à pourvoir rapidement et les conditions de rémunération sont motivantes pour un candidat de valeur. Ecrire à Marie GILLET.

Réf. A6196M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable comptabilités industrielle et fournisseurs

Le Havre

Filiale d'une importante entreprise internationale, et basée au Havre, cette société (chiffre d'affaires de 600 millions de francs - effectif de 800 personnes), spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements de haute technicité pour l'industrie énergétique, recherche son responsable comptabilités industrielle et fournisseurs. Dépendant du directeur financier, et animant ces deux services (18 personnes), il sera chargé de déterminer les prix de revient, d'intégrer la comptabilité à l'informatique et d'aligner, de manière générale, les procédures. Elaborant le budget usine, il tiendra, outre la comptabilité fournisseurs, les comptabilités stocks et pièces détachées, en collaborant à la mise en place d'un logiciel de gestion de production et en développant les méthodes comptables. Ce poste conviendrait à un candidat, de solide formation générale et comptable, justifiant d'une expérience significative en milieu industriel dans ces domaines. La pratique du système comptable anglo-saxon sera un atout supplémentaire. La rémunération tiendra compte de l'acquis professionnel. Ecrire à J. HAXAIRE.

Réf. A2364M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Contrôleur de gestion

180.000 F

Rennes. Un groupe industriel français (chiffre d'affaires 250 millions de francs) à vocation internationale (12 filiales à l'étranger, leader dans le domaine des composants mécaniques, recherche son contrôleur de gestion. Basé à Rennes et placé sous l'autorité du directeur financier, il assurera, en liaison avec les divers responsables du groupe, les responsabilités classiques liées à sa fonction et sera en outre personnellement chargé de l'optimisation de la comptabilité budgétaire et du développement d'un système de contrôle des coûts de production s'appuyant sur la méthode des coûts standards. Il aura également à mettre en œuvre des procédures générales de "reporting". Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 27 ans minimum, diplômé d'une grande école commerciale ou équivalente et justifiant d'une première expérience du contrôle de gestion en milieu industriel acquise, si possible, dans un groupe international. La rémunération annuelle de départ de 180.000 francs sera fonction des qualités proposées. Ecrire à J.M. JACLOT.

Réf. A19014M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeune ingénieur électrotechnicien Sud-ouest

Bureau d'études appareillage électrique. Cette société en forte expansion (250 millions de francs d'affaires), dont le siège (400 personnes) est situé dans le sud-ouest de la France, est la leader nationale sur le marché du matériel électrique de distribution publique basse tension et MTBT (35 % du marché français). Particulièrement attachée à poursuivre son avance technique, elle recherche pour son bureau d'études (20 personnes) un jeune ingénieur électrotechnicien. Rendant compte au responsable du service et s'intégrant à une équipe de trois ingénieurs, il se verra confier l'entière responsabilité d'études importantes pour la France et l'export (cahier des charges, études de matériaux, recherche de technologies nouvelles). Il acquerra ses dosiers auprès de la direction générale et les suivra jusqu'à la phase de fabrication. Ce poste s'adresse à un jeune Supélec, ENSI, pouvant justifier, si possible, d'une expérience en bureau d'études de matériel électrique. La rémunération sera essentiellement fonction des qualités et de l'expérience du candidat retenu. La poste est basé dans une agréable ville du Sud-Ouest. Ecrire à M. FABRE.

Réf. A71071M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
71 bis, allées Jean Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ingénieurs informaticiens votre avenir en Rhône-Alpes

Sopra, l'un des premiers groupes français d'ingénierie et de services informatiques, poursuit son expansion rapide dans la région Rhône-Alpes (Annecy, Grenoble, Lyon...).

Notre métier : concevoir et réaliser les systèmes informatiques de nos clients en nous appuyant sur la maîtrise des techniques avancées de l'informatique. Vous êtes un chef de projet, un architecte de logiciel expérimenté, un jeune ingénieur avec une formation informatique.

Vous souhaitez travailler dans un groupe de taille nationale jeune et dynamique privilégiant l'initiative et l'évolution.

Vous voulez être à la pointe des techniques informatiques et participer à des projets allant mini, réseaux, bases de données.

Votre avenir est chez nous, écrivez-nous en joignant photo, CV et prétentions sous référence 606 à Sopra Recrutement 90 rue de Flandre - 75019 Paris.

SOPRA.
Constructeur d'informatique

PAYS DE LOIRE

GLAENZER SPICKER

1 800 personnes - filiale groupe international important, leader dans notre domaine (secteur auto et fabrication du matériel de haute technicité, recherche pour développer son potentiel humain

Ingénieurs diplômés grandes écoles

Responsable méthodes

Celui-ci encadrant une importante équipe de techniciens expérimentés, sera chargé de tous les problèmes concernant l'industrialisation des produits et l'évolution des moyens de production à moyen et long terme. Il sera, à ce titre, l'interlocuteur des études et des services de production.

Réf. 559/M

Responsable préparation d'unité de production

Encadrant une importante équipe de techniciens et gestionnaires, il aura une large autonomie pour assurer avec le responsable de l'unité, la production en quantité, délais, qualité et coût. A ce titre, il aura la responsabilité directe des fonctions ordonnancement-lancement, méthodes d'application et qualité.

Réf. 560/M

Pour ces deux postes, nous recherchons des ingénieurs diplômés grandes écoles (AM, IDN, INSA, HEI ...) ayant 1 à 2 ans d'expérience industrielle. Les candidatures de débutants seront prises en considération.

Niveau de rémunération élevé : 140 - 180.000 F/an. Larges perspectives d'évolution à court terme.

Adresser CV détaillé avec lettre manuscrite et prétentions à J.M. LEGRAND, en précisant la référence

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL - 3, Bd René Levasseur
72000 LE MANS.



Première entreprise française dans son secteur (5 000 personnes) notre établissement de LYON accroît ses activités de prestation de services techniques pour des secteurs industriels très avancés - Le marché est prometteur et nous disposons de sérieuses références en France et à l'étranger - Nous recherchons notre

RESPONSABLE DE LA STRATÉGIE COMMERCIALE

chargé de l'analyse des marchés et de la définition des objectifs et des moyens de notre développement.

Agé d'environ 35 ans, le candidat souhaité est un ingénieur diplômé ayant complété, si possible, sa formation par un 3^e cycle de marketing ou de management et possédant une bonne expérience de la commercialisation de produits ou de services industriels.

Sa réussite dans ces fonctions lui assurera de réelles perspectives d'évolution professionnelle au sein de l'établissement ou dans d'autres unités de notre groupe.

La connaissance de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 8019 M à notre Conseil.

MILO M.R.H. 43 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

HAVAS CONTACT



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Nous sommes l'un des premiers producteurs européens de semences de maïs
Nous recherchons

2 ingénieurs technico-commerciaux

(Ouest et Nord-Est)

qui viendront renforcer notre équipe de vente en prenant la responsabilité d'un secteur géographique. Ils seront formés aux produits qu'ils commercialiseront et auront l'opportunité de réaliser une expérience valorisante face à des interlocuteurs de haut niveau (Direction Générale des coopératives ou négociants). Réf. 358 RT

2 responsables développement

Ils seront chargés du développement de notre image de marque par l'animation de notre réseau (essais, distributeurs, techniciens). Ils seront également des techniciens capables de participer au développement de nos produits. Réf. 359 RT

Ces postes conviendront à des ingénieurs agri-agro, ayant quelques années d'expérience dans des activités similaires ou à des débutants. Une connaissance du milieu agricole sera un facteur favorisant. Les possibilités de développement de carrière et la rémunération sont motivantes. Lieu de résidence : Pau.

SCOTI

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à 33 rue de Miromesnil, 75008 Paris. Discretion assurée.

GROUPE COOPÉRATIF DE L'OUEST DE LA FRANCE

recherche

pour sa branche : Fermes et Jardins - spécialisée dans la vente de quincaillerie, bricolage, jardinerie, équipement ménager et matériaux dans le milieu rural

UN SPÉCIALISTE DE LA DISTRIBUTION

Professionnel, ayant plusieurs années de pratique dans la grande distribution. Il sera chargé :
- de l'animation commerciale d'un réseau de 70 magasins couvrant 3 départements en liaison avec le service achats ;
- de la mise en place d'outils informatiques modernes, pour la gestion de l'écoulement et les procédures d'approvisionnement.

Le poste évolutif s'adresse à une personne de 30 ans minimum, passionnée par la distribution moderne dans le monde rural.

L'anglais parlé, un diplôme d'une école supérieure de commerce, seraient appréciés.

Envoyer un C.V. détaillé, photo, en précisant la rémunération actuelle et prétentions sous le T 040.684 M à RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

**Métaux en feuille : leur transformation...
Etes-vous ergonomiste... ?**

Etablissement Industriel (Premier Centre Européen de Fabrication de Systèmes Informatiques, 3800 personnes, situé à Angers)
recherche pour son secteur Tôlerie Peinture, la

RESPONSABLE DES METHODES

Ingénieur AM option mécanique, ICAM, ou équivalent, après quelques années d'expérience, vous connaissez les divers procédés de transformation des métaux en feuille, l'analyse du travail, l'ergonomie, la sécurité. Nous vous proposons : à travers l'animation d'un groupe de préparateurs, de participer à la recherche de l'amélioration de nos produits et de nos coûts (automatisation des moyens de production). Homme de dialogue, vous négociez avec les bureaux d'études et les ateliers de production.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

Cli Honeywell Bull
Direction du Personnel
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX.

Bull

UN GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE

recherche

pour l'une de ses plus importantes unités de production
120 km Ouest de Paris, un

**ORGANISATEUR
CONFIRME**

Responsable d'une équipe d'organiseurs et d'informaticiens et rattaché directement au Directeur de l'Organisation et de l'Informatique, il sera chargé de mener à bien des projets depuis l'étude du problème jusqu'à sa réalisation, sa mise en place et son suivi. Ces études, ponctuelles ou de longue durée, porteront aussi bien sur la gestion de production que sur l'organisation de la production à l'intérieur d'un atelier ou sur l'analyse des flux physiques à l'intérieur du groupe.

Vous avez une formation supérieure scientifique ou commerciale et justifiez d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans l'organisation et l'informatique en milieu industriel.

Vous souhaitez intégrer un Groupe dont la dimension permet les évolutions de carrière les plus diversifiées sur le plan national et international.

Ecrivez sous référence 307/A à A.L. CONSEIL
102, Bd Malesherbes 75017 PARIS qui garantit discrétion et réponse.

A.L. conseil

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
ET COSMÉTOLOGIQUE
FILIALE D'UNE IMPORTANTE
SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
recherche pour son usine

**INGENIEUR
PACKAGING & SECURITE**

PACKAGING

Il sera responsable :

- de la définition et du développement des emballages nouveaux, pour leur compatibilité avec les machines de conditionnement.
- de la modification des emballages existants (amélioration de la rentabilité et de la qualité).

Il devra animer une petite équipe (techniciens, dessinateur). Il aura des contacts étroits avec Achats et Fournisseurs, Laboratoire de contrôle, services Entretien, Conditionnement etc.

SECURITE

Il sera responsable de la SECURITE au niveau de l'USINE : prévention INCENDIE, prévention ACCIDENTS DU TRAVAIL, animation (C.H.S.), suivi technique de la réglementation.

PROFIL RECHERCHE :

Ingénieur ayant environ 5 ans d'expérience :
- dans la maintenance (entretien et réglage) de lignes de conditionnement,

ou

- dans l'étude des emballages, avec connaissance des machines de Conditionnement.

- sens du management.

- connaissance de l'anglais indispensable.

Lieu de travail : ville moyenne - région Centre.

Ecrire sous réf. 72053 à CONTEXTE Publicité

20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**CHEF DE PRODUITS
MOBILIER**

La Camif, un des grands de la vente par correspondance, recherche pour sa Direction Marketing un(e) spécialiste du mobilier, particulièrement du mobilier de style.

Si vous avez une bonne connaissance de ce marché (expérience de 5 à 10 ans), si vous possédez une qualification professionnelle type ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE et avez l'esprit marketing, le sens de la négociation et une bonne pratique de l'anglais.

Ecrivez-nous en adressant dossier de candidature et prétentions à :

CAMIF

Département Personnel
79039 NIORT Cedex

I.N.R.S. NANCY

**INGÉNIEUR-FORMATION
OU
UNIVERSITAIRE 3^e Cycle**

Les candidats devront posséder quelques années d'expérience dans le domaine de la formation scientifique et technique, ainsi que dans celui de la conception ou de la mise en œuvre des machines automatisées et des installations électriques. Ils organiseront et conduiront des stages destinés à des ingénieurs ou à des techniciens concernés par la sécurité, et ils élaboreront les aides pédagogiques. Faire offre de candidature par lettre manuscrite + C.V. détaillé à l'attention de M. BARTOLI

ANPE

12, place
Croix-de-Boulogne,
54042 Nancy Cedex.

**LE CENTRE DE MISE EN FORME
DES MATÉRIAUX
ÉCOLE DES MINES DE PARIS**

**CHERCHERS DÉBUTANTS
FORMATION GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS
AGREGATION**

Ils mèneront des recherches sur les procédés de transformation des métaux et des polymères (mécanique de la déformation, études des structures, phénomènes de frottement).

Ils auront la possibilité de préparer une thèse. Ils seront rémunérés par une BOURSE DE RECHERCHE DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE (6.400 F net par mois).

Envoyer curriculum vitae : Ecole des Mines
SOPHIA-ANTIPOLIS - 06365 VALBONNE
Tél. : (16-93) 33-05-58

roset

Leader français du mobilier contemporain
de haut de gamme, propose à un

**JEUNE CADRE
COMMERCIAL
à fort potentiel**

d'être l'ADJOINT de son DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur, HEC, ESSEC, ESCP, SUP de CO LYON... qui secondera le Directeur Commercial dans toutes ses activités pour évoluer de façon autonome vers de larges responsabilités impliquant des missions allant de la participation à l'élaboration de la politique commerciale et à la définition puis à la mise en œuvre du marketing-mix jusqu'au suivi du réseau de vente. Quelques années d'expérience acquises dans la distribution des biens de consommation apparaîtront comme un atout certain, mais les qualités d'homme d'action ainsi qu'une personnalité de valeur seront les éléments déterminants face à ce poste d'avenir au sein d'une société particulièrement performante.

Résidence près du Siège de la Société, à BRIORD, dans la campagne de l'AIN à 60 kms EST de LYON.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 042 M.

Cabinet Gatier

SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES
située à 150 km Nord de Paris
recherche

**technicien chimiste ou génie chimique
pour un poste de
assistant technique**

Vous avez 25 ans minimum. Vous possédez une expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans une fonction similaire.

Votre mission principale : assurer un soutien technique (essais industriels, tests, analyses, formation des agents et clients) pour renforcer la position commerciale de l'entreprise.

L'intérêt de ce poste porte, en partie, sur des déplacements à l'étranger (Europe, Afrique, Moyen-Orient).

L'anglais est indispensable.

Si vous avez les capacités requises pour remplir ces fonctions d'assistance, veuillez adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence n° 5514 à

Emploies Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Diriger une Filiale ...

Important groupe d'ingénierie bâtiment, tourné pour l'essentiel de notre C.A. vers l'exportation, nous venons de créer, pour satisfaire entre autres la demande de nos propres chantiers, une unité de fabrication de menuiseries spéciales.

Assurer la direction opérationnelle de cette unité autonome de 100 personnes en s'appuyant sur l'équipe technique et commerciale déjà en place, telle sera la mission du directeur que nous recherchons.

Avant tout un gestionnaire et un généraliste, il aura néanmoins connoté son autorité par une expérience de direction d'unité de fabrication, de préférence dans le domaine de la menuiserie industrielle, du meuble ou du bois.

Cette nouvelle usine sera opérationnelle dès le 1^{er} juillet. Nous souhaitons donc vous rencontrer rapidement. Merci de prendre contact en envoyant un C.V. complet indiquant votre rémunération actuelle à notre conseil ALGOE. Ecrivez sous réf. 792M à Carole de Chilly.



ALGOE

9 bis, route de Champagne-
69130 ECULLY.

MEUBRE DE SYNTHE

155000

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Novacel

recherche pour son service méthodes

INGENIEUR

De formation Arts et Métiers, INSA ou équivalent, (dominante physique industrielle), débutant ou confirmé, il sera chargé de la mise au point industrielle de procédés ou de produits nouveaux dans le domaine de la formulation et de l'enduction de masses adhésives.

Pour ce poste basé à Deville-lès-Floren, la parfaite connaissance de l'anglais (ou et/ou le français) est indispensable, allemand souhaité.

Envoyez C.V. + photo à
CHARGEURS S.A. Direction du Personnel,
3, boulevard Maestricht 75008 PARIS.

**Cadre de direction
de personnel**

Une importante société industrielle du
SUD-OUEST

recherche un cadre de direction du personnel.

Au sein d'une équipe dynamique, dont la mission générale est le développement du potentiel humain de l'entreprise, bénéficiant d'une grande autonomie, il assumera personnellement la responsabilité du recrutement et de la gestion qualitative de l'ensemble des cadres de la société.

Il devra justifier :

- d'une formation supérieure (Un diplôme d'ingénieur sera fortement apprécié),
- d'une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction identique,
- d'un goût prononcé pour les relations sociales.

Les candidats devront adresser une lettre manuscrite motivée, un C.V. et une photo sous référence 6408 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

ENERTEC

Au sein du groupe SCHLUMBERGER, la Division Instrumentation Générale conçoit et réalise, à ST ETIENNE, des appareils de mesure de haute technicité.

Dans le cadre du développement de nouveaux produits dans le domaine des hyperfréquences, nous recherchons :

**Ingénieurs d'études
ESE, ENSERG, ISEP, ISEN...**

débutants ou première expérience.

Rapidement, ils se verront confier la responsabilité d'un groupe de techniciens pour l'étude et le développement d'appareils de mesure. Tous ces postes offrent de larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature et prétentions, sous la référence S 304, à J. BERAUD, ENERTEC, 5, rue Daguerra, 42030 ST ETIENNE.

ENERTEC

Schlumberger

Un Important Groupe de Distribution

(CA 20 milliards) recherche pour sa filiale de la région Sud-Ouest :

**un Responsable
Administratif et Comptable**

Sous l'autorité du Directeur d'Exploitation, titulaire d'un DECS ou équivalent, possédant une expérience confirmée de la comptabilité informatisée, ce collaborateur sera chargé d'animer une équipe comptable de 4 personnes, de tenir les comptes généraux et analytiques d'un entrepôt et d'une usine de production de bois, de l'établissement du bilan fiscal, de la mise en place du contrôle de gestion et de la gestion de trésorerie.

Recherché pour sa compétence professionnelle, le candidat pourra compter sur une évolution de carrière au sein du groupe, véritable communauté d'intérêts.

**un Responsable
de la Logistique**

Sous l'autorité du Directeur d'Exploitation, ses responsabilités porteront sur l'approvisionnement et la distribution de bois hygiéniques, vins et spiritueux, la gestion des stocks (entrées et sorties de marchandises), l'animation du service Transport, les relations avec les clients, les recrutements et les affectations aux postes de travail, la discipline et la sécurité.

Agé d'environ 35 ans, il aura une formation supérieure (ES-C ou IUT spécialisation marketing ou commerciale) + une formation professionnelle de plusieurs années acquise au sein de la Grande Distribution.

Nous recherchons un homme d'entreprise qui devra mener son action comme un véritable Professionnel de la Distribution. Un candidat ayant réussi dans cette fonction pourra compter sur une évolution de carrière au sein du groupe.

un Acheteur Régional

Possédant une expérience confirmée des achats de bois hygiéniques, des vins et spiritueux, acquise dans la Grande Distribution, le candidat sera responsable des achats d'un entrepôt approvisionnant 80 supermarchés, des achats dans le cadre d'une politique nationale de référencement, et des relations avec les fournisseurs.

Envoyez lettre manuscrite + C.V. + prétentions, sous la référence 6409 à :

Organisation et Publicité, 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

**ST société
auxiliaire de crédit**

Etablissement Financier d'Importance Nationale, créé à son siège de LILLE en poste d' :

ASSISTANT FORMATION HF

qui secondera le responsable dans l'élaboration des programmes, l'animation et la gestion des stages. Déplacements courts et fréquents. Les candidats, âgés de 28 ans minimum, et de niveau BAC + 2, justifieront de plusieurs années d'expérience dans un établissement financier ou une banque.

Adressez votre candidature avec prétentions sous référence F 83.01 à la SOCIÉTÉ AUXILIAIRE DE CRÉDIT Service des Relations Humaines B.P. 189 - 59018 LILLE CEDEX.



C.R.C.A.M. du Sud-Est

un organisateur, à Lyon

Notre Informaticien sait aussi parler bureautique, télématique... et chez nous ce ne sont pas que des mots. Notre service organisation (20 p.) est l'interface entre les services informatiques et les utilisateurs.

Ingénieur diplômé ou magistère, vous avez une première expérience informatique ou bancaire. Vous cherchez à élargir vos champs d'intervention : chez nous, ils sont larges et... fertiles.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 870 LM) à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

SOCIÉTÉ AÉRONAUTIQUE 500 personnes
TOULOUSE

**Responsable service
du personnel**

Nous cherchons un nouveau collaborateur qui, placé sous l'autorité du Chef d'Etablissement, prendra en charge les différentes responsabilités incombant à cette fonction : gestion et administration du personnel (rémunération, recrutement, gestion des carrières, formation, conditions de travail) ; information du personnel ; relations avec les partenaires sociaux. La nature de la fonction nécessite une personnalité affirmée, une formation supérieure ainsi qu'une solide pratique de la fonction Personnel et des relations sociales en entreprise, si possible industrielle.

Nous vous remercions d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence 6409 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



CETIM
Le centre technique des
industries mécaniques

recherche

**DELEGUE
REGIONAL**

EN NORD - PAS DE CALAIS
basé à DOUAI

**INGENIEUR
MECANICIEN**

DIPLOME

Chargé des relations d'aide technique aux entreprises de la mécanique et des liaisons avec les instances régionales et organismes locaux de recherche et d'enseignement.

Ce poste aux larges responsabilités exige des qualités de contact et de dynamisme ainsi qu'une solide expérience acquise dans des directions techniques (BE et fabrication) d'entreprises mécaniciennes.

Adressez C.V., photo et prétentions à
CETIM, Service du Personnel
52, Avenue Félix Louat
60304 SENLIS Cedex.

Importante association
du secteur social
recrute :

UN CADRE

motivé par le développement de l'aide à domicile en milieu rural, (aide-familiale, aide ménagère, auxiliaire de vie, soins, etc.) pour sa région :

- Sud-Ouest,
- Moyenné par la vie associative rurale,
- Formation supérieure ou expérience,
- Bonne connaissance en gestion,
- Qualités relationnelles indispensables,
- Sens des responsabilités,
- Grande disponibilité et mobilité.

Env. C.V. + photo + prêt. à l'attention du Directeur Général de l'U.N.A.D.R., 12, rue Jacquemont, PARIS-17^e.
Porte à pourvoir : immédiatement.

**PROFESSEUR
DE FRANÇAIS**

Langue étrangère pour septentrion 83 au C.A.R.E.L. ROYAN, certifié de lettres, parlant couramment anglais ou arabe, ayant expérience enseignement du français aux étrangers par méthode audio-visuelle et formation d'enseignement.

En attendant la publication de ce poste au B.O.E.N., les candidats sont priés d'envoyer C.V. à M. le Directeur du C.A.R.E.L., 17205 ROYAN cedex.
Tél. (46) 05-31-08.

Filiaire d'un important groupe Américain
recherche

**INGENIEUR MECANIQUE
(ou ELECTRO-MECANIQUE)**

pour le littoral région NORD.

Dans un premier temps, il sera responsable du service entretien au sein duquel il animerait une équipe de 50 personnes environ, puis, à bref délai, il prendra en charge la totalité du secteur entretien et travaux neufs.

Ce poste s'adresse à un ingénieur grandes écoles (Arts et Métiers, ICAM, Ecole Mécanique de Nantes ou équivalent), âgé de 34 ans environ, possédant déjà une expérience de plusieurs années dans un service de maintenance (ou production) d'une usine (industrie lourde de préférence) ayant dirigé du personnel et géré ses budgets.

Maîtrise de la langue anglaise
Indispensable.

Adressez lettre manuscrite + C.V.
détaillé + photo et prétentions
s/réf. 3417 M à PIERRE LICHOU S.A.,
1021 résidence Flandre
59170 CROIX qui transmettra.



nous recherchons pour NOYON (OISE)

**RESPONSABLE
DU SERVICE EMPAQUETAGE**

Rattaché au Directeur d'Usine, le poste s'adresse à un ingénieur A & M ou équivalent, ayant le goût et l'expérience de l'animation des hommes (120 personnes) et attiré par l'exercice autonome de ses responsabilités humaines et techniques.

INGENIEUR TRAVAUX NEUFS

Jeune Ingénieur (A & M, ICAM, ECAM...), il a une première expérience industrielle en Bureau d'Etudes ou en production.

Sous la responsabilité du Directeur technique, il étudie et réalise les installations nouvelles, suit et coordonne leur montage et leur mise en route.

Le développement de notre implantation en France (3 usines, 500 personnes) ouvre à terme de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'envoyer, C.V. détaillé en précisant le poste choisi et la rémunération actuelle sous réf. 377 M à Denis JOUSSET -

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en Ressources Humaines.

Sud du Jura

Entreprise industrielle, 350 personnes, se développant rapidement (CA triplé en 5 ans) grâce au dynamisme de ses dirigeants et à un souci de productivité qui la classe parmi les toutes premières en Europe dans sa spécialité, offre une opportunité de carrière dans la fonction :

**Comptabilité
Gestion**

Directement rattaché au Directeur, membre de l'équipe de Direction, il animerait un service de 7 personnes, superviserait le bon déroulement des opérations comptables courantes ainsi que l'établissement des situations mensuelles et trimestrielles et participerait à la clôture du bilan en liaison avec l'expert-comptable. Il sera en outre chargé de mettre en place le contrôle de gestion.

Evolution possible à moyen terme vers une direction administrative et financière. Ce poste appelle une formation D.E.C.S. ou E.S.C. (option finances-comptabilité) complétée par une première expérience si possible en milieu industriel.

Les candidatures précisant la rémunération souhaitée seront étudiées avec la plus grande discrétion par Josette Vanden Borne, sous réf. 213.

v.d.b conseil

Chamandre, 01340 Foissiat

**assistant(e)
contrôleur de gestion**

Nous sommes une des premières mutuelles françaises, l'une des plus dynamiques aussi : 3,7 milliards de C.A., 2300 salariés.

Nous recherchons un jeune assistant du Contrôleur de Gestion, diplômé d'une Ecole de Commerce, débutant ou ayant une première expérience.

Il aura pour mission de participer :

- à l'établissement et au suivi du budget prévisionnel, à l'analyse des écarts, et à la proposition de mesures correctives,
- à la mise au point des applications informatiques nécessaires.

La poste est à pourvoir à Rouan-Belfort, au Siège de la Société.

Envoyez lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à :

**mutuelles
unies**



MUTUELLES UNIES
Mme Mauhout
3037 X
76029 ROUEN CEDEX

**SERVICES TECHNIQUES
AUX INDUSTRIES DE POINTE.**

Première société française d'ingénierie, nous recherchons pour notre établissement de LYON, spécialisé dans la prestation de services techniques pour des secteurs industriels très avancés, notre responsable :

**ADMINISTRATION/COORDINATION
COMMERCIALE**

Agé d'environ 30 ans et diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion, vous avez acquis une première expérience commerciale dans la vente de produits ou services destinés à l'industrie.

Nous vous proposons de prendre en charge la gestion des offres, le suivi des contrats et l'analyse des résultats.

Ces fonctions couvriront la coordination et la supervision des actions commerciales sur les plans financiers et administratifs : coûts, conditions, prévision des ventes, suivi de réalisation...

Adressez votre dossier de candidature sous référence 80118 M à notre conseil.

MILO M.R.H

43 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

contrôleur de gestion

avec une expérience de plusieurs années en cabinet d'expertise et/ou en grande entreprise

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE, filiale d'un puissant groupe industriel, recherche pour son département (9000 personnes) situé en banlieue sud-ouest de Paris.

UN CONTRÔLEUR DE GESTION

Il assistera le responsable du contrôle central de gestion pour la mise en place et le suivi des tableaux de bord du département, l'analyse des indicateurs, ainsi que pour les prévisions d'évolution et la coordination des procédures financières.

Pour ce faire, il sera amené à encadrer un ou plusieurs contrôleurs de gestion et réalisera différents rapports de synthèse.

Pour ce poste à responsabilité, le candidat devra faire preuve de grandes qualités de rigueur, d'analyse et de synthèse.

Adresser lettre manuscrite + CV détaillé, sous référence 44059 à **projets publicités** 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

Message à un JURISTE

Vous souhaitez entrer dans un grand groupe français (C.A. 20 milliards). Le Directeur Juridique cherche à intégrer à son équipe un juriste de haut niveau, intéressé par le droit commercial, la législation sur les prix et le droit des affaires.

C'est l'occasion de faire acte de candidature, si vous avez un très bon bagage juridique et qu'à 30 ans environ vous avez une expérience significative acquise dans un cabinet d'avocats, de conseils juridiques ou au sein d'une société importante.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/218/N à notre conseil.

mcp

CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
GERANT SON PROPRE PATRIMOINE
(6.800 logements sociaux)
recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Ce collaborateur de haut niveau prendra en charge :

- la comptabilité générale,
- la gestion financière,
- la gestion du personnel,
- l'informatique.

Il dirigera une équipe de 9 collaborateurs.

Ce poste s'adresse à un comptable diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de gestion + DECS).

De 35 ans minimum.

UNE BONNE CONNAISSANCE DE L'IMMOBILIER SERAIT APPRÉCIÉE.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, rémunération actuelle et prétentions à **SARCO** - 27, rue du Mont-Thabor, 75001 PARIS.

JEUNES DIPLOMÉS ESC
VOUS ÊTES NOTRE POTENTIEL AVENIR !

Nous sommes un Groupe français à vocation internationale solidement implanté dans le secteur de la production et de la distribution d'énergies. Notre chiffre d'affaires est de 3 milliards de francs.

Notre métier nous a fait débiter dans le négoce de charbon puis de produits pétroliers pour finalement maîtriser les techniques de production. Il nous faut être dynamique, souple et inventif sur un marché énergétique évolutif et d'importance nationale. Notre souci est de préparer l'avenir autant que de faire le présent. Pour cela nous sommes prêts à intégrer un grand nombre de JEUNES CADRES. Ils seront assurés d'une progression de carrière, et d'acquies un métier après une période d'intégration.

Jeunes diplômés, si vous êtes motivés par une fonction commerciale, administrative, ou de contrôle de gestion, écrivez-nous en précisant vos centres d'intérêt. Nous vous informerons sur vos perspectives de carrière.

Adresser votre candidature sous référence 209/173 M à

**TRANSELEX**

128, boulevard Haussmann
75008 PARIS

**Ingénierie Informatique: Entreprendre.**

SG2 est le 1^{er} groupe européen de sociétés d'ingénierie informatique et systèmes d'information : programmes d'investissements créatifs dans les domaines les plus novateurs ; maîtrise d'œuvre de projets techniques complexes ; création permanente d'emplois nouveaux.

Cette position privilégiée nous permet de proposer une grande variété d'opportunités et de spécialisations à des

Diplômés d'Études Supérieures Scientifiques
Écoles d'Ingénieurs ou Universités

désireux d'enrichir leur première expérience professionnelle, acquise ou non dans le domaine de l'informatique.

Une formation rigoureuse vous permettra de participer rapidement, avec nos équipes opérationnelles, aux principaux axes d'intervention :

- conseil de direction et organisation • systèmes de bases de données • grands réseaux informatiques
- applications « clés en mains » pour PME-PMI • automatismes industriels et robotique • informatique scientifique • bureautique, monétique,...

Innovation technologique constante. Environnement intellectuel de haut niveau. Perspectives d'évolution diverses : avec SG2, donnez-vous les moyens de CONSTRUIRE votre carrière d'informaticien.

Votre dossier de candidature est à adresser, sous référence YR 08 à
SG2 - 12/14, avenue Vion-Whitcomb - 75116 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE NUCLEAIRE
en banlieue Sud-Ouest de Paris, recherche :

INGENIEURS

MECANICIEN (ECP, ENSAM, ECL, ENSI, INSA...)

Pour études et suivi de réalisations (manutention, chaudronnerie, petite mécanique).
Cinq à dix ans d'expérience.

ANALYSE DE FONCTIONNEMENT ET DE SURETE

(Débutant Grande Ecole ou quelques années d'expérience - Génie Atomique souhaité).

ELECTRICITE - CONTROLE-COMMANDE

• **SUPELEC** ou équivalent • **SUDRIA ENSI**
Dix ans d'expérience Cinq ans d'expérience.

GENIE CIVIL (INGENIEUR ETP ou assimilé)

Cinq ans d'expérience.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions en précisant la spécialisation sous No 71785 à **CONTEXTE Publicité** - 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**emploi régionaux**

M.J.C. recherche
ANIMATEUR permanent (DEFA)
Libre 1^{er} juillet.
Env. C.V. à M. le Directeur
rue Louise-Michel
81000 ALENÇON.

Le Comité régional du Tourisme de France-Compté recrute un cadre responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de son schéma régional. Solde expérience exigée.

Adresser C.V. à M. le Président du C.R.T., sous pli fermé avec mention « recrutement C.R.T. » avant le 11 juin à l'Office du Tourisme, 25000 BESANCON.

IMPE ENT. FRANCAISE
CHAUX ET CEMENTS

recherche son

RESPONSABLE DE BUREAU D'ETUDES

Implanté en région Rhône-Alpes

Le candidat, de formation ENSAM ou équivalent, possédant une expérience minimum de 3 à 5 ans dans les installations lourdes (Mines, Carrières, Siderurgie, Metallurgie, etc.) et devra avoir personnellement le dessin.

Il aura la responsabilité avec son équipe, de la conception et de l'extension des usines sur toute la France.

Env. C.V. manusc., photo et prét. ss n° 705, à Cab. Colomb Payen, 36, av. Maréchal-Randon, 38000 Grenoble.
Dra. absolue. Rép. assurée si enveloppe av. adr. jointe.

ROSSIGNOL
SKIS - TENDUS
VOIRON 38
recrute pour son service Recherche Développement

UN INGENIEUR
Formation : Centrale, Sup-Aéro, Mines, Ensta, Insa, A.M. ou équivalent. Expir. 1 à 3 ans. Le candidat devra posséder de solides connaissances en calcul des structures (éléments finis).

L'expérience des mesures de vibration et du traitement du signal sera appréciée. Allemand courant et pratique du Tanne à haut niveau vivement souhaités. Sous la responsabilité du Chef de Département, il assurera les paramètres qui régissent le comportement et la résistance des structures composant nos produits. Env. C.V. manusc., photo et prét. ss n° 706 A à : I.F.P.A., 38, av. Mardochai-Randon, 38000 Grenoble.
Descr. absolue. Rép. assurée si enveloppe av. adr. jointe.

MONTPELLIER
INRA
recherche

Responsable service DOCUMENTATION BIBLIOTHEQUE
En économie rurale

Licence Eco ou Socio + dipl. document., 1^{re} expérience professionnelle souhaitée.
Candidatures + C.V. avant 15 juin sous n° 285, 842 M.
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, Paris 2^e.

LA VILLE D'OUILLINS
recrute

UN RESPONSABLE DE CENTRE D'ANIMATION

Gestion de 3.200 m² de locaux ; responsabilité du personnel, etc. de serv. associatifs, animations dans la ville.

Diplômé de l'ans. supérieur exigé.

Connaissances de la vie associative et du fonctionnement admt. d'un centre d'animation.

Rémunération mensuelle : 7.000 F net.

Poste à pourvoir le 1^{er} août 1983.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo avant le 12 juin à : M. le Maire, 89923 OULLINS Cedex.

HOSPICE CIVIL DE LYON
recrute

ADJOINT TECHNIQUE

Spécialiste génie bio-médical, niveau I.U.T., option électronique ou automatique pour assurer maintenance système inf. gestion lab., et participer à mise en place système gestion informatisée matériels bio-médicaux.

Pr inf. complémentaires Tél. Service du Personnel Hospice Edouard-Henri, 847 81-11 (Poste 30-49).

Contrôleur de gestion

Les Laboratoires HOECHST, ensemble de sociétés regroupant des activités industrielles et commerciales dans les domaines pharmaceutiques et biologiques, recherchent un Contrôleur de gestion.

Vous avez une formation supérieure en gestion renforcée par une expérience de 3 ans minimum du contrôle de gestion.

Nous vous proposons d'animer une équipe de 4 assistants responsables, au niveau des branches d'activités, de l'élaboration et du suivi des budgets et des plans ainsi que de la réalisation des études de gestion et du reporting.

Vous prendrez plus particulièrement en charge l'élaboration et le suivi des budgets et plans consolidés au niveau du groupe.

Vous assurerez par ailleurs la réalisation d'études de synthèse et la mise en place de nouveaux outils de gestion.

Lieu de travail : La Défense.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence CG/P à la Direction des Relations Humaines **LABORATOIRES HOECHST** - Tour Roussel-Nobel - 92080 PARIS-LA DEFENSE CEDEX 03.

**jeune financier a fort potentiel**

Vous avez des idées, de l'énergie, des compétences certaines :

Raychem vous propose d'intégrer son équipe «finance».

Vous avez un bon niveau (Grandes Ecoles de Commerce, DECS, CHART, ACC...) et votre pratique de l'anglais est excellente. Votre première expérience de deux ans environ en entreprise ou en cabinet d'audit vous permet de maîtriser la comptabilité anglo-saxonne ainsi que la fiscalité.

Vous aurez la responsabilité de la comptabilité générale, dirigerez une équipe de dix personnes et assurerez un reporting mensuel de grande qualité. Vous participerez activement à la définition des besoins informatiques et à la mise en place des applications correspondantes. Votre cadre professionnel sera évolutif : son développement sera fonction de votre succès.

Nous sommes la filiale française d'un groupe américain présent dans 73 pays et qui génère une croissance annuelle de 20%.

Notre technologie de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermorétractables et des métaux à mémoire apporte des solutions originales dans des secteurs industriels porteurs.

Rencontrez-nous : envoyez votre CV avec photo et prétentions sous référence 523 M. à : **RAYCHEM**, Direction du Personnel, BP 738, 95004 Cergy Pontoise Cedex.

Raychem

السلامة والبيئة

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INFORMATIQUE DE GESTION

INGENIEURS ET CADRES

NOUS OFFRONS à des candidats motivés, décidés à développer leurs compétences et à élargir leur champ d'action, l'opportunité de rejoindre notre équipe pluridisciplinaire d'INGENIEURS CONSEILS.

IL FAUT être diplômé d'une grande école, posséder l'anglais, avoir déjà acquis, en qualité d'ingénieur ou de cadre, une expérience opérationnelle de 3 à 5 ans dans l'analyse des besoins d'information de l'entreprise, la conception et la mise en place de grands systèmes de gestion.

NOUS SOMMES membre d'un groupe international qui emploie 1.500 consultants dans le monde ; sur le plan national et international nos interventions de haute qualité concernent des entreprises de secteurs très diversifiés et de toutes dimensions. Basé à Paris, des déplacements fréquents sont à prévoir.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée), et prétentions sous réf. 10.250-M à Compagnie d'Informatic Consultants, 11, av. Delcasse 75008 Paris.



Chef de produit senior

200.000 F

Paris - Une importante société française, très réputée dans son secteur et spécialisée dans la fabrication et la vente de biens de grande consommation, recherche un chef de produit senior. Personnellement impliqué dans la gestion d'une gamme de produits de grande renommée, et placé sous l'autorité immédiate du Directeur du Marketing, il aura pour mission première d'assurer le suivi d'un important budget publicitaire. Il entretiendra également, avec les diverses directions opérationnelles, les liens qui imposent une action marketing sur un marché dynamique, qu'elle concerne le développement de produits nouveaux ou la définition d'une politique commerciale. Ce poste intéresse un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial (HEC, ESSEC, ESC ou équivalent) et justifiant d'une expérience, d'au moins 5 ans, de la gestion de produits de grande consommation (cosmétiques, lessives, "food"...). Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 200.000 francs sera fonction des compétences et du potentiel présentés. Ecrire à J.M. JACLOT.

Réf. A/R9015M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable commercial export

Paris

Biens d'équipement - Filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, cette société (500 personnes, 300 millions de francs de chiffre d'affaires) produit et commercialise des biens d'équipement. Elle recherche un responsable de zone export pour l'Europe. Sous l'autorité directe de la direction commerciale export, il sera chargé d'élaborer une stratégie adaptée à chaque pays et structurera le réseau de distributeurs, visitera les clients et négociera les contrats. Le poste intéresse un candidat âgé d'au moins 30 ans et de formation supérieure. Une expérience de vente en R.F.A. serait appréciée. La pratique de la langue allemande est nécessaire ; celle de l'anglais serait souhaitée. La rémunération sera fonction de l'expérience offerte. Ce poste, qui implique de fréquents déplacements, est basé au siège de la société à Paris. Ecrire à J. MOUNIER.

Réf. A/2405M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Groupe CGE

Composants électroniques - Vendeur de 1^{re} force

Nos chercheurs ont mis au point une gamme de piles au lithium à très hautes performances parfaitement adaptées aux besoins de l'électronique industrielle et militaire (alimentation de mémoires RAM C-MOS, stimulateurs cardiaques, systèmes embarqués). Grâce à leurs caractéristiques, nos produits sont appelés à un développement considérable au cours des prochaines années.

NOUS RECHERCHONS UN PROFESSIONNEL CONFIRME DE LA VENTE DE PRODUITS LIES A L'ELECTRONIQUE.

Vous aurez à prospecter les milieux industriels concernés tant en France qu'à l'étranger ; vous étudierez leurs besoins et vous proposerez les solutions adaptées en liaison avec nos ingénieurs chefs de produits.

Vous êtes un homme de terrain, habile négociateur, vous parlez l'anglais couramment et une autre langue étrangère. Vous êtes prêt à vous impliquer totalement, sachant que vos résultats justifieront votre salaire élevé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 1/SV/LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

LE CRÉDIT LYONNAIS

recrute pour sa

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE et DE L'ORGANISATION

Diplômé(e)s Grandes Écoles Scientifiques ou Commerciales

(débutant(e)s ou avec au maximum deux années d'expérience en informatique).

Les fonctions qui leur seront proposées leur permettront d'acquies une double formation informatique et bancaire, débouchant sur des postes de responsabilités au sein de cette Direction.

Ils pourront, notamment, participer aux études de développement d'applications et de systèmes, déjà considérés comme parmi les plus avancés (bases de données, réseau de plus de 10.000 équipements terminaux, vidéo, messagerie et bureautique).

Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services de la Banque, tant en France qu'à l'étranger.

Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'exercice de responsabilités d'encadrement.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. et d'une photo, sont à adresser, sous référence M/02, au :



CRÉDIT LYONNAIS RECRUTEMENT DES CADRES 25, RUE DU 4-SEPTEMBRE 75002 PARIS

Responsable informatique

Notre entreprise industrielle et commerciale, située à la périphérie de Paris, se caractérise par sa solidité financière et technique ainsi que par la place qu'elle occupe sur son marché en France.

Nous voulons concilier davantage notre informatique comme un outil d'aide à la décision et promouvoir sa décentralisation. Nous vous proposons de préparer et de conduire cette évolution, à la tête d'un département d'une vingtaine de personnes, équipé d'un DPS7 et d'un réseau de terminaux. Vous élaborerez le plan informatique et procéderez à des développements importants qui impliquent, en particulier, la refonte complète des applications en Temps réel avec Bases de Données.

Est déterminante votre expérience de responsabilités hiérarchiques équivalentes et de la direction de projets Temps réel. Avoir participé à des choix et à des implantations de matériels constituerait un avantage.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/2591, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

recherche, pour son établissement de BOULOGNE un

ingénieur de fabrication

Après une période de formation de 4 à 6 mois au Bureau d'Études, il effectuera un stage de 6 mois à SECLIN (Nord) au Centre d'Études Appliquées à la ROBOTIQUE. Il sera ensuite affecté à Boulogne comme ingénieur de Fabrication.

Le profil recherché est celui d'un ingénieur Mécanicien (Arts & Métiers, IDN, INSA, ...), débutant ou de faible expérience. La sélection portera sur des candidats à forte personnalité, curieux intellectuellement et adaptables.

Adressez C.V., photo et salaire souhaité sous référence 37.30/IF/542 à ADEQUATION 62-64 Avenue Emile Zola - 75015 Paris.



Vendre à l'industrie pharmaceutique 150.000 F

Un important laboratoire anglo-saxon, leader mondial dans sa spécialité, recherche un cadre de haut niveau pour promouvoir ses produits intermédiaires pour l'industrie pharmaceutique en France et en Belgique. Il devra suivre et développer une clientèle de laboratoires et l'assister dans l'utilisation des produits, et aborder le terrain avec un sens du marketing et de la stratégie permettant une réelle efficacité à long terme. Le poste est basé à Paris et implique au moins 60 % du temps en déplacements. Une excellente formation permanente sera assurée au siège européen, en Suisse, auquel le poste est directement rattaché. Nous recherchons un homme jeune et disponible, diplômé d'une grande école de commerce (ESSEC, ESC...) ou bien pharmacien, parlant l'anglais, et ayant acquis une première expérience de quelques années si possible dans la vente de produits consommables, de médicaments premiers ou de conditionnements à l'industrie pharmaceutique ou para-pharmaceutique. Nous proposons une carrière évolutive et une rémunération variable selon l'expérience et qui avoisinera 150.000 francs, avec en outre une voiture de fonction et bien sûr le remboursement des frais. Ecrire à D. HATT.

Réf. A/6195M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

AUDITEURS

H.E.C., E.S.S.E.C., D.E.C.S. ...

L'inspection générale de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, vous offre

• dans un des premiers groupes bancaires

• dans une organisation décentralisée

après une période de formation, de prendre en charge au sein d'une équipe, le diagnostic sur l'ensemble des fonctions et sur la gestion des établissements bancaires affiliés au groupe.

Ce poste comporte des déplacements fréquents. Il peut déboucher, à terme, sur une évolution de carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Michel MAYER sous Réf. 331 C.N.C.M. 88 rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel

La Direction du SCAT (Service Clientèle d'Assistance Technique) recherche pour son unité Support et Développement

INGENIEUR PROGICIEL

C'est un Chef de Projet qui aura la responsabilité de la mise en place d'un progiciel de gestion comptable, financière, et de contrôle de gestion, fonctionnant sous GCOS 64 et TDS.

Il intervient dans les entreprises de taille moyenne, possédant un système informatique. Dans le contexte de notre direction du SCAT, il sera intégré à une équipe dont la mission comprend les phases de qualifications, de conseil en organisation, de formation des utilisateurs, d'assistance à la mise en œuvre du système, et du suivi.

Le poste convient à un ingénieur ayant une expérience de la gestion financière en Entreprise. Des connaissances en Informatique constituent un atout supplémentaire.

Lieu de travail : Région Parisienne (déplacements courts et fréquents en Province).

Adressez lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions en précisant la réf. 287 M à Cii Honeywell Bull - PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes l'un des premiers groupes français d'ingénierie à vocation internationale. Nos réalisations concernent des domaines variés : chimie, offshore, agro-alimentaire, techniques avancées, bâtiment. Nous recherchons pour différents services de la société des ingénieurs de valeur. Leur efficacité leur permettra de saisir d'intéressantes opportunités de carrière.

CHEF DE PROJET CONFIRME

(Réf. 742)

Vous êtes ingénieur diplômé et au cours d'une dizaine d'années d'expérience vous avez été confronté à l'ensemble des problèmes qu'implique la conduite de projets complexes (coordination technique, relation clients, suivi budgétaire et animation des hommes). Nous vous proposons d'être l'un de nos chefs de projet senior à qui nous confierons la responsabilité de projets variés.

INGENIEUR ESTIMATION HAUT NIVEAU

(Réf. 631)

Après des études d'ingénieur, vous avez consacré une partie importante de votre carrière à la réalisation de projets d'investissements (en ingénierie ou en entreprise). Vous pratiquez l'estimation depuis plusieurs années selon des méthodes rigoureuses et avez le souci de l'optimisation de vos outils. Nous vous confierons la responsabilité de vos estimations au travers de l'animation d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, sous référence choisie, à JOËL OLLIEUX, SERETE, 86 rue Regnault 75640 Paris Cedex 13.

INGENIEUR ELECTRICIEN

(Réf. 744)

Vous êtes ingénieur diplômé d'une école d'électricité et avez une expérience d'une dizaine d'années principalement dans le domaine de l'industrie lourde (offshore, techniques avancées, pétrochimie...). Nous vous confierons l'animation de ce secteur au sein de notre service électricité-contrôle. Vous aurez la responsabilité de la supervision technique de l'ensemble des affaires traitées ainsi que de l'animation d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

INGENIEUR COMMERCIAL CHIMIE

(Réf. 743)

Ingénieur diplômé d'une école de chimie, vous avez une expérience de 3 à 5 ans. Après une première étape technique (études de conception d'installations chimiques, études de process chimique), vous vous êtes orienté vers une activité d'ingénieur d'affaires. Sur la base de votre récente étude de marché et de nos nouveaux objectifs, vous aurez pour mission de prospecter et de négocier des affaires dans le secteur de l'industrie chimique.



En progression rapide dans un métier sympa mais essentiel, sur un nouveau marché. 350 de services, un des leaders dans son domaine recherche.

JEUNE RESPONSABLE (H/F)

avec un bon potentiel d'évolution

- Orientation (rattachée) à la Direction nationale, après formation approfondie vous disposerez d'une large autonomie pour promouvoir les résultats économiques et commerciaux, contrôler la gestion du réseau de Franchises Patis et région.
- Vous avez de préférence une première expérience d'une formation commerciale supérieure mais nous recherchons surtout la personnalité aptitude à une collaboration étroite. Peu de déplacements.
- Réelle possibilité d'avancer et sous amon avant beaucoup de travail et participer activement à la vie de l'entreprise. Adressez candidature manuscrite, photo et dernière rémunération. Discret, non assuré.

Service avec Réf. N° 6338
Le Monde, Amboise, 5 rue des Rallies 75008 PARIS

LA MUTUALITE AGRICOLE

- équipée d'un IBM 3033.U12 sous MVS/SP 1.3.
- télétravail CICS/VS.
- bases de données, recherche pour son service "SYSTEME"

informaticien(ne)

- Formation supérieure.
- Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience.
- Connaissances bases de données appréciables.
- Sens de la communication.

Lieu de travail : R.E.R. Nanterre-Préfecture.
Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à U.C.C.M.A.
Département Gestion du Personnel
8/10, rue d'Astorg - 75380 PARIS CEDEX 08

Ingénieurs mécaniciens

Pour notre complexe industriel de BEAUCHAMP (95), nous recherchons 2 jeunes ingénieurs mécaniciens.

Ingénieur organisation

Formation : Centrale Lyon, A.M., ENSI, ENI... IEA ou similaire apprécié.

Il sera intégré à l'équipe intervenant dans tous les domaines (ateliers, magasins, services administratifs...) pour en définir et améliorer le fonctionnement.

L'aspect créatif et diversifié du travail devrait permettre aux candidats retenus de progresser à l'intérieur de notre Groupe.
Anglais apprécié.
Adresser C.V., lettre manuscrite, photo (retournée) à

A. BOUREAU
3M FRANCE
Avenue Goult
95250 BEAUCHAMP



Ingénieur mise au point

Formation : ENSI, ENI...

- Il participera :
 - à la mise en place et au développement des procédés de conversions de nos produits,
 - à la définition et au choix des équipements nécessaires aux projets actuels,
 - à la coordination des actions de nos différents services (packaging, maintenance, engineering, production...).

1ère société industrielle française sur son marché, 800 personnes, en croissance continue depuis sa création, 75 % de son C.A. à l'export, nous souhaitons encore améliorer nos performances.
L'usine, située en Bourgogne est la 1ère en Europe ayant mis en place un atelier flexible et des technologies très avancées dans son domaine d'activité.
Afin d'optimiser les méthodes de conception et de réalisation de nouveaux produits nous créons le poste d'

ingénieur système

De formation ingénieur et informaticien de métier vous serez le maître d'œuvre de la conception et de la fabrication assistée par ordinateur et aurez vraiment la possibilité de vous exprimer et de vous réaliser dans votre métier. Rempu aux progiciels de CFAO type Euclide et Titus vous évoluerez dans un environnement Digital (VAX 780). Si vous êtes cet ingénieur système, sachez que nous mettrons tout en œuvre pour répondre à vos aspirations, vous parler de nos systèmes de valeur et de votre avenir.

Si vous souhaitez nous rencontrer et visiter l'usine, soyez assez aimable de bien vouloir téléphoner ou écrire à notre Conseil chargé de cette recherche, sous référence 6438



nerve pont conseil

15, rue du Louvre - 75001 Paris - Téléphone (1) 233.09.27

Un des plus importants cabinets d'audit internationaux recherche pour son bureau de Paris des

AUDITEURS CONFIRMES

Ils travailleront sur des missions variées auprès de sociétés de dimension nationale et internationale.

Ils recevront une formation de haut niveau aux techniques d'audit de notre cabinet.

Les candidats devront être diplômés d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, SC-PO / Eco FI) avec une expérience de 2 à 3 ans en cabinet français ou international.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à BCA - A l'attention de P. Narain - 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS.

Correspondant de *Price Waterhouse*



SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE
FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE FINANCIER DU SECTEUR PUBLIC.
recherche pour sa Direction Régionale de la proche banlieue nord.

cadre financier

Diplômé d'enseignement supérieur IEP, Sup. de Co ou équivalent, complété si possible par un diplôme comptable du type DECS.

Il sera responsable de l'animation d'une équipe et sera chargé de l'administration financière, de la trésorerie et de la tenue de la comptabilité des Sociétés Immobilières dont il aura la charge.

Il est demandé une première expérience professionnelle dans les secteurs financiers et comptables.
Nous pouvons offrir une évolution de carrière intéressante au sein du Groupe à un candidat de valeur.

Nous vous invitons à adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 3838 à

Lion Publicité
2, rue des Dardanelles
75017 Paris
qui transmettra.



ORGANISATION
TRAITEMENT DE L'INFORMATION
recrute

4 INGENIEURS INFORMATIENS

(2 INGENIEURS-CONCEPTEURS
2 INGENIEURS D'APPLICATIONS)

5 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- Travail en équipe avec des ingénieurs en organisation.
 - Sens des responsabilités.
 - Rémunération élevée en rapport avec le haut niveau de qualification sollicitée.
 - Diplômés grandes écoles ou universitaires et quelques années d'expérience.
 - Les analystes-programmeurs débutants sont également acceptés. Après formation complémentaire, ils seront appelés à s'intégrer aux équipes avec bonnes perspectives d'avenir pour candidats de valeur.
- Adresser C.V. + photo à SIGMA-CONSEIL,
12, rue Marbeuf, 75008 PARIS.

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

Nous sommes le leader européen de l'Entreprise Electrique, notre société connaît un développement spectaculaire. Ses commandes à l'exportation ont quadruplé de 1980 à 1982. Pour faire face à ce développement, nos services travaux extérieurs 1300 personnes, 100 chantiers dans 70 pays recherchent

RESPONSABLE DU RECRUTEMENT éventuellement débutant (e)

Placé sous l'autorité du Chef du Personnel il aura à établir et à mettre en œuvre le plan de recrutement et à collaborer à la gestion de notre personnel, nous lui confierons notamment la tâche d'améliorer l'information et l'aide que nous apportons au personnel détaché à l'étranger. Il bénéficiera pour ses différentes tâches de l'aide d'un système informatique adapté et performant. Outre une solide formation en psychologie nous attendons du candidat retenu sens pratique, efficacité et disponibilité.

Ecrire avec CV à CGEE ALSTHOM - Services des Travaux Extérieurs - 13, rue Antonin Raynaud 92309 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

MELUN (77) SOCIÉTÉ COMMERCIALE (QUINCAILLERIE)

175 PERS. - 200 MILLIONS F
FORTE NOTORIÉTÉ ET EN EXPANSION
recrute par suite de promotion interne

CHEF DES VENTES

15 vendeurs : 77 - 94 - 91

Adjoint du D.C. pour l'ANIMATION, le PERFECTIONNEMENT et le CONTRÔLE DE L'ÉQUIPE DE VENTE. Clientèle : Bâtiment - Artisans - Usines - Administrations...

INDISPENSABLE
DOUBLE EXPÉRIENCE
DE QUINCAILLERIE
gross marchands de fer, négoce matériels.

DE CHEF DES VENTES
homme de terrain, animateur de vendeurs.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manusc., C.V. détaillé, rémunérer. at photo ss réf. 5095 à

selection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

TUILLET et Cie

CABINET DE REVISION COMPTABLE

recherche pour faire face à son développement

REVISEURS CONFIRMES

- 2 à 4 ans d'expérience en Cabinet français ou international
- Formation supérieure exigée

ASSISTANTS DEBUTANTS OU AYANT DEJA CONNU

UNE PREMIERE EXPERIENCE

- DECS complet
- Diplômés de l'enseignement supérieur

NOUS VOUS OFFRONS :

- la possibilité de vous intégrer dans une structure souple et évolutive
- une activité axée sur la région parisienne
- une variété de missions permettant une préparation adaptée aux exigences des certificats supérieurs.

Ecrivez-nous :
Cabinet TUILLET et Cie
22, rue de la Banque
75002 - PARIS

السلامة والبيئة

السلامة والبيئة

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



La Division Conseil et Réalisation
représentant un très large potentiel d'affaires, offre un champ d'investigation et de développement permanent aux candidats de valeur :
recherche pour concevoir et réaliser des systèmes d'information locaux ou répartis.

Jeunes ingénieurs
ou
diplômés
ayant 1 à 2 ans d'expérience en dans les domaines suivants :

- Organisation
- Bureautique
- Micro-Informatique

Associés à des projets motivants, ils s'intégreront dans des équipes à taille humaine.
Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence DSP 16 à M.J. COUPPEZ - SLIGOS, 26, rue des Pavillons, 92807 PUTEAUX

Fiscaliste

Expérience fiscalité française et internationale

CECA S.A., avec plus de 60 % de son C.A. réalisés à l'exportation, se situe parmi les leaders internationaux dans la chaîne de spécialités. Nous recherchons un Fiscaliste.

Vous êtes titulaire d'un D.E.A. ou d'un D.E.S.S. de Droit avec une option fiscale ou d'un diplôme d'une Ecole Supérieure de Commerce avec une formation complémentaire de type DECS ou d'un diplôme de l'Ecole Nationale des Impôts.

Votre expérience de 3 ans environ dans le domaine de la fiscalité française et internationale vous incite à intégrer une entreprise performante, largement représentée à l'étranger.

Nous vous proposons de rejoindre l'équipe de notre service juridique et fiscal pour :

- assurer le suivi permanent des questions fiscales courantes concernant notre société et ses filiales,
- jouer un rôle de conseil interne à la CECA.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence F/M à CECA S.A., D.P.R.S. - 11, avenue Morane-Sauvart - 78140 VELIZY.



jeune Sup de Co Paris ou équivalent

Vous possédez le DECS et avez acquis une première expérience de 3 à 4 ans, de préférence en cabinet d'Audit.

La SOCIETE DES TUYAUX BONNA groupe de 2500 personnes, CA 900 MF qui possède de nombreuses implantations en France et à l'étranger, vous propose un poste de **CADRE COMPTABLE** basé à son siège social.

Vous serez chargé sur le plan comptable, de l'élaboration et de la maintenance des procédures, de la mise en place du nouveau plan, ainsi que de l'Audit.

Vous participerez également à la centralisation des comptes.



Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre candidature avec C.V. et prétentions réf. 2769 à **SOCIETE DES TUYAUX BONNA**
Boîte Postale 371 - 08
75365 PARIS CEDEX 08.



L'électricité ? Un bon créneau...

Nous fabriquons de l'appareillage électrique d'installation et avons une très bonne image de marque auprès des professionnels.

Nous renforçons notre réseau commercial en accueillant de **jeunes technico-commerciaux** attirés par la vente

- Si vous avez une expérience pratique du métier d'un ou d'eux ans, ou si vous êtes débutant avec une formation de type BTS, IUT (Electro-Technique, Technique de Commercialisation, Technico-Commercial, etc.) UNIVERSITAIRE ou ESC, désireux de réussir une carrière dans la vente, et si vous êtes mobile géographiquement, alors n'hésitez pas à répondre à notre offre. Nous avons des postes à pourvoir à Paris, Nancy, Clermont-Ferrand, Rennes, Marseille.

Nous vous invitons à adresser votre dossier (lettre manuscrite + C.V.) en indiquant vos prétentions, sous réf 23 M 102 à notre Conseil CPA, 3 rue de Liège, 75009 Paris.



MEMBRE DE SYNET



Parce que demain rien ne se fera sans l'informatique...

C'est maintenant une évidence : l'informatique pénètre chaque jour davantage au plus profond du tissu économique français. De la multinationale à la PME, chaque entreprise s'est informatisée, s'informatise ou s'informatisera. Phénomène économique et social, l'informatique sera demain familière à l'univers de chacun. Au moment où, jeune diplômé(e), vous choisissez votre voie, nous vous proposons un secteur d'avenir qui se développera longtemps encore.

Parce que demain le conseil sera indispensable aux entreprises...

Les conseils les plus écoutés dans ce domaine sont certainement l'ingénieur commercial et l'ingénieur technico-commercial. Chez nous, ce sont de jeunes diplômés d'une maîtrise scientifique ou de gestion qui reçoivent une formation alternée et rémunérée leur permettant de jouer pleinement leur rôle d'assistance, de formation et de conseil auprès d'entreprises diverses. Ils analysent le besoin du client, l'étudient, soumettent une solution adaptée, aident au démarrage du système et suivent le client.

Parce que demain comme hier IBM innovera...

Présente dans tous les pays du monde par ses laboratoires, ses unités de production et son réseau commercial, IBM développe constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux. La Compagnie IBM France est l'une de ses plus importantes filiales : 20.000 Français sont employés par IBM. Un centre d'études et de recherches, quatre usines et un réseau dense d'agences et de directions régionales, installées à Paris et dans les principales villes de France, font de la compagnie une grande entreprise française, proche de ses clients pour leur assurer le meilleur service.

Pour toutes ces raisons nous avons besoin de vous, JEUNES UNIVERSITAIRES titulaires d'une maîtrise scientifique ou de gestion

Si vous terminez vos études cette année, ou si vous avez déjà une première expérience professionnelle, IBM France vous propose un métier et, si vous le souhaitez, une carrière. Grâce à la formation permanente, vous pourrez avoir accès à des fonctions variées. Avec autonomie, vous exercerez pleinement vos responsabilités, à PARIS ou en PROVINCE, dans le cadre d'une grande entreprise, beaucoup moins contraignante qu'on ne l'imagine.

Outre les qualités inhérentes à un tel poste, nous vous demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, même si vous n'avez pas encore terminé vos études, à :

IBM FRANCE

(Référence EM 02) - Département Recrutement - Orientation - Conseils
2, rue de Marengo - 75001 PARIS

TRAVAUX PUBLICS : des ingénieurs grande école

Une des plus importantes entreprises de Travaux Publics recherche des ingénieurs Grande Ecole qui, après une période de formation aux méthodes de l'entreprise, se verront confier des responsabilités à la mesure de leurs compétences.

Possédant une première expérience ou plus confirmés, ils rejoindront nos équipes existantes dans les secteurs

TRAVAUX - ETUDES - METHODES - COMMERCIAL - GESTION

Pour ces postes, une formation spécifique complémentaire sera un atout supplémentaire. Une première prise de contacts permettra d'envisager toutes les possibilités d'intégration dans notre entreprise, selon vos souhaits et nos besoins, au siège social en Région Parisienne, ou sur nos chantiers, en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature à M. BOUHAYE - 149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS, qui transmettra.

Ingénieurs, débutez par la finance

L'une de nos filiales jeune et de taille humaine (120 personnes) a connu une croissance très rapide en créant des produits d'épargne originaux et performants. Elle crée 2 postes de cadre d'avenir :

- l'un pour succéder le responsable actuel de la **PLANIFICATION ET DU CONTROLE DE GESTION** : Modélisation - simulation financière - analyse budgétaire - études diverses pour la Direction Générale

- l'autre pour participer à la **GESTION DU PORTEFEUILLE ET DE LA TRESORERIE** tant au niveau de l'analyse financière, que des interventions sur les marchés de valeurs mobilières.

Si en plus de votre diplôme d'ingénieur (Centrale, Pont, Mines... ou ENSAE...), complété de préférence par une formation financière ou économique, vous êtes créatif et prêt à vous donner à fond dans l'une de ces activités, de réelles perspectives d'évolution vous attendent dans notre groupe où la promotion interne est largement pratiquée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 151 à Michèle Chiron

Compagnie Bancaire - Service Orientation, Recrutement
5 avenue Kléber - 75791 Paris Cedex 16.



compagnie bancaire

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

2 chefs de produits **HF**

PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

Nous sommes la filiale française d'un groupe international fabriquant et commercialisant plusieurs lignes de produits dans le domaine de la cosmétique, de l'hygiène et de la beauté. Nous recrutons deux Chefs de Produits :

- le premier se verra confier la gestion et le développement de deux gammes de produits d'hygiène, vendues en pharmacie et leaders sur leur marché,
- le second sera chargé de la gestion et du développement d'une ligne de produits capillaires à très forte notoriété, distribuée dans le circuit alimentaire.

Ces deux Chefs de Produits auront la charge de présenter et de défendre leurs plans marketing devant la Direction Générale, et la responsabilité d'en assurer l'exécution avec l'assistance de leur chef de groupe. Nous recherchons des diplômés d'Ecole de Gestion (HEC, ESSEC, ESC...) justifiant d'une expérience de 2 ans minimum à un poste similaire et ayant géré des budgets publicitaires importants. Une expérience de la communication télévision et des circuits de distribution concernés est nécessaire. La pratique de l'anglais est indispensable. Le développement de nos activités en France nous incite à choisir des collaborateurs à fort potentiel, susceptibles de grandir avec nous. Des "passerelles" entre les circuits pharmacie et alimentaire peuvent être envisagées ultérieurement.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature sous référence A 262.83 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

chef de produit

SPORTSWEAR FEMININ

Notre entreprise avec un chiffre d'affaires de 200 millions de francs est dans le peloton de tête des industriels français du sportswear. Nous recherchons un collaborateur capable de prendre en charge l'élaboration et la coordination des collections de notre ligne de produit "Femme", marque de forte notoriété, positionnée haut de gamme. Celui-ci rattaché au Directeur du département, participe à la définition du plan de collection, assure la recherche matières, modèles, coloris, en liaison avec des stylistes, coordonne la réalisation avec l'aide d'un adjoint. Ce poste convient à un homme ou une femme pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de la fonction création dans une entreprise d'habillement. La rémunération peut être élevée pour un candidat performant. Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature sous référence 272.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

services

BANQUE PRIVEE - PARIS

recherche

son RESPONSABLE de la COMPTABILITE et du CONTROLE INTERNE

Le candidat devra justifier d'un niveau Expertise et d'une expérience bancaire confirmée. Il sera âgé de 35 ans minimum et aura participé activement à l'informatisation des traitements comptables.

Le poste proposé offre de réelles perspectives d'avenir dans un établissement à taille humaine. (réf. 2070 M)

BANQUE PRIVEE - PARIS 8ème

recherche

INSPECTEUR

Age minimum 30 ans, grande école de commerce, HEC, ESSEC, SUP de CO et/ou expertise comptable. Expérience de 5 ans minimum dans service d'audit interne ou d'inspection d'une grande banque ou d'un organisme financier.

Poste basé à Paris - Quelques déplacements en province de durée variable. Retour à Paris en fin de semaine assuré. (Réf. 4040 M)

BANQUE PRIVEE - PARIS 8ème

recherche

CLASSE IV/V

POUR IMPORTANT SERVICE TITRES Expérience 5 ans minimum pour poste à responsabilité au sein de son service conservation. (Réf. 6030 M)

OBC

BANQUE ODIER BUNGNER COURVOISIER

(total bilan : 1,5 milliard - 250 personnes)

quartier Etoile

Nous mettons en place une nouvelle opération d'applications informatiques et bureautiques bancaires et proposons à des

GRADES/CADRES DE BANQUES

de rejoindre notre Service

ORGANISATION

Diplômés de l'enseignement supérieur, les candidats auront une solide expérience bancaire (comptabilité, fiscalité, gestion) complétée par une formation informatique.

Ces postes en création nécessitent un fort potentiel, un esprit d'équipe et un réalisme indispensables. (Réf. 8060 M)

Nous recherchons également

UN JEUNE INSPECTEUR POLYVALENT

confirmé dans les techniques bancaires (administration, comptabilité, engagements, informatique).

Diplômé d'une Ecole de Commerce - 2 ans d'expérience minimum - diagnostic rigoureux, sens du risque, esprit de synthèse, faculté de rédaction, esprit d'équipe et capacité d'animateur sont requis. (Réf. 9040 M)

Pour tous ces postes, la classification, la rémunération et les possibilités d'évolution seront fonction du champ d'expérience et des capacités de chacun.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence du poste choisi à OCBF 66, rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS.

vous assiste dans le recrutement bancaire

Chargé d'Etudes Gestion Commerciale

E.S.C. débutant ou première expérience

De formation supérieure en gestion, vous êtes débutant ou avez une première expérience en entreprise impliquant de la gestion commerciale. Vous possédez un sens aiguisé de l'analyse et des chiffres, êtes organisé et méthodique. Vous recherchez une entreprise pratiquant une gestion commerciale élaborée et connaissant une forte croissance.

Dans ce cas, vous pouvez, à Aubervilliers, participer au développement du

GROUPE AIRLEC RADIAL BRUNNER

leader sur le marché français du chauffage électrique (C.A. et résultats multipliés par 3 en 3 ans).

Rattaché au Directeur Commercial, vous prendrez en charge l'élaboration, la présentation, l'analyse des résultats du réseau de vente. Vous disposerez d'un outil informatique performant. La réussite dans cette mission doit vous conduire à moyen terme à des responsabilités plus étendues au sein de la fonction gestion commerciale.

Merci d'adresser rapidement lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 5502 M à notre Conseil.



EQUIPES ET ENTREPRISES

33, rue Vivienne 75002 PARIS

colly

Notre équipe de direction, jeune et dynamique a su créer un nouvel état d'esprit dans le domaine de la MACHINE-OUTIL.

Elle recherche pour sa direction régionale de Paris

DES INGÉNIEURS D'AFFAIRES

qui seront chargés de commercialiser des biens d'équipements et des systèmes de haute technologie : robots, automatismes, ateliers flexibles... sur les régions Nord-Aisne, Oise-Vallée d'Oise, Marne-Aube, Sud-Paris-Normandie. Entre 25 et 35 ans, ils auront acquis une formation de préférence technique ainsi qu'une expérience commerciale dans le domaine des biens d'équipements industriels.

Les postes à pourvoir sont évolutifs et la rémunération motivante. Les candidats retenus bénéficieront d'une large autonomie après avoir été formés au siège et dans les usines de Villeurbanne (69).

Les candidats sont remerciés par avance d'adresser leur dossier puis de téléphoner pour un rendez-vous à fixer entre le 13 et le 17 juin avec

M. PEUCELLE - Directeur Régional COLLY

10, rue Louis-Philippe - 92220 NEUILLY

Tél (16-1) 745.45.50

colly

LA PRÉCISION EN MOUVEMENT

Collyenne Lyon

afpa deux spécialistes de la formation de cadres

La vocation de l'AFPA est la Formation Professionnelle des Adultes. Notre effectif total de 10.000 personnes comprend 500 cadres de direction.

Or, la compétence et l'efficacité du personnel d'encadrement de nos Centres jouent un rôle déterminant dans l'accomplissement de cette vocation.

La formation et le perfectionnement de nos cadres constituent donc pour le Service Central de Formation des personnels de l'AFPA un objectif prioritaire.

C'est pourquoi nous recherchons aujourd'hui deux nouveaux collaborateurs chargés d'analyser les besoins, de concevoir des plans de formation, de mettre en place les ressources formatives, d'organiser et d'animer les stages, d'évaluer les résultats.

Basés au siège, quelques déplacements de courte durée dans nos établissements de province sont à prévoir.

Les candidats, impérativement diplômés de l'enseignement supérieur, auront une solide expérience dans la formation de cadres, exercée si possible en milieu industriel.

Leur rémunération sera fonction de leurs références.

Une formation-information personnalisée leur fera connaître les objectifs généraux de notre institution, ses modes de gestion et ses méthodes pédagogiques.

Mme Lagane étudiera avec attention et discrétion votre dossier de candidature. Adressez-lui votre C.V. détaillé en mentionnant votre salaire actuel au siège de l'Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes 13, place de Villiers 93100 MONTREUIL.

Explorez notre avenir informatique et télématique

Entreprise de pointe dans l'utilisation des nouvelles technologies, la RATP crée 2 nouveaux postes pour développer son avance dans les domaines de la télématique, de l'informatique et de la bureautique. Elle recherche

2 INGENIEURS ESE - TELECOM - ENSTA - INSA - ENSI... **HF**

positionnés par les évolutions et les applications dans ces domaines. Ils seront chargés d'une réflexion sur les nouveaux produits et leurs applications opérationnelles au sein de la RATP.

Le 1^{er} poste implique, en outre, une dynamique de découverte et de contacts, tournée vers les constructeurs et les centres de recherche. Dynamique qui sera répercutée, en aval, au sein de l'entreprise afin de lui faire connaître les évolutions dont elle peut tirer profit. Si une fonction tournée à la fois vers l'extérieur et l'intérieur de l'entreprise vous intéresse, si vous avez des aptitudes ou des connaissances en informatique, télématique et bureautique, contactez-nous.

offrez-vous un terrain d'expression et d'expérience digne de vos compétences : la promotion de l'avenir informatique et télématique de la RATP. Prenez contact avec Gérard Hovasse, Directeur du Personnel RATP 185 rue de Bercy 75012 Paris.

RATP RATP RATP

RATP RATP

العدد 1550

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ASEA - SERVICE

DIVISION DE LA FILIALE FRANÇAISE
DU GROUPE ELECTROMECANIQUE SUEDOIS ASEA
C.A. 26 MILLIARDS FF - 55.000 SALARIES

pour son Etablissement de PERSAN (95)
INGENIEUR DE PRODUCTION
spécialité électrotechnique

De préférence de niveau Ingénieur, ou d'une formation équivalente, il sera responsable d'un atelier de réparations et se verra confier tous les aspects de la gestion technique, financière et humaine d'une unité de bobinage.
La connaissance de l'anglais est nécessaire.
Réf. : LM410

TECHNICO-COMMERCEAUX

De formation commerciale, les candidats disposeront de préférence d'une expérience dans le domaine des machines tournantes électriques.
Réf. : LM411

Adresser C.V. et rémunération actuelle au Service du Personnel
ASEA - B.P. N° 5 - 95340 PERSAN.
(Merci de préciser sur enveloppe la référence du poste concerné.)

La filiale d'un important groupe de services recherche

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

en collaboration avec une équipe composée de 7 personnes, il assure :
- la préparation et le suivi budgétaire,
- les recommandations à partir de l'analyse des résultats périodiques,
- l'amélioration des systèmes d'information en liaison avec l'informatique.

La décentralisation de l'entreprise, l'importance de sa fonction « Conseil » implique des contacts fréquents avec les responsables opérationnels des différentes unités.

Pour ce poste, une formation supérieure : de type universitaire ou Grande Ecole de Commerce, est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 448 à INTER PA, BP 508, 75006 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

MEESCHAERT

Dans le cadre du développement de notre service GESTION
notre Société de Gestion Financière recherche

UN ASSISTANT DE DEVELOPPEMENT HF

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur :
Ecole d'Ingénieur ou Master de mathématiques de la décision.

Après une période d'intégration, il prendra en charge la réalisation d'un modèle de gestion informatisée (analyse, détermination, programmation).

Progressivement, il participera à l'ensemble des développements de modèle d'aide à la décision pour la gestion de portefeuilles d'actions et d'obligations.

Il travaillera en étroite collaboration avec le Responsable du Service Gestion et il lui sera demandé toute latitude pour mener à bien l'analyse et la réalisation des modèles.

Nous souhaitons rencontrer des « réalisateurs » dotés d'un esprit créatif, possédant des aptitudes conceptuelles, tout en ayant le sens du concret.
L'anglais serait très apprécié. Des connaissances informatiques et boursières sont souhaitables.

Ce poste, basé à Paris, offre une rémunération de départ motivante et de réelles possibilités d'évolution pour des candidats débutants ou ayant une première expérience d'entreprise. Le poste est à pourvoir immédiatement.

Adresser lettre de motivations + CV + prétentions à Monsieur DESLANDES
MEESCHAERT SEGR - 12 rue Chauchat - 75009 PARIS



ODA (1000 personnes / 1 Milliard de C.A.)
Régisseur de la publicité
dans les annuaires du téléphone.
Filiale du groupe HAVAS.

Pour faire face à son expansion, ODA s'engage dans le développement et l'utilisation de nouvelles technologies en matière de PRÉ-IMPRESSION (digitalisation, fabrication assistée par ordinateur, composition, vidéo, etc.).

Dans ce cadre, la DIRECTION DE L'EXPLOITATION crée le poste

D'ADJOINT AU CHEF DES SERVICES FABRICATION

SA MISSION

Le candidat aura à mettre en place une organisation par ligne de produits intéressant une quarantaine de collaborateurs et mettant en jeu des moyens modernes de production (fabrication assistée par ordinateur, digitalisation).

Il aura à résoudre les problèmes techniques classiques :
- Composition,
- Dessin,
- Reproduction photographique.

Il participera à la mise en place de nouvelles technologies :
- Fabrication d'écran télématique,
- Digitalisation,
- Fabrication assistée par ordinateur.

Il formera son équipe à l'ensemble de ces techniques.

SON PROFIL

Le candidat, de formation supérieure, justifiant de 10 années d'expérience pratique, opérationnelle dans le secteur de la PRÉ-IMPRESSION devra posséder les qualités naturelles d'un « LEADER » doublées d'un formateur lui permettant d'animer, motiver et former une équipe efficace et dynamique.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à :
OFFICE D'ANNONCES, Evelyne MALACH,
136, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

LE CARBONE LORRAINE
37 à 41 rue Jean-Jaures
52231 GENEVILLIERS
bâti, fours et contacts
électriques recherche

TECHNICIEN SUP.

en électrotechnique ou électromécanique, titulaire BTS-DUT et assés de machines, acquies de simulation en laboratoire.
Perspectives d'évolution du poste vers Technicien-chef

Envoyer C.V. et photo.

Pour MARSY (51)
A.T.P. ou INGENIEURS
TOUTES TITRES
logique analogique travaux
d'entretien des câbles
SOTRATES - 523-50-50.

Membre d'Oyonnax cherche pour son centre culturel :

1 responsable programmation
Adresser C.V. à Monsieur le Maire, Mairie 01108 OYONNAX (51)

Candidature à envoyer avant le 30 juin 1983.

Groupes
JANUS-GENIE INFORMATIQUE
cherche

INGENIEURS

Logiciel temps réel
diplômés et expérimentés
sur PDP, MATH, SCAL,
96, 2 90, 80000.
Conditions intéressantes
pour élément de valeur.
TANG. 952-60-06.

Labo. créa. rech. 1 technicien
physicien ayant de solides
bases en électronique. Titulaire
d'un BTS ou d'un DUT.
Env. C.V. à M. Pégibet, Laboratoire
Cris. 11, r. P. et M. C.
rte, 75231 PARIS Cedex 05.

ERIN

recherche
pour réalisation de logiciel en
informatique industrielle
(mixte et mainframe)

DES INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES

Option : informatique, automatique, électronique.
Diplômés à 3 ans d'expérience.
Les candidats retenus seront
convoqués pour entretien.

Envoyer avec C.V. à AGIAL PUE
s/réf. 2.705, 27, rue Tiquetot,
75008 PARIS, qui transmettra.

SOCIETE D'INGENIERIE
EN RESSOURCES HUMAINES
ET FORMATION

REGION PARISIENNE
recherche un

SPECIALISTE GESTION RESSOURCES HUMAINES

PROFIL SOUHAITE :

Formation universitaire ou Ecole
d'Ingénieurs • Expert en matière de
gestion de ressources humaines et formation
• Expérience de conduite de projets
et changements en milieu industriel • 5 ans
de pratique professionnelle.

FONCTIONS :

• Il est responsable d'affaires et conduit
des interventions en entreprise tant sur
le plan commercial qu'opérationnel
• Travail en équipe pluridisciplinaire • Il
favorise les approches de type participatif
du changement en entreprise • Il développe
des services « Ressources Humaines »
auprès d'une clientèle industrielle
• Déplacements.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo
et prétentions sous réf. 72140 à
CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de
l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

Cadres demandeurs d'emploi
ou en congé-formation

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

vous propose

7 mois et demi de préparation professionnelle
dont 2 mois et demi de stage pratique

Gestion et développement des organismes à but non lucratif

Ce stage résumera vous apportera :

- des techniques de gestion ;
- un entraînement aux relations sociales ;
- une pratique de l'informatique.

Une formation supérieure et une première expérience professionnelle sont nécessaires.

Début du stage : 16 juin 1983.

Recrutement immédiat.

Appeler au 766-84-22 :
Micheline FLOIRAC ou Jacques NEUBAUER

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS.

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES



COMSIP ENTREPRISE

Contrôle Bailey

2700 ingénieurs - 38 filiales à l'étranger
12 milliards de commandes en 1982 (dont 7 à l'export)

Nous recherchons des :

Ingénieurs informaticiens

pour développer les logiciels du contrôle industriel :
régulation - automatisation - optimisation des procédés.

Ingénieurs de développement

en électronique industrielle et en électrotechnique
pour participer à la conception et la réalisation des automatismes
dans les grands contrats du contrôle industriel, en France et à l'étranger.

Nous vous invitons à contacter le :

Service des Ressources Humaines : 13 rue Antonin Raynaud 92309 Levallois Perret.

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

consultants internationaux

Sema finance est la division du Groupe Sema
recherche, spécialisée dans le conseil de haut niveau dans les systèmes
administratifs, comptables et financiers, en France, en
Europe et dans le Tiers Monde. Elle cherche à renforcer ses équipes
d'intervention et recrute des consultants internationaux en gestion
administrative et financière.

Les candidats, de formation supérieure (Ecole d'Ingénieurs de
commerce ou de gestion + DECS) auront acquis une expérience de
l'audit ou du contrôle de gestion. Il leur sera confié des missions
d'organisation financière et comptable auprès d'importants établissements
publics et entreprises privées. Des déplacements de longue
durée dans des pays en voie de développement sont à envisager.

Adresser votre C.V. avec une courte lettre manuscrite, sous la
référence 10425/M à J.M. Legros, Sema-Sélection : Centre
Métro, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Sema selection Paris Lille Lyon
Marseille Toulouse

Le Groupement Systèmes d'Informatique
pour renforcer les équipes d'études qui
constituent son atout principal
dans la compétition sur le marché
informatique, propose à des

INGENIEURS DEBUTANTS

Ecoles d'Ingénieurs (toutes options) ou
DESS - DEA (disciplines scientifiques)
de leur assurer une

FORMATION A L'INFORMATIQUE

Elle leur donnera une compétence dans le domaine
du LOGICIEL et leur permettra de s'intégrer dans les
unités de très haut niveau (implantées en région
Parisienne), responsables du développement de ses
systèmes.

Cette offre donne une opportunité à des débutants de
faire une carrière dans un secteur en grande
expansion.

Une session de formation débutera en Octobre 1983
et s'étendra sur plusieurs mois.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
en précisant la réf. 120 M à Cii Honeywell Bull
PC0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS
CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE
FONCTION INSPECTION/CONTROLE

Vous avez acquis en 4 ou 5 ans d'expérience une solide pratique des opérations bancaires. La fonction Inspection/Contrôle vous paraît une étape nécessaire avant d'assumer des responsabilités élargies. Nous vous proposons de l'exercer dans nos agences et filiales.

Atin que nous élaborions un éventuel plan de carrière, adressez votre C.V. sous réf. 7382/JN à M. GUIGNARD - 88, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS

CAISSE NATIONALE DE CREDITAGRICOLE

recherche pour sa Direction Informatique à St Quentin en Yvelines (78)

Ingénieur Informaticien ou organisateur

pour participer à la conception des systèmes d'information et être le responsable de l'administration des données.

Ce poste FONCTIONNEL comporte l'animation d'une équipe restreinte. Il exige une formation supérieure, une large expérience de l'informatique et de l'organisation, et une habitude des contacts à haut niveau.

Adresser C.V., photo, salaire et prétentions sous réf. D61 à CNA Gestion des Personnes - 75710 Paris Brume

Auditeur interne 3M

3M recherche pour son siège social de Cergy-Pontoise 1 AUDITEUR INTERNE.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou Maîtrise de Sciences Économiques, ayant une expérience de 3 ans dans un cabinet d'audit externe ou dans un poste similaire. Anglais lu indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions à Monique GENOT sous la référence 616 3M FRANCE - Boulevard de l'Oise - 95006 CERGY-PONTOISE CEDEX.

HELIOS

Un des premiers Cabinets français d'Audit et de Conseil, membre d'Arthur Young International recherche pour Abidjan (Côte d'Ivoire)

Chef de mission expertise comptable

Nous lui proposons :

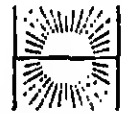
- le cadre de travail d'un Cabinet en expansion,
- des missions variées de contrôle et de conseil,
- une carrière évolutive et des prises de responsabilité pouvant conduire à l'association,
- une formation de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux.

Nous lui demandons :

- le diplôme d'une grande Ecole (HEC, ESSEC, IEP, ESC... ainsi qu'un ou plusieurs certificats supérieurs),
- une expérience en expertise comptable de 3 à 5 ans.

Nous sommes à votre disposition pour un entretien sur votre plan de carrière.

Adresser C.V., photo et lettre sous la référence LM/04 à



HELIOS
Département Recrutement
7 rue de Chailot
75116 PARIS

INTERTECHNIQUE

IN 50 - IN 500 - IN 5000

Dans le cadre de l'expansion de son département informatique recherche

pour son service Grandes Affaires

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES SCIENTIFIQUES ou UNIVERSITÉS

(réf. DI-35)

pour assurer les fonctions de chefs de projets

Expérience nécessaire de quelques années dans le dépouillement des appels d'offres et dans la conduite des projets informatiques liés à l'équipement de clients se dotant de réseaux de mini-ordinateurs et de moyens informatiques.

Qualités de coordination entre services techniques et commerciaux indispensables. Niveau de rémunération motivant qui tiendra compte de l'expérience des candidats.

Nombreux avantages sociaux et prime de fin d'année. Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

Affiner les études commerciales pour affûter les négociations

Même quand on est la filiale française d'une très importante multinationale d'origine américaine, en position dominante sur l'un des marchés de la grande consommation, l'ère de résultats confortables, on peut toujours faire mieux.

C'est ce que l'on vous propose en créant un poste d'études aux confins du Marketing et de la Distribution.

La responsabilité, c'est analyser les résultats et les coûts de vente, établir des tableaux de bord pertinents, en surveiller les écarts et participer au montage de nouvelles opérations commerciales encore plus performantes. COFD. Pour cela il faut se servir des panels existants, de son astuce et de sa diplomatie dans la quête d'informations toujours plus fines.

Et au delà de la mission accomplie ? (Pas question de s'arrêter sur la satisfaction !), approfondir la stratégie en passant au marketing ou au commercial.

Pour nous voici votre profil : Une formation supérieure type ESC, ESCAE, deux ans au contact des produits de grande consommation, au marketing, aux études, à la promotion des ventes, aux analyses chez un grand du quartier. L'anglais est un atout supplémentaire. Ce poste est à pourvoir à Paris.

S'il vous intéresse, merci d'écrire à SEFOP sous référence RM 645M.

SEFOP

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHE

Jeune diplômé
Ecole
de Commerce

CABINET EXPERTISE COMPTABLE ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche

DIPLOME D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Expérience 4 ou 5 ans dans un cabinet d'audit international pour direction de sa section audit.

Écrire à RÉGIE-PRESSE n° T 40.605 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SI VOUS AVEZ LE GOUT DU DÉFI L'ESPRIT TENACE ET SI VOUS ÊTES ÉNERGIQUE VENEZ NOUS REJOINDRE EN TANT QUE

JEUNE INGÉNIEUR

EN CÉRAMIQUE

dans l'une des grandes sociétés japonaises de réfractaires. Environ 28 ans, bilingue anglais.

Envoyer curriculum vitae + photo à : TOKYO YOGYO Co, LTD 30, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

recherche pour Paris

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

POUR :

- Coordination administrative,
- Contrôle de gestion,
- Finances et trésorerie,
- Relations avec organismes bancaires.

Expérience P.M.E. exigée. Une connaissance de l'immobilier serait appréciée. Écr. avec C.V., lettre manuscrite, et présent. s/n° T 040691 M Régie-Pressé - 86 bis, rue Réaumur, PARIS 2°

ORGANISME SPÉCIALISÉ EN CRÉATION D'ENTREPRISES

pré-sélectionné pour 1983-1984

CHARGÉS(ES) DE MISSION

Animateurs économiques, H. ou F., ayant une bonne connaissance de l'environnement économique et institutionnel (titulaires d'un diplôme d'Études Supérieures ou équivalent, expérience de 5 ans minimum dans les fonctions d'animation et de conseil, mobilité géographique).

Écrire sous n° T 040.552 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

THOMSON-CSF

LA BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX
Le Département Études Développement et Imagerie Nouvelle recherche des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Pour constituer une équipe solide qui participera au développement de la première génération de scanners à Résonance Magnétique Nucléaire.

Nous prévoyons une extension considérable de cette technique et nous proposons des opportunités à des candidats de valeur désirant exercer leurs compétences dans les domaines suivants :

- Technologie HF : amplification et circuits d'adaptation.
- Traitement du signal, filtrage.
- Générateurs de puissance de grande précision.

Pour tous ces postes à pourvoir à ISSY-LES-MOULINEAUX, une expérience industrielle est souhaitée.

Les ingénieurs de formation Grande École adresseront leur CV + photo + prétentions à Françoise LENAIRE, THOMSON-CSF, 48, rue Camille-Desmoulins, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.



THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

G.CAM

Ingénierie Informatique et Systèmes d'Informations
Filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations crée le poste de

CONTROLEUR DE GESTION

pour assister les Directions opérationnelles et la Direction Générale dans l'élaboration et le suivi de leurs objectifs.

MISSION :

- participer à la création des tableaux de bord de l'entreprise et de ses filiales,
- prendre en charge la préparation et le contrôle des budgets,
- s'assurer de la cohérence des procédures de gestion et réaliser les consolidations.

PROFIL :

- diplômé d'une grande école (HEC, Sup de Co ou équivalent) et une première expérience de 2 à 5 ans.
- De solides compétences en comptabilité seraient très fortement appréciées.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 196 à Mme ALETTI G. CAM - Tour Maine Montparnasse - Boite Postale 08 75755 Paris Cedex 15.



G.CAM

Heineken

2 CHEFS DE PRODUITS C.H.R.

Vous possédez une solide formation Marketing (diplôme d'HEC, ESSEC, SUP DE CO...) si possible valorisée par une première expérience Marketing produits grande consommation, de préférence Boissons et/ou vous avez une bonne connaissance du milieu des Cafés, Hôtels, Restaurants (C.H.R.) et du circuit des entrepositaires grossistes, et vous parlez couramment l'anglais.

Alors vous pouvez être l'un des deux Chefs de Produits que recherche HEINEKEN FRANCE, pour son département Marketing, pour gérer ses marques (HEINEKEN, MUTZIG, OLD LAGER, MUTZIG) sur un marché exigeant mais chaleureux, celui des C.H.R.

A l'écoute de nos Forces de Vente, de nos Distributeurs entrepositaires en boissons, vous prendrez en compte leurs besoins et proposerez des réponses Marketing adaptées. Vous concevrez et suivrez l'exécution des études, des promotions, de la P.L.V., etc...

Les postes basés à Paris, supposent de nombreux déplacements dans toute la France, car le C.H.R., marché stable mais en évolution, exige un contact étroit avec le terrain.

Envoyez votre CV+photo et rémunération souhaitée sous référence 1505M à

SOURCES

16 rue Jean-Jacques Rousseau - 75001 Paris, qui transmettra.

answare

pour son secteur
INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE
recherche des

INGÉNIEURS LOGICIEL DEBUTANTS

(Ecoles d'Ingénieurs ou Universitaires Option Info)

à
5 ANS D'EXPERIENCE

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité sous réf. INV 1 à Yolande VILLARS - 135 rue de la Pompe - 75116 Paris.

THOMSON-CSF

السلامة من الالتهاب

السلامة

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Rothmans International France

Leader des cigarettes blanches sur le marché français avec les marques PETER STUYVESANT, ROTHMANS, DUNHILL, CRAVEN.

Au sein de notre département Promotion, nous créons le poste de

CHEF DE MARQUE ROTHMANS

qui organisera, gèrera et dirigera sur le terrain toutes les actions promotionnelles pour la marque ROTHMANS.

Il s'agit de fonctions très opérationnelles qui exigent beaucoup de présence sur le terrain, pour encadrer et former une équipe de promotion.

- Vous êtes jeune (minimum 27 ans), dynamique, diplômé d'une ESC ou d'une autre formation supérieure.
- Vous avez une expérience de la promotion et/ou de la vente de produits de marque de grande consommation.
- Vous avez le sens de l'organisation et vous avez une première expérience de l'encadrement.
- Vous acceptez de fréquents déplacements dans toute la France (poste basé à Paris).

La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite (+ photo) et C.V. détaillé mentionnant votre rémunération actuelle au Secrétaire Général de ROTHMANS INTERNATIONAL FRANCE S.A., 10, rue Hemelin - 75116 PARIS.

olivetti olivetti olivetti olivetti

Ingénieur commercial O.E.M.

Vous êtes ingénieur dans l'industrie depuis 5 ans. Après cette expérience technique et/ou commerciale réussie vous souhaitez poursuivre votre carrière au sein d'un grand groupe international.

Premier constructeur européen, nous voulons accélérer le développement de nos activités micro-informatiques en France dans le cadre O.E.M. Si vous souhaitez valoriser votre connaissance de ce marché, venez nous rejoindre et réussir avec nous.

Adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. BM à Monsieur ARTAUD OLIVETTI FRANCE - DPHR 91 rue du Faubourg St-Honoré - 75008 Paris

olivetti olivetti olivetti olivetti

FUTUR RESPONSABLE ENTRETIEN

Notre usine du Midi-Pyrénées utilise, pour la transformation continue de matières premières, du matériel lourd.

Nous recherchons le Responsable de son Entretien mécanique et électrique. Il secondera le Responsable d'Exploitation et des Services Techniques. Il sera formé sur le tas, effectuera certaines études en poste, établira un historique et un diagnostic des principales pannes et proposera des remèdes. Le plus rapidement possible, il prendra en charge la gestion de l'atelier de mécanique plus l'atelier d'électricité (50 personnes).

Ce jeune ingénieur aura une formation mécanique, électricité, régulation et hydraulique. Il aura une première expérience en entretien, Industrie Lourde de préférence. Le candidat est un homme de "SERVICE", de très bons contacts, formateur et informateur, dynamique, rigoureux, méthodique.

Position : cadre. Logement assuré. Rémunération motivante, tenant compte de l'expérience acquise.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous référence 150 M à ORES MEDIA 4, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS

ORES MEDIA

Banque Populaire

Une carrière dans la banque

La BICIS, 1500 personnes, 75 agences, dont le siège est à Montrouge, conjugue ses préoccupations de gestion prévisionnelle des ressources humaines et de développement d'activité en recrutant de nouveaux collaborateurs (M-F).

Mais la banque est un métier où l'expérience et la formation spécifiques sont primordiales et la BICIS vous propose des conditions dynamiques pour ce double apprentissage : un cycle de préparation rémunéré à la fonction d'attaché commercial, une période de prospection en clientèle - commerce, artisanat, PME/PMI - et vous êtes prêt(e) à intégrer des postes de responsabilité dans le réseau des agences.

ESC ou Sciences Eco, vos motivations et vos intérêts vous orientent vers un métier qui réunit le commerce et la finance.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. M à BICIS - Direction du Personnel - 55, av. Aristide Briand - 92120 Montrouge.

CNPG CONSEIL RECRUTEMENT

jeune expert-comptable

diplômé(e), confirmé(e) dans les techniques de l'audit

Vous souhaitez rester actif dans le secteur de l'audit

Vous ne souhaitez plus voyager

Nous vous proposons d'intégrer le département Formation de l'un des plus importants cabinets d'audit français,

pour concevoir et animer des séminaires

- internes d'audit et de finances - intra-entreprises - en université

en relation avec des praticiens, auteurs d'ouvrages de référence

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à PMP, n° 3194 - 39 rue de l'Arcade 75008 PARIS.

IBM IBM IBM IBM IBM

Recherche pour sa Direction Générale de l'Administration et du Support aux Opérations DES JEUNES CADRES DE GESTION

Les candidats doivent être diplômés d'une école de commerce et de gestion (HEC - ESSEC ESCP - ESCAR - IEP Paris + DECS) ou titulaires d'un doctorat de troisième cycle de gestion.

Possédant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, ils devront être motivés par l'utilisation de systèmes informatisés de gestion, et avoir le goût du management. Ils auront de préférence une expérience professionnelle de la gestion administrative

d'une entreprise commerciale.

Nous attendons d'eux de bonnes connaissances en anglais, et l'acceptation du principe de la mobilité géographique. Nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Adresser lettre de candidature et C.V. à IBM France Département Recrutement - 2, rue de Marengo - 75001 Paris, en mentionnant la référence DGA M2

IBM IBM IBM IBM IBM

EI

L'Entreprise Industrielle

Le Groupe de l'E.I. (8.000 personnes, 2 Milliards de C.A., 5 Directions Régionales et 60 Centres de travaux en France) se caractérise par la diversité et la complémentarité de ses domaines d'interventions : Travaux Electriques, Génie Civil et Bâtiment.

JEUNES INGENIEURS

dégagés des obligations militaires

INGENIEUR DIPLOME grande école, vous avez une vocation d'entrepreneur et de gestionnaire. Vos qualités de négociateur et de meneur d'hommes vous permettront à terme d'être Ingénieur d'affaires. Véritable "Homme orchestre", vous aurez la responsabilité technique, technico-commerciale, financière et humaine d'une réalisation. Dès à présent nous offrons de réelles opportunités à :

INGENIEURS ELECTROTECHNICIENS THERMISTIENS

• Région Parisienne • Bagnolet (95) • Les Mureaux (78) • Bordeaux • Lyon

INGENIEURS GENIE CIVIL, BATIMENT, ELECTRIFICATION RURALE

• Angoulême • Poitiers • Valence

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la ou les régions souhaitée(s) à L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE, 29, rue de Rome 75008 PARIS, à l'attention de Madame JEUNDT

Gestion immobilière

Société internationale solidement implantée en France, nous disposons d'un important patrimoine immobilier. Notre développement nous amène à renforcer notre structure et à rechercher un spécialiste de la gestion immobilière.

Adjoint direct du responsable des immeubles, il sera chargé de la gestion locative : baux de location, loyers, gestion courante des immeubles. Il sera assisté de sept personnes.

Vous avez environ 35 ans, une expérience confirmée d'une fonction similaire et d'excellentes qualités d'organisation. Une formation juridique complétée si possible par l'I.C.H. et de bonnes notions en gestion informatique seront des atouts importants. Ce poste évolutif pourra déboucher à terme vers des responsabilités plus larges.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence C4479M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

INSTITUT NATIONAL D'INFORMATIQUE DE GESTION

proposant aux JEUNES DIPLOMÉS (Ing. - E.S.C. - Mait. Univ.)

et CADRES EXPERIMENTES

Formation d'un (ou de deux) à l'Institut de

CONCEPTEURS DE SYSTEMES INFORMATIQUES DE GESTION

Prochaine sélection le 27 juin 1983. IMIG - 37, quai de Grenelle, 75015 Paris. Téléphone : 578-01-52.

un jeune auditeur, à Paris

ayant deux à trois ans d'expérience en cabinet d'audit et maîtrisant l'anglais ou l'allemand.

C'est ce que nous cherchons pour un groupe industriel de premier plan de la branche électrique et électronique. Vous intervenez dans l'analyse des procédures et des systèmes comptables, l'audit des comptes de fin d'année et des audits opérationnels, en France et à l'étranger.

Votre réussite conditionne votre avenir au sein du groupe.

Notre consultant, Mme M.-C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4332 LM) à "Carrières Gestion Finances".



ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE 75008 PARIS LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Assistants en RECRUTEMENT

Nous sommes une entreprise de distribution, notre expansion est constante - magasins à Paris et en province - notre notoriété ne cesse de s'accroître au niveau national.

Nous recherchons pour notre direction de l'emploi (Paris) DEUX JEUNES CADRES qui se verront offrir une partie du recrutement sur nos différents secteurs d'activité.

Ces postes conviendront à des candidats de formation supérieure : psychopédagogue, instituteur de paye, CELSA ou équivalent, désireux de concrétiser leurs connaissances théoriques de la fonction.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature sous réf. 372 à Trendances, 9, rue André-Houssey, 75008 PARIS, qui nous les transmettra rapidement.

analyste

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (ingénieur, Miage, Maîtrise gestion...) avec option informatique ou organisation, nous vous offrons un poste d'

pour participer à la mise en place de systèmes informatiques de gestion (comptabilité, marketing, gestion des contrats, traitement de textes...) pour des Agents Généraux d'assurances.

Travail varié (formation, analyse de besoins, organisation, études diverses) et vivant (nombreux déplacements courts en province avec base Paris La Défense).

GIE GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION

Nous sommes la Direction Informatique d'un important groupe d'assurances. Adressez lettre, C.V., prétentions sous la référence M 233 à : GIE, Direction du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris La Défense Cedex 11.

Discrétion assurée.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Chef service administration commerciale

150 000 F +

Nous sommes une société commerciale et industrielle, filiale d'un groupe de 8 000 personnes, un des leaders en France sur le marché du stockage et de l'archivage. Nos effectifs sont de 200 personnes, notre C.A. de 70 millions HT. Nous créons le poste de Chef du Service Administration Commerciale, qui sera rattaché au Directeur Administratif et Financier. Il dirigera le service Clientèle de 4 personnes chargé du traitement des commandes et un Service de Gestion Clients de 3 personnes chargé de la comptabilité clients et des recouvrements. Il aura à coordonner toutes les relations Etudes, Fabrication, Livraisons, Réseau de Vente. Il sera personnellement responsable du fichier articles et tarifs. Il s'agit d'un poste charnière, très vivant, nécessitant un état d'esprit commercial et une grande rigueur administrative. Il convient à un candidat âgé d'environ 35 ans, ayant une excellente formation générale et une bonne pratique d'administration commerciale. Une expérience dans une entreprise vendant sur devis serait appréciée, ainsi que des connaissances en informatique. Lieu de travail Paris 10ème. Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé mentionnant votre rémunération actuelle sa réf. 11677/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. S&A-CEGOS, TOUR CHENONCEAUX, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

S&A
CEGOS**DUN & BRADSTREET FRANCE**

100 millions de CA - 500 personnes - une expansion constante - des bénéfices
Nous sommes la filiale française d'un Grand Groupe Américain à PARIS. Notre stratégie a pour but d'accroître notre position sur le marché. Ceci implique la création et le développement d'un Marketing dynamique.

CHEF DE PRODUITS SENIOR

Rattaché à la Direction Commerciale, vous serez chargé de coordonner l'ensemble du développement de notre produit «Information Commerciale» :
- mise en place d'outils de réflexion,
- développement d'un concept et d'une stratégie en termes de produits, prix, publicité, promotion.

Cette responsabilité, déterminante pour DUN ET BRADSTREET sera confiée à un HEC, ESSEC, ESCP, EDHEC ou équivalent, bilingue ayant une expérience marketing d'au minimum 5 ans, ayant déjà assuré la formation et l'animation d'Assistants Chefs de Produits.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à DUN ET BRADSTREET - Direction du Personnel - 17, avenue de Choisy-75013 PARIS.

DUN & BRADSTREET FRANCE

Leader mondial de l'Information Commerciale

BANQUE ÉTRANGÈRE recherche pour PARIS**1) UN EXPLOITANT DE HAUT NIVEAU**

Titulaire d'un diplôme de grande école commerciale, le candidat rejoindra une équipe dynamique ayant pour objectif de développer et de gérer une clientèle importante de moyennes et grandes entreprises françaises.

Il devra avoir exercé pendant au moins six ans des fonctions complètes d'Exploitant Entreprises et être en mesure de démontrer sa réussite commerciale, son sens du risque et son habileté à la négociation.

2) SON RESPONSABLE ADMINISTRATIF
(poste pouvant évoluer vers un Secrétariat Général)

Le candidat, de formation juridique, connaissant parfaitement la législation du travail, sera responsable :

- du Personnel et des Relations Humaines ;
- du contentieux bancaire ;
- des locaux, des assurances, des procédures internes, etc.

Ce poste exige une expérience de cinq ans minimum dans une fonction similaire au sein d'un établissement bancaire ou financier.

Envoyer photo, C.V. et prétentions sous réf. 61815 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

UNE ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

recherche

UN ORGANISATEUR

Paris.

Pour faire face au développement de ses activités, cette association est amenée à réorganiser l'un de ses services (mise en place d'un système conversationnel).

Sous l'autorité du responsable de ce service (25 personnes), et en liaison avec le secrétaire général, cet Organisateur aura pour mission d'analyser l'existant, de proposer des solutions mieux adaptées puis de les mettre en œuvre et d'en assurer le suivi ; il jouera auprès des employés du service et des clients un rôle de formation et d'information. Il sera l'interlocuteur du service informatique.

De formation supérieure scientifique ou éventuellement commerciale, le candidat retenu aura au moins deux ans d'expérience en organisation (dans une banque par exemple) et des connaissances en informatique.

Ecrire sous référence 290/1M à A.I. Conseil
102, Bd Malesherbes 75017 Paris
qui garantit discrétion et réponse.

A.I. conseil

COFACE

Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur
Paris 8ème
recherche pour son service d'analyse des risques étrangers

5 JEUNES CADRES

diplômés Ecole Supérieure de Commerce (ESCAE) ou équivalent ayant une connaissance approfondie de l'Anglais et d'une autre langue (Allemand, Italien, Espagnol).

Première expérience professionnelle souhaitée. Qualités requises : esprit de décision, aptitude aux relations commerciales, sens des responsabilités.

Adressez lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et prétentions sous référence 2760 à AXIAL Publicité, 27, rue Taibout 75009 Paris, qui transmettra.

CRÉDITS COMMERCIAUX

Société Leader dans sa branche
recherche pour Paris (Etoile)

RÉDACTEURS CONTENTIEUX

- Gestion des dossiers de recouvrement.
- Proposition de solutions amiables ou judiciaires.
- Suivi comptable et juridique.

Niveau licence ou bac avec de bonnes connaissances en droit commercial concrétisées par une expérience de 2 à 3 ans dans une fonction similaire.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo récente sous n° 72.191, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

HAVAS CONSEIL

recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES

Notre domaine : la Publicité.

Notre agence ; très importante est située à Neuilly.
Métro : Sablons.

Excellent technicien, certes mais aussi homme de contact, le candidat travaillera en étroite collaboration avec le Directeur des Services Comptables. Il supervisera et assurera la coordination d'une équipe d'une vingtaine de personnes. Ce poste s'adresse à un cadre expérimenté ayant une bonne connaissance de l'outil informatique.

Adressez curriculum vitae et prétentions à :
Françoise PRETEL - HAVAS CONSEIL
135, avenue Charles-de-Gaulle, NEUILLY-SUR-SEINE.

SOCIÉTÉ ROBOTIQUE EN DÉVELOPPEMENT

recherche

2 INGÉNIEURS DE MAINTENANCE

l'un basé à Paris, l'autre à Belfort

- 3 à 5 ans d'expérience dans l'électronique ou l'informatique.
- Sens de la mécanique requis.
- Aptitudes administratives appréciées.
- Anglais courant.
- Déplacements en Europe pour le poste basé à Paris.

Prière d'envoyer curriculum vitae chez :
AUTOMATIX INTERNATIONAL
FRANCE
124, boulevard de Verdun, 92400 COURBEVOIE.

Constructeur de logements sociaux, filiale d'un important C.I.L., recherche un cadre expérimenté pour Paris et la région parisienne.

1 Prospecteur foncier

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence 2554/LM à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

Dans le cadre de son développement qui le situe dans les tout premiers cabinets d'audit implantés en France

BEFEC-MULQUIN ET ASSOCIÉS

recherche

**AUDITEURS CONFIRMES
EXPERTS-COMPTABLES
STAGIAIRES**

Ils travailleront au sein d'une organisation réputée pour la variété de ses interventions auprès de sociétés de dimension nationale et internationale. Les candidats devront avoir une expérience d'au moins 2 ans en cabinet d'audit français ou international et au minimum le DECS complet.

Nous sommes également intéressés par les formations de CPA ou de chartered accountant, de même que par la maîtrise de l'anglais et de l'allemand, certaines missions se déroulant dans le cadre de notre groupe international B.D.O. (Bilder Dijkster Onse).

De larges possibilités de carrière sont ouvertes.

Merci d'adresser C.V., photo et lettre de candidature manuscrites, en précisant la rémunération actuelle, sous réf. B 835, à :
BEFEC - MULQUIN ET ASSOCIÉS
Département du Personnel
12, rue Marguerite - 75017 PARIS.

**réviseurs
comptables**

CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT recherche des REVISEURS COMPTABLES pour participer après formation, au sein du Département "Tax", à des missions variées dans le domaine juridique et fiscal.

Les candidats recrutés auront une formation supérieure et une expérience de 3 à 4 ans acquise dans un Cabinet d'audit ou d'expertise comptable.

La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Les perspectives d'évolution de carrière sont particulièrement intéressantes.

Ecrire en indiquant n° de tél. sous réf. 8965-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Dans le cadre du développement de sa Division des systèmes de télécommunications privées, le Groupe CGCT recrute

**plusieurs ingénieurs
et agents techniques**

Débuts ou ayant 2 à 5 ans d'expérience de conception et de réalisation en milieu industriel de circuits électroniques complexes à base de micro-processeurs.

Ils seront amenés à étudier et à développer des ensembles logiques (unités centrales, réseaux de connexions, etc.) ou analogiques (interfaces de communication, alimentations à découpage) au sein d'équipes compétentes et fortement motivées.

Ecrire avec CV et prétentions sous référence M/ à M. P. VICENS Directeur Technique - Division des Systèmes de Télécommunications Privées - 28, rue de la Redoute, 92260 Fontenay-aux-Roses.

CHEF D'AGENCE

T.P. GENIE CIVIL

CENTRE OUEST

Importante Entreprise de T.P. et de GENIE CIVIL recherche pour diriger une de ses Agences (INGÉNIEUR CONFIRME (Centrale, T.P. ...) ayant acquis une expérience réussie de la Direction d'équipes de Travaux et de la gestion de chantiers de Génie Civil.

Chargé de contrôler le bon fonctionnement de l'exploitation (coût, délai, qualité), d'animer les équipes de réalisation des travaux (ambiance, formation, stimulation), il sera le porte-parole de la D.G. tant vis-à-vis de ses Hommes que vis-à-vis de la clientèle ou de ses représentants.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 1133 M.

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Nous sommes la filiale française d'un groupe international, fournisseur important de produits et procédés chimiques de l'industrie de l'électronique et du traitement de surfaces.

Nous recherchons pour renforcer notre équipe administrative

COMPTABLE EXPERIMENTE(E)

ayant la maturité et les connaissances nécessaires pour assister le directeur administratif dans les activités comptables.

Les principales responsabilités du candidat seront la préparation des comptes mensuels et le respect des délais impératifs de reporting.

La capacité de travailler avec un minimum de supervision et de communiquer en anglais avec la maison mère sont souhaitables.

Le poste conviendrait à un candidat à la recherche de responsabilités à l'intérieur d'une équipe administrative petite mais performante, dans le cadre d'une société qui reconnaît l'importance de la contribution de cette équipe au succès de ses activités.

Lieu de travail : Les Ulis (Z.A. Courtabœuf).

Les candidatures avec C.V. précis et prétentions seront traitées confidentiellement. Les adresses sa/réf. 1117 à PARAPHIE 10, rue de Louvois 75002 PARIS.

COMELIM

Sud-Ouest Région Parisienne (91 - Limours), leader dans la fabrication de composants en électronique recrute dans le cadre du développement de son département technique :

**Ingénieur
Méthodes**

Il participera au sein d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens à la conception et à la mise en place des moyens nécessaires à l'amélioration des performances de notre fabrication.

Nous offrons une formation aux techniques de pointe du circuit imprimé et de réelles possibilités d'évolution au sein de la société du groupe Matra.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 5051, à :
M. Chazaran, COMELIM, Route de Marcoussis, 91470 - Limours.
Réponse et discrétion assurées.

البريد الإلكتروني

15.50

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Maintenance

Filiale d'un important groupe international, nous recrutons au sein de notre département maintenance les fonctions suivantes :

Ingenieur methodes techniques

- Il devra développer les études de fiabilité, maintenabilité, disponibilité des équipements.
- les méthodologies de maintenance préventive.
- les analyses informatiques pour créer le concept à cycle de vie optimum des équipements.
- la construction des données machines.
- les réceptions techniques des équipements nouveaux.
- l'utilisation des moyens de prédiction.

Formation : Ingenieur, type ENSAM, ENSEM, ENIM, ISN, INSA...

Techniciens instrumentiste

- le câblage et la prévention dans les domaines de l'informatique industrielle, de l'électronique et de l'automatisme.
- le maintien des performances des équipements de production.

Formation : Technicien supérieur, DUT, BTS, Lannion, Diderot, etc.

La pratique de l'anglais sera appréciée.

Pour ces postes, 2 à 3 années d'expérience seraient souhaitables, mais les candidatures de débutants seront acceptées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo résumée et prétentions) à :

A. BOURAU
Service Recrutement
3M FRANCE
Avenue Boué
95250 BEAUCHAMP



unidel sécurité

Leader dans l'étude et la réalisation de systèmes, renforce ses équipes dans le cadre d'une forte expansion et recherche :

INGENIEURS D'AFFAIRES

pour études négociations et réalisation de GRANDS CONTRATS en FRANCE et à L'EXPORT.

Une large expérience en AUTOMATISMES, INSTRUMENTATION - PROCESS, acquise dans une entreprise d'électricité industrielle, sera appréciée.

ANGLAIS courant indispensable.

PROJTEURS et DESSINATEURS D'ETUDES

expérience bureau d'études acquise dans une entreprise d'électricité industrielle.

Formation BTS/DUT électrotechnique ou génie électrique.

Adresser C.V. et photo à :

Unidel sécurité
Direction du personnel (R&T, US/JA)
33, Avenue du Maréchal-Joffre
92000 NANTERRE

Ingenieurs

Débutants ou 1 à 3 ans expér.

Si vous êtes intéressés par l'un des domaines :

- SYSTEME TEMPS REEL.
- PROCESS INDUSTRIEL.
- TELE-INFORMATIQUE.
- TRAITEMENT D'IMAGES.
- CFAO.

Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'ingénieurs spécialisés.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à :



9, boulevard Jean-Jaurès - 92100 BOULOGNE.

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE

recrute pour ses bureaux de PARIS et PROVINCE

COMMISSAIRES AUX COMPTES REVISEURS CONFIRMES ASSISTANTS avec DECS

pour exécution de missions censurales.

Ecrire avec CV sous No 72052
Contesse Publicité, 20, avenue de
l'Opéra, 75004 Paris cedex 01 q.r.



BANQUE POPULAIRE FEDERALE
DE DEVELOPPEMENT

recherche pour ses
SERVICES GENERAUX

RESPONSABLE TECHNIQUE

FONCTIONS :

- sous l'autorité du chef de service :
- il sera chargé des implantations des différents services et agences de l'établissement, des déménagements et emménagements, ainsi que des travaux à effectuer.
- il sera responsable de la recherche des fournisseurs, de la négociation des achats de matériels et de la gestion des stocks.

PROFIL :

- Agé de 35 ans environ, il aura une formation technique et des connaissances juridiques.
- Il devra également justifier d'une expérience de bureau d'études ou de services généraux d'entreprises.

Position cadre et statut bancaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : Mr Pascal REGIS
Direction des affaires générales et sociales B.P.F.D.
78, rue Olivier de Serres
75739 PARIS Cedex 15

IMPORTANTE SOCIETE DE
Conseils juridiques et fiscaux
recherche

JURISTES D'AFFAIRES

Maîtrise en Droits des Affaires
et petite expérience professionnelle.
Dégagés O.M.

Envoyer candidature manuscrite +
C.V. + photo a/réf. 1116 à
PARAFIN - 45, rue de Richelieu - 75001 PARIS
qui transmettra.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
D'IMPORTANCE NATIONALE
recherche

UN CHEF DE PROGRAMMES EXPÉRIMENTÉ

Ce collaborateur sera chargé du montage
et de la gestion d'opérations
Evolution de carrière importante pour candidat de valeur.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo et prétentions à
PUBLISTUDIOR - 4, rue Choron, 75009 PARIS.

CABINET DE CONSEILS
recherche

Un Conseil en Droit des Sociétés

Expérience professionnelle nécessaire soit dans un cabinet, dans une entreprise, dans une banque ou dans une étude de notaire.

Envoyer C.V. manuscrite/référence 12049 M
à mentionner sur l'enveloppe, à :
l'Agence AFFLUENTS 49, av. Trudaine
75009 PARIS - qui transmettra.

S. GUFFLET et Cie
correspondant de
COOPERS & LYBRAND
recherche pour ses bureaux de
PARIS et LILLE

auditeurs chefs de mission

Vous souhaitez :

- être responsable d'équipes auprès de clients de secteurs d'activité variés de dimension nationale ou internationale.
- consolider votre formation aux techniques internationales d'audit les plus avancées.
- vivre au sein d'un grand cabinet en expansion et bénéficier de toutes possibilités d'évolution de carrière.

Nous vous offrons cette opportunité si vous êtes diplômé d'une grande école commerciale, avec au minimum trois années d'expérience dans un cabinet de révision comptable et un bon niveau d'anglais.

Envoyer C.V. et prétentions à
S. GUFFLET et Cie
42, rue La Boétie - 75008 Paris

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE recherche

UN ASSISTANT

2 ans expérience minimum pour tenue et surveillance comptable et juridique, disponible rapidement.
Adresser C.V. avec photo et prétentions à IFOGEC,
33, rue Raftet, 75016 Paris. Rendez-vous possible par
tél. 524.52.25 (poste 73).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
PRODUITS COSMÉTIQUES
RÉGION PARISIENNE
recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

pour formulation
produits de soins capillaires.
Esprit d'équipe
et expérience d'animation d'une équipe indispensable.

- Anglais nécessaire.
 - Allemand souhaité.
- Envoyer lettre manuscrite et C.V.
à C.C.P. réf. 74
14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS
qui transmettra.

Importante Société Industrielle
de Biens d'Équipement
(C.A. 1,5 Milliard de francs, 7 000 personnes)
filiale d'un grand groupe industriel
recherche pour PARIS

INGENIEUR MECANICIEN

MISSION :

- Calcul de réseaux de tuyauterie.

PROFIL SOUHAITE :

- INGENIEUR diplome (INSA, CNAM, UTC...)
- 3 à 4 ans d'expérience en tuyauterie industrielle.

Codes de calcul RCC-M, ASME III, ANSI, CODAP...

Programmes TITUST, ADLPIPE, PIPESTRESS...

Matériel DEC VAX/VMS

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 3121 - PUBLICITÉS
REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris

L'AIR LIQUIDE
recherche pour son Centre d'Etudes près de
VERSAILLES (78), des

Techniciens Supérieurs

de formation B.T.S. ou D.U.T. en Génie Chimique -
Mesures Physiques - Génie Thermique - Froid et
Climatisation - Informatique, pour participer à
des études de laboratoire dans les domaines de la
production, de traitement et de l'application des gaz.

Anglais souhaité :
Ecrire avec CV et photo à L'AIR LIQUIDE -
R.P. 126 - Jouy en Josas -
78350 LES LOGES-EN-JOSAS.

DÉPARTEMENT
MANUTENTION
du

GROUPE TISSMÉTAL LIONEL-DUPONT,
recherche dans le cadre de son
développement

CHEFS DE MARCHÉ

Pour leur confier la promotion, la vente et le suivi
de la réalisation d'installations automatisées et
robotisées de manutention tant en France qu'à
l'Étranger.

Si vous êtes Ingénieur Grandes Écoles.

- une expérience de quelques années dans le
vente de biens d'équipement sur devis,
- une formation en électromécanique et auto-
matique,
- un esprit d'entrepreneur et un goût pour le tra-
vail en équipe.
- Anglais courant demandé.

Envoyer votre C.V. et prétentions à la
Direction du Personnel de T&ELEX
32 34, rue Robert Witz - BP 229
94203 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

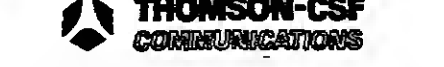
THOMSON-TITN
recherche pour son département logimétrie

• ATP électronique

très expérimentés pour prendre en charge les problèmes de technologie blindage, fibres, etc., pour systèmes d'électronique numérique rapide à multiprocesseurs.

Lieu de travail : MORANGIS et CHILLY.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence LOG-EM à THOMSON TITN - Rue Denis-Papin - Z.I. La Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.



BANQUE AMERICAINE
CHAMPS ELYSEES
cherche pour son service crédit

analyste financier

Parfaite connaissance anglaise

Libre de suite

Cadre agréable - avantages sociaux.

Ecrire avec C.V. et prêt, sous
réf. 71346 à Contesse Publicité
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

BANQUE LOUIS-DREYFUS
Paris 8

recherche pour sa DIRECTION DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE ANALYSTE

Le poste :

sous l'autorité d'un responsable de secteur d'études 4 à 6 analystes, assurer indifféremment la conception de systèmes informatiques et la mise en œuvre de nouvelles procédures administratives.

Le candidat :

- formation supérieure, diplôme d'Ingenieur de Grande École Commerciale ou MIAGE.
- expérience de 2 à 3 ans acquise de préférence dans le domaine de la Bourse et des titres.

- si possible connaissance du matériel IBM et de l'utilisation des logiciels DOS-VSE, CICS, VSAM, DL/I.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. précis, photo et prétentions, sous réf. 8934, à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

Pour étoffer son Inspection Commerciale,
un groupe privé d'assurances recherche

Inspecteurs IARD 1er ou 2e échelon

Précisez les régions souhaitées.
Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 2558/LM à :



(réponse et discrétion assurées)

soctec

Société d'Ingénierie proche la Défense
recherche

ingénieur informaticien

DE BON NIVEAU

pour développer sa C.A.O. et renforcer son Service Informatique.

- Caractéristiques appréciées :
- Goût du travail en équipe, initiative, ténacité;
- Connaissance des structures et prestations d'une société d'ingénierie;
- Quelques années d'expérience en programmation, logiciels et matériels;
- Bonne connaissance de l'anglais.

C.V. à envoyer à SOCTEC

Direction des Études, 5, r. Chante-Coq,
92808 Puteaux Cedex

Dans le cadre de son expansion

INTERNATIONAL LEASING

l'un des leaders du financement et du courtage d'ordinateurs I.B.M.

cherche pour PARIS

DES INGENIEURS COMMERCIAUX DE HAUT NIVEAU

Division 34/36/38 et Division 43XX, 306X.
Poste pouvant déboucher rapidement sur de larges responsabilités.

Envoyer C.V. + photo
Tour Calique
6-8, rue Jean-Jaures
92807 PUTEAUX CEDEX

Ingenieur Electricien

SUPELEC, E.E.A., ...

GROUPE INTERNATIONAL

Intégré aux services techniques de l'usine : Etudes, recherche et mise au point de produits nouveaux, cet ingénieur participera à leur commercialisation en assurant une assistance technique au client.

Cette fonction très évolutive conviendrait plus particulièrement à des jeunes diplômés ayant acquis une expérience en laboratoire.

Les candidatures de débutants seront cependant examinées avec intérêt.

Pratique de la langue anglaise indispensable.

Lieu de travail : Usine (700 personnes) à 100 km. du Sud Est de Paris.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous référence 360 E, par

claudio debray conseil
78, rue O. de Serres 75739 Paris Cx 15

La manifestation de la Confédération européenne des syndicats à Stuttgart

Les élections britanniques ont joué un mauvais tour à la Confédération européenne des syndicats (CES), qui organisait le 4 juin à Stuttgart une manifestation sur l'emploi. Ce rassemblement était en effet conçu pour faire directement pression sur le conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, qui devait se réunir les 5 et 7 juin. Son report aux 17-19 juin a nué à la mobilisation, notamment des syndicats du D.G.B. du Bade-Wurtemberg.

Selon les organisateurs, la manifestation a rassemblé de 70 000 à 80 000 personnes (le D.G.B. escomptait 100 000), mais la participation semble en fait avoir oscillé entre un peu moins de 30 000 sur la Schloßplatz de Stuttgart et un peu plus de 50 000 si l'on compte des cortèges de syndicalistes allemands, qui ne seraient pas parvenus jusqu'à la place... la distinction entre manifestants et badauds étant difficile à établir.

Des difficultés de marcher du même pas vers les trente-cinq heures

Stuttgart. — Même si le rassemblement de la CES à Stuttgart n'a pas eu le succès de masse escompté, la manifestation du 4 juin demeurera dans les annales comme la plus importante jamais réalisée au niveau européen contre le chômage. On était loin, le 4 juin, de la faible journée d'action européenne du 5 avril 1978, qui n'avait entraîné que peu de débrayages, ou de la manifestation du 29 juin 1981 à Luxembourg, une dynamique syndicale « arabe et féroce » (1), a été lancée à Stuttgart.

Pour la CES, qui, à l'issue d'une réunion de son comité exécutif les 9 et 10 juin à Genève, devait envoyer une délégation auprès du conseil des chefs d'Etat et de gouvernement européens, il s'agissait de populariser ses principes sous revendications contre le chômage (qui touchait près de douze millions de personnes en avril dans la C.E.E., soit 10,7 % de la population active), un programme d'investissement public et privé d'au moins 1 % du produit intérieur brut, une réduction générale de 10 % de la durée du travail. Lors du rassemblement, M. Georges Deburgh, président de la CES et secrétaire général du syndicat belge F.G.T.B., a dénoncé la piège de la « spirale de l'appauvrissement où, sous le prétexte de la compétitivité, les salaires et les avantages sociaux sont réduits par cascades, dans chaque pays l'un après l'autre ». Il a plaidé à la fois pour la défense du pouvoir d'achat et la semaine de trente-cinq heures.

De notre envoyé spécial

Longtemps boudée par de nombreux pays européens, la réduction de la durée du travail serait-elle devenue un thème syndical unificateur ? Les TUC britanniques ont opté pour les trente-cinq heures à leur dernier congrès. La D.G.B. allemande a raté l'objectif d'une réduction de la durée hebdomadaire pour 1984, et l'I.G.-Metall doit mener l'offensive pour les trente-cinq heures « dès cette année, dans la métallurgie ». De son côté, le commissaire européen chargé des affaires sociales, Sir Ivor Richard, n'écartera plus que la Communauté puisse donner le « la » à un mouvement de baisse des horaires. Autant de signes qui ont conduit M. Edmond Maire, à la tête de la délégation de la C.F.D.T., à parler de la manifestation du 4 juin comme de « l'acte de naissance de l'Europe des travailleurs », résumant « le préjugé, cette année, dans la métallurgie ». De son côté, M. André Bergeron s'est félicité de la position du D.G.B., tout en soulignant que la confédération allemande voulait la réduction de la durée du travail avec une compensation salariale intégrale, comme F.O. A la différence près que les syndicats allemands de la métallurgie ont accepté une hausse des salaires en 1983, légèrement inférieure à celle de l'inflation.

Le rassemblement de Stuttgart a cependant montré une inégale mobilisation sur la durée du travail. Indéniablement, la C.F.D.T. a été très présente, semblant mieux réussir ses manifestations à Stuttgart qu'à Paris, — avec plus

de trois mille deux cents militants venus aussi bien d'Alsace et de Lorraine que du Nord, de la région parisienne (689 par train spécial), d'Aquitaine ou de Bretagne. La C.F.D.T. a donc bien réussi sa mobilisation, ses militants représentant la plus importante et la plus bruyante — aux cris de « Imposons les trente-cinq heures. La classe ouvrière n'a pas de frontières. » — délégation étrangère. F.O. s'était abstenue de battre le rappel dans toutes ses régions : plusieurs centaines de ses militants s'étaient pourtant déplacés, venant essentiellement d'Alsace-Lorraine et de Champagne-Ardenne. Les Italiens (2 000), rassemblés sous une bannière unitaire C.I.S.L.-C.G.I.L.-U.I.L., étaient assez nombreux, comme les Belges (1 500). En revanche, les TUC, qui revenaient le même jour d'une marche de Glasgow à Londres, n'avaient délégué que cinq représentants, et les Scandinaves, très réservés sur la réduction de la durée du travail, étaient absents. L'apparition de slogans spécifiques — « Du travail, pas des bombes ! » — chez les manifestants allemands a révélé une diversité de préoccupations chez les participants de ce rassemblement qui, musique pop aidant, a tourné à la fête. Un pas a été fait à Stuttgart dans une marche européenne vers les trente-cinq heures, mais les démarques nationales des uns et des autres laissent encore bien des ambiguïtés. Chaque syndicat ne marche pas à la même cadence.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Travail pour tous.

AFFAIRES

PRODUCTEURS ET IMPORTATEURS D'ENGRAIS DEVONT DÉPOSER LEURS BAREMES DE VENTE AUPRES DE L'ADMINISTRATION

Les producteurs et importateurs d'engrais devront désormais obligatoirement déposer leurs barèmes de vente auprès de la direction générale de la concurrence et de la consommation et fournir en même temps tous les détails sur les avantages commerciaux consentis à leur clientèle. Ainsi en a décidé l'administration en vue d'accroître la transparence du marché des engrais et d'éviter ainsi les pratiques déloyales.

Un arrêté est paru dans le Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation fixant les règles auxquelles producteurs et importateurs devront se plier avant chaque campagne et à chaque modification de tarifs. Par avantage commercial, l'administration entend les remises, ristournes, avoirs ou toutes conditions de vente, y compris les actions de coopération commerciale dont l'application conduit à la pratique directe ou indirecte d'un prix de vente différent du prix figurant sur le barème de base.

D'autre part, afin de resserrer encore les contrôles, une commission des engrais composée de neuf membres est créée. Elle est chargée de constater, chaque trimestre, les niveaux de prix effectivement pratiqués pour chaque catégorie de produits. Ce constat sera effectué par zone géographique, dont le découpage sera fait également avant chaque campagne.

LE REDRESSEMENT DE CREUSOT-LOIRE

Le gouvernement souhaite trouver une solution avant la fin juillet

Le ministre de l'Industrie et de la recherche a demandé aux deux entreprises nationales Usinor et Sacilor de lui faire parvenir un plan de reprise totale ou partielle des filiales sidérurgiques de Creusot-Loire avant le 14 juillet. Parallèlement, M. Pineau-Valencienne, P.D.G. de Creusot-Loire et de son actionnaire principal, le groupe Schneider, devra établir un plan de redressement global. Ensuite commencera une négociation financière que le gouvernement souhaite voir aboutir rapidement, avant la fin juillet si possible.

LE CARREFOUR NATIONAL DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES

Comment mobiliser les banques et simplifier les procédures ?

« Il faut huit jours aux Etats-Unis pour créer une entreprise. En France, il faut huit mois. Cette situation est intolérable » : c'est par ces propos que M. Le Garrec a conclu dimanche le carrefour national des créateurs d'entreprises, organisé du 3 au 5 juin à Cambrai par l'Agence nationale pour la création d'entreprises (ANACE).

De notre envoyé spécial

Cambrai. — La création est dans notre pays une véritable course d'obstacles : difficultés pour trouver des fonds propres, démarches administratives longues et multiples, tout cela venant s'ajouter aux problèmes de mise au point du projet proprement dit. « Les banques ne sont pas dans la coup », est venu dire, au cours d'une « table ronde », un participant au carrefour, qui a dû se porter caution limitée à la banque sur sa propre maison, alors que son entreprise possède une machine américaine à commande numérique unique en France. Peut-on demander aux créateurs d'avoir à la fois des idées, des connaissances techniques, des compétences d'organisation et des fonds propres ?

En organisant ce carrefour national de Cambrai, l'ANACE se proposait non de mettre en valeur de jeunes créateurs ayant déjà créé leur entreprise, comme c'était le cas dans de précédentes manifestations, mais plutôt d'accueillir et d'aider des porteurs de projets. Elle leur proposait en un seul lieu tous les services auxquels ils devaient avoir recours pour mener à bien leurs desseins. Ils pouvaient trouver sur place quelque cent cinquante exposants, banques, cham-

bres de commerce, collectivités locales, organismes de services, leur proposant des aides, des terrains, des conseils en fiscalité, financement, droit, assurances, exportations... Mille huit cents visiteurs créateurs, la première journée ; deux mille trois cents la seconde. Les chiffres prouvent que les candidats à la création d'entreprises ne manquent pas. Ils étaient plus de mille cinq cents à avoir déposé un dossier entre le 15 février et le 22 avril pour le concours national des créateurs d'entreprises, organisé à l'occasion du carrefour de Cambrai.

M. Le Garrec, qui clôturait la manifestation dimanche matin, accompagné de M. Jack Relita, ministre de l'emploi, voyait là une manifestation de dynamisme et de volonté à encourager : en mobilisant l'appareil bancaire, pour qu'il devienne un « appareil à risque économique et industriel » ; en conseillant les créateurs, pour faire baisser la « mortalité infantile » des entreprises (80 % des entreprises créées disparaissent dans les deux ans) ; en simplifiant les procédures administratives par la création, par exemple, dans chaque département, d'un centre unique de formalités. Sobriété pour cent des créateurs d'entreprises, note M. Le Garrec, ne se sentant pas encouragé — quand il ne s'estimait pas découragé — par le système administratif et bancaire.

Le ministre du Plan souhaite également favoriser l'« essaimage » à partir de grandes entreprises ou du secteur public, pour qu'ils favorisent la création de P.M.E. par le biais du concept création d'entreprises (une loi va être déposée en ce sens) ou de la sous-traitance. Enfin, le ministre a souligné la volonté du gouvernement de voir intégrée la priorité qu'il s'est fixée pour la recherche d'investissements et l'innovation dans les contrats de plan Etat-région.

JEAN-RENÉ LORE.

Digital : la bureautique dans son plus simple appareil.

(Sur le même poste et dans le même temps, toutes vos applications de bureau et de gestion.)



Automatiser la gestion de l'entreprise, c'est une très bonne idée ; c'est l'informatique.

Automatiser toute la partie des tâches de bureau répétitive, mécanique, consommable de temps et d'énergie, c'est une autre très bonne idée ; c'est la bureautique.

Mais si dans votre organisation, vous devez former votre personnel à l'utilisation de X matériels différents et qu'il continue à courir de l'un à l'autre, c'est beaucoup moins bien.

C'est là où Digital, comme d'habitude, offre plus. Numéro 2 mondial de l'informatique, Digital a une telle expérience de l'informatique distribuée, qu'il a pu mettre au point un système unique : AB/VAX, avec lequel chacun dans l'entreprise peut, à partir de son propre poste de travail, faire tout son travail.

Exemple : créant un document, l'utilisateur interrompt sa création, fait des calculs, un graphique, une recherche en fichier, intègre ce résultat à son document, le conclut, l'expédie et le met en mémoire à son tour.

Tout cela à partir du même clavier commandé en clair, en français. Et ce système est opérationnel et disponible aujourd'hui. Avec Digital, la seule tâche manuelle compliquée qui vous reste, c'est de découper le bon ci-dessous pour obtenir plus de renseignements.

Digital. Quelque chose en plus.

Digital Equipment France
Département Marketing Communications
2, rue Gaston-Crémieux, BP 130
91004 Evry-les-Epinettes. Téléphone (01) 077.82.92.

Je désire recevoir davantage d'informations sur l'architecture bureautique Digital.

Nom _____
Fonction _____
Société _____ Activité _____
Adresse _____ Tél. _____

digital

(Publicité)

AVIS

D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
POUR LA CONSTRUCTION
D'UN COMPLEXE INDUSTRIEL

« Paints & Chemical Industries Company »
P.O. Box 1276
Muleiha Way,
Damascus (Damas), Syrie
Tél. : 411299 P.C.I.
Tél. : 435510/435512/432398

La direction du Projet d'extension de la compagnie précitée lance un appel d'offres international pour la construction et l'équipement d'un complexe industriel selon les spécifications techniques portées au Cahier des Charges.

Ce complexe sera composé des unités ci-après :

- Unité de fabrication de résine alkyl;
- Unité de fabrication d'acétate polyvinyle (P.V.A.) (ou colle blanche);
- Unité de fabrication de peintures diverses (peintures à l'huile, émulsions et peintures industrielles).

L'offre correspondante inclura :

- les travaux d'étude et d'ingénierie;
- les équipements et les matériels;
- le transport;
- les travaux de génie civil (planification de l'ensemble des travaux d'infrastructure et de construction avec plans et notes de calcul à l'appui);
- Le soumissionnaire devra fournir une liste des références qu'il aura acquises dans ce domaine au cours des dix dernières années et il sera tenu de faire en sorte que ces unités puissent être visitées et inspectées;
- Le soumissionnaire devra remplir le formulaire concernant les soumissionnaires et les adjudicataires, qui est joint au Cahier des Charges.

Prix :

- modalités de paiement par lettre de crédit. Des facilités de paiement sont prévues;
- caution provisoire : Le soumissionnaire devra offrir une caution provisoire de deux pour cent du montant de l'offre. Cette caution sera présentée sous forme de garantie bancaire émise et avalisée par la Banque Commerciale de Syrie ou de chaque banque agréée par l'une des agences de cette Banque. Toute offre ne comportant pas de caution provisoire sera rejetée.
- garantie de bonne fin : Le soumissionnaire devra offrir une garantie de bonne fin équivalente à dix pour cent du montant du contrat et payable dans un délai de dix jours à compter de la date à laquelle le soumissionnaire aura été informé que le contrat lui a été adjugé. Cette garantie sera soumise aux mêmes conditions que la caution provisoire.
- pénalité de retard : Une pénalité de retard de 1 % par jour du montant du contrat sera appliquée à chaque jour de retard; elle ne devra toutefois pas dépasser 20 % du montant total du contrat.
- transport : Le transport des matériels et des équipements sera effectué par la Compagnie Maritime Syrienne (SYRAMAR). Le soumissionnaire pourra, cependant, désigner une autre compagnie maritime si SYRAMAR venait à se désister.

Assurances :

Les assurances seront contractées par et pour le compte du soumissionnaire auprès de la Compagnie Syrienne d'Assurances. Elles devront couvrir toutes les étapes du projet jusqu'à la réception définitive.

Les prix seront détaillés séparément pour chaque équipement et pour chaque unité. Le soumissionnaire offrira des prix C & F, port syrien.

Impôts et droits contractuels
à la charge de l'Adjudicataire :

- droits de timbre pour un exemplaire du contrat;
- droits applicables en cas de modification du permis d'importation ou de la lettre de crédit, demandée par l'importateur, ces droits ne devant pas dépasser 15 % du montant de la valeur modifiée.

La Direction du projet aura à sa charge :

- les droits de publication de l'appel d'offres;
- les droits de timbre pour l'exemplaire du contrat qui lui reviennent;
- les droits de douane en Syrie;
- la licence d'importation et la lettre de crédit.

Les dispositions du Décret présidentiel n° 195 (1974) et du Décret n° 51 (1980) interdisant le recours à des intermédiaires ou à des agents à la commission seront applicables.

Seules seront acceptées les offres soumises par les compagnies qui respecteront les conditions susmentionnées ou par leurs représentants officiels, sous réserve que ces derniers présenteront une copie de leur contrat de représentation.

Délais d'exécution :

Le soumissionnaire devra offrir des délais aussi courts que possible.

Validité de l'offre :

Le soumissionnaire restera engagé par son offre pendant quatre-vingt jours après clôture de l'appel d'offres. Si nécessaire, il sera tenu de proroger la durée de validité de son offre.

Date de clôture de l'appel d'offres : 1^{er} octobre 1983

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le Cahier des Charges auprès de « Paints & Chemical Industries Company », Muleiha Way, Damascus (Damas), P.O. Box 1276, contre une participation de 500 dollars U.S. ou de 3 000 livres syriennes.

Toute offre qui ne sera pas accompagnée du reçu de paiement de cette somme par le soumissionnaire ou par son représentant officiel, sera rejetée.

Les offres seront présentées, en trois exemplaires, sous pli cachetés :

- le premier pli contiendra les spécifications et l'offre technique;
- le deuxième pli contiendra l'offre commerciale et financière;
- le troisième pli contiendra les attestations et la caution provisoire.

Ces trois plis seront déposés dans une quatrième enveloppe qui portera la référence de l'appel d'offres, le nom et l'adresse du soumissionnaire et la date de clôture de l'appel d'offres. Cette enveloppe sera remise au siège de la Compagnie, ou envoyée par avion en recommandé. L'offre devra obligatoirement être reçue avant l'heure de fermeture des bureaux de la Compagnie le jour de clôture de l'appel d'offres.

La direction se réserve le droit de rejeter toute offre ne répondant pas aux conditions de cet appel d'offres.

Heidar Al-Raes
Directeur du Projet

AÉRONAUTIQUE

700 000 VISITEURS AU SALON DU BOURGET

Sept cent mille personnes, soit 15 % de plus par rapport à 1981, auront visité le trente-cinquième Salon international de l'aéronautique et de l'espace qui s'est achevé, dimanche 5 juin, au Bourget. Pour la seule journée du samedi 4 juin, on a compté deux cent mille visiteurs.

Les deux cosmonautes français, MM. Jean-Loup Chrétien et Patrick Baudry, leur collègue soviétique Anatoli Berezovoy et une interprète ont été victimes d'un accident d'avion alors qu'ils rentraient d'une brève escapade touristique en Bretagne pour assister au déjeuner officiel du Salon. A la suite

d'une panne de moteur de leur avion de tourisme, Patrick Baudry a dû poser en catastrophe son appareil dans un champ près de Morlaix. Aucun des occupants n'a été blessé.

Président du déjeuner officiel, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a rappelé que les compagnies Air France et Air Inter souhaitent acquiescer, respectivement, cinquante et vingt exemplaires de l'Aéronef A-320 qui devrait entrer en service en 1985 si la décision de le construire était prise à la fin de cette année.

Le goût amer de la victoire

Les quatre mille invités officiels au déjeuner de fin du trente-cinquième Salon du Bourget ont remarqué, samedi 4 juin, l'hommage appuyé que le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a rendu aux dirigeants de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA) pour la réussite commerciale de leur réacteur CFM-56, conçu en coopération avec General Electric. Cité à plusieurs reprises, la raison sociale de cette entreprise nationale de douze mille personnes a été applaudie à chaque fois. Ce furent, du reste, les seuls applaudissements qui fusèrent durant ce discours d'une demi-heure.

Une douzaine d'années après la signature de l'accord entre la SNECMA et General Electric, le programme CFM-56 d'un moteur de la classe des 10 tonnes de poussée reçoit, donc, une consécration officielle. Sept cent cinquante exemplaires de ce réacteur sont d'ores et déjà commandés ferme, et la SNECMA prévoit qu'elle tiendra, d'ici 1993, le cap des deux mille cinq cents moteurs, à partir duquel le programme commencera d'être

rentable. Le CFM-56 peut aujourd'hui propulser des avions existants, du modèle Boeing-707, Douglas DC-8, Boeing-737 et KC-135, comme les prochains modèles d'avions de ligne.

L'hommage rendu par le premier ministre a d'autant plus surpris que ce programme CFM-56 a failli capoter, dans un passé récent, du fait des craintes exprimées par des responsables politiques sur l'avenir commercial de cet accord de coopération franco-américain.

Du temps de M. Valéry Giscard d'Estaing, déjà, des conseillers de la présidence de la République avaient tenté — en l'absence d'une réponse favorable du marché mondial — d'abandonner en cours de route la construction de ce réacteur. Il y a deux ans encore, le nouveau chef de l'Etat et son gouvernement s'employaient à obtenir de la SNECMA un renversement des alliances transatlantiques, au profit d'une collaboration plus européenne, notamment avec la société britannique Rolls Royce. Le président de la SNECMA, M. René Ravaut, qui symbolisait l'accord avec General Electric, était remplacé et son suc-

APRÈS LA CHUTE D'UN AVION DE TOURISME SUR UNE MAISON

Guyancourt au pilori

« Il est urgent de déplacer la plate-forme de Guyancourt. Cette situation ne peut plus durer », nous a déclaré M. Pierre Monge, directeur de cabinet du commissaire de la République des Yvelines, quelques instants après avoir reçu, le 2 juin, une délégation conduite par M. René Vandamme, maire (divers droite) de Voisins-le-Bretonneux. La chute d'un avion de tourisme, qui avait littéralement scalpé la villa, trois pavillons de cette commune, n'a pas seulement suscité une forte émotion. « C'est un miracle qu'il n'y ait pas eu de mort », dit un riverain. Le pilote, un stagiaire seul aux commandes de l'appareil, s'en est sorti avec des contusions. Une enquête judiciaire a été ouverte.

Cet accident a rouvert une ancienne polémique (Le Monde des 16 et 17 mai 1971). Selon M. Vandamme, cent quarante mille mouvements d'avions par an (décollages et atterrissages) s'effectuent à partir de Guyancourt, qui dépend de l'Aéroport de Paris. Un chiffre qui n'est pas contesté par la préfecture. Le problème est clair : cet aérodrome date de cinquante ans, les appareils survolent des champs de blé ou de maïs, mais aujourd'hui ils risquent des habitations. « Quand j'ai

acheté, dit M^{me} Delme, une habitante de Voisins-le-Bretonneux, le promoteur immobilier m'avait assuré que le trafic aérien cesserait bientôt. » C'était d'ailleurs prévu dans la charte directeur de la région parisienne, catégoriquement hostile au projet d'extension de l'aéroport de Toussus-le-Noble.

Mais, pour des raisons qui tiennent au développement de cette activité de loisirs qu'est le pilotage d'avion de tourisme, rien n'a été fait... ou si peu. On confie les commandes des appareils à des amateurs. « Vous êtes en surplénésie », assure à un ami un pilote de ligne qui habite la région.

M. Charles Fiterman, ministre des transports, a jugé l'affaire assez grave pour demander à M. Lucien Vochel, commissaire de la République de la région, de prendre les choses en main. Ce ne sera pas facile : mille cinq cents personnes « fréquentent » les aérodromes de la région. Outrepassant toutes les consignes, les avions continuent de survoler le centre commercial de Champfleury, à Voisins-le-Bretonneux. Et à l'Aéroport de Paris, on déclare qu'il n'est pas question pour le moment d'interrompre le trafic.

MICHEL CASTANG.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-U.....	7,7175 7,7225	+ 178 + 225	+ 370 + 440	+ 1040 + 1160
DM.....	6,2400 6,2550	+ 115 + 175	+ 270 + 350	+ 910 + 980
Yen(100)...	3,2030 3,2080	+ 140 + 180	+ 380 + 430	+ 960 + 1035
DM.....	3,0030 3,0080	+ 165 + 195	+ 350 + 395	+ 1045 + 1115
Flarin.....	2,6750 2,6780	+ 130 + 155	+ 270 + 305	+ 755 + 915
F.R.(100)...	15,0340 15,0510	+ 275 + 430	+ 685 + 820	+ 1640 + 2030
F.S.....	3,6330 3,6370	+ 225 + 250	+ 455 + 585	+ 1340 + 1445
L.(1000)...	5,0770 5,0775	+ 120 + 125	+ 355 + 375	+ 1215 + 1270
E.....	12,3380 12,3525	+ 170 + 225	+ 420 + 570	+ 1335 + 1590

TAUX DES EURO-MONNAIES

	SE-U.....	DM.....	Flarin.....	F.R.(100)...	F.S.....	L.(1000)...	E.....
3/4	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
3/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
1/32	5 1/32	5 1/32	5 1/32	5 1/32	5 1/32	5 1/32	5 1/32
1/64	5 1/64	5 1/64	5 1/64	5 1/64	5 1/64	5 1/64	5 1/64
1/128	5 1/128	5 1/128	5 1/128	5 1/128	5 1/128	5 1/128	5 1/128
1/256	5 1/256	5 1/256	5 1/256	5 1/256	5 1/256	5 1/256	5 1/256

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

LA MUTUALITÉ FRANÇAISE
S'OPPOSE AU FORFAIT
HOSPITALIER MAIS... NON A
SON REMBOURSEMENT

Le remboursement du forfait hospitalier de 20 F par jour en cas d'hospitalisation a dominé les débats de l'assemblée générale de la F.N.M.F. (Fédération nationale de la Mutualité française), qui s'est tenue le 4 juin, à Paris, sur le thème « Agissons pour une protection sociale solidaire et efficace », en présence d'environ mille délégués.

Il est vrai que la situation est complexe pour la mutualité. Philosophiquement, elle ne peut que s'opposer à cette « charge supplémentaire », mais, pratiquement, « les adhérents demandent à être bien garantis ». En cas de refus total, la mutualité laisserait la voie libre à la « commercialisation », c'est-à-dire aux sociétés d'assurances. D'autre part, certaines mutualités ont inscrit, depuis leur origine, le remboursement des frais annexes ou accessoires en cas d'hospitalisation dans leur règlement. En foi de quoi, elles procèdent déjà à ce remboursement des 20 F.

Aussi, sans trancher, les mutualistes ont voté, dans leur résolution finale, pour que « la F.N.M.F. recommande à ses groupements affiliés de ne pas couvrir le forfait hospitalier », laissant ainsi la liberté aux assemblées générales des sociétés de décider sur leur remboursement. Mais ils ont chargé leur conseil d'administration « d'intervenir avec vigueur auprès des pouvoirs publics pour la remise en cause de l'application de ce forfait hospitalier à l'occasion de l'instauration du budget global » des hôpitaux.

C. G.

SOCIÉTÉ

« LES CADRES DU MONDE »

Les associés de la société civile à capital variable « Les Cadres du Monde » sont convoqués au siège social de la société, 5, rue de Valenciennes, Paris 9^e, dans la salle de la cantine, le mardi 21 juin 1983, à 16 heures, pour y tenir une assemblée générale ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

- Admission de nouveaux membres et attribution de parts nouvelles.
- Comptes de l'exercice.
- Rapport d'activité.
- Election de deux administrateurs.
- Questions diverses.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DE SYRIE

ORGANISATION GÉNÉRALE POUR L'EXPLOITATION
ET LE DÉVELOPPEMENT DU BASSIN
DE L'EUPHRATE, GOEDEB, RAQQA (SYRIE)

N° 1130/H

Date : 12 mai 1983

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'organisation précitée lance un appel d'offres international pour la fourniture des équipements suivants nécessaires à l'entretien de structures d'irrigation :

- Pelle hydraulique avec bras télescopique Quantité : 5
- Pelle hydraulique 0,6 m avec bras (9 - 11 m) Quantité : 8
- Tracteur à remorque 60 tonnes Quantité : 2
- Tracteur à remorque 45 tonnes Quantité : 2
- Camion à benne basculante Quantité : 23
- Engins tractés pour désherbage et creusage agricoles Quantité : 15
- Engins tractés pour désherbage et creusage agricoles Quantité : 15
- Engins tractés pour désherbage et creusage agricoles Quantité : 4
- Chariot élévateur à fourche avec bras télescopique Quantité : 4
- Élévateur à cabine pour réparation des lignes à haute tension Quantité : 2
- Pelleuse/chargeuse tous usages 150 CV Quantité : 10
- Camion-citerne Quantité : 15

Ces équipements devront répondre aux spécifications du cahier des charges qui pourra être retiré auprès de notre Direction de Raqqa ou à nos bureaux de Alep ou de Damas, contre une participation de 500 livres syriennes. Toute offre qui ne serait pas accompagnée d'un reçu de paiement sera rejetée.

- Délai de livraison 5 % (cinq pour cent) du montant de l'offre.
- Caution provisoire 5 % (cinq pour cent) du montant de l'offre, sous forme de garantie bancaire émise par l'une des agences de la Banque commerciale de Syrie.

- Garantie de bonne fin 10 % (dix pour cent) du montant de l'offre. Cette garantie sera présentée lors de la signature du contrat.
- Pénalité de retard 1 % (un pour mille) pour chaque jour de retard.

- Engagement du soumissionnaire Le soumissionnaire restera engagé par son offre pendant soixante jours après la date de clôture de l'appel d'offres.

- Les offres seront présentées sous pli cacheté à la date ci-dessous :

- une première enveloppe contenant la caution provisoire et les attestations concernant le soumissionnaire et son offre;
- une deuxième enveloppe contenant les spécifications techniques accompagnées des manuels d'exploitation et d'entretien correspondants, les catalogues de pièces de rechange et les brochures techniques;
- une troisième enveloppe contenant l'offre commerciale et financière.

Les offres seront adressées aux bureaux de l'Organisation à Raqqa, ou à ses bureaux de Alep ou de Damas.

La date limite de remise d'offre à la « General Organization for the Exploitation and Development of the Euphrates Basin » à Raqqa, ou à ses bureaux de Alep ou de Damas, a été fixée au 25 juillet 1983, à l'heure de fermeture des bureaux de l'Organisation. Toute offre remise après cette date sera rejetée.

- Le pli principal sera cacheté à la date et portera l'adresse et le cachet du soumissionnaire. Il devra aussi comporter la mention suivante : « Related to the equipment and requirements requested for the maintenance of the irrigation constructions - Tender n° 2 ».

- Le soumissionnaire sera tenu au respect des clauses contractuelles stipulées au décret n° 195 (1974) de l'Organisation.

- Le soumissionnaire sera le fabricant ou le représentant officiel de ce dernier. Dans ce cas, il devra attester de sa qualité de représentant officiel du fabricant.

- Le soumissionnaire devra indiquer clairement son adresse.
- Le soumissionnaire pourra coter un ou plusieurs postes, à condition que chaque offre soit présentée séparément.

ABDO KASEM, Directeur général, GOEDEB, RAQQA (SYRIE).

ARLEQUIN

loterie nationale

vous gagnez dans l'ordre
vous gagnez dans le désordre

TIRAGE MERCREDI SOIR, A LA TELEVISION



MUTUALITÉ FRANÇAISE
OPPOSE AU FORFAIT
CAPITALER MAIS... NON
UN REMBOURSEMENT

Le remboursement du forfait...
L'Assemblée générale de la Mutualité française...
Le forfait capitaler...
Le remboursement...
Le forfait capitaler...
Le remboursement...
Le forfait capitaler...
Le remboursement...

Lisez
L'ÉDUCATION

LE SYRIEN
L'EXPLOITATION
LE MASSIN
LE MASSIN
LE MASSIN

1983
L'INTERNATIONAL

Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...

Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...

Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...

Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...

Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...

Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...

Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...

Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...

Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...

Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...
Le chômage...

CONJONCTURE

M. Delors exclut tout nouveau blocage
des prix et des salaires

Pas d'impôts nouveaux cette année

« Je ne peux m'engager sur ce point... »
M. Delors, ministre de l'Économie, a déclaré dimanche 5 juin, lors d'un entretien avec le journal Le Monde, qu'il n'y aura pas de nouvelles mesures fiscales ni de nouveaux impôts cette année.

« Il faut absolument écarter les mesures autoritaires... »
M. Delors a insisté sur la nécessité de maintenir la confiance et d'éviter tout blocage des prix et des salaires. Il a souligné que la politique économique est fondée sur la continuité et la prévisibilité.

Commentant la hausse de 3,1 % (voir page 1) du taux de chômage, M. Delors a déclaré : « Il y a des explications... »
Il a expliqué que la hausse du chômage est due à la conjonction de plusieurs facteurs, dont la réduction des effectifs dans le secteur public et la diminution de la demande.

Abordant le problème de l'activité et du chômage, le ministre de l'Économie a déclaré : « Pour l'instant, il n'y a pas de baisse de l'activité économique en France... »
Il a souligné que les indicateurs avancés montrent qu'il y a une stabilisation, voire une légère accélération, de l'activité économique.

En 1983, compte tenu des charges nouvelles d'impôts et si l'on déduit également la souscription de l'emprunt obligataire, le pouvoir d'achat baissera pour les catégories sociales relativement aisées. En revanche, il augmentera légèrement pour les catégories les plus faibles.

Répondant à une question concernant les critiques de M. Chevènement et l'attitude de M. Pierre Joxe, M. Delors a déclaré : « Nous avons toujours une majorité... »
Il a affirmé que le gouvernement dispose d'une majorité suffisante pour mener à bien sa politique économique.

M. Leclerc ne cache pas son amertume envers les autorités, qui ont interdit l'ouverture d'un supermarché dans la ville natale du petit épicer de Landreux. L'affaire est actuellement devant le tribunal administratif de Rennes, qui doit rendre sa décision dans les jours qui viennent.

M. Leclerc ne cache pas son amertume envers les autorités, qui ont interdit l'ouverture d'un supermarché dans la ville natale du petit épicer de Landreux. L'affaire est actuellement devant le tribunal administratif de Rennes, qui doit rendre sa décision dans les jours qui viennent.

M. Leclerc ne cache pas son amertume envers les autorités, qui ont interdit l'ouverture d'un supermarché dans la ville natale du petit épicer de Landreux. L'affaire est actuellement devant le tribunal administratif de Rennes, qui doit rendre sa décision dans les jours qui viennent.

M. Leclerc ne cache pas son amertume envers les autorités, qui ont interdit l'ouverture d'un supermarché dans la ville natale du petit épicer de Landreux. L'affaire est actuellement devant le tribunal administratif de Rennes, qui doit rendre sa décision dans les jours qui viennent.

M. Leclerc ne cache pas son amertume envers les autorités, qui ont interdit l'ouverture d'un supermarché dans la ville natale du petit épicer de Landreux. L'affaire est actuellement devant le tribunal administratif de Rennes, qui doit rendre sa décision dans les jours qui viennent.

M. Leclerc ne cache pas son amertume envers les autorités, qui ont interdit l'ouverture d'un supermarché dans la ville natale du petit épicer de Landreux. L'affaire est actuellement devant le tribunal administratif de Rennes, qui doit rendre sa décision dans les jours qui viennent.

M. Leclerc ne cache pas son amertume envers les autorités, qui ont interdit l'ouverture d'un supermarché dans la ville natale du petit épicer de Landreux. L'affaire est actuellement devant le tribunal administratif de Rennes, qui doit rendre sa décision dans les jours qui viennent.

M. Leclerc ne cache pas son amertume envers les autorités, qui ont interdit l'ouverture d'un supermarché dans la ville natale du petit épicer de Landreux. L'affaire est actuellement devant le tribunal administratif de Rennes, qui doit rendre sa décision dans les jours qui viennent.

M. Leclerc ne cache pas son amertume envers les autorités, qui ont interdit l'ouverture d'un supermarché dans la ville natale du petit épicer de Landreux. L'affaire est actuellement devant le tribunal administratif de Rennes, qui doit rendre sa décision dans les jours qui viennent.

M. Leclerc ne cache pas son amertume envers les autorités, qui ont interdit l'ouverture d'un supermarché dans la ville natale du petit épicer de Landreux. L'affaire est actuellement devant le tribunal administratif de Rennes, qui doit rendre sa décision dans les jours qui viennent.

L'aide publique au développement a augmenté en 1983

L'aide publique au développement, accordée par les pays du P.O.C.D.E. membres du CAD (Comité d'aide au développement), s'est accrue de 9 % en 1982 (elle avait diminué de 6 % en 1981, par rapport à 1980) ayant représenté, avec 27,9 milliards de dollars, 0,39 % du P.N.B. de ces pays contre 0,35 % (0,38 % en 1980). Abstraction faite de l'appréciation du dollar, de l'unité de compte et de la hausse des prix, l'augmentation a été, en termes réels, de l'ordre de 11 % (4 % en 1981).

Subséquemment, le Danemark précède la France, dont l'aide — y compris les crédits accordés aux départements et territoires d'outre-mer — a encore progressé de 16 % en monnaie nationale, s'établissant au taux le plus élevé enregistré depuis 1965.

Les responsables français ont annoncé leur intention d'augmenter l'objectif international en 1983, compte tenu des apports aux DOM-TOM. D'après cette définition, l'aide a représenté 0,48 % en 1982, soit 2,6 milliards de dollars. Les documents officiels de la France font état, en outre, d'un P.O.C.D.E. de 430 milliards de francs (0,08 % du P.N.B.), qui correspondent à la part financée sur le budget de la prime de valorisation versée par Paris à Alger dans le cadre du contrat de gaz naturel.

L'aide attribuée par les pays industrialisés aux trente-six pays les moins avancés (P.M.A.) a atteint 6,3 milliards de dollars, soit 0,09 % du P.N.B., contre 0,08 % en 1981. La France a accordé à ce titre 650 millions de dollars, soit 0,12 %, derrière le Danemark (0,26 %), les Pays-Bas (0,28 %), la Suède (0,30 %) et la Norvège (0,35 %).

Cette aide, qui a augmenté en termes réels de 30 % entre 1975 et 1981, a représenté environ 7 % du P.N.B. combiné des P.M.A., et un peu plus du tiers de leurs importations.

Le redressement, obtenu « dans un contexte de difficultés économiques et financières persistantes », souligne l'O.C.D.E., a tenu dans une large mesure à l'accroissement des contributions aux institutions multilatérales d'aide, notamment l'Association internationale de développement et les banques régionales, « contributions qui avaient été exceptionnellement faibles en 1981 ».

Il s'agit en fait — ce qui a été particulièrement le cas des États-Unis — d'un rattrapage de versements qui auraient dû intervenir il y a deux ans.

L'aide au développement a, en termes réels, augmenté de 5 % par an au cours des cinq dernières années, ayant représenté en moyenne 0,37 % du P.N.B. Cette aide « a reçu une priorité relative élevée par rapport à la plupart des autres grandes catégories de dépenses publiques », note l'O.C.D.E., qui s'attend, à moyen terme, « à une nouvelle augmentation modérée » des versements, sans que le taux atteigne les niveaux enregistrés récemment. En dépit de cette progression, le résultat actuel reste encore très loin de l'objectif international de 0,7 %.

En 1982, trois pays ont consacré plus de 1 % de leur P.N.B. à l'aide au développement : les Pays-Bas, la

2,2 milliards de dollars, étant restées à 0,13 % du P.N.B.

Washington (A.F.P.). — Les prix moyens des matières premières se sont redressés lors du premier trimestre 1983, renversant ainsi la tendance qui prévalait depuis deux ans, a annoncé, le 6 juin, le Fonds monétaire international. De janvier à mars, l'indice des prix de gros de trente grandes matières premières et produits de base établi par le F.M.I. a progressé de 2,9 % pour atteindre 74,8 (base 100 en 1978).

Toutefois ce niveau, souligne le Fonds, est encore inférieur de 6 % à celui enregistré au premier trimestre 1982. Pendant le premier trimestre de 1983, les prix des matières premières agricoles incluses dans l'indice ont progressé de 5,5 %, ceux des produits alimentaires de base de 3,7 % et ceux des métaux de 2,9 %, alors que les prix des boissons (café, cacao, etc.) fléchissaient de 0,7 %.

La situation de l'emploi aux États-Unis a continué à s'améliorer très lentement en mai, le taux de chômage reflétant à nouveau de 0,1 point pour s'établir à 10,1 %. Le nombre de chômeurs a décliné de 136 000 personnes pour revenir à 11,9 millions, tandis que celui des personnes pourvues d'un emploi a augmenté de près de 100 000 pour atteindre 99,6 millions.

Au creux de la récession en décembre dernier, le chômage aux États-Unis avait touché un peu plus de 12 millions d'Américains. Son taux avait alors atteint 10,8 %. Depuis lors, avec le démarrage de la reprise, le taux de chômage a diminué globalement de 0,7 %, cependant que le nombre d'Américains pourvus d'un emploi s'est accru de 500 000. — (A.F.P.)

Le chômage a de nouveau reculé en R.F.A., revenant — en données brutes — à 148 000 personnes contre 225 000 en avril.

L'Office fédéral des statistiques indique toutefois — sans donner de chiffre — que le nombre des demandeurs d'emploi avait augmenté après correction des variations saisonnières.

Baisse du chômage (en données brutes) en Grande-Bretagne. — Le nombre des chômeurs en Grande-Bretagne a baissé au mois de mai, faisant revenir le taux officiel du chômage à 12,8 % de la population active contre 13,4 % en avril. Ce nombre est revenu de 3 169 879 en avril à 3 049 351 en mai, en diminution de 120 528 personnes, soit 3,8 %.

Cependant, après correction, le chômage a accusé une hausse de 23 200, la quarante-deuxième augmentation mensuelle consécutive. Le résultat brut du mois dernier est attribué au fait que les personnes de soixante ans et plus, s'ont plus à pointer, depuis mai, aux bureaux de chômage, ainsi qu'à des facteurs saisonniers favorables. — (A.F.P.)

Le nombre de chômeurs enregistrés au Danemark était en mars de 301 600, soit 11,5 % de la population active, contre 12,2 % en février et 10,6 % en mars 1982. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des personnes sans emploi était de 277 700, soit 10,6 % de la population active contre 10,4 % en février et 9,6 % en mars 1982. — (A.F.P.)

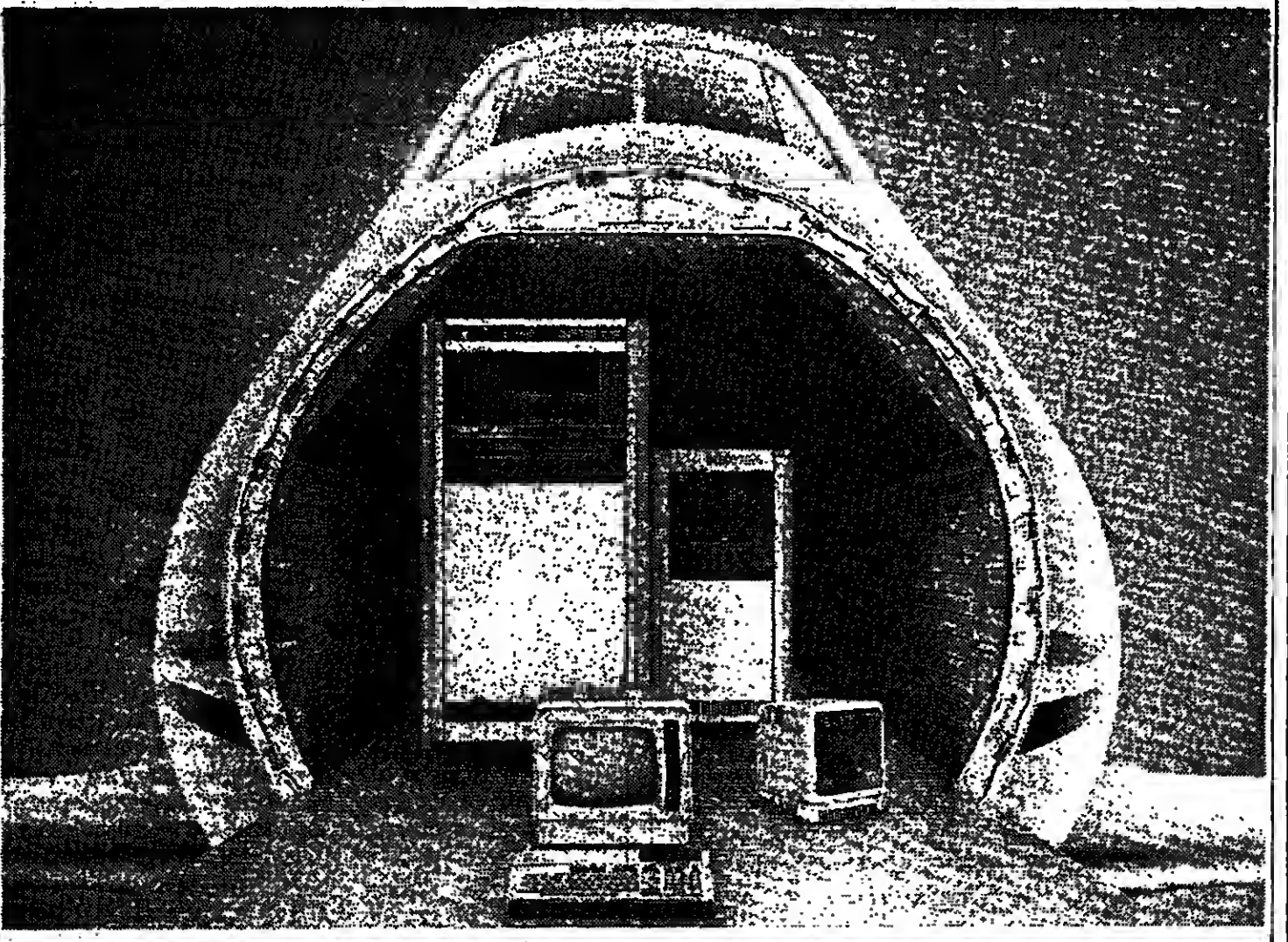
La C.E.E. demande aux gouvernements de lui remettre leurs plans acier avant le 11 juin. — L'incertitude des retards pris par les plans de restructuration de la sidérurgie, la commission européenne rappelle qu'elle ne déboulera pas les aides gouvernementales sans attendre ces plans. Cette mise en demeure s'adresse tout particulièrement à la Belgique où le plan défini par M. Gandois est vivement contesté. Si le plan belge n'est pas mis en œuvre, la commission craint un retard généralisé. — (A.F.P.)

LOIN ENCORE DE L'OBJECTIF INTERNATIONAL

	1970	1981	1982	
	En % du P.N.B.	En %	En %	En millions de dollars
Pays-Bas	0,61	1,08	1,08	1 473
Suède	0,38	0,83	1,08	987
Norvège	0,32	0,82	1,81	566
Danemark	0,38	0,73	0,77	415
France	0,66	0,73	0,74	3 991
France (hors DOM-TOM)	(0,42)	(0,45)	(0,48)	(2 592)
Belgique	0,46	0,59	0,59	497
Australie	0,62	0,41	0,57	882
Autriche	0,07	0,48	0,54	361
Allemagne	0,33	0,47	0,48	3 163
Canada	0,41	0,43	0,42	1 185
Royaume-Uni	0,39	0,44	0,38	1 794
Finlande	0,06	0,28	0,30	144
Japon	0,23	0,28	0,29	3 171
Nouvelle-Zélande	0,23	0,29	0,28	65
États-Unis	0,32	0,20	0,27	8 382
Suisse	0,15	0,24	0,25	251
Italie	0,16	0,19	0,24	828
C.A.D.	0,34	0,35	0,39	27 919

(Source : O.C.D.E.)

INTERTECHNIQUE.



L'INFORMATIQUE NEE DE L'AERONAUTIQUE.

Intertechnique a conquis en 30 ans sa renommée en fournissant aux aviateurs du monde entier des équipements aéronautiques. Son expérience de la qualité absolue lui a permis d'appliquer dès 1959 la même exigence à l'informatique de gestion.

Aujourd'hui, Intertechnique, société stable de 1.700

personnes, avec un chiffre d'affaires de 801 millions de francs, un réseau de 20 stations-services clients, prouve par ses références telles que les magasins But, la Société Générale, les Produits du Meis, Talbot, les Chemins de Fer Belges... que les performances de ses ordinateurs et des services qui leur sont rattachés sont unanimement reconnus.



21 rue Claude Lorrain, 92121 Neuilly-sur-Seine (France)
Tél. (01) 47 00 00 00 - Télex 310000 ITN

Société 100% française

COMPAGNIE ÉLECTRO-FINANCIÈRE

Les actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire le 2 juin 1983 ont approuvé les deux opérations financières qui leur étaient soumises.

En premier lieu, afin de permettre à la Compagnie de continuer à bénéficier, pour les dividendes à recevoir d'Alstom-Atlantique, du régime fiscal des sociétés mères récemment modifié par la loi de finances pour 1983, il lui a été fait apport par la C.G.E. de 450 000 actions Alstom-Atlantique. La Compagnie électro-financière a ainsi porté son pourcentage de participation dans cette société au taux requis de 10 %. En rémunération de cet apport, il a été créé 160 875 actions Compagnie Electro-financière, jouissance 1^{er} juillet 1983.

La seconde opération vise à donner à la Compagnie électro-financière des moyens financiers supplémentaires grâce à l'absorption de sa filiale Soparem, dont l'actif se trouvait désormais être essentiellement constitué de liquidités ou de titres aisément cessibles. Les actions Soparem sont échangées contre des actions Compagnie électro-financière à raison de 40 contre 29, mais complétées de l'annulation des 238 312 actions Soparem que détient la Compagnie électro-financière sur un total de 475 312, ce sont seulement

171 825 actions nouvelles Compagnie électro-financière, jouissance 1^{er} janvier 1983, qui ont été créées.

A raison de ces deux opérations douant lieu à l'émission d'un total de 332 700 actions nouvelles, le capital de la Compagnie électro-financière se trouve porté de 94 537 500 francs à 127 807 500 francs.

Au cours de l'assemblée générale, le président Brunet a précisé que le résultat - hors plus-values - de l'exercice qui s'achève le 30 juin prochain devrait progresser, par rapport à l'exercice précédent, dans une mesure sensiblement plus forte que le nombre d'actions, et que la situation nette après apports s'établissait à 565 millions, soit 442 francs par action.

Le président Brunet a indiqué, d'autre part, que la valeur liquidative par action, calculée sur la base du nouveau capital, pouvait être estimée, à la date du 31 mai 1983, à 575 francs (ou à 545 francs déduction faite de l'impôt potentiel sur les plus-values latentes).

La décade du cours de Bourse (402 francs) par rapport à la valeur liquidative brute est de 30 % (ou de 26 % par rapport à la valeur liquidative imputée).



elf gabon

Société anonyme au capital de 22 500 000 000 F (C.F.A.), siège social à Port-Gentil - BP 524 (République Gabonaise) R.C. Port-Gentil 126 B

Avis aux actionnaires

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Elf Gabon se tiendra à Libreville, le 9 juin prochain, pour statuer sur les comptes de l'exercice 1982 et décider du dividende à distribuer au titre de cet exercice.

De plus, le président et le conseil d'administration d'Elf Gabon invitent les actionnaires qui n'auront pu se rendre au Gabon à l'occasion de l'assemblée générale - notamment ceux résidant en France - et de manière générale toutes personnes, à une réunion d'information sur l'activité et les résultats de cette société qui aura lieu le :

lundi 20 juin 1983, à 16 heures
7, rue Nelson, Paris 15^e
(salle de cinéma)

Elle sera précédée, à partir de 15 h 30, d'un programme audiovisuel utilisant le procédé Imago-Comique.

Le conseil d'administration.



BAIL ÉQUIPEMENT

L'assemblée générale, présidée par M. F. de Dreux, a approuvé la mise en distribution à compter du 15 juin 1983 d'un dividende de 16,50 F (plus avoir fiscal de 8,25 F) à comparer aux dividendes de 15 F servis pour les trois exercices antérieurs. Le résultat financier 1982 de Bail Équipement atteint, avant impôt, 55,27 millions de francs, en progression de 120 % sur celui de 1981.

Ce résultat permet de doter la réserve latente de 37,61 millions de francs qui atteint ainsi 148 millions de francs.

Par action le résultat financier net consolidé du groupe ressort à 54,60 F.

Pour l'exercice en cours, l'activité des quatre premiers mois est très supérieure aux réalisations de la période correspondante de l'exercice précédent (contrats signés + 38 % pour le groupe). Les résultats financiers de premier trimestre sont en hausse sensible.

Dans ces conditions, le conseil, qui aura à se prononcer sur les comptes de 1983, devrait pouvoir proposer la distribution d'un dividende au moins égal à celui de 1982 sur un capital augmenté de 50 %.

Voyage de M. Thomas, président de la BANQUE NATIONALE DE PARIS en République Populaire de Chine

M. René Thomas, accompagné de M. J.-H. Wahl, directeur général, a conduit une délégation de la Banque nationale de Paris qui s'est rendue en République populaire de Chine du 13 au 19 mai à l'invitation de la Banque de Chine.

M. René Thomas et la délégation de la B.N.P. ont été reçus par M. Yao Yilin, vice-premier ministre, par MM. Tong Ke, ministre du pétrole, Li Peng, vice-ministre de l'électricité, et par de nombreuses personnalités du gouvernement, de la Banque du peuple, de la Banque de Chine, des municipalités de Pékin et de Shanghai et de la province de Canton.

Les entretiens ont principalement porté sur les possibilités pour l'industrie française d'accroître sa coopération au développement de ce grand pays, sur les ventes de biens d'équipement comme sur les transferts de technologies vers la Chine. Ils ont confirmé que le moment était opportun pour renforcer la présence des entreprises françaises sur le marché chinois. En effet, les besoins actuels de l'économie chinoise ainsi que les orientations du gouvernement de la République

populaire de Chine devraient inciter l'industrie française à soutenir son effort en direction de ce pays. La B.N.P., pour sa part, veut contribuer à cette coopération et va renforcer, à cet effet, son action en Chine, afin d'aider à l'identification, à la promotion et au financement d'affaires nouvelles.

A la fin de son séjour, M. René Thomas s'est rendu à Macao pour inaugurer l'Agence de la B.N.P. Il a été reçu, à cette occasion, par le gouverneur, le contre-amiral Vasco de Almeida e Costa.

M. J.-H. Wahl s'est rendu à Shenzhen, au centre de la nouvelle zone économique spéciale, où il a été reçu par le maire et par son adjoint chargé du développement économique, afin d'inaugurer le bureau de représentation de la B.N.P. ouvert dans cette ville.

Venant après l'ouverture des bureaux de représentation de Pékin, Shanghai et Canton, celle du bureau de Shenzhen porte à quatre le nombre des implantations permanentes de la B.N.P. en République populaire de Chine.

ROCHFORTAISE S.A.

Lors de sa séance du 5 mai 1983, le conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice 1982.

La compte d'exploitation fait ressortir un bénéfice net de 336 774 F contre une perte de 572 847 F en 1981.

Le compte de pertes et profits après constitution d'une provision complémentaire pour dépréciation des titres de la division textile, ainsi qu'une provision pour risque en fonction de l'ensemble des engagements donnés à titre de caution, garantie ou autres pour la C.F.M. ou ses filiales fait ressortir une perte de 24 744 850,25 F.

Compte tenu de ces résultats, il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui se réunira le 29 juin prochain, de reporter à nouveau la perte de l'exercice et de ne procéder à aucune distribution de dividende.

Au cours de ce conseil, M. François Blondot a été coopté comme administrateur en remplacement de M. Philippe André, démissionnaire.

M. Charles Maurer, qui, pour des raisons de santé, avait démissionné au cours de l'année, a bien voulu accepter de rejoindre le conseil.

SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE

L'assemblée générale réunie le 31 mai 1983 a approuvé les comptes de l'exercice 1982 faisant apparaître un bénéfice net de 30 140 472 F contre 24 783 816 F en 1981. Compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, le total distribuable s'élève à 35 190 264 F.

Le dividende global, compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor représente 45 F - contre 36 F - l'année précédente.

CHAMPAGNE MUMM

L'assemblée générale ordinaire de G. H. Mumm & Co. réunie le 3 juin 1983 sous la présidence de M. Alain de Gunzburg, président-directeur général, a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1982.

Elle a décidé, sur la proposition du Conseil d'administration, de distribuer à chacune des 828 545 actions composant le capital social un dividende identique à celui de l'exercice 1981, soit F 16,50, comprenant l'impôt déjà versé au Trésor de F 5,50.

Ce dividende sera mis en paiement le 1^{er} juillet 1983.

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINÈRE

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 31 mai 1983, sous la présidence de M. Roland Hays, a approuvé les comptes de l'exercice 1982, ainsi que les résolutions qui lui étaient présentées. Elle a notamment nommé deux nouveaux administrateurs : MM. Hervé Couffin et Fayal Laraki.

Les comptes consolidés font ressortir un bénéfice d'exploitation de 6 956 706 F contre 7 622 328 F l'année précédente et un bénéfice net (part du groupe) de 2 579 649 F contre 3 403 415 F. Pour la société mère, le bénéfice d'exploitation est de 4 113 448 F contre 4 996 319 F. Le résultat net, après provisions S et impôts, s'élève à 2 044 744 F contre 2 954 006 F.

L'assemblée générale a approuvé la proposition du conseil de mettre en distribution un dividende de 14 F par action, soit, avec l'avoir fiscal, un revenu global de 21 F par action, identique à celui de l'année précédente. Les actions nouvelles, provenant de la récente aug-

mentation de capital, ont droit à un dividende de 7 F, soit un revenu global de 10,50 F. Le paiement de ces dividendes sera effectué, à compter du 1^{er} juillet 1983, aux guichets de la Banque Paribas et de la Banque nationale de Paris contre remise du coupon n° 14.

Dans son allocution, le président a indiqué que les résultats de 1982, inférieurs à ceux de 1981 (qui avaient marqué une progression de 55 % par rapport à ceux de 1980), reflétaient l'aggravation de la situation économique générale. Il a souligné, cependant, les possibilités de développement qui s'ouvraient à la société, notamment dans les domaines liés à l'électronique et à l'informatique, et a rappelé que la situation financière, récemment renforcée par une augmentation de capital, permettait de faire face à ce développement.

Au cours du conseil d'administration qui a suivi l'assemblée, M. Jean-Noël Mathieu, directeur de la Banque Paribas, a été coopté administrateur en remplacement de la Société de gestion d'intérêts pétroliers (Sogepip), dont il était déjà représentant permanent. Sur la proposition du président, M. Jean-Noël Mathieu a été nommé vice-président du conseil d'administration.



L'Assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1982. GROUPE BIC MULTINATIONAL

Les ventes consolidées hors taxes se sont élevées à 4,54 milliards de francs en progression de 12 %.

Le bénéfice d'exploitation ressort à 455 millions de francs en progression de 23 % et la marge brute d'autofinancement s'accroît de 16 % à 470 millions de francs.

La part du groupe dans le bénéfice net, revient ainsi de 175 millions de francs à 171 millions de francs, en diminution de 2 %.

SOCIÉTÉ BIC S.A.

Le chiffre d'affaires hors taxes atteint 589 millions de francs (+ 6 %), le bénéfice d'exploitation augmente de 4 % à 94,8 millions de francs et le bénéfice net s'élève à 73 millions de francs.

L'Assemblée a approuvé la distribution d'un dividende net de 12,20 francs par action qui, avec l'avoir fiscal représente un revenu global de 18,30 francs. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 15 juin (coupon n° 15).

DISTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

L'Assemblée générale extraordinaire a autorisé le Conseil d'administration à procéder à une augmentation de capital par incorporation de réserves.

Le Conseil a décidé d'utiliser cette autorisation en procédant, avant la fin décembre 1983, à l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour une ancienne, jouissance 1^{er} janvier 1983.

LA RADIOTECHNIQUE

L'assemblée générale ordinaire de La Radiotechnique s'est tenue le 2 juin 1983 sous la présidence de M. Jean Louis Fillion et a approuvé les comptes et bilans arrêtés au 31 décembre 1982 qui font apparaître un bénéfice net de 56,26 millions de francs.

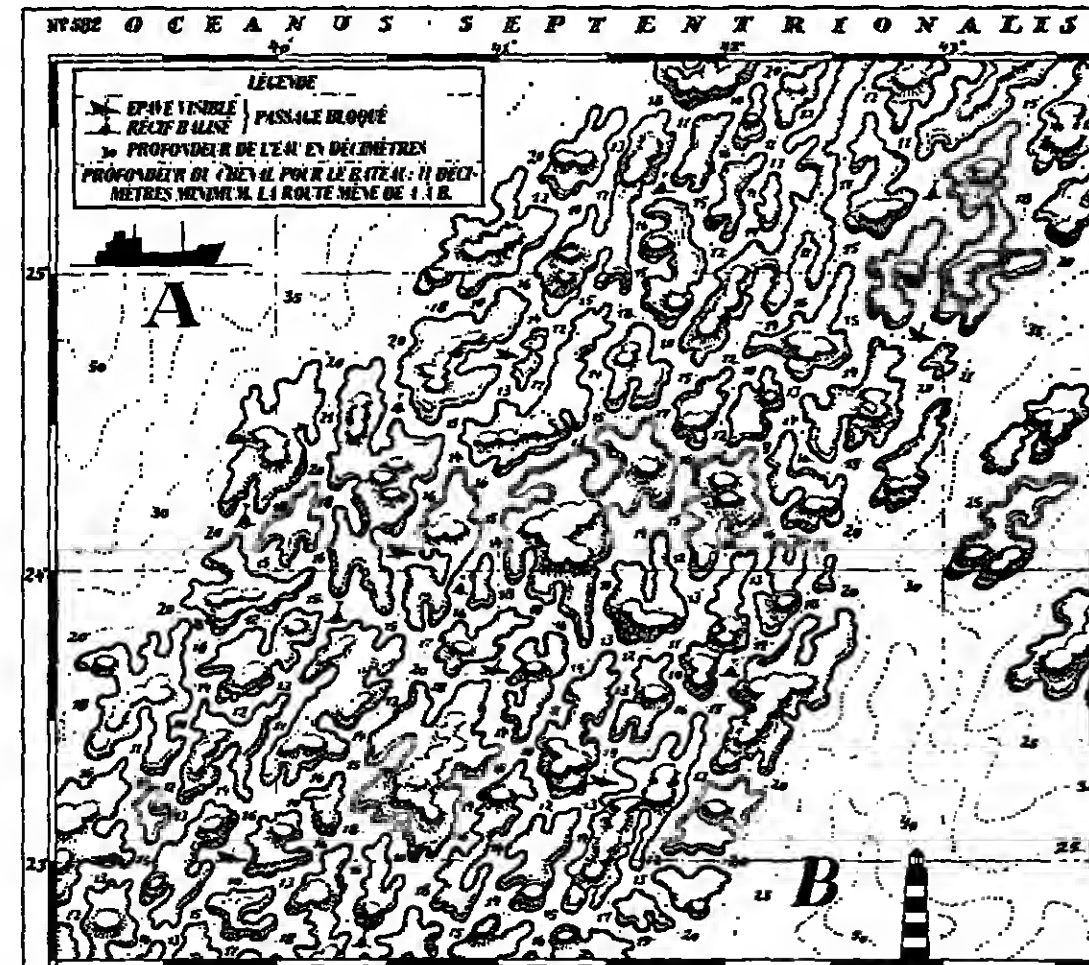
La distribution d'un dividende de 22,50 francs à chacune des 2 130 000 actions constituant le capital social a été décidée, à laquelle s'ajoutera l'impôt payé d'avance au Trésor (avoir fiscal) de 11,25 francs portant le revenu global de l'actionnaire à 33,75 francs. Le dividende sera mis en paiement à compter du 17 juin 1983.

Commentant ces résultats, le président a rappelé que le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe La Radiotechnique a atteint 4 768 millions de francs, en augmentation de 13,8 % par rapport à l'année 1981, et que le bénéfice net consolidé par action ressort à 35,11 francs contre 23,79 francs en 1981.

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spéciaux sur demande



Les tâches compliquées sont celles que nous préférons.

Dans des périodes de changements permanents, on recherche fréquemment des voies nouvelles pour soutenir avec succès la concurrence. Ce sont précisément les prochaines années qui entraîneront de grands défis. Il faut de la flexibilité et de l'imagination pour déterminer le cap correct. Il en est de même pour nous, en tant qu'une des grandes banques à compétence universelle d'Allemagne fédérale. Au cours de l'année 1982, nous avons suivi, d'une manière conséquente, la devise « qualité au lieu de quantité ». Marqué par une bonne évolution de nos affaires, ce dernier exercice était placé, par conséquent, clairement sous le signe de la consolidation.

Considérant la solidité comme l'assise de nos activités, nous avons renforcé notre base pour l'avenir.

Les chiffres-clés de notre bilan

(en milliards de DM)	1982
Total du bilan	56,42
Dépôts clientèle	24,87
Crédits clientèle	33,51
Fonds propres	1,79

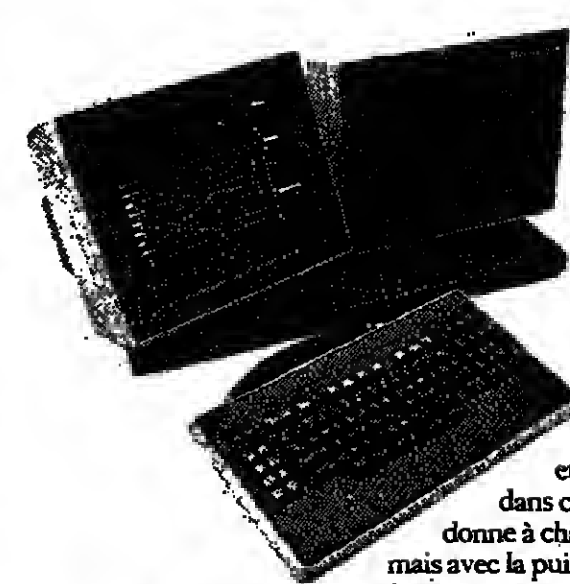
Nous aimerions continuer à être le partenaire flexible et sûr pour résoudre les tâches compliquées de nos clients.

Mettez-nous à l'épreuve.

BfG-Bank für Gemeinwirtschaft

BfG-Bank für Gemeinwirtschaft, Aktiengesellschaft, Postfach 11 022, Theaterplatz 2, 6000 Frankfurt am Main 1.
BfG-London, 83, Cannon Street, Bucklersbury House, London EC4N 8 HE. BfG-Luxembourg Société Anonyme, 17, rue du Fosse, B.P. 1123, Luxembourg. BfG-New York, 400 Park Avenue, New York, N.Y. 10022. BfG-Cayman Islands, c/o BfG-New York. BfG-Hong Kong, Bank of Canton Building, 6, Des Voeux Road Central, Hong Kong.
BfG-Finance Asia Ltd. c/o BfG-Hong Kong.

QUAND IL S'AGIT DE CHOISIR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS, LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.



LE REMARQUABLE PETIT SYSTÈME DE GESTION: BURROUGHS B20

La plupart des gens pensent que si un constructeur d'ordinateurs est plus grand que Burroughs, il est automatiquement meilleur que Burroughs.

Ce n'est pas forcément vrai.

Dans la gamme des petits systèmes de gestion, par exemple, le Burroughs B20 est l'un des ordinateurs autonomes les plus polyvalents, les plus faciles à utiliser et les plus évolutifs du marché.

Avec son puissant processeur 16 bits et jusqu'à 640K octets de mémoire RAM dans chaque poste de travail, le Burroughs B20 donne à chaque utilisateur son propre ordinateur, mais avec la puissance, les bases de données et la mémoire associées auparavant uniquement à de grands systèmes.

Plus important encore, le B20 peut s'intégrer dans un réseau d'autres B20, ce qui permet à chacun de disposer dans son travail des informations les plus récentes. Et comme le B20 peut gérer de nombreux postes de travail, il grandira avec votre entreprise.

Pour le mettre en exploitation, vous n'avez qu'à le débiller, le brancher, choisir un de nos nombreux logiciels destinés à la gestion des entreprises (fiches de paie, livres de ventes, registres de stocks, etc.), incliner l'écran à la hauteur voulue — et c'est à vous de jouer. (Nos manuels de formation programmée sont si faciles à utiliser que vous serez capable de projeter vos ventes au bout de quelques heures seulement.)

Si vous avez besoin d'aide, appelez le Burroughs Centre de Gestion et de Ressources des Appels Clients. Les informaticiens compétents de Burroughs vous aideront à résoudre tous vos problèmes — qu'ils soient liés à notre matériel, notre logiciel ou nos systèmes d'exploitation. Notre expérience internationale de 87 ans dans le domaine du matériel de bureau nous a appris certaines choses en matière de service et de soutien aux entreprises.

Donc, si vous cherchez un petit système de gestion, votre décision ne doit pas être fonction de la taille du constructeur. Mais plutôt de sa qualité.

Burroughs

LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

*L'unité de mémoire de masse B22 doit être installée par un technicien qualifié de Burroughs.

Pour faire plus ample connaissance avec les Systèmes B20.

Nom : _____
Fonction : _____
Société : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____

A envoyer à : Direction du Marketing
Systèmes B20
S.A. Burroughs
95015-Cergy Pontoise Cedex

3 JUIN

	Frais incl.	net.
SICAV		

110		Active France	161 74
201 30		Active Argentina	228 19
140		Active Australia	236 10
32	32 10	Active Belgium	236 10
58	58 59	Active Brazil	236 10
58		A.S.F. 1000	236 10
77		Algeria	237 11
87 50		Austria	237 11
329	335	A.S.D.	237 11
404 20		American Canada	237 11
404 20		Amoco	237 11
404 20		Amoco Brazil	237 11
13 20		Amoco Chile	237 11
782	860	Amoco France	237 11
62		Amoco Germany	237 11
318	320	Amoco Italy	237 11
670	670	Amoco Japan	237 11
528		Amoco Korea	237 11
74		Amoco Mexico	237 11
21		Amoco Peru	237 11
289	287	Amoco Spain	237 11
339	360	Amoco Sweden	237 11
331	331	Amoco Switzerland	237 11
315	315	Amoco Taiwan	237 11
450		Amoco Thailand	237 11
83 80	83 30	Amoco United Kingdom	237 11
118 20		Amoco United States	237 11
767	766	Amoco Venezuela	237 11
820	97	Amoco West Germany	237 11
43		Amoco Yugoslavia	237 11
127 10		Amoco Zaire	237 11
330		Amoco Zimbabwe	237 11
536	530	Amoco Zambia	237 11
33 80	33 80	Amoco Zanzibar	237 11
82 80		Amoco Zanzibar	237 11
129	128 50	Amoco Zanzibar	237 11
470		Amoco Zanzibar	237 11
209 20	210	Amoco Zanzibar	237 11
180	171	Amoco Zanzibar	237 11
732	748	Amoco Zanzibar	237 11
12 80		Amoco Zanzibar	237 11
32	31	Amoco Zanzibar	237 11
945	955	Amoco Zanzibar	237 11
78	188	Amoco Zanzibar	237 11
189	345	Amoco Zanzibar	237 11
210		Amoco Zanzibar	237 11
188		Amoco Zanzibar	237 11
252 50		Amoco Zanzibar	237 11
360		Amoco Zanzibar	237 11
70	61	Amoco Zanzibar	237 11

SECOND MARCHÉ

[illegible]

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 18 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pourrions plus donner l'exactitude des données pour le Français.

Cotation cours. Liste des cours cotés - Regroupement en sections par secteur ou par secteur géographique										Cotation cours. Liste des cours cotés - Regroupement en sections par secteur ou par secteur géographique									
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Cours	Prémié	Dernier	Compt. Premier	Compt. Premier	Cours	Prémié	Dernier	Compt. Premier	Compt. Premier	Cours	Prémié	Dernier	Compt. Premier	Compt. Premier	Cours	Prémié	Dernier	Compt. Premier	Compt. Premier
2001	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2002	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2003	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2004	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2005	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2006	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2007	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2008	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2009	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2010	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2011	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2012	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2013	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2014	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2015	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2016	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2017	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2018	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2019	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2020	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2021	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2022	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2023	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2024	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2025	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2026	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2027	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2028	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2029	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2030	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2031	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2032	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2033	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2034	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2035	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2036	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2037	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2038	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2039	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2040	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2041	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2042	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2043	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2044	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2045	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2046	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2047	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2048	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2049	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2050	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2051	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2052	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2053	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2054	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2055	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2056	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2057	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2058	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2059	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2060	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2061	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2062	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2063	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2064	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2065	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2066	AS 51 574	2008	2080	2001	2043	686	Europe n° 1	750	780	780	112	Palcos	126	131	135	54	Valmure	79 50	78 20
2067	AS 51 574	2008	2080	2001															

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDÉES

2. **PRIVE-PUBLIC** : « Professions libérales : une carte à jouer », par François Sackiot ; « Un mauvais coup pour la fonction publique », par Bernard Pons ; « Chefs d'entreprise et tour d'ivoire », par Robert Papin.

ÉTRANGER

3. **PROCHE-ORIENT** : ISRAËL : l'opposition au maintien de l'armée au Liban s'amplifie.

3. **AFRIQUE**

4. **AMÉRIQUES**

4-5. **EUROPE** : FINLANDE : la visite du président Kivisto à Moscou.

6-7. **DIPLOMATIE** : Washington prépare de nouvelles propositions sur la limitation des armements stratégiques.

8. Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

11. **LI** : la Ressource humaine, de Samuel Pless.

POLITIQUE

8-9. Divergences au sein de la majorité.

10. Les discussions sur l'enseignement.

10-11. Après les manifestations politiques.

SOCIÉTÉ

12. Cinq années d'enquête du Cerdac : les Français parlent des Français.

SPORTS

14. Les Internationaux de Roland-Garros.

15. BASKET : l'Italie remporte le championnat d'Europe.

CULTURE

16. THEATRE : le Prince travesti à Chailly.

18-19. COMMUNICATION.

RÉGIONS

20. ILE-DE-FRANCE : Marne-la-Vallée, une ville nouvelle à l'âge ingrat.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21 à 24. Sur la piste du caoutchouc.

ÉCONOMIE

43. Des difficultés pour les syndicats européens de marcher du même pas vers les trente-cinq heures.

44. AÉRONAUTIQUE : sept cent mille visiteurs au Bourget.

45. CONJONCTURE : M. Delors exclut tout nouveau blocage des prix et des salaires.

RADIO-TÉLÉVISION (18-19)
INFORMATIONS
SERVICES (19) :
Automobile ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (26 à 42) ; Carnet (15) ; Programmes des spectacles (17-18) ; Marchés financiers (47).

Le numéro du « Monde » daté 5-6 juin 1983 a été tiré à 466 526 exemplaires.

MÊME SANS DOLLARS PARTIEZ AUX U.S.A.
Séjours en université, avec cours d'anglais, payables en France sans impôt sur le carnet de change ELS-U.S.A., 36, rue de Chergé 92200 Neuilly. Tél. : (1) 67-35-88

LATREILLE
SPECIALISTE D'ÉTÉ
POUR HOMMES
ENSEMBLES D'ÉTÉ depuis 610 F
POUR DAMES
ROBES D'ÉTÉ depuis 375 F
62, rue St André-des-Arts 6°
329 44 10 - Parking privé
Catalogue sur demande

L'ORDINATEUR PERSONNEL
Les réponses à toutes les questions des non-spécialistes sur l'acquisition et l'usage professionnel d'un micro-ordinateur
80 FF chez votre marchand de journaux.

A B C D E F G

APRÈS « LE MONDE »

« Libération » poursuivie
pour discrimination raciale par la LICRA

Après le Monde, qui fut relaxé le 24 mars, c'est au tour du journal Libération d'être poursuivi par la LICRA Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, que préside M. Jean Pierre-Bloch, pour diffamation raciale et provocation à la haine raciale. L'audience a lieu ce lundi 6 juin, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par Mme Jacqueline Clavary.

Alors que le Monde se voyait reprocher une publication publicitaire (un texte de MM. Garaudy, Leleng et Mathiot), la mise en cause de Libération repose sur une lettre de lecture. Dans les deux cas, les textes incriminés avaient trait aux événements du Liban et, spécialement, aux bombardements de Beyrouth par l'aviation israélienne.

A propos des poursuites qui le visent personnellement et qui lui ont été infligées par la justice, M. Serge July écrit dans le numéro de ce lundi :

« Cette lettre ne se discute pas. Elle est monstrueusement antisémite. Libération est confrontée depuis des années aux problèmes juridiques que pose l'utilisation faite du courrier des lecteurs comme révélateur social, comme mode d'expression subjective. (...) Cela devrait aller sans dire : toutes les lettres publiées dans le courrier ne reflètent pas la pensée supposée du journal. L'admettre serait au contraire décréter l'innocence de cette page qui n'a de sens que si elle fonctionne comme carte blanche laissée à d'autres que nous-mêmes. (...) Je ne serais pas journaliste si je pouvais croire une seule seconde que l'antisémitisme a disparu en France. Seulement, voilà, la France est un pays où l'on aime se voiler la face, où l'antagonisme est de rigueur, où l'on ne conçoit pas facilement qu'un organe de presse veuille échapper aux classements politiques et idéologiques. (...) »

« A l'humiliation qui m'attend au jour du jugement, à celle qui me sera infligée cet après-midi, je ne veux pas ajouter celle-ci, plus intolérable encore, qui m'obligerait à prouver que je ne suis pas antisémite, que je ne suis pas raciste, que je ne pousse pas à la haine raciale, que je ne suis pas antisémite, mes combats, que je suis encore, mes amours, mes voyages... »

« Quelle atroce dérision que celle-ci, ou plus exactement, quel supplice raffiné que celui qui consisterait à me prêter à cette pantomime inquisitoriale où les avocats de la LICRA auront naturellement le cœur de m'arracher l'aveu de ma prétendue solognoterie. (...) »

Et, au début de son article, intitulé « La lettre écarlate », M. July écrivait : « Je ne suis pas antisémite parce que je ne suis pas antisémite. (...) »

« C'est évidemment le privilège des tribunaux de dire si, oui ou non, le journal Libération tombe sous le coup de la loi du 1^{er} juillet 1972 sur le racisme. Mais c'est le droit, sinon en l'espèce le devoir, des journaux de se dire solidaires de Libération. En indiquant, de surcroît, que, si la lettre incriminée peut être jugée raciste, y compris par M. July lui-même, il est difficile de voir en elle, au milieu de tant d'autres correspondances d'un autre ton, et pourtant sur tant de sujets, une représentation si précise des convictions de Libération qu'elle légitimerait la condamnation de ce journal. — P.M. »

« Je ne serais pas journaliste si je pouvais croire une seule seconde que l'antisémitisme a disparu en France. Seulement, voilà, la France est un pays où l'on aime se voiler la face, où l'antagonisme est de rigueur, où l'on ne conçoit pas facilement qu'un organe de presse veuille échapper aux classements politiques et idéologiques. (...) »

« A l'humiliation qui m'attend au jour du jugement, à celle qui me sera infligée cet après-midi, je ne veux pas ajouter celle-ci, plus intolérable encore, qui m'obligerait à prouver que je ne suis pas antisémite, que je ne suis pas raciste, que je ne pousse pas à la haine raciale, que je ne suis pas antisémite, mes combats, que je suis encore, mes amours, mes voyages... »

« Quelle atroce dérision que celle-ci, ou plus exactement, quel supplice raffiné que celui qui consisterait à me prêter à cette pantomime inquisitoriale où les avocats de la LICRA auront naturellement le cœur de m'arracher l'aveu de ma prétendue solognoterie. (...) »

Et, au début de son article, intitulé « La lettre écarlate », M. July écrivait : « Je ne suis pas antisémite parce que je ne suis pas antisémite. (...) »

« C'est évidemment le privilège des tribunaux de dire si, oui ou non, le journal Libération tombe sous le coup de la loi du 1^{er} juillet 1972 sur le racisme. Mais c'est le droit, sinon en l'espèce le devoir, des journaux de se dire solidaires de Libération. En indiquant, de surcroît, que, si la lettre incriminée peut être jugée raciste, y compris par M. July lui-même, il est difficile de voir en elle, au milieu de tant d'autres correspondances d'un autre ton, et pourtant sur tant de sujets, une représentation si précise des convictions de Libération qu'elle légitimerait la condamnation de ce journal. — P.M. »

« Je ne serais pas journaliste si je pouvais croire une seule seconde que l'antisémitisme a disparu en France. Seulement, voilà, la France est un pays où l'on aime se voiler la face, où l'antagonisme est de rigueur, où l'on ne conçoit pas facilement qu'un organe de presse veuille échapper aux classements politiques et idéologiques. (...) »

« A l'humiliation qui m'attend au jour du jugement, à celle qui me sera infligée cet après-midi, je ne veux pas ajouter celle-ci, plus intolérable encore, qui m'obligerait à prouver que je ne suis pas antisémite, que je ne suis pas raciste, que je ne pousse pas à la haine raciale, que je ne suis pas antisémite, mes combats, que je suis encore, mes amours, mes voyages... »

« Quelle atroce dérision que celle-ci, ou plus exactement, quel supplice raffiné que celui qui consisterait à me prêter à cette pantomime inquisitoriale où les avocats de la LICRA auront naturellement le cœur de m'arracher l'aveu de ma prétendue solognoterie. (...) »

Et, au début de son article, intitulé « La lettre écarlate », M. July écrivait : « Je ne suis pas antisémite parce que je ne suis pas antisémite. (...) »

« C'est évidemment le privilège des tribunaux de dire si, oui ou non, le journal Libération tombe sous le coup de la loi du 1^{er} juillet 1972 sur le racisme. Mais c'est le droit, sinon en l'espèce le devoir, des journaux de se dire solidaires de Libération. En indiquant, de surcroît, que, si la lettre incriminée peut être jugée raciste, y compris par M. July lui-même, il est difficile de voir en elle, au milieu de tant d'autres correspondances d'un autre ton, et pourtant sur tant de sujets, une représentation si précise des convictions de Libération qu'elle légitimerait la condamnation de ce journal. — P.M. »

« Je ne serais pas journaliste si je pouvais croire une seule seconde que l'antisémitisme a disparu en France. Seulement, voilà, la France est un pays où l'on aime se voiler la face, où l'antagonisme est de rigueur, où l'on ne conçoit pas facilement qu'un organe de presse veuille échapper aux classements politiques et idéologiques. (...) »

« A l'humiliation qui m'attend au jour du jugement, à celle qui me sera infligée cet après-midi, je ne veux pas ajouter celle-ci, plus intolérable encore, qui m'obligerait à prouver que je ne suis pas antisémite, que je ne suis pas raciste, que je ne pousse pas à la haine raciale, que je ne suis pas antisémite, mes combats, que je suis encore, mes amours, mes voyages... »

« Quelle atroce dérision que celle-ci, ou plus exactement, quel supplice raffiné que celui qui consisterait à me prêter à cette pantomime inquisitoriale où les avocats de la LICRA auront naturellement le cœur de m'arracher l'aveu de ma prétendue solognoterie. (...) »

Et, au début de son article, intitulé « La lettre écarlate », M. July écrivait : « Je ne suis pas antisémite parce que je ne suis pas antisémite. (...) »

« C'est évidemment le privilège des tribunaux de dire si, oui ou non, le journal Libération tombe sous le coup de la loi du 1^{er} juillet 1972 sur le racisme. Mais c'est le droit, sinon en l'espèce le devoir, des journaux de se dire solidaires de Libération. En indiquant, de surcroît, que, si la lettre incriminée peut être jugée raciste, y compris par M. July lui-même, il est difficile de voir en elle, au milieu de tant d'autres correspondances d'un autre ton, et pourtant sur tant de sujets, une représentation si précise des convictions de Libération qu'elle légitimerait la condamnation de ce journal. — P.M. »

« Je ne serais pas journaliste si je pouvais croire une seule seconde que l'antisémitisme a disparu en France. Seulement, voilà, la France est un pays où l'on aime se voiler la face, où l'antagonisme est de rigueur, où l'on ne conçoit pas facilement qu'un organe de presse veuille échapper aux classements politiques et idéologiques. (...) »

« A l'humiliation qui m'attend au jour du jugement, à celle qui me sera infligée cet après-midi, je ne veux pas ajouter celle-ci, plus intolérable encore, qui m'obligerait à prouver que je ne suis pas antisémite, que je ne suis pas raciste, que je ne pousse pas à la haine raciale, que je ne suis pas antisémite, mes combats, que je suis encore, mes amours, mes voyages... »

Après le Monde, qui fut relaxé le 24 mars, c'est au tour du journal Libération d'être poursuivi par la LICRA Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, que préside M. Jean Pierre-Bloch, pour diffamation raciale et provocation à la haine raciale. L'audience a lieu ce lundi 6 juin, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par Mme Jacqueline Clavary.

Alors que le Monde se voyait reprocher une publication publicitaire (un texte de MM. Garaudy, Leleng et Mathiot), la mise en cause de Libération repose sur une lettre de lecture. Dans les deux cas, les textes incriminés avaient trait aux événements du Liban et, spécialement, aux bombardements de Beyrouth par l'aviation israélienne.

A propos des poursuites qui le visent personnellement et qui lui ont été infligées par la justice, M. Serge July écrit dans le numéro de ce lundi :

« Cette lettre ne se discute pas. Elle est monstrueusement antisémite. Libération est confrontée depuis des années aux problèmes juridiques que pose l'utilisation faite du courrier des lecteurs comme révélateur social, comme mode d'expression subjective. (...) Cela devrait aller sans dire : toutes les lettres publiées dans le courrier ne reflètent pas la pensée supposée du journal. L'admettre serait au contraire décréter l'innocence de cette page qui n'a de sens que si elle fonctionne comme carte blanche laissée à d'autres que nous-mêmes. (...) Je ne serais pas journaliste si je pouvais croire une seule seconde que l'antisémitisme a disparu en France. Seulement, voilà, la France est un pays où l'on aime se voiler la face, où l'antagonisme est de rigueur, où l'on ne conçoit pas facilement qu'un organe de presse veuille échapper aux classements politiques et idéologiques. (...) »

« A l'humiliation qui m'attend au jour du jugement, à celle qui me sera infligée cet après-midi, je ne veux pas ajouter celle-ci, plus intolérable encore, qui m'obligerait à prouver que je ne suis pas antisémite, que je ne suis pas raciste, que je ne pousse pas à la haine raciale, que je ne suis pas antisémite, mes combats, que je suis encore, mes amours, mes voyages... »

« Quelle atroce dérision que celle-ci, ou plus exactement, quel supplice raffiné que celui qui consisterait à me prêter à cette pantomime inquisitoriale où les avocats de la LICRA auront naturellement le cœur de m'arracher l'aveu de ma prétendue solognoterie. (...) »

Et, au début de son article, intitulé « La lettre écarlate », M. July écrivait : « Je ne suis pas antisémite parce que je ne suis pas antisémite. (...) »

« C'est évidemment le privilège des tribunaux de dire si, oui ou non, le journal Libération tombe sous le coup de la loi du 1^{er} juillet 1972 sur le racisme. Mais c'est le droit, sinon en l'espèce le devoir, des journaux de se dire solidaires de Libération. En indiquant, de surcroît, que, si la lettre incriminée peut être jugée raciste, y compris par M. July lui-même, il est difficile de voir en elle, au milieu de tant d'autres correspondances d'un autre ton, et pourtant sur tant de sujets, une représentation si précise des convictions de Libération qu'elle légitimerait la condamnation de ce journal. — P.M. »

« Je ne serais pas journaliste si je pouvais croire une seule seconde que l'antisémitisme a disparu en France. Seulement, voilà, la France est un pays où l'on aime se voiler la face, où l'antagonisme est de rigueur, où l'on ne conçoit pas facilement qu'un organe de presse veuille échapper aux classements politiques et idéologiques. (...) »

« A l'humiliation qui m'attend au jour du jugement, à celle qui me sera infligée cet après-midi, je ne veux pas ajouter celle-ci, plus intolérable encore, qui m'obligerait à prouver que je ne suis pas antisémite, que je ne suis pas raciste, que je ne pousse pas à la haine raciale, que je ne suis pas antisémite, mes combats, que je suis encore, mes amours, mes voyages... »

« Quelle atroce dérision que celle-ci, ou plus exactement, quel supplice raffiné que celui qui consisterait à me prêter à cette pantomime inquisitoriale où les avocats de la LICRA auront naturellement le cœur de m'arracher l'aveu de ma prétendue solognoterie. (...) »

Et, au début de son article, intitulé « La lettre écarlate », M. July écrivait : « Je ne suis pas antisémite parce que je ne suis pas antisémite. (...) »

« C'est évidemment le privilège des tribunaux de dire si, oui ou non, le journal Libération tombe sous le coup de la loi du 1^{er} juillet 1972 sur le racisme. Mais c'est le droit, sinon en l'espèce le devoir, des journaux de se dire solidaires de Libération. En indiquant, de surcroît, que, si la lettre incriminée peut être jugée raciste, y compris par M. July lui-même, il est difficile de voir en elle, au milieu de tant d'autres correspondances d'un autre ton, et pourtant sur tant de sujets, une représentation si précise des convictions de Libération qu'elle légitimerait la condamnation de ce journal. — P.M. »

« Je ne serais pas journaliste si je pouvais croire une seule seconde que l'antisémitisme a disparu en France. Seulement, voilà, la France est un pays où l'on aime se voiler la face, où l'antagonisme est de rigueur, où l'on ne conçoit pas facilement qu'un organe de presse veuille échapper aux classements politiques et idéologiques. (...) »

« A l'humiliation qui m'attend au jour du jugement, à celle qui me sera infligée cet après-midi, je ne veux pas ajouter celle-ci, plus intolérable encore, qui m'obligerait à prouver que je ne suis pas antisémite, que je ne suis pas raciste, que je ne pousse pas à la haine raciale, que je ne suis pas antisémite, mes combats, que je suis encore, mes amours, mes voyages... »

« Quelle atroce dérision que celle-ci, ou plus exactement, quel supplice raffiné que celui qui consisterait à me prêter à cette pantomime inquisitoriale où les avocats de la LICRA auront naturellement le cœur de m'arracher l'aveu de ma prétendue solognoterie. (...) »

Et, au début de son article, intitulé « La lettre écarlate », M. July écrivait : « Je ne suis pas antisémite parce que je ne suis pas antisémite. (...) »

« C'est évidemment le privilège des tribunaux de dire si, oui ou non, le journal Libération tombe sous le coup de la loi du 1^{er} juillet 1972 sur le racisme. Mais c'est le droit, sinon en l'espèce le devoir, des journaux de se dire solidaires de Libération. En indiquant, de surcroît, que, si la lettre incriminée peut être jugée raciste, y compris par M. July lui-même, il est difficile de voir en elle, au milieu de tant d'autres correspondances d'un autre ton, et pourtant sur tant de sujets, une représentation si précise des convictions de Libération qu'elle légitimerait la condamnation de ce journal. — P.M. »

« Je ne serais pas journaliste si je pouvais croire une seule seconde que l'antisémitisme a disparu en France. Seulement, voilà, la France est un pays où l'on aime se voiler la face, où l'antagonisme est de rigueur, où l'on ne conçoit pas facilement qu'un organe de presse veuille échapper aux classements politiques et idéologiques. (...) »

« A l'humiliation qui m'attend au jour du jugement, à celle qui me sera infligée cet après-midi, je ne veux pas ajouter celle-ci, plus intolérable encore, qui m'obligerait à prouver que je ne suis pas antisémite, que je ne suis pas raciste, que je ne pousse pas à la haine raciale, que je ne suis pas antisémite, mes combats, que je suis encore, mes amours, mes voyages... »

« Quelle atroce dérision que celle-ci, ou plus exactement, quel supplice raffiné que celui qui consisterait à me prêter à cette pantomime inquisitoriale où les avocats de la LICRA auront naturellement le cœur de m'arracher l'aveu de ma prétendue solognoterie. (...) »

Et, au début de son article, intitulé « La lettre écarlate », M. July écrivait : « Je ne suis pas antisémite parce que je ne suis pas antisémite. (...) »

« C'est évidemment le privilège des tribunaux de dire si, oui ou non, le journal Libération tombe sous le coup de la loi du 1^{er} juillet 1972 sur le racisme. Mais c'est le droit, sinon en l'espèce le devoir, des journaux de se dire solidaires de Libération. En indiquant, de surcroît, que, si la lettre incriminée peut être jugée raciste, y compris par M. July lui-même, il est difficile de voir en elle, au milieu de tant d'autres correspondances d'un autre ton, et pourtant sur tant de sujets, une représentation si précise des convictions de Libération qu'elle légitimerait la condamnation de ce journal. — P.M. »

« Je ne serais pas journaliste si je pouvais croire une seule seconde que l'antisémitisme a disparu en France. Seulement, voilà, la France est un pays où l'on aime se voiler la face, où l'antagonisme est de rigueur, où l'on ne conçoit pas facilement qu'un organe de presse veuille échapper aux classements politiques et idéologiques. (...) »

« A l'humiliation qui m'attend au jour du jugement, à celle qui me sera infligée cet après-midi, je ne veux pas ajouter celle-ci, plus intolérable encore, qui m'obligerait à prouver que je ne suis pas antisémite, que je ne suis pas raciste, que je ne pousse pas à la haine raciale, que je ne suis pas antisémite, mes combats, que je suis encore, mes amours, mes voyages... »

« Quelle atroce dérision que celle-ci, ou plus exactement, quel supplice raffiné que celui qui consisterait à me prêter à cette pantomime inquisitoriale où les avocats de la LICRA auront naturellement le cœur de m'arracher l'aveu de ma prétendue solognoterie. (...) »

Et, au début de son article, intitulé « La lettre écarlate », M. July écrivait : « Je ne suis pas antisémite parce que je ne suis pas antisémite. (...) »

GRACIÉ EN OCTOBRE 1981

Roger Knobelspiess est arrêté

Roger Knobelspiess, arrêté le 5 juin à Honfleur, est soupçonné par les enquêteurs d'avoir participé à un hold-up en mai dans la région parisienne. Coauteur pour sa lutte contre les quartiers de haute sécurité — il leur a consacré deux livres écrits en prison, — Knobelspiess avait été gracié par le chef de l'État en octobre 1981.

Interrogé le 6 juin sur cette affaire, M. Badinter s'est borné à déclarer : « Je rappelle que ce sont les jurés et les magistrats eux-mêmes qui ont demandé qu'il soit gracié, au regard de tout ce qu'il lui était advenu dans sa vie. Maintenant, à la justice d'apprécier. »

Après leur arrestation dimanche, à Honfleur (Calvados), par des policiers de la Brigade de recherche et d'intervention (I^{re} antiterrorisme) et des S.R.P.J. de Rouen et de Versailles, Roger Knobelspiess et Michel Baron (1) étaient toujours entendus, lundi matin 6 juin, au commissariat de Honfleur. De graves présomptions pèsent sur les deux hommes, qui pourraient être — avec un complice en fuite — les auteurs d'un hold-up, survenu le 24 mai entre Massy et Palaiseau (Essonne), au cours duquel un fourgon de transport de fonds avait été dérobé par trois hommes armés déguisés en policiers. Le montant des fonds en espèces et en chèques transportés avoisinait 20 millions de francs (le Monde du 26 mai).

Fillés depuis plusieurs jours, Michel Baron et Roger Knobelspiess se trouvaient depuis le 4 juin dans un campignol proche de Honfleur. Si Michel Baron, qui était armé, s'est laissé appréhender sans résistance, en revanche, Roger Knobelspiess, qui n'était en possession d'aucune arme, a tenté, nous indique notre correspondant à Caen, Jack Anger, d'échapper aux policiers, qui ont dû faire stopper son véhicule en le crevant les pneus. Blessé au visage lors de la collision qui s'ensuivit, Roger Knobelspiess, conduit d'abord à l'hôpital d'Equemauville, a tenté de s'enfuir en enjambant une fenêtre, mais il devait être maîtrisé par des infirmiers.

Un chauffeur de la société de transport de fonds S.P.S. (Sécurité-Protection-Surveillance), Patrick Curti, vingt-six ans, arrêté le 5 juin, aurait reconnu avoir fourni à trois malfaiteurs les indications qui leur ont permis d'attaquer le fourgon.

(1) Michel Baron, trente-six ans, garagiste, était recherché depuis octobre 1982. Le 23 septembre 1982, deux hommes avaient ouvert le feu, à Elbeuf (Seine-Maritime), contre des gendarmes et parvenaient à s'enfuir. L'enquête devait établir qu'il s'agissait de Michel Baron et de Jacques Knobelspiess, frère cadet de Roger. Jacques Knobelspiess avait été appréhendé le 5 janvier 1983 à Bordeaux.

Portraits croisés

Pour les uns, Roger Knobelspiess est « un révolté et un récidiviste », « un dangereux incurable ». Pour les autres, comme Claude Manceaux, il est, « un homme à l'âme d'enfant, un homme qui se sent, un homme qui aime ». Roger Knobelspiess est né le 15 septembre 1947, à Elbeuf (Seine-Maritime). Son enfance a été celle des enfants de familles nombreuses du quart monde, vivant dans des bidonvilles, sans électricité, sans eau, sans chauffage, sans école, sans famille, et à l'école, les humiliations de ses camarades qui l'appellent « clop » ou « mégot ». Se première condamnation, il l'a connue à dix-huit ans, pour vol. Quelques jours après sa libération, il est condamné pour avoir volé un Michaluk comme co-auteur d'un hold-up commis le 26 mai 1969 sur la nationale 13 entre Evreux et Lisieux. Butin : 800 francs. Il clame son innocence mais est condamné à quinze ans d'emprisonnement. Lettres aux présidents de la République qui se succèdent, grâces de la faim, auto-mutilation, il utilisera tous les moyens pour protester de son innocence. Il connaît l'isolement, les Q.I.S. (quartiers de haute sécurité), ce qui le renforce dans sa révolte. Il écrit deux livres sur ces thèmes : Q.I.S. et l'acharnement. En décembre 1976, il obtient une permission de sortir, mais ne revient pas. Le 2 mars 1977, il est à nouveau arrêté. A la fin d'octobre 1981, malgré le soutien de nombreux intellectuels, il est condamné, pour avoir volé, à cinq ans de réclusion criminelle. Six jours plus tard, il sera gracié par le président de la République.



tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour gérer votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui n'a pas inventé la poudre, et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le septième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous, W.R. Borg, dpt 193, chez AUBANEL - 6, place St-Pierre 84028 Avignon Cedex

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : W.R. Borg, dpt 193, chez AUBANEL - 6, place St-Pierre, 84028 Avignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Eternelles du Succès ».

NOM _____ PRÉNOM _____
No _____ RUE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____
AGE _____ PROFESSION _____
Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

L'ASCENSION DU DOLLAR
SE POURSUIT
PLUS DE 7,70 F.

Après une accalmie à la veille du week-end, et même au Alger repêlé, le dollar a repris son ascension lundi 6 juin sur tous les marchés des changes.

A Frankfurt, son cours est passé de 2,54 DM à 2,56 DM (il atteignait 2,55 DM jeudi dernier) et, à Paris, il a battu à nouveau tous ses records, s'élevant au-dessus de 7,70 F. vendredi, il était revenu de 7,67 F à 7,64 F. A Tokyo également, le « billet vert » a progressé, touchant le cours de 240 yens contre 236,75 yens précédemment.

Cette nouvelle poussée est due, comme les précédentes, à une tension persistante des taux d'intérêt américains, que tous les marchés financiers voient orientés à la hausse.

LE TAUX DE SALAIRE
HORAIRE OUVRIER
A AUGMENTÉ DE 3,1 %
PENDANT
LE PREMIER TRIMESTRE

L'indice du taux de salaire horaire ouvrier a augmenté de 3,1 % au premier trimestre 1983. En un an (avril 1982 à avril 1983), la hausse est de 10,8 %. Compte tenu de la hausse des prix de détail, selon l'INSEE, a été de 9,1 % pendant la même période, le gain en pouvoir d'achat du salaire horaire ouvrier a été de 1,5 %.

La forte hausse du premier trimestre ne s'explique pas par la réduction de la durée du travail, qui est restée pour l'essentiel au même niveau.

Le taux de salaire mensuel, du fait de la réduction de la durée du travail sur un an, a augmenté en moyenne de 9,8 % (entre avril 1982 et avril 1983), ce qui laisse un gain de pouvoir d'achat de 0,6 %. Pendant la même période, le SMIC a augmenté de 12,9 % (+ 3,5 % de pouvoir d'achat).

L'analyse des résultats détaillés du taux de salaire horaire ouvrier montre que les branches qui progressent le plus vite (chimie, caoutchouc, et, dans une moindre mesure, cuir et bois) compensent les retards pris à la sortie du blocage. Un effet de rattrapage semble donc s'être produit.

En revanche, entre janvier 1982 et avril 1983, le taux du salaire mensuel a augmenté de 12,5 % et les prix de 12,8 %, ce qui montre que les mécanismes d'indexation continuent à jouer étroitement.

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS AUBONNE EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES...

TISSUS "COUTURE"
une prodigieuse originalité
TISSUS "DECORATION"
RODIN
36 CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

C.S.A.
CHAMPAGNES/CHOCOLATS
VINS/ALCOOLS

Promotions
Des prix sur des prix

Heidsieck Monopole 69,80
Lanson Brut Black 71,00
Whisky Amaretto 12 ans 63,50
Whisky J. and B. 62,80
Bourbon A.L. 6 ans 60,0